

JOHN M. KELLY LIBRARY



Donated by
The Redemptorists of
the Toronto Province
from the Library Collection of
Holy Redeemer College, Windsor

University of St. Michael's College, Toronto

HOLY REDEEMER LIBRARY, WINDSOR



TO A STATE OF THE STATE OF THE

HISTOIRE

DE LA

"RÉFORME" PROTESTANTE,

EN

ANGLETERRE ET EN IRLANDE;

Dans laquelle on démontre que cet événement a appauvri et dégradé la masse du peuple dans ces deux pays;

DANS UNE SÉRIE DE LETTRES,

Adressées à tous les Anglais sensés et équitables.

PAR WILLIAM COBBETT.

Vibliothèque Catholique de la Vielgique.

I.re Série. - Prix : F.r o - 90.



LOUVAIN,

CHEZ VANLINTHOUT ET VANDENZANDE. Et chez les Libraires désignés ci-après.

HOLY REDEEMER LIBRARY, WINDSOR

Imprimatur

Mechlinia, Februarii 1826. J. FORGEUR, Vic. gen.





C bonnement

à la Vsibliothèque Catholique de la Vselgique.

Les Abonnés reçoivent un exemplaire de chaque Ouvrage qui est publié pour l'année. Ceux qui habitent la campagne doivent indiquer une maison en ville où leurs Ouvrages puissent être remis.

L'Abonnement est de onze francs cinquante centimes an-

nuellement, et se paie comptant.

On s'abonne dans les villes et chez les Libraires dont les

Alost, Ducaju. Amsterdam, J. A Koning, Anvers, Ancelle. Arlon Ath, Jouret-Themon. Audenarde Beaumont, la veuve Hannecart. Béringen Binche, Hypolite Fontaine. Bois-le-Duc, Langenhuysen. Bouvigne, près Dinant... Bruges, De Vliegher. Bruxelles, J. J. Van der Borght. Charleroy, H. J. Lelong. Chimay, la Ve. Preud'homme. Courtray, De Caluwé-Ovyn. Diest, Louis Vaes. Dixmude Enghien Grammont, J. Van den Eycken. Hal, De Prins. Hasselt Ipres, Jacq. Van der Meersch. Jodoigne, Allard. Lessines.... Liege, Lemarie.

Lokeren ... Louvain, Vanlinthout et Vandenzande. Luxembourg Maestricht, Koymans. Malines, Van Velsen-Van der Elst. Marche.... Mons, Jevenois. Namur, Dieudonne Gérard. Nivelles, M1. Dujardin. Peruwelz Poperingue, Duflour. Renaix. Rotterdam, Thompson freres. Roulers, David Van Hee. S. Nicolas, Rukaert-Vanbeeken. Soignies, A. F. Robyns. Spa, la veuve Badon. Termonde, J. Ducaju, fils. Thielt Tirlemont, Merckx. Tournay, Casterman aîné. Turnhout ... Verviers , M1e Th. Oger. Virton.... Wayre

A Aix-la-Chapelle, M. Nélessen, curé de St. Nicolas. A Munster, M. George Kellermann, doyen et curé de Saint-Ludger. Ouvrages distribués jusqu'aujourd'hui aux Abonnés de 1826, pour les onze francs 50 cent. de l'Abonnement, et qui se trouvent chez les susdits Libraires:

Fr. C.

1°. Histoire de la "Réforme" Protestante, en Angleterre et en Irlande; dans laquelle on démontre que cet événement a appauvri et dégradé la masse du peuple dans ces deux pays; dans une série de lettres, adressées à tous les Anglais sensés et équitables. Par William Cobbett......

50-1248

MANAGEMENT CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE P

Depuis quelques années plusieurs princes souverains de l'Allemagne sont retournés à la foi de leurs prédécesseurs. Ces événemens sont aussi consolans que remarquables, et nous pensons qu'on verra avec plaisir à la tête d'un ouvrage sur la réforme la

CONVERSION ET PROCLAMATION

DU DUC D'ANHALT-COETHEN.

- « Par la grâce de Dieu, nous Frédéric Ferdinand, due régnant et souverain d'Anhalt, duc de Saxe, d'Engern et de Westphalie, comte d'Ascanie, seigneur de Berenbourg et de Cerviste, etc., étc., énonçant à chacun et à tous de nos vassaux, seigneurs, magistrats, maires, communes de villes et de villages, et à tous nos sujets de l'ordre ecclésiastique et séculier, notre salut, leur faisons part que le 24 octobre de l'année passée, nous et notre épouse bien-aimée S. A. S. Julie, duchesse d'Anhalt, sommes retournés dans le sein de l'Eglise catholique, apostolique et romaine.
- » Nous y joignons la déclaration que nous conserverons et protégerons, comme nous l'avons fait jusqu'ici, les droits et les libertés de nos sujets protestans, et que nous ne cesserons pas de porter tous nos soins à faire prospérer le bonheur et le salut de notre pays.
- » Nous voulons aussi, par ces présentes, et par nos ferventes prières quotidiennes, recommander très-humblement, nous et nos sujets fidèles à la grâce de Dieu, le guide et le protecteur des princes et des peuples.
- » Donné dans notre résidence à Coethen, le 13 janvier de l'an 1826, après la naissance de Jésus-Christ, notre Seigneur, et de notre règne le huitième.

Signé, FERDINAND. »

L'abjuration de L. A. S. se fit entre les mains de Monseigneur l'archevêque de Paris.

S. A. se propose de faire construire une église catholique et de fonder un établissement pour le curé. La petite paroisse catholique, qui existe déjà à Coethen, est remplie de joie.

Mr. de Haza-Radliz, secrétaire du cabinet et conseiller de légation du duc, avait également fait son abjuration à Paris, au mois de juillet de la même année. Il fut un des principaux instrumens des divines miséricordes à l'égard de L. A. S.; et lui-même s'en était rendu digne par une recherche si sincère de la verité, que pendant plusieurs années il ne s'occupa d'autre chose. Il publia même avant sa conversion une réfutation très-estimée d'un livre dirigé contre la religion catholique.

La perte d'une charge qu'il remplissait en Prusse fut la vengeance que la haine de la vraie foi tira de cette démarche d'une conscience droite et franche; on ne pouvait cependant lui reprocher rien d'illégal ni d'illégitime; mais c'est pour cela précisément qu'il importait d'intimider par une mesure arbitraire ceux qui auraient été tentés de l'imiter. On voulait en outre essayer si peut-être on ne détournerait pas M^r de Haza d'une détermination à laquelle cette démarche semblait assez conduire.

Il en arriva tout autrement. Le duc d'Anhalt accueillit et attacha à sa personne cet homme aussi instruit et capable que vertueux, et voila comment se prépara un événement dont la religion éprouvera des effets très-heureux; résultat bien autrement contrariant pour les persécuteurs de Mr. de Haza que celui qu'ils avaient en vue de prévenir.

Il n'appartient qu'au Roi des Rois de déjouer ainsi les ennemis de son culte. Lui seul a la puissance d'exécuter toujours sa volonté malgré la résistance des hommes, et, remarquons cet attribut distinctif, au moyen de cette résistance. Le Dieu en qui nous espérons a seul la puissance de régner sur ses ennemis et par ses ennemis.

Que nos gémissemens, à la vue des entreprises de l'impiété, soient donc toujours mêlés d'espérance et de confiance. Ou ces entreprises échouent, ou elles ne réussissent que pour un tems, ou si elles semblent s'affermir, ce n'est que pour servir les desseins de l'Éternel d'une autre manière. Le règne de notre Dieu, le règne de la vérité, notre règne n'aura point de fin. Et regni ejus non erit finis.



Plus de 40,000 exemplaires débités en Angleterre, des milliers en Amérique, une traduction italienne à Rome,

une traduction française publiée à Londres et faite par Mr. Cobbett,

une réimpression à Paris, une réimpression à Alost,

Voilà le succès que cet ouvrage a obtenu en quelques mois; il ne doit pas laisser de doute sur l'accueil qu'il recevra de nos abonnés.

Nous avons suivi, pour l'exécution typographique, l'édition de Londres, afin de conserver à cet auteur si original toute son originalité. Chaque fois qu'il emploie des mots qu'il ne veut cependant point adopter, comme par exemple, celui de réforme, il les mets entre guillemets; c'est une protestation contre le langage protestant.

A peu d'exceptions près, il n'a rien été changé aux expressions de l'auteur, quoiqu'elles ne soient pas toujours dans la mesure qu'on désirerait, et telle est entre autres la dernière phrase du n°. 134.

Si Dieu, pour récompenser le service que Mr. Cobbett rend à la vérité, lui fait un jour la grâce de le réunir à la société qui la professe, il développera sûrement davantage en lui cette délicatesse exquise de sentimens, qui est accordée à ceux-là sculement qui accomplissent dans toute sa pureté et dans toute sa vivacité la loi d'aimer.



HISTOIRE

DE LA

"RÉFORME" PROTESTANTE.

LETTRE I.

INTRODUCTION.

Mes Amis. Kensington, le 29 novembre i 824:

1. Il a paru tout récemment un rescrit du roi aux évêques, tendant à inviter leur clergé à faire des quêtes dans les diverses paroisses de l'Angleterre, à l'effet d'encourager l'éducation religieuse du peuple. En communiquant à leurs subordonnés les instructions relatives à cet objet, les évêques les engagent à verser le produit de ces quêtes entre les mains d'un certain Mr. Joshua Warson, de Londres, qui, à ce qu'il paraît, est le trésorier de ce nouveau moyen d'éducation religieuse, et qui est, ou du moins était n'aguère, marchand de vin et d'eau-de-vie, dans Mincing-lane, Fenchurch-street. Ce même Mr. Watson est également le chef d'une société appelée, "Société pour l'encouragement de l'instruction Chrétienne." Dans sa première injonction au clergé de son diocèse, l'évêque actuel de Winchester dit que cette société est " l'interprète fidèle des vérités évangéliques, et le ferme appui de l'Eglise Anglicane;" en conséquence, il recommande fortement, de mettre entre les mains des élèves de ses écoles les ouvrages que cette société publie, et à l'encouragement desquels sont destinés les produits des quêtes ordonnées par autorité du roi.

2. Nous aurons, plus tard, occasion de demander quel est ce clergé qui ayant à dépenser, tant en Angleterre qu'en Irlande, huit millions (sterling) par an, fait un appel à la bourse de ses paroissiens, et les invite à envoyer de l'argent à un marchand de vin, afin de le mettre à même de faire donner une "éducation religieuse" aux enfans. Sans m'arrêter maintenant sur cet objet, veuillez bien remarquer, mes Amis, que cette société pour l'encouragement de l'instruction chrétienne, ne cesse de mettre au jour des ouvrages dont le but réel est de faire croire au peuple Anglais que la religion Catholique est idolâtre et damnable; par conséquent qu'un tiers de nos compatriotes sont idolâtres, voués à la perdition éternelle, et par suite incapables de jouir des mêmes droits dont nous, Protestans, jouissons. Ces calomniateurs savent très-bien, que cette même religion Catholique fut, pendant neuf siècles, la seule religion connue de nos pères. C'est un fait qu'ils ne peuvent cacher aux gens éclairés, et voilà pourquoi eux, aussi bien que le clergé Protestant, ne cessent d'approuver le changement qui cut lieu, il y a environ deux cents ans, et qui est connu sous le nom de "Réforme."

3. Avant d'aller plus avant, entendons-nous bien sur la véritable signification des mots CA-THOLIQUE, PROTESTANT et RÉFORME. CATHO-LIQUE signifie universel et la religion qui prend cette épithète, était appeleé universelle, parce que tous les peuples chrétiens de la terre la reconnaissaient pour la seule vraie religion, et ne reconnaissaient tous qu'un seul et même chef de l'Eglise; or ce chef était le PAPE, qui, bien qu'il siégeat ordinairement à Rome, n'en était pas moins le chef de l'Eglise en Angleterre, en France, en Espagne, en un mot, dans toutes les parties du monde où la religion Chrétienne était professée. Mais il vint un temps où quelques nations, ou plutôt des fractions de quelques nations rejetèrent l'autorité du PAPE; et par suite cessèrent de le reconnaître comme chef de l'Église chrétienne. Ces nations, ou fractions de nations, se déclarèrent, ou, si l'on veut, protestèrent, contre l'autorité de leur chef primitif, ainsi que contre les doctrines de cette Église qui, jusqu'alors, avait été la seule Église chrétienne, et voilà la raison pour laquelle ils prirent le nom de protestors, ou Protestans, dénomination devenue depuis générique pour tous ceux qui ne sont pas Catholiques. Quant au mot " Ré-FORME," il signisse changement pour le mieux; et certes, il eût été bien maladroit à ceux qui

ont opéré ce grand changement s'ils n'avaient pu lui trouver un beau nom.

- 4. Cependant, mes Amis, un examen franc et sincère nous convaincra facilement que ce changement fut pour le pis, et que ce qu'on appelle " Résorme " fut enfanté par une incontinence brutale, nourri par l'hypocrisie et la perfidie, et cimenté par le pillage, par la dévastation et par des torrens de sang Anglais et Irlandais; et que, quant aux suites plus éloignées, nous en voyons une partie aujourd'hui, dans cette misère, cette mendicité, ce denuement, cette famine, ces querelles et cette haine éternelles, qui maintenant nous frappent les yeux et nous assourdissent, à chaque pas que nous fesons; et que la "Réforme" nous a donnés, au lieu de l'abondance, du bonheur, de l'harmonie et de la charité Chrétienne dont jouirent si pleinement, et durant tant de siècles, nos pères Catholiques.
- 5. N'y eût-il pour faire cet examen d'autre motif que le pur amour de la justice, il serait, je crois, plus que suffisant pour la majorité des Anglais. Mais, abstraction faite de ce motif, il en est un d'une importance pratique, non moins grande que pressante. Un bon tiers de nos compatriotes sont encore aujourd'hui Catholiques; et si nous considérons que les principes de la "Réforme" sont mis en avant comme un motif principal pour les exclure des droits civils, et un prétexte pour les traiter de la manière la plus

dédaigneuse, la plus cruelle et la plus rancunière; si nous considérons qu'il n'est pas dans la nature de l'homme de supporter un pareil traitement, sans désirer et sans chercher une occasion de s'en venger; si nous considérons l'attitude formidable des nations étrangères, nos ennemis naturels, et la nécessité d'être tous unis de cœur, afin de conserver l'indépendance de notre pays : si nous considérons combien une pareille union est impossible, tant que ce tiers de nos compatriotes seront traités en exilés, par cela seul que, en dépit de deux cents ans d'une persécution inouie, ils sont restés fermes dans la religion de leurs pères et des nôtres; si nous pesons, disons-nous, toutes ces considérations, un examen franc et loyal auquel le seul amour de la justice devrait nous porter, devient pour nous un devoir sacré envers nous-mêmes, envers nos enfans, envers notre patrie.

6. Si vous voulez me prêter votre attention, je vous démontrerai, dans le cours de cet examen, comment cette chose qu'on appelle "Réforme" commença, et la source d'où elle provint. Je vous prouverai ensuite comment, dans sa marche progressive, elle alla pillant, dévastant, infligeant les tourmens les plus cruels au peuple, et répandant son sang innocent. Je retracerai tout le cours de ses progrès jusqu'à ce que je parvienne à vous faire voir son résultat naturel dans les projets du ministre Malthus,

dans le "Oundle-Plan," recommandé par Lord Russell, dans la misère inexprimable, qui, dans ce moment, règne parmi les classes ouvrières d'Augleterre et d'Irlande, et dans ce système, aussi odieux que détestable, qui a mis les Juiss et les feseurs de papier-monnaie en possession de la plus grande partie des domaines de ce royaume.

7. Mais avant d'entamer cette série de faits et de résultats, je dois vous soumettre quelques observations d'une nature plus générale, et propres à nous faire, tout-au-moins, douter que toutes les déclamations qu'on s'est permises contre la religion Catholique soient bien fondées. Nos oreilles sont si accoutumées à l'entendre bafouer, que nous avons d'abord de la peine à prêter notre attention à tout ce qui peut tendre à sa défense ou à son apologie. Ceux que vous allez voir bientôt en possession des dépouilles de l'Église Catholique, de celles des nobles, des bourgeois et même des pauvres Catholiques, eurent toujours le plus grand interêt, un intérêt réel à faire croire au peuple que la religion Catholique était ou plutôt est, encore aujourd'hui, un objet fait pour inspirer la plus grande horreur. Dès notre plus tendre enfance, sur les genoux mêmes de nos mères, on nous a appris à considérer un Catholique comme un être pervers, faux, méprisable, cruel et avide de sang. Les mots Papisme et Esclavage nous ont tellement étourdi les oreilles que, soit que nous considérions les vertus publiques ou privées d'un Catholique, il ne nous est permis de voir en lui qu'un composé de tout ce qu'il y a de vil et de vicieux.

8. Mais, direz-vous, pourquoi quelques individus, et surtout nos compatriotes, se donneraientils tant de peine pour nous tromper? Pourquoi, depuis tant d'années se seraient-ils donné le soin d'écrire et de publier tant de livres, grands et petits, depuis l'in-folio jusqu'au pamphlet qui se vend pour un sou, pour nous apprendre à nous former une mauvaise opinion de cette religion Catholique? Mes Amis, voici un exemple qui va résoudre ces questions. Les propriétés immenses de l'Eglise Catholique d'Irlande, dans lesquelles remarquez bien que les pauvres avaient une part, furent enlevées aux Catholiques, et distribuées parmi les évêques et les ministres Protestans. Ceux-ci n'ont jamais pu parvenir à changer la religion de la grande masse du peuple Irlandais, et les évêques et les ministres y jouissent d'immenses revenus, ayant à peine des troupeaux à soigner. Il en faudrait moins pour produire un grand mécontentement parmi ce peuple, pour tenir le pays dans un état de fermentation continuel, pour causer des dépenses énormes à l'Angleterre, enfin pour exposer le royaume entier à un danger imminent en cas de guerre. Maintenant, je vous le demande; si les individus qui jouissent de ces revenus immenses et ceux

qui tiennent à eux par des liens intimes dans ce pays-ci, ne nous avaient pas fait accroire qu'il y a quelque chose de méchant, de pervers, et d'horrible dans la religion Catholique, n'aurionsnous pas eu raison de leur demander, depuis long-temps, pourquoi ils nous exposent à des dépenses si considérables à l'effet d'avilir cette religion? Ils ne nous ont jamais dit, et ne nous disent jamais, que cette religion Catholique était la seule qui fût connue de nos propres aïeux pendant l'espace de neuf cents ans. S'ils nous l'avaient dit, nous aurions pu leur répondre, que cette religion ne pouvait pas être si mauvaise, et qu'il vaudrait, par conséquent, beaucoup mieux laisser le peuple Irlandais en jouir paisiblement; que puisqu'il n'y a que très-peu d'ouailles Protestantes, il vaudrait beaucoup mieux pour nous tous, que les revenus de l'Eglise fussent rendus à leurs propriétaires primitifs.

9. Voilà, mes bons Amis, voilà le vrai motif, la source réelle, de ces invectives sanglantes, de ces calomnies atroces dont on s'est plu à accabler et la religion Catholique et ce nombre considérable de nos compatriotes qui restent attachés à cette ancienne croyance. Si vous réfléchissez à la puissance de ce motif, vous cesserez d'ètre surpris des soins et des peines qu'on s'est donnés pour nous tromper. L'Écriture sainte ellemême a été pervertie pour mieux noircir les Catholiques. Dans des livres de toutes les formes,

du haut de la chaire même, on nous a appris à croire, dès nos plus jeunes ans, que la grande bête, l'homme du péché et la prostituée vêtue de pourpre et d'écarlate, mentionnés dans l'Apocalypse, furent des noms que Dieu lui-même donna au Pape; on nous a, dis-je, appris à considérer le culte de l'Eglise Catholique comme idolâtre, et ses doctrines comme damnables.

10. Maintenant fesons-nous à nous-mêmes une ou deux questions, ou plutôt adressons-les à ces grands docteurs; et nous apprécierons bientôt à leur juste valeur la modestie, la sincérité et la stabilité de ces détracteurs de la religion Catholique. Ils n'essayeront sans doute pas de nier que cette religion fut la seule et unique religion répandue dans le monde pendant quinze cents ans après la mort de Jésus-Christ. Ils avanceront peut-être que, durant les trois premiers siècles, il n'y eut pas de siége papal à Rome; mais il avait existé pendant douze cents ans; et, durant cet espace de temps toutes les nations de l'Europe et une partie de l'Amérique avaient embrassé le Christianisme, et reconnaissaient le Pape pour leur chef dans toutes les matières religieuses; en un mot, il n'existait d'autre Église Chrétienne sur la surface de l'univers, disons mieux, on n'avait pas même songé à aucune autre. Pourrions-nous donc croire que le Christ, qui mourut pour sauver les pécheurs, qui propagea son évangile comme un moyen

de salut, eût souffert que les hommes ne connussent, durant un si long espace de temps, d'autre religion qu'une fausse religion Chrétienne? Ces modestes aggresseurs de la foi de nos ancêtres et des leurs oseront-ils affirmer que, pendant l'espace de douze cents ans, au moins, il n'existât aucun vrai Chrétien dans le monde? Nous diront-ils que Jésus-Christ, qui avait promis d'être avec les Apôtres de sa doctrine jusqu'à la sin des siècles, les aurait abandonnés entièrement et aurait soussert que des centaines de millions d'hommes fussent conduits à leur perdition éternelle par celui que ses disciples inspirés avaient nommé l'homme du péché, et la prostituée vêtue de pourpre et d'écarlate? Oseront-ils nous dire que, pendant douze siècles, le Christ avait entièrement abandonné les hommes à l'Antéchrist? Cependant ils le doivent; cui, ils doivent maintenir hardiment ce blasphème impudent, ou s'avouer coupables de la plus noire calomnie contre la religion Catholique.

passé chez nous et nous touche de près. Nos ancètres devinrent Chrétiens environ six cents ans après la mort de Jésus-Christ. Et comment le devinrent-ils? Quel fut le premier homme qui, parmi nous, prononça le nom de Christ? Qui convertit les Anglais de païens en Chrétiens? Quelque Saint *Protestant*, sans doute, brûlant d'enthousiasme, inspiré par une victoire telle que

celle de Skibbereen? Ah, non! Cette œuvre fut commencée, continuée, et accomplie par les Papes; un desquels envoya dans ce pays des moines (dont nous aurons à parler plus bas) qui s'établirent à Cantorbury, et par les efforts de ceux-ci la religion Chrétienne se répandit aussi rapidement que la graine de moutarde dans toute l'étendue de notre île. Quelles que fussent, donc, les notions que les autres parties de l'univers pouvaient avoir du Christianisme, avant que le Pape ne devînt le chef établi et reconnu de l'Eglise, l'Angleterre, du moins, n'avait jamais connu d'autre religion Chrétienne que celle dont le Pape était le chef; et cette religion, avec le Pape à sa tête, prédomina exclusivement en Angleterre pendant neuf cents ans.

diront-ils encore que ce fût la prostituée vêtue d'écarlate et l'Antéchrist qui introduisirent les bienfaits de l'Evangile en Augleterre? Diront-ils aussi que les millions et les centaines de millions d'Anglais qui moururent pendant les neuf cents ans, expirèrent sans avoir la moindre chance de salut? Nous diront-ils, que tous nos aïeux auxquels nous devons l'érection de nos églises, et dont la chair et les os forment la terre de nos cimétières, à plusieurs pieds de profondeur, poussent maintenant des hurlemens dans les régions infernales? La nature frémit à cette idée aussi impie qu'horrible! Tel doit être, néanmoins, le

langage de ces hommes présomptueux, s'ils ne veulent se reconnaître pour de vils calomniateurs, lorsqu'ils traitent le Pape d'Antéchrist, lorsqu'ils appellent le culte Catholique idolátre et ses doctrines damnables.

13. Venant maintenant à l'époque où nous vivons nous-mêmes et jetant les yeux autour de nous, nous verrons que, de nos jours, aujourd'hui même, à-peu-près les neuf dixièmes de ceux qui professent le Christianisme sont Catholiques. Jésus-Christ aurait-il donc souffert que l'Antéchrist régnât paisiblement jusqu'à ce jour? Jesus-Christ a-t-il formé l'église Protestante? A-t-il suggéré la "Réforme"? Souffre-t-il donc, après tout, que les disciples de l'Antéchrist dépassent le nombre de ses propres disciples dans la proportion de neuf à un? Combien, sous ce point de vue, le clergé de notre église Protestante établie par la loi, ne doit-il pas s'estimer heureux! Son troupeau, d'après un calcul raisonnable, ne comporte pas la cinq-centième partie des Catholiques, tandis que, remarquez bien ceci, son clergé perçoit plus de revenus, à lui seul, non-seulement que le clergé de toutes les nations Catholiques; mais même que les clergés de tout les peuples Chrétiens de la terre, Protestans ou Catholiques. L'Eglise prend le titre d'établie par la loi, et elle n'oublie jamais cette formule. Elle s'appelle " sainte, " " divine; " elle traite ses ministres de " révérends, " et son culte et ses

doctrines sont réputés évangéliques. Elle parle beaucoup de sa confiance en l'appui de son "fondateur" (c'est ainsi qu'elle nomme Jésus-Christ), mais, en déduisant ses titres et ses qualités, elle n'oublie jamais la conclusion, "établie par la loi." Cependant cette même "loi" est par fois forcée de recourir aux baionnettes pour être mise en vigueur; et il n'est pas rare de voir les ministres de la religion, devenus juges-de-paix, en vertu de la loi, se mettre à la tête d'un piquet de soldats, pour pouvoir recueillir la dixme.

14. Pour revenir à notre sujet, devons-nous donc croire que le Christ a jusqu'à ce jour entièrement livré les neuf dixièmes des nations de l'Europe au pouvoir de "l'Antéchrist?" Devons-nous croire, que si cette religion, "établie par la loi, " a été celle du Christ, et la Catholique celle de l' " Antéchrist : " si cette religion, établie par la loi, notre " sainte religion, " comme George Rose l'appelait au mo ment même où il mettait ses griffes au fond de nos poches; si cette religion établie par la loi, cette " sainte religion " de John Bowles, le commissaire Hollandais; si les choses avaient été ainsi, devons-nous croire, que cette religion établie par la loi, cette "sainte religion" (dont nous voyons les fruits dans ces dignes rejetons de l'Eglise, LA CHRÉTIENTÉ VITALE et JOCELYN RODEN) ne compterait, au bout de deux cents ans qu'un seul membre contre environ cinq cents (en y comprenant tout le monde chrétien) de cette église contre laquelle l'église " légale" a protesté,

et proteste encore aujourd'hui?

15. Méprisons donc, mes Amis, ces injures grossières contre la religion Catholique qui, après tout, est la religion de près des neuf dixièmes des Chrétiens qui existent! Méprisons ces viles calomnies dont le but est, et a toujours été de s'assurer la paisible possession des dépouilles de l'Église Catholique, ainsi que de celles des pauvres; car nous allons voir bientôt, de la manière la plus claire, comment les pauvrès furent dépouillés en même temps que l'Église.

16. Il nous reste maintenant à citer un ou deux exemples de l'invariabilité de ces détracteurs de l'Église et de la croyance Catholiques. Nous verrons par la suite comment les Protestans, dès le principe de leur réforme, se divisèrent en un nombre infini de sectes, dont chacune d'elles condamnait l'autre aux flammes éternelles. Je ne parlerai ici que de l'Eglise Anglicane, vulgairement appelée, établie par la loi. Nous qui sesons partie de cette Église Protestante, nous croyons, ou, du moins nous fesons profession de croire, que le Nouveau Testament, tel qu'il est imprimé et distribué parmi nous, contient la vraie parole de Dieu : qu'il contient les paroles de la vie éternelle, qu'il nous indique le moyen, l'unique moyen de nous sauver de la damnation éternelle. Voilà ce que nous croyons.

Mais qui nous a procuré ce Nouveau Testament? Qui nous a fourni cette vraie parole de Dieu? De qui tenons-nous ces paroles de la vie éternelle? Allons, Joshua Watson, marchand de vin et d'eau-de-vie, professeur de religion pour le peuple Anglais : allons, donc, Joshua, approchez et tâchez de résoudre ces questions? Ce sont des questions d'une grande importance, parce que si c'est là le livre, le seul livre qui contienne les instructions nécessaires au salut de notre âme, il est évident que nous sommes vivement intéressés à savoir de qui il nous vient, par l'entremise de qui nous l'avons reçu, et quelle preuve nous avons de son authenticité.

17. O! Joshua Watson! marchand de vin et d'eau-de-vie! toi qui es à la tête d'une Société pour l'encouragement de l'instruction Chrétienne, que l'évêque de Winchester appelle le " fidèle interprète de la vérité évangélique, et le ferme appui de l'église établie par la loi." O! Joshua, professeur de religion pour le peuple d'Angleterre, qui paie six ou huit millions sterling par an aux ministres qui t'emploient pour enseigner le peuple. O! Joshua, qu'il est révoltant pour nous, Protestans, d'avoir reçu ce Nouveau Testament, cette vraie parole de Dieu, ces paroles de la vie éternelle, ce livre qui nous indique le moyen, le seul moyen de salut; qu'il est révoltant, dis-je, d'avoir recu ce livre du Pape et de l'Eglise Catholique, tandis

que vous, Joshua, et votre société pour l'encouragement de l'instruction Chrétienne vous vous occupez à imprimer et à répandre au moins dixsept-traités différens dans le but de prouver que le Pape est la prostituée de Babylone et que le culte de l'Eglise Catholique est idolátre et ses doctrines damnables!

18. Après la mort de Jésus-Christ il s'écoula un long espace de temps, avant que l'Evangile fût mis sous la forme qu'il a maintenant. On le précha dans plusieurs pays, et l'on bâtit des églises dans ces mêmes pays, long-temps avant que l'Evangile écrit fût bien connu, ou, du moins, longtemps avant qu'il servît de guide aux églises Chrétiennes. Au bout de quatre cents ans, les Evangiles écrits furent soumis à un concile de l'Eglise Catholique dont le PAPE était le chef. Mais il existait plusieurs Evangiles outre ceux de St. MATTHIEU, de St. MARC, de St. Luc et de St. Jean! Plusieurs autres avaient écrit des Evangiles. Tous ces Evangiles furent, comme je l'ai dit, soumis à un concile Catholique longtemps après la mort de leurs auteurs; et ce concile décida entre ceux qui étaient légitimes, et ceux qui ne l'étaient pas. Il préserva ceux des quatre Evangélistes ci-dessus mentionnés et décida que ceux-là seuls méritaient d'être conservés, et qu'il fallait rejeter tous les autres.

19. D'après cela, la Société de Joshua Watson se trouve sans évangile; sans aucune autre pa-

role de Dieu; sans aucun guide à la vie éternelle; ou, du moins, sans aucun autre que celui que cette Société, ainsi que nous tous, avons recu d'une Eglise que cette même Société appelle "idolátre" et dont le chef est traité de " bête, d'homme du péché, de prostituée aux habits de couleur écarlate, et d'Antéchrist," Nous nous réduisons donc à un joli état en ajoutant foi à ces viles calomnies contre l'Eglise Catholique; nous nous réduisons à un joli état, si nous sommes assez simples et assez stupides, pour prêter l'oreille à ceux qui noircissent cette même Église, parce qu'ils se repaissent de ses dépouilles. Nous tombons dans une jolie situation, si en écoutant ceux qui calomnient l'Église Catholique, nous proclamons à la face de l'univers que notre seul espoir de salut gît dans les promesses contenues dans un livre, que nous avons reçu " de la Prostituée aux habits d'écarlate," et dont l'authenticité ne nous est garantie que par cette " Prostituée aux habits d'écarlate," et par cette Église, dont le culte est "idolátre" et dont les doctrines sont "damnables"!

20. Ceci paraît assez complet, et cependant ceci, qui s'applique à tous les protestans, n'est pas assez d'inconséquence, pour satisfaire l'Église anglicane, établie par la loi. Cette Église a une lithurgie prise en grande partie du service Catholique; mais il y a deux credos, celui de Nicée et celui d'Athanase. Le premier fut composé

et promulgué par un concile de l'Église Catholique et par le Pape; et le second fut adopté et ordonné pour l'usage des fidèles par un autre concile de la même Église auquel présidait le Pape. N'y a-t-il donc pas de l'impudeur dans un ministre de cette Eglise, établie par la loi, à traiter le Pape "d'Antéchrist," et d'appeler l'Eglise Catholique "idolâtre"! Sans doute, la plus grande; mais nous ne voyons pas même encore l'inconséquence la plus manifeste de tout ceci.

21. Un CALENDRIER est annexé au Livre de PRIÈRES de notre Église établie par la loi; et, dans ce Calendrier, on voit certains noms de Saints et de Saintes accolés à divers jours de l'année, pour rappeler leurs anniversaires, et inviter le peuple à les chômer très-religieusement. Or quels sont ces Saints et ces Saintes? Des Saints Protestans, sans doute? Non, certainement, pas un. Ce n'est ni St. Luther, ni St. Cranmer, ni St. Edouard six, ni même " la VIERGE" Ste. Elisabeth. Pas un d'eux. C'est une longue liste de PAPES, D'ÉVÊQUES Catholiques, d'hommes et de femmes canonisés par l'Eglise Catholique. Plusieurs vierges, mais ni " la VIER-GE-reine," ni un seul individu de la race Protestante. Ceci paraît singulier, au premier abord, puisque ce Calendrier fut sanctionné par Acte du Parlement; mais la vérité est que, pour empêcher le peuple de se mutiner, et pour introduire par degrés la nouvelle religion dans son sein, il fallut conserver quelques-uns des noms pour lesquels il avait toujours eu la plus grande vénération. Quoiqu'il en soit, voilà notre Livre de Prières qui offre à notre respect et à notre vénération une série de Papes et d'autres individus appartenans à l'Eglise Catholique, tandis que ceux qui nous apprennent à lire et à répéter le contenu de ce même Livre de Prières, ne cessent de nous représenter tous les Papes comme des "Antéchrists," et de nous affirmer que leur Eglise était, et est encore "idolâtre" dans son culte, et "damnable" dans ses doctrines!

22. J'ai entendu dire que Mr. Bayley, l'un des douze grands-juges actuels, a fait un Commentaire sur notre Livre Ordinaire de Prières. J'aimerais bien à savoir ce que ce juge dit en voyant ces saints Catholiques portés exclusivement sur le Calendrier Protestant. Nous ferons voir, lorsqu'il en sera temps, de quelle singulière manière ce Livre de Prières fut d'abord fait, et comment il a été refondu à différentes époques. En attendant, il existe, encore aujourd'hui, avec la nomenclature des Saints Catholiques, annexée au Calendrier, ce qui prouve, que jusqu'à Charles II, sous le règne duquel le dernier changement fut fait, aucun Saint Protestant n'avait encore pris la place des Saints Catholiques.

23. Mais il est encore un dilemme à opposer à ces détracteurs de la religion Catholique. Nous jurons sur le livre des quatre Evangelistes, et faites bien attention que nous tenons ce livre du Pape et d'un concile de l'Eglise Catholique; en sorte que si le PAPE est réellement " Antéchrist," c'est-à-dire, si ceux qui nous ont appris à injurier et à abhorrer les Catholiques, ne sont pas les êtres les plus faux, les plus pervers qui aient jamais existé, nous jurons sur un livre qui nous a été transmis par l' " Antéchrist." Et, comme si l'inconséquence et l'absurdité qui résultent de cette calomnie Protestante ne devaient pas avoir de sin, nous jurons que la Chrétienté qui, suivant les juges eux-mêmes, est " une partie et une fraction de la loi du pays" n'est autre chose que ce que nous apprend ce même Nouveau TESTAMENT; donc, si vous mettez de côté ce Nouveau Testament, il ne reste plus vestige de cette partie et de cette fraction de la loi. Quelle devient alors notre situation? Quel rôle joueront cette partie et cette fraction de la loi du pays à l'égard d'une douzaine d'individus incarcérés pour l'avoir enfreinte? Quel rôle joueront cette partie et cette fraction si nous applaudissons les injures et les mensonges des détracteurs de l'Eglise Catholique? Quel rôle joueront cette " partie et cette fraction," si nous adoptons les maximes de nos maîtres, ou bien celles de la Société de JOSHUA WATSON, ou bien enfin, si nous écoutons tous les braillards du pays, et si nous disons avec eux que le Pape (de qui nous tenons

cette partie et cette fraction) est " l'Antéchrist et la Prostituée vétue de pourpre et d'écarlate?"

24. En voilà sûrement assez, ou plutôt plus qu'il n'en faut, pour nous faire vivement regretter d'avoir été si long-temps les dupes de ces rusés et avides détracteurs de la religion de nos pères. Vit-on jamais en effet des êtres plus présomptueux, plus faux, plus inconséguens, et plus déhontés que ceux dont nous venons de tracer l'esquisse? Si nous ouvrons les yeux, et si nous approfondissons ce sujet, nous serons étonnés et honteux de notre crédulité, surtout en songeant que la plus grande partie d'entre nous se sont laissé égarer par des êtres qui ne possédaient pas la dixième partie de notre intelligence; par un tas d'hommes vils et ambitieux, mais infatigables, qui ne perdent jamais de vue leur butin, et qui, chaque jour, chaque année, cornent sans cesse leurs mensonges aux oreilles du peuple. dès sa plus tendre jeunesse, jusqu'à ce qu'il s'habitue à les avaler comme des paroles d'Evangile. Encore si ces mensonges n'avaient pas eu de suites, on aurait pu en rire, comme tout homme de bon sens rit du vieux conte que le dernier roi a rendu les juges indépendans de la couronne. Malheureusement, les résultats de ces impostures ont été terribles. Au moyen de ces grands mensonges Protestans, les Catholiques et les Protestans ont été maintenus dans

un état continuel d'hostilité; et les uns et les autres, surtout les premiers, ont été, sous un prétexte ou autre, impunément opprimés et sac-

cagés pendant plusieurs siècles.

25. Après avoir démontré que la censure répandue sur la religion de nos ancêtres est, nonseulement injuste, mais absurde et monstrueuse; après avoir prouvé qu'il n'y avait aucun motif fondé, pour convertir la religion d'Angleterre de Catholique en Protestante; après avoir exposé enfin toutes les calonnies d'une poignée d'hommes aussi vils que cupides, et préparé l'esprit de tout homme sensé et impartial pour l'examen franc et loyal dont j'ai parlé dans le paragraphe 4, je vais aborder cet examen et prouver, en premier lieu, comment la " Réforme, " ainsi qu'on l'appelle, fut engendrée par une incontinence brutale. Il me reste néanmoins encore un sujet à traiter dans ce premier numéro de mon opuscule.

26. La vérité a, sous le rapport dont il s'agit fait de grands progrès en Angleterre, depuis
une douzaine d'années. Les hommes ne se laissent plus entraîner par le cri de " A bas le Papisme," et celui de " l'Eglise est en danger."
Le Ministre Hay, de Manchester, le Ministre
Dent, de Northallerton, et plusieurs autres de
la même trempe répandus dans tout le pays,
ont beaucoup fait pour nous éclairer. Le Ministre Morritt, de Skibbergen, a aussi beaucoup

contribué à cette œuvre de lumières. Il ne faut pas non plus oublier le Très-Révérend Père en Dieu, Protestant, qui nous a certainement plus ouvert les yeux qu'aucun autre évêque que je sache; ensorte qu'il n'est rien moins que rare aujourd'hui d'entendre des Protestans déclarer hautement que, quant à ce qui concerne la foi, la morale et le salut, la religion Catholique est suffisamment bonne. Il existe même parmi le peuple Anglais une foule d'individus qui ne se font pas scrupule de déclarer ouvertement que les Catholiques ont été cruellement maltraités, et qu'il est temps enfin qu'on leur rende justice.

27. Malgré ces notions exactes, il ne règne pas moins parmi les Protestans, en général, une opinion que la religion Catholique est peu favorable à la liberté civile, ainsi qu'à l'exercice des talens et aux progrès du génie. A l'égard du premier point, j'aurai occasion de prouver, dans le cours de cet ouvrage, par l'expérience assligeante de ce pays, qu'un manque total de liberté civile fut inconnu en Angleterre, tant que la religion Catholique y prédomina. Je prouverai en outre que, du moment où elle perdit la protection du PAPE, ses rois et ses nobles devinrent d'horribles tyrans, et le peuple le plus abject, le plus maltraité des esclaves. C'est, encore une fois, ce que je prouverai, en temps et lieu, et je vous prie de vous souvenir, mes

amis, que j'en prends l'engagement envers vous.

28. Passons maintenant au second reproche qu'on fait à la religion Catholique; savoir, qu'elle est peu favorable à l'exercice des talens et aux progrès du génie. Non-seulement je vais prouver que ce reproche est mal fondé, mais même absurde et ridicule. Je vous ferai seulement remarquer auparavant qu'il provient de la même source que tous ceux qu'on a faits aux Catholiques. "Ignorance et superstition des moines" sont des mots que vous trouvez dans tous les historiens Protestans, depuis le règne de la "VIERGE" Elisabeth jusqu'à ce jour. Ils sont devenus avec le temps une espèce de diction vulgaire, comme le sont les mots "glorieuse révolution," "heureuse constitution, " " bon vieux roi, " " l'envie des nations voisines, "et autres semblables. Mais toute fausse que puisse être cette notion, comme je le prouverai bientôt, il a toujours existé un motif suffisant pour l'inculquer dans l'esprit du peuple. BLACKSTONE, par exemple, dans ses Commentaires sur les Lois d'Angleterre, ne laisse jamais échapper une occasion de se moquer "de l'ignorance, et de la superstition des moines." BLACKSTONE n'était pas bête. En écrivant ses Commentaires, et en les lisant aux étudians d'Oxford, il savait qu'il vivait des dépouilles de l'Eglise Catholique, des dépouilles des nobles, et même des dépouilles des pauvres Catholiques. C'est ce qu'il n'ignorait pas. Il n'ignorait pas aussi que si chacun eût eu son dû, il ne se serait pas engraissé là où il était. Il savait fort bien aussi que ceux qui assistaient à ses leçons, connaissaient aussi bien que lui la nature des dépouilles dont il faisait son profit. Toutes ces considérations suffisaient, pour l'engager à vomir des invectives contre l'Eglise Catholique, et à affecter de voir avec mépris le règne passé du Catholicisme.

20. Aucun peuple de la terre n'a surpassé les hommes influens (gentry) de la "Réforme" en impudeur froide, calme et tranquille. BLACKS-TONE, lui-même, semble avoir hérité, en ligne directe, de cette qualité précieuse de quelque pillard des autels du règne de ce doux, de ce jeune Saint Protestant, Edouard-six. Si BLACKS-TONE n'avait réellement pas eu les dépouilles des Catholiques sur la conscience, il n'aurait pas oublié que toutes les institutions dont il fait un si bel éloge, la grande charte, le jury, les sheriffs, les juges de paix, les constables, et tant d'autres prirent naissance dans les jours " de l'ignorance et de la superstition des moines. " Si les dépouilles de l'Eglise Catholique n'avaient pas tourné la tête à BLACKSTONE, ce grand commentateur n'aurait pas oublié que Fortescue et Lyttleton, le plus célèbre de nos avocats, naquirent, furent élevés et moururent dans les jours " de la superstition et de l'ignorance des moines. " Mais ce même Blackstone pouvait-il ignorer que la maison qu'il habitait, au moment

même qu'il traçait ses invectives contre nos ancêtres Catholiques, avait été construite par ces mêmes ancêtres? En jetant les yeux sur ces nobles édifices qui, en dépit du temps, qui détruit tout, attestent encore aujourd'hui ce que furent nos aïeux, ne sentait-il pas qu'il n'était qu'un pigmée auprès de ceux dont il avait l'impudeur de ravaler le mérite?

30. Lorsque nous entendons un Juif, un Orangiste, un ministre juge-de-paix, ou Jocelyn le Saint, parler " de l'ignorance et de la superstition des moines, " nous détournons la tête avec mépris; mais Blackstone doit être traité d'une tout autre manière. Ce fut à Oxford qu'il composa ses Commentaires, et qu'il en sit la lecture à ses élèves. Or il savait bien que les fondemens des principaux colléges et de l'université elle-même avaient été jetés et perfectionnés, nonseulement dans le temps des moines, mais en grande partie par les moines eux-mêmes. Il savait bien que les Abbayes étaient des écoles publiques dans chacune desquelles se trouvaient une ou plusieurs personnes, uniquement occupées " de l'éducation de la jeunesse du voisinage, sans aucuns frais quelconques pour les parens. " Il savait que " chacun des grands mo-" nastères avait une résidence particulière dans " les universités, et tandis qu'à l'époque des " moines, il y avait près de TROIS CENTS COL-" LÉGES et ÉCOLES PARTICULIÈRES à Oxford,

" il n'en restait pas plus de нит vers le mi-" lieu du 17° siècle, " (v. la vie du Cardinal Pole par Philipps, Part. I, p. 220) c'est-à-dire, environ 100 ans après que la "Réforme" eût commencé. Cette année, 1824, il reste, dit-on, сти colléges seulement, et pas une seule école.

31. J'aurai ailleurs occasion de démontrer plus amplement la folie, ou plutôt la bassesse de tourner en ridicule les institutions monastiques en général; je me bornerai seulement, pour le moment, à repousser le reproche qu'on fait à la religion Catholique d'être peu favorable au génie, aux talens; en un mot, à l'exercice des facultés intellectuelles. C'est une notion bien étrange, et l'on ne peut en entendre parler sans soupçonner qu'il y a d'une manière ou d'autre, quelque idée de pillage dans ce qui ne paraît d'abord que stupide. Ceux qui ont l'insigne impudeur de lui faire ce reproche ne nous font pas la grâce de nous donner des raisons pour croire que la religion Catholique a réellement une tendance semblable. Ils se contentent de le mettre en avant, ne supposant pas même qu'il y ait le moindre moyen de le réfuter. Ils le considèrent comme une assertion opposée à une assertion; et, dans une discussion où la victoire reste à celui qui erre le plus fort, ils se croient parfaitement certains de triompher. Cependant c'est une question qui admet une preuve, et même une preuve assez forte. La "Réforme"

fut à-peu-près terminée en Angleterre, vers l'an 1600. A cette époque " l'ignorance et la superstition des moines " avaient entièrement disparu. Les monastères étaient déjà à-peu-près abattus; les sujets du jeune Saint-Edouard avaient dépouillé les autels, et la "VIERGE"-reine avait mis le comble au pillage; ensorte que, en l'an 1600, tout était devenu Protestant à souhait. Fort bien. Le royaume de France, au contraire, était resté enseveli dans "la superstition et l'ignorance des moines" jusqu'à l'année 1787; c'està-dire, 187 ans après que l'heureuse Albion eût vu la lumière éclatante du Protestantisme, Maintenant, si nous examinons attentivement quel fut le nombre d'hommes remarquables par leur génie, leurs talens et leur science; si nous comparons avec soin le nombre des hommes de ce genre produits par la France dans ces 187 ans et le nombre produit par l'Angleterre, l'Ecosse. et l'Irlande, durant le même espace de temps, nous aurons, à coup sûr, d'assez bonnes raisons pour apprécier les effets des deux religions par rapport à leur influence sur l'instruction, le génie et ce qu'on appelle les sciences en général.

32. "Oh! non," s'écrient les fauteurs de "la "Réforme", "(fire-shovels) la France est "beaucoup plus grande et plus peuplée que "nos trois royaumes réunis; ainsi la partie n'est "pas égale." Ne vous alarmez pas, Messieurs les (fire-shovels.) D'après votre propre compte,

notre royaume-uni contient vingt-et-un millions d'habitans, et la France en compte trente. Je vous passe donc un tiers pour la différence; et si, après cette déduction, la France ne compte pas trois hommes célèbres contre nous deux, alors je serai forcé d'avouer que l'Eglise établie par la loi avec sa famille de Muggletoniens, de Caméroniens, de Sauteurs, de Trembleurs, de Quakers et de tout le reste de la clique Protestante, est plus favorable à la science et au génie que l'Eglise Catholique.

33. Mais comment constater le nombre des uns et des autres? A merveille. Je me référerai à un ouvrage qui se trouve dans toutes les bonnes bibliothèques du royaume; je veux dire, le "DICTIONNAIRE UNIVERSEL, HISTORIQUE, CRI-TIQUE, ET BIBLIOGRAPHIQUE. "Ce livre qui est considéré partout comme fesant autorité, quant aux faits, contient des listes d'individus de toutes les nations, célèbres par les ouvrages qu'ils ont publiés; et tout le monde sait que pour figurer sur ces listes, il a fallu avoir réellement un mérite distingué, et que leurs ouvrages doivent avoir été dignes de l'attention publique. C'est donc d'après ces listes que j'établirai mon calcul, ainsi que je l'ai déjà proposé. Il ne sera pas même nécessaire de parcourir tous les genres de sciences et d'arts. Huit ou neuf suffiront. Peut-être même ferai-je bien d'y comprendre les ITALIENS aussi bien que les Français; car nous savons tous qu'ils vivaient dans un état dégoûtant "d'ignorance et de superstition monacales; " que dis-je? Que les pauvres malheureux y vivent, encore aujourd'hui, sans avoir été dépouillés de leurs biens.

34. Voici donc cet état. Remarquez seulement que les chiffres représentent le nombre d'hommes ou femmes qui se sont distingués dans le genre de science ou d'art qui est mentionné en face de ces chiffres. Cet état date de l'an 1600 et va jusqu'à 1787; il embrasse par conséquent un espace de 187 ans, durant lequel (pour me servir de l'expression du jeune George Rose) la pauvre France gémit sous " le despotisme obscur de l'Eglise Catholique, " que Blacks-TONE, de son côté appelle " Ignorance et superstition monacales," et pendant lequel temps les Iles Britanniques furent éclairées par le fover des lumières, émanées du cerveau de LUTHER, de CRANMER, de KNOX et de leurs sectateurs. Voici cet état.

Angleterre,					
	Irlande,	Ecosse.	France.		Italic.
Publicistes	6		51		. 9
Mathématiciens	17		52		. 15
Medécins et Chirurgien	s 13		72		. 21
Naturalistes	6		33		. 11
Historiens	21		139		. 22
Auteurs Dramatiques	19		66		. 6
Grammairiens	7		42		. 2
Poëtes					
Peintres					
	132		676		164

35. Cette échelle est la même qu'un modeste écrivain Ecossais citait dernièrement, lorsqu'il disait que, dans toute l'Europe, les Protestans sont placés plus haut que les Catholiques dans l'Echelle de l'entendement, et que les Catholiques qui avoisinent les Protestans, sont beaucoup plus intelligens que ceux qui en sont à quelque distance. Voilà vraiment un échantillon de l'insolence de cette secte parvenue. Pour la consondre, il sussit de jeter les yeux sur l'état qui précède. Défalquez un tiers du nombre des Français à cause de leur population supérieure, et il leur restera encore 451 hommes ou femmes célèbres contre 132 des nôtres; en sorte que, individu pour individu, ils ont eu trois fois et demie plus d'intelligence et d'esprit que nous, bien qu'ils aient été ensevelis, pendant tout ce temps-là, dans "l'ignorance et la superstition des moines, " et qu'ils n'aient pas en de voisins Protestans pour leur communiquer l'intelligence. Les Italiens, eux-mêmes, nous ont surpassés sous le rapport de l'intelligence; car leur population est inférieure à celle dont nous nous enorgueillissons, et cependant le nombre de leurs hommes de génie excède de beaucoup le nôtre. Mais, ne me trompé-je pas? Peut-être que par le mot intelligence, notre Ecossais entend l'art de faire, non pas des livres et des tableaux, mais des mandats, des lettres-de-change, des obligations, des billets de l'Echiquier, des banknotes inimitables, et autres choses semblables. Ne voudrait-il pas dire par hasard, l'art de spéculer sur les emprunts, l'agiotage, les polices d'assurance, les annuités à 10 pour cent (kite-flying) et tant d'autres transactions intellectuelles du Change-Alley; sans oublier surtout les efforts surnaturels d'esprit, tels que ceux des Aslett et des Fauntleroy. Alors, certes, je suis forcé d'avouer qu'il a raison. Les Protestans en effet occupent un rang distingué d'après cette Echelle. Je serais même porté à croire qu'il est presque impossible pour un Catholique de vivre dans leur voisinage, sans devenir plus intellectuel; je veux dire, plus fripon, plus judaïque que s'il en était très-éloigné.

36. Voilà, mes Amis, voilà, Anglais justes et sensés, la fin de cette lettre introductoire. Je vous ai ouvert les yeux sur la manière grossière dont nous avons été trompés, dès notre plus tendre jeunesse. Je vous ai démontré non-seulement l'injustice, mais même l'absurdité des invectives que des hommes intéressés à nous tromper ont entassées sur la religion de nos pères qui étaient aussi les leurs. Je vous en ai dit assez, pour vous convaincre qu'il n'y avait évidemment aucun motif juste et plausible pour changer la religion de notre pays. J'aurai probablement fait naître en vous le désir de savoir de quelle manière cet étrange changement s'est opéré, et je ferai tous mes efforts pour le satisfaire dans mes let-

tres subséquentes. Remarquez seulement que mon objet principal est de vous prouver que ce changement a appauvri et dégradé la masse du peuple comparativement à l'état où elle se trouvait avant qu'il n'eût lieu; qu'il a entièrement banni de notre sol cette vieille hospitalité anglaise, qu'on n'y connaît plus que de nom; et qu'en place de cette hospitalité, il nous a plongé dans un état de misère et de pauvreté, dont le nom même avait été jusqu'alors inconnu en Angleterre.

N.º II.

LETTRE II.

Origine de l'Eglise Catholique. Histoire de l'Eglise, en Angleterre, jusqu'a l'époque de la "Réforme." Commencement de la "Réforme" par Henri VIII.

Mes Amis, Kensington, le 30 décembre 1824.

37. Ce ne fut pas une réforme qu'on opéra; mais une dévastation complète de l'Angleterre : à l'époque où cet événement eut lieu, ce pays était le plus heureux que le monde eût encore vu; et mon objet principal est de prouver que cette dévastation a appauvri et dégradé la masse du peuple. Mais, pour vous présenter cette dévastation sous le vrai point de vue qui la caractérise, et vous inspirer contre les dévastateurs et leurs apologistes le juste degré d'indignation qu'ils méritent, il faut d'abord vous mettre sous les yeux le tableau fidèle des objets sur lesquels ils exercèrent leurs fureurs dévastatrices.

38. La majeure partie de ces livres qu'on publie, sous le titre d'Histoire d'Angleterre, ne valent guère mieux que ceux qu'on appelle Romans. Ils traitent de batailles, de négociations,

d'intrigues de cour, des amours des rois, des reines et des nobles. Ils contiennent les commérages et le scandale des anciens temps, et se bornent à-peu-près à cela. Il y a des histoires d'Angleterre, telles que celle du Dr. Goldsmith, à l'usage de la jeunesse; mais après les avoir lues, les jeunes gens n'en sont guère plus instruits qu'auparavant. Pour être d'une utilité grande et réelle, l'histoire doit nous apprendre comment les lois, les usages et les institutions se formèrent, les causes qui les firent naître, l'effet qu'ils produisirent sur le peuple; de quelle manière enfin ils contribuèrent au bonheur public; or, voilà précisément ce à quoi la plupart de ces hommes, qui prennent le titre d'historiens, n'ajoutent aucune espèce d'importance.

39. Nous ne comprenons jamais si bien la nature et les parties constituantes d'une chose, que lorsque nous l'avons faite nous-mêmes; si nous ne l'avons pas faite, il faut l'avoir vu faire; mais si nous ne pouvons nous procurer aucun de ces deux avantages, nous devons, du moins, s'il est possible, chercher à en connaître la description et l'origine. Je vous entretiendrai d'abord de l'Église Catholique en général; ensuite de l'Église en Angleterre; et, sous ce chef, je comprendrai les paroisses, les monastères, les dixmes et autres revenus de l'Église. Il est donc essentiel que je vous explique comment l'Église Catholique prit naissance, et comment les Églises, les monastères, les dixmes

et les autres revenus de l'Église furent établis en Angleterre. Lorsque vous serez imbus de ces notions, vous concevrez parfaitement bien quels furent les objets sur lesquels se porta la dévastation d'Henri VIII, et des hommes de la "Réforme." Je suis même persuadé que, après avoir lu ce Numéro de mon opuscule, vous en saurez plus touchant votre pays que vous n'en avez jamais appris, ou que vous n'en apprendrez jamais par la lecture de quelques centaines de ces livres volumineux qu'on appelle "Histoire d'Angleterre."

40. L'Église Catholique tire son origine de Jésus-Christ lui-même. Il mit Pierre à la tête de son Eglise. Le nom de cet Apôtre était Simon; mais son Maître l'appela Pierre, qui signifie un rocher, une pierre, et il dit: "sur cette pierre, je bâtirai mon Eglise" (Voy. l'Evangile de St. Matthieu XVI. 18, 19, et celui de St. Jean XXI. 15 et suivans.) Vous y verrez qu'il faut ou nier la vérité des Saintes Ecritures, ou avouer que Jésus-Christ lui-même promit un chef de l'Eglise à toutes les générations à venir.

41. St. Pierre mourut martyr à Rome, environ 60 ans après la naissance de Jésus-Christ; mais il fut remplacé par un autre, et il est de la dernière évidence que la chaîne de succession n'a pas été rompue, depuis cette époque jusqu'à ce jour. Lorsque dans le paragraphe 10, j'ai dit qu'on pouvait m'objecter qu'il n'y eut pas de

Pape sur le siège de Rome pendant les trois premiers siècles, je n'ai jamais entendu admettre ce fait; j'ai seulement voulu aller au devant d'un prétexte qui, dans tous les cas, ne saurait s'appliquer à l'Angleterre, car ce royaume fut converti ou rendu Chrétien par des missionnaires envoyés par un Pape, successeurs d'autres Papes, qui avaient déjà siégé à Rome pendant plusieurs siècles. La vérité est que, d'après les persécutions, que l'Église eut à souffrir pendant les trois premiers siècles, les Chess-Évêques, successeurs de St. Pierre, n'eurent pas toujours les moyens de maintenir ouvertement leur suprématie; mais ils n'en existèrent pas moins sans interruption. Il y eut constamment un Chef-Évêque, et sa suprématie fut toujours reconnue par l'Église, c'est-à-dire par tous les Chrétiens qui existaient alors dans le monde.

42. Plus tard, le Chef-Évêque a été appelé dans notre langue Pope, et en français Pape. En Latin, il est appelé Papa, qui est une union abrégée des deux mots Latins Pater Patrum, ce qui signifie Père des Pères. De là est dérivé le nom de Papa, que les enfans de toutes les nations Chrétiennes donnent à leurs pères, et qui dénote le plus haut respect et l'affection la plus tendre, la plus sincère. L'insi donc, chaque Pape, en montant successivement sur le siège, devint le chef de l'Église, et son pouvoir et son autorité suprèmes furent reconnus, ainsi que je

l'ai remarqué dans le paragraphe 3, par tous les évêques, et par tous les prédicateurs chrétiens de toutes les nations chez lesquelles cette religion existait. Le Pape était, et est encore assisté par un corps, dont les membres prennent le titre de CARDINAUX OU GRANDS CONSEILLERS; et, à diverses et nombreuses époques, il a été tenu des Conciles de l'Église, à l'effet de discuter et régler des affaires du plus haut intérêt pour l'unité et le bien-être de l'Église. Il a été tenu de ces Conciles dans tous les pays de la Chrétienté; plusieurs même en Angleterre. Les Papes eux-mêmes ont été indisséremment élus parmi des hommes de toutes les nations Chrétiennes. Le Pape Adrien IV était Anglais, et le fils d'un pauvre laboureur. Il fut d'abord servant dans un monastère; on l'y éleva, et il devint moine. Par la suite, il se rendit célèbre par sa science, ses talens et sa piété, et finit par devenir le Chef de l'Église.

43. La Papauté ou dignité du Pape, ne cessa pas d'exister à travers les grandes et nombreuses révolutions des royaumes et des empires. L'Empire Romain qui, au commencement de l'ère Chrétienne, était au faîte de la gloire, et s'étendait sur presque toute l'Europe et une partie de l'Asie et de l'Afrique, tomba en lambeaux, mais la Papauté resta ferme et inébranlable; et à l'époque où la dévastation, communément appelée la "Réforme" d'Angleterre commença,

il avait déjà existé, pendant quinze siècles, environ deux cent soixante Papes, qui se succé-

dèrent sans la moindre interruption.

44. L'histoire de l'Église d'Angleterre jusqu'au temps de la "Réforme", est un sujet de la plus haute importance pour nous. Un coup d'œil, la seule esquisse des principaux faits suffira pour démontrer la fausseté, l'injustice et l'ingratitude de ceux qui ont cherché à avilir l'Église Catholique, ses Papes, ses Moines et ses Prètres. Quelques écrivains, appuyés par de bonnes autorités, ont présumé que la Religion Chrétienne fut introduite partiellement en Angleterre, dès le second siècle après la naissance de Jésus-Christ. Mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle y fut introduite avec le plus grand succès, en 596, c'est-à-dire, 923 ans avant que Henri VIII eût commencé à la détruire.

45. A l'époque où cette religion y fut introduite, l'Angleterre était sous la domination de sept rois, et cet état était appelé Heptarchie. Tous les habitans étaient PAÏENS. Oui, mes Amis, nos ancêtres étaient PAÏENS. Ils adoraient des dieux faits de leurs propres mains, et sacrifiaient des enfans sur les autels de leurs idoles. L'Angleterre se trouvait dans cet état, lorsque le Pape d'alors, Grégoire I, y envoya quarante moines, avec le moine Austin ou Augustin à leur tête, prêcher l'Évangile aux Anglais. Jetez les yeux sur le Calendrier de notre Livre Ordinaire

de Prières, et vous y verrez le nom de Grécoire le Grand, sous la date du 12 mars, et celui d'Augustin, sous celle du 26 Mai. Il est probable que c'est à la première de ces époques que le Pape donna ses ordres à Augustin, et que c'est à la dernière qu'Augustin débarqua dans le Comté de Kent; peut-être aussi ces deux jourslà sont-ils les anniversaires de la naissance de ces deux grands bienfaiteurs de l'Angleterre.

46. Maintenant veuillez bien vous rappeler que ce grand événement eut lieu en 506. Les auteurs Protestans ont été étrangement embarrassés pour prouver que, jusqu'à cette époque, ou à-peu-près, l'Église Catholique fut pure, et marcha sur les traces des Apôtres; mais que, depuis lors, cette même Église devint corrompue. Ils louent le caractère, ils approuvent les actes du PAPE GRÉGOIRE; ils en font de même à l'égard d'Augustin; ils n'ont pu, par honte, omettre leurs noms dans le Calendrier, et cependant ils s'efforcent de prouver qu'il n'y ent pas de Religion Chrétienne pure, du moment où le Pape en devint le chef visible et reconnu, et fut en possession de l'autorité suprême. On a de la peine à en trouver deux qui soient d'accord sur ce point. Quelques-uns disent que ce fut 300, d'autres 400, d'autres 500, d'autres enfin 600 ans auparavant, que l'Église Catholique cessa d'être la vraie Église du Christ. Toutefois aucun d'eux ne nie, ou plutôt n'essaie de nier, que ce fut

la religion Catholique, telle qu'on la professait à Rome; que ce fut réellement la religion Catholique Romaine qui fut introduite en Angleterre, en 596, avec tous ses dogmes, ses rites, ses cérémonies et ses pratiques religieuses, tels qu'ils continuèrent d'exister jusqu'à l'époque de la " Réforme " et qu'ils existent dans cette Église même au jour où nous sommes. Il suit évidemment de là que si l'Église Catholique était corrompue à l'époque de la "Réforme", ou est corrompue aujourd'hui; si elle est radicalement mauvaise aujourd'hui, elle devait nécessairement l'être en 596; vient ensuite la conséquence, non moins horrible qu'impie, mentionnée dans le paragraphe 12 que " Tous nos pères qui construisirent ,, d'abord nos églises, et dont la chair et les os " forment la terre, à plusieurs pieds de profon-,, deur dans nos cimétières, poussent maintenant ,, des hurlemens affreux dans les régions des " damnés. "

47. "On connaît l'arbre par son fruit. "Ne perdez pas de vue que ce fut la foi Catholique telle qu'on la professe aujourd'hui, qui fut introduite en Angleterre par Grégoire le Grand; et bien pénétrés de ces faits, examinons quels furent les effets de cette introduction; voyons comment cette croyance prit racine en dépit des guerres, des invasions, des tyrannies et des révolutions qui eurent lieu.

48. A son arrivée en Angleterre, St. Augus-

tin s'adressa au roi Saxon, dans les États duquel le Comté actuel de Kent était situé. Il obtint la permission de prêcher au peuple, et son succès fut aussi grand qu'immédiat. Il convertit le roi lui-même qui le prit en grande faveur, ainsi que ses frères, et leur fournit des habitations et tout ce dont ils avaient besoin, à Cantorbery. St. Augustin et ses frères, étant moines, vivaient en commun; et, de cette habitation commune, ils se répandaient dans l'intérieur du pays, pour y prêcher l'Évangile. Comme leur communauté diminuait par le decès des membres, on en ordonna de nouveaux pour les remplacer, et, par la suite même, leur nombre augmenta considérablement. On bâtit une Église à Cantorbery, et St. Augustin en devint naturellement l'Éveque ou Chef-Prêtre. D'autres Évêques lui succédèrent. A mesure que le Christianisme fesait des progrès dans l'île, d'autres communautés, semblables à celle de Cantorbery, se formèrent dans d'autres villes, telles que Londres, Winchester, Excester, Worcester, Norwich, York, et plusieurs autres où il existe maintenant des Cathédrales ou des Évêchés. De là provinrent dans la suite ces édifices nobles et majestueux, dont nous nous enorgueillissons, comme étant l'ouvrage de nos aïeux, tandis que, d'une part, nous sommes assez fous, assez injustes et assez inconséquens, pour flétrir la mémoire de ces mêmes aïeux et de les taxer d'ignorance, de superstition et d'idolâtrie, et que, de l'autre, nous déployons notre petitesse d'esprit, en défigurant et en dégradant ces nobles édifices par cette multiplicité de monumens puérils qui, neuf fois sur dix, ne sont que le produit de la vanité et de

la corruption.

49. A cette époque, le clergé subsistait au moyen des offrandes ou dons volontaires, et quelquefois par la dixme que les propriétaires des terres payaient eux-mêmes, ou fesaient payer par leurs tenanciers, bien qu'il n'y eût aucune obligation générale de payer la dixme que long-temps après l'arrivée de St. Augustin. Le Clergé vécut pendant bien des années dans cet état de communauté. Par la suite, à mesure que les propriétaires des terres embrassaient le Christianisme, ils voulurent avoir des prêtres établis près d'eux, et toujours sur les lieux, prêts à célébrer les saints mystères de leur religion. Les propriétaires des terres étaient alors en petit nombre; c'est pourquoi, ils firent construire des églises sur leurs domaines, et, en général, tout près de leurs habitations, pour leur bien et celui de leurs vassaux et de leurs tenanciers. Voilà pourquoi nous voyons aujourd'hui même, en beaucoup d'endroits, des églises de campagne qui tiennent à la maison du seigneur (gentleman). En construisant une église ils bâtissaient aussi une maison pour le prêtre, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui la maison presbytérale (parsonage),

Quelquesois même on y joignait un champ, ou un pré, ou tous les deux, à l'usage du prêtre; c'est ce qu'on nommait sa glèbe, mot qui, dans son sens littéral, signisse la terre de dessus qui est tournée par la charrue. Conformément à l'usage établi dans les autres pays chrétiens, les propriétaires des terres sesaient donation aux églisses du dixième du produit de leurs domaines.

50. Telle est l'origine des paroisses. Paroisse signifie juridiction du clergé, de même que le territoire d'une ville signifie la juridiction de cette ville; de sorte que le domaine du seigneur devint alors paroisse. Il se réserva le droit de nommer le pasteur, ou curé, lorsque son poste devenait vacant; mais il ne pouvait le déplacer, après qu'il avait été nommé; la dotation entière devenait la propriété de l'Eglise, et était indépendante de son autorité. Ce ne fut que longtemps après, deux siècles, et peut être plus, que cette coutume devint une loi permanente dans toute l'étendue du royaume; mais elle finit par le devenir. Ce ne fut pourtant pas sans être soumise à certaines conditions importantes, que l'Église fut mise en possession de ces propriétés considérables; or, c'est précisement sur ces conditions qu'il nous convient à nous, aujourd'hui, de porter une attention particulière; car nous sentons, maintenant plus que jamais, le manque d'exécution de ces conditions.

51. Il n'a jamais pu exister un état de société,

c'est-à-dire un état de choses sous lequel un monopole de propriétés foncières fut reconnu et sanctionné par la loi. Un tel état n'a jamais pu exister, sans que les propriétaires des terres fussent obligés de prendre soin des indigens et les empêcher de mourir de faim. Les propriétaires des terres en Angleterre prenaient soin de leurs vassaux et des individus qui étaient sous leur dépendance. Mais lorsque le Christianisme, dont la base principale est la charité, fut établi dans le royaume, le clergé fut spécialement chargé de prendre soin des indigens. Au premier abord, il paraît monstrueux, qu'on eût donné une maison, une petite métairie, et la dixième partie du produit d'un domaine considérable à un prêtre qui ne pouvait avoir de femme et, par conséquent, point d'enfans. Mais le fait est que les dotations avaient un autre but, outre celui de l'entretien du clergé. Le produit du bénéfice devait être employé de la manière suivante : " Les prêtres recevront la " dixme du peuple, et tiendront un compte exact " de toutes les sommes qui seront versées dans " leurs mains; ensuite ils en feront la distribu-" tion en présence de tels individus qui crain-" dront Dieu, conformément à l'autorité cano-" nique. Ils consacreront la première partie aux " réparations et aux ornemens de l'église; ils " distribueront la seconde de leurs propres mains, " avec miséricorde et humilité, parmi les pau-" vres et les étrangers, et ils réserveront la

"troisième pour leurs propres besoins." Tels furent les ordres d'un évêque d'York dans un mandement qu'il publia. On adopta des réglemens un peu différens, à diverses époques et sous divers évêques; mais il y eut constamment deux quarts, au moins, du produit annuel du bénéfice réservé pour les indigens et pour les réparations, ainsi que pour les ornemens de l'é-

52. Ainsi le soulagement des pauvres devint un des grands devoirs et des premières coutumes de l'Église. Avant son établissement, les propriétaires des terres étaient chargés de remplir ce devoir. Ils devaient nécessairement l'être; car, ainsi que Blakstone l'observe, " l'indigent a le " droit de demander à la partie la plus opulente " de la communauté de quoi fournir à ses be-" soins; c'est un droit dicté par les principes " de la société." Cette tâche ne pouvait être consiée à des hommes plus convenables que le clergé; car, en remplissant ses devoirs envers Dieu, il accomplissait l'œuvre de charité, il donnait à manger à ceux qui avaient faim, et des vêtemens à ceux qui étaient nuds; il soignait ceux qui n'étaient pas en santé, consolait la veuve et était l'appui de l'orphelin. De cette manière, la main sûre, charitable et impartiale d'un homme dont la résidence était fixe, d'un célibataire qui était chargé d'administrer des secours corporels et spirituels aux pauvres, aux malheureux et

aux étrangers, fut substituée à la disposition incertaine, à la charité précaire et capricieuse des riches.

53. Nous verrons bientôt dans quelle condition les pauvres étaient placés; nous verrons comment toutes les classes ouvrières furent appauvries et degradées, du moment où la dixme et les autres revenus de l'Église furent transférés à un clergé Protestant et marié; et nous aurons en même temps occasion de voir, dans tout son jour, la barbarie inouie avec laquelle le peuple Irlandais fut traité à cette époque; mais je n'ai pas encore parlé d'une grande branche ou partie constituante de l'Eglise Catholique, je veux dire, des monastères, qui présentent un sujet plein d'intérêt et digne de notre plus grande attention. Les traits les plus malins, les plus empoisonnés, distillés par la malice des écrivains protestans sont toujours choisis, lorsqu'ils entreprennent de tourner en ridicule les Moines, les Re-LIGIEUX mendians et les Nonnes. Nous avons vu Blackstone parler de "l'ignorance et de la superstition des moines, " et nous entendons, tous les jours, des ministres et des évêques Protestans tourner en ridicule ce qu'ils appellent la Moinerie, parler de bourdons dans les monastères, avilir enfin toutes ces anciennes institutions, comme faites pour dégrader la nature humaine; et à toutes ces invectives se joignent celles de trente ou quarante sectes métisses dont les

trompettes bruyantes sont placées à chaque coin

du royaume.

54. Lorsque j'aurai à parler des moyens dont on se servit pour voler, dévaster, et détruire les monastères en Angleterre, je ferai voir combien sont injustes, viles et déloyales, j'ajouterai même sottes, les railleries qu'on se permet contre les moines. Je ferai voir sous combien de rapports différens ils furent très-utiles à la communauté; je démontrerai même combien ils ont opéré en faveur des classes ouvrières et pauvres du peuple. Mais, ici, je me contenterai de tracer, aussi succinctement qu'il me sera possible, l'origine et la nature de ces institutions, de faire voir à quel point elles s'étendirent en Angleterre.

55. Monastère signifie un lieu où résident des Moines, et le mot moine vient d'un mot grec qui signifie une personne isolée ou une personne qui vit dans la solitude. Il y avait des moines, des religieux mendians, et des nonnes. Le mot frère vient du mot latin frater, en Anglais brother, et le mot nonne, en Français, signifie une sœur en religion, une vierge séparée du monde. Les hommes ou femmes qui composaient une de ces communautés religieuses, s'appelaient couvent; quelquefois même on donnait ce nom aux bâtimens et aux enclos dans lesquels résidait la communauté. La résidence des moines s'appelait monastère; celle des nonnes un couvent de religieuses. Comme, néanmoins, nous n'a-

vons pas à traiter ici de la différence qui pouvait exister dans les réglemens, les ordres et les coutumes des personnes qui appartenaient à ces institutions, je les comprendrai tous sous le nom de monastères.

56. Quelques-unes de ces maisons étaient appelées abbayes, d'autres, des prieures. Il suffira de dire qu'il n'y avait d'autre différence entre elles, si non que les premières étaient d'un rang supérieur aux dernières et qu'elles jouissaient de privilèges d'un grand prix. Une abbaye avait à sa tète un abbé, ou une abbesse; un prieuré, un prieur, ou une prieure. Il y avait aussi plusieurs ORDRES de moines, de religieux, et de nonnes; et ces ORDRES avaient différens réglemens pour leur gouvernement intérieur et leur genre de vie; ils étaient aussi distingués par leur habillement. Au reste, nous n'avons guère que faire ici de ces distinctions; car nous verrons bientôt tous ces corps enveloppés dans une dévastation commune.

57. Les individus attachés à un monastère vivaient en commun; ils vivaient sous un seul et même toit. Ils ne pouvaient posséder aucune propriété individuellement. En entrant dans les murs du monastère, ils renonçaient entièrement au monde et faisaient un vœu solennel de célibat; ils ne pouvaient rien léguer par testament; chacun d'eux n'avait qu'une simple jouissance viagère, et rien de plus, dans les revenus qui ap-

partenaient à la communauté. Quelques-uns des moines et des religieux étaient en même temps prétres; mais pas tous; et la principale occupation de la communauté était de dire des messes, de réciter des prières, et de faire des actes d'hospitalité et de charité.

58. Des individus s'isolèrent entièrement du monde et commencèrent par adopter ce genre de vie; ils vivaient dans une solitude complète, passaient les jours entiers à prier, et se vouaient entièrement au service de Dieu. On donnait à ceux-ci le nom d'hermites; et leur conduite leur attirait le plus grand respect. Par la suite, ces hermites, ou d'autres hommes qui avaient la même vocation, se formèrent en sociétés, convincent de vivre sous le même toit et de tout posséder en commun. Les femmes en firent autant; et de là provinrent ces lieux appelés monastères. La piété, l'austérité et surtout les œuvres de bienveillance et de charité exercées par ces individus les rendaient des objets d'une grande vénération; et, par la suite, ils devinrent les intermédiaires de la bienfesance des riches envers les pauvres. Des rois, des reines, des princes, des princesses, des nobles et des seigneurs sondèrent des monastères; c'est-à-dire qu'ils bâtirent des édifices et leur assignèrent des terres pour leur entretien. D'autres, soit pour expier leurs péchés, soit par quelque autre mouvement de piété, donnèrent, pendant leur vie, ou à leur

lit de mort, des terres, des maisons, ou de l'argent aux monastères déjà érigés. De telle manière que, par la suite du temps, les monastères devinrent propriétaires de domaines considérables. Ils étaient seigneurs d'innombrables fiefs et avaient des tenemens d'une étendue prodigieuse, surtout en Angleterre, où les ordres monastiques furent toujours en grande vénération, parce que ce fut une communauté de moines qui introduisit le Christianisme dans le royaume.

50. Pour vous donner l'idée la plus exacte que je pourrai de ce qu'était un monastère, je vais vous faire une description, aussi sidèle que ma mémoire le permettra, d'un édifice de ce genre que je vis en France, en 1792, immédiatement après que les moines en furent expulsés, et au moment où il allait être mis en vente. Sa circonférence close d'un mur de 20 pieds de haut, était d'environ huit acres anglais. C'était un carré oblong. A l'extrémité d'un des côtés, était un grand portail avec un passage pour les voitures et des portes-cochères aussi élevées que les murs, au milieu desquelles était une petite porte pour l'entrée et la sortie des piétons. Le grand portail donnait entrée à une cour spacieuse, proprement pavée. D'un côté, et à l'extrémité de cette cour, étaient la cuisine, les logemens pour les domestiques, un réfectoire pour eux, pour les étrangers et pour les pauvres, des écuries, des remises et divers autres bâtimens. De l'autre côté de

52

la cour, se trouvait une porte qui nous conduisit dans les logemens des moines. Il y avait ici un terrain carré d'environ un demi-arpent qui servait de cimétière. Sur les quatre côtés de ce carré était un cloître, dont le toit, du côté du cimetière, était supporté par des piliers, et sur le derrière, par un bâtiment peu élevé, qui fesait le tour des quatre façades. Dans ce bâtiment se trouvaient les dortoirs ou chambres à coucher des moines. Chaque moine avait deux pièces, une qui lui servait de chambre à coucher, et l'autre de cabinet. Dans la chambre de derrière était une porte qui donnait dans un petit jardin d'environ 30 pieds de largeur sur 40 de longueur. A l'un des côtés du cloître, on voyait une seconde porte qui donnait entrée au réfectoire où se trouvait un pupitre, du haut duquel un moine fesait la lecture pendant que les autres mangeaient en silence, conformément aux réglemens des CHARTREUX auxquels ce couvent appartenait. De l'autre côté du cloître, une porte donnait dans un jardin potager parfaitement bien tenu, et dans lequel on voyait une quantité d'arbres fruitiers. Enfin dans le quatrième côté du cloître était une autre porte qui conduisait à l'église, laquelle, quoique petite, était une des plus jolies que j'aie jamais vues. Je crois que, d'après leurs statuts, les moines ne pouvaient jamais sortir de leur couvent. Les gens de la campagne parlaient de ces moines avec le plus grand respect, et

regrettaient vivement leur perte. Ils avaient des propriétés considérables, et fournissaient entièrement aux besoins des pauvres, à plusieurs milles à la ronde.

60. L'Angleterre était peut-être le pays de l'Europe où de semblables institutions étaient les plus communes, et plus richement dotées que partout ailleurs. L'un dans l'autre, il y avait plus de vingt établissemens de ce genre dans chaque comté. Nous en verrons bientôt le nombre exact. C'était donc là une riche proie pour un tyran cruel et injuste, et à laquelle les Messieurs de la "Réforme" pouvaient espérer d'avoir une bonne part. Il y avait de quoi engager les voleurs en grand à jeter les hauts cris contre " l'ignorance et la superstition des moines. " Il ne faut donc pas s'étonner si le cœur des CRANMER, des Knox et de toute leur clique métisse, était mu de compassion en jetant leurs chastes yeux sur toutes les fermes, sur tous les fiefs et sur tous les ornemens d'or et d'argent qui appartenaient à ces communautés. Nous verrons bientôt avec quelle joie ils les renversèrent, les pillèrent et les détruisirent. Nous verrons comment ils saccagèrent, sous les plus vils prétextes, jusqu'aux autels des églises paroissiales, jusqu'aux plus insignifiantes de ces églises, que dis-je? jusqu'à la valeur de cinq schellings. Mais nous devons d'abord peser les motifs qui engagèrent le tyran Henri VIII à mettre en mouvement leurs moyens dévastateurs.

54

61. Ce roi succéda à son père, Henri VII, en l'an 1509. Il eut en partage un royaume grand et prospère, des trésors considérables, un peuple heureux et satisfait, qui s'attendait à trouver en lui la sagesse de son père, exempte de l'avarice qui semblait avoir été le seul défaut de l'auteur de ses jours. Henri était àgé de 18 ans lorsque son père mourut. Henri VIII avait eu un frère aîné, nommé ARTHUR qui, dès l'âge de douze ans, avait été fiancé à Cathérine, quatrième fille de Ferdinand, roi de Castille et d'Aragon. Lorsque Arthur eut atteint l'âge de quatorze ans, la Princesse vint en Angleterre, et l'on célébra le mariage; mais ARTHUR, étant trèsjeune, faible et maladif, mourut avant la fin de l'année; et le mariage ne fut jamais consommé. Et, en effet, qui pourrait croire qu'il le fût? Henri voulut épouser Cathérine, et les parens respectifs donnèrent leur consentement à ce mariage; mais il n'eut pas lieu avant la mort de Henri VII. Aussitôt que le jeune roi fut monté sur le trône, il prit des mesures pour se marier. CATHÉRINE étant, bien que nominalement, la veuve de son frère, il fallut obtenir du PAPE, comme chef de l'Église, une dispense qui rendit le mariage valide aux yeux de la loi canonique. Comme il n'y avait aucun obstacle légal à la dispense, on l'obtint facilement et le mariage fut célébré, à la grande joie de la nation entière, dans le mois de Juin 1500, c'est-à-dire, moins

de deux mois après l'avénement du roi au trône.

62. Henri vécut dix-sept ans avec cette princesse qui était belle dans sa jeunesse, et qui possédait des vertus supérieures de tous les genres; il en eut trois fils et deux filles. Un seul de ces cinq enfans survécut. Ce fut Marie, qui devint ensuite reine d'Angleterre. Au bout de 17 ans de mariage, le roi n'en ayant que 35 et la reine 43, ce monarque jeta son dévolu sur une dame d'honneur de son épouse, appelée Anne Boylen, et feignit de croire tout-à-coup qu'il vivait dans le péché, parce qu'il avait épousé la veuve de son frère, bien que, comme on l'a déjà vu, le mariage n'eût jamais été consommé; que les parens des deux parties eussent donné leur consentement à ce mariage; que le conseil du roi lui-même l'eût approuvé d'une voix unanime; que le PAPE, comme chef de l'Église, l'eût sanctionné, et qu'enfin les cérémonies et les pratiques religieuses, dont Henri lui-même avait été le zélé défenseur depuis son mariage, eussent été régulièrement observées.

63. Mais les passions du tyran avaient été soulevées, et il résolut de satisfaire son *inconti*nence brutale, au prix de sa réputation, et quoiqu'il en pût coûter d'or ou de sang. Il adressa d'abord au Pape sa demande en divorce. Le Pape l'aimait beaucoup, il était très-puissant et il appuya sa demande de plusieurs autres motifs également forts; mais cette demande était pleine

d'injustice; et il eut été si cruel envers une reine si vertueuse de l'accorder, que le Pape ne put et ne voulut jamais y consentir. Dans l'espoir néanmoins que le tyran se relâcherait avec le temps, le chef de l'Église ordonna que son légat et Wolsey tinssent une Cour en Angleterre, pour y entendre et résoudre la question. La reine ne voulut pas s'abaisser au point de paraître devant cette Cour; et le légat l'ayant dissoute, renvoya la décision de la question au PAPE, qui refusa de nouveau son consentement au divorce. Le tyran devint alors furieux; il résolut d'abbattre la puissance du Pape en Angleterre, de se constituer, lui-même, chef de l'Église, et de faire tout ce qui d'ailleurs pourrait être nécessaire pour se livrer sans frein à sa concupiscence brutale, et assouvir sa vengeance.

64. En se faisant chef suprême de l'Église, Henri VIII se rendit maître de tous les biens qu'elle possédait, sans en excepter ceux des monastères, parce qu'il avait à ses ordres l'épée et la potence. Ses conseillers et ses courtisans en pressentirent les suites; et comme on découvrit bientôt qu'une confiscation en masse allait avoir lieu, le parlement ne fut pas en arrière pour seconder ses desseins, parce que chacun de ses membres espérait participer au pillage. Le premier pas fut de faire des actes tendans à ôter au Pape tout pouvoir et toute autorité sur l'É-

glise, et à donner au roi toute autorité quel-

conque en matières ecclésiastiques. Son conseiller et son instigateur principal fut Thomas Cranmer, homme digne d'une exécration éternelle, et dont nous ne saurions prononcer le nom sans douter, pour ainsi dire, de la justice divine, si nous ne savions pour certain que ce scélérat, aussi perfide qu'impie, expira au milieu des flammes qu'il avait tant contribué à allumer.

65. Le tyran étant maintenant devenu Pape et Roi, nomma Cranmer à l'Archevêché de Cantorbery qui venait d'ètre vacant; et ce vil instrument de la volonté royale dévint par conséquent chef-juge dans toutes les affaires ecclésiastiques. Mais il se présenta un obstacle. Le tyran professait encore la religion Catholique; et, le nouvel archevêque devant être consacré d'après les formes pontificales, se voyait forcé par cela même de jurer obéissance au Pape. Ceci donna lieu à un arrangement qui nous fera voir, d'un seul trait, de quelle trempe étaient Messieurs les fauteurs de la "Réforme." Avant de se présenter à l'autel pour être consacré, Cranmer passa dans une chapelle et jura sur l'autel que, par le serment qu'il allait prêter et qu'il était en effet obligé de prêter pour la forme, il n'avait réellement pas l'intention de s'obliger à faire quoique ce fût qui pût tendre à empêcher le roi de faire telles "réformes" qu'il jugerait utiles à l'Église d'Angleterre. J'ai connu jadis un fripon du pays de Galles, qui ayant prêté sciemment un faux serment (ainsi qu'il l'avoua en particulier, devant un comité d'élection de la chambre des Communes) fut interrogé sur le motif qui avait pu le décider à rendre un pareil témoignage? Il donna pour raison "qu'avant de sortir de chez lui dans la matinée, il avait fait serment de se parjurer dans le courant du jour." Il est probable que cet honnête homme était imbu des principes de ce même Archevêque, qui aujourd'hui occupe le plus haut rang dans le livre mensonger du menteur Fox sur les

Martyrs Protestans.

66. Le monarque, s'étant pourvu d'un juge si célèbre en matières ecclésiastiques, ne perdit pas de temps à lui soumettre la position pénible où il se trouvait et à lui demander justice. Il était dur et pénible en effet d'ètre forcé de vivre avec une épouse de quarante-trois ans, quant pour la peine seulement de le demander, il pouvait en avoir une de dix-huit à vingt. Le cas était vraiment dur et il était naturel que le roi cherchât du soulagement, avec tout l'empressement possible maintenant qu'il avait un juge si droit et si impartial. Ce que je vais rapporter maintenant de la conduite de cet Archevêque et des autres individus impliqués dans cette affaire, suffirait pour nous faire frémir d'horreur, pour nous soulever le cœur de dégoût, pour nous faire tomber ce papier des mains et nous détourner d'aller plus loin. Il ne faut pourtant pas céder à ces sentimens, si nous désirons connaître la vraie historie de la "Réforme" Protestante. Nous devons conserver notre sang-froid; nous devons raisonner d'après l'impulsion ordinaire; nous devons, en un mot, imposer silence à la nature pour un moment; car, du commencement jusqu'à la fin, nous ne verrons rien qui ne soit fait pour nous remplir d'horreur et de dégoût.

67. Il y avait déjà quatre ou cinq ans que le roi et Cranmer ruminaient le projet du divorce; mais, en attendant, le monarque avait entretenu Anne Boylen, ou, pour me servir d'une locution moderne, elle avait été " sous sa protection " pendant environ trois ans. Maintenant permettez que je vous fasse remarquer que le Dr. Bayley, dans sa vie de l'Evêque Fisher, assure en termes précis qu'Anne Boylen était la propre fille de Henri VIII, et que Lady BOYLEN, sa mère, dit au roi, au moment où il était sur le point de l'épouser. "Sire, pour l'amour de Dieu, prenez " garde à ce que vous faites en épousant ma " fille; car, si vous faites un retour sur votre " conscience, vous vous souviendrez qu'elle est " aussi bien votre propre fille que la mienne." A quoi le roi répondit, " N'importe de qui elle ", soit la fille, elle n'en sera pas moins ma femme." Pour ce qui me concerne, je déclare que j'ajoute foi à ce fait, mais je ne le donne pas comme une vérité incontestable. Lorsque je le trouve consigné dans les écrits d'un homme qui était, avec raison, le panégyriste de l'excellent évêque Fisher, lequel se voua à la mort pour défendre courageusement la cause de la Reine Cathérine, j'ai lieu de le croire; mais, encore une fois, je ne le donne pas, comme les autres faits que je rapporte, pour une vérité incontestable. Dieu sait, d'ailleurs, combien il est inutile de rendre ces hommes plus noirs qu'ils ne sont dépeints par les historiens protestans euxmêmes, lors même qu'ils nous rappellent dans des termes favorables leurs horribles actions.

68. Il y avait trois ans que le roi avait Anne "sous sa protection," lorsqu'elle devint enceinte pour la première fois. Il était donc pleinement temps " d'en faire une honnête semme. " Un mariage secret eut lieu en 1533. Comme sa grossesse ne pouvait plus être cachée, il fallut aussi avouer le mariage. C'est pourquoi on pressa le procès du divorce; car il aurait paru singulier, même aux hommes de la "Réforme " de voir le roi vivre dans la bigamie. Ce fut donc alors que le fameux juge ecclésiastique, CRANMER, eut à commencer à jouer son rôle; et, si son hypocrisie ne fit pas rougir le diable, c'est que le diable n'était par doué de la faculté de rougir (blushing faculties). Dans le mois d'avril 1533, Cranmer écrivit une lettre au roi, le suppliant au nom de la Nation et pour le salut de son âme, de lui accorder la permission de juger la question du divorce, en lui représentant le danger

de vivre plus long-temps dans un "état d'inceste. " Incomparable, étonnante hypocrisie! Cranmer savait, et le roi savait que Cranmer savait; et Cranmer savait que le roi savait que Cranmer savait, que Henri VIII, avait épousé Anne, trois mois auparavant, et qu'elle était enceinte à l'époque où il l'avait épousée.

69. Le roi condescendit, avec grâce, à suivre cet avis spirituel de son pieux primat, et fut si inquiet du salut de son âme royale que, en sa qualité de chef de l'Eglise, il accorda, sans délai, au père spirituel CRANMER qui, contre le vœu qu'il avait fait en entrant dans les ordres ecclésiastiques, avait en particulier une femme à lui; le roi, dis-je, accorda à ce père spirituel la permission de tenir une Cour ecclésiastique, pour y décider la question du divorce. La Reine Cathérine, qui avait reçu ordre de ne plus paraître à la cour, résidait à cette époque à Ampthill, dans le Bedfordshire, à peu de distance de Dunstable. C'est dans ce dernier lieu que Cranmer ouvrit sa cour, d'où il somma la Reine de paraître devant lui, mais elle traita sa sommation avec le mépris qu'elle méritait. Lorsque sa Cour eut resté ouverte le nombre de jours requis par la loi, il prononça sa sentence contre la Reine, par laquelle il déclara son mariage avec le roi nul des le principe. Après avoir prononcé cette sentence, il ferma sa cour burlesque. Nous le verrons faire

d'autres petits traits de ce genre, mais c'est ainsi qu'il termina son premier coup d'essai.

70. Le résultat de ce procès, d'après la décision de cet incomparable juge, fut communiqué au Roi par cet étrange hypocrite qui le supplia, gravement, de se soumettre avec résignation à la volonté de Dieu que lui avait fait connaître la décision de la cour spirituelle, après avoir agi conformément aux lois de la sainte Église. Ce monarque pieux et soumis se résigna, en effet, et alors CRANMER tint une autre cour à LAMBETH, dans laquelle il déclara que le Roi avait été légalement marié à Anne Boylen, et qu'il confirmait le mariage, en vertu de son autorité pastorale et juridique qu'il tenait des successeurs des Apôtres. Nous verrons bientôt ce même Archevêque exercer la même autorité, pour déclarer ce second mariage nul et comme non avenu des le principe, et prêter son assistance pour en rendre le fruit illégitime. Nous suivrons maintenant Mrs. Anne Boylen, que les écrivains Protestans s'efforcent de blanchir, jusqu'à ce que nous soyons parvenus à la fin de sa carrière.

71. Elle mit au monde une fille, (qui fut ensuite la Reine Élisabeth) huit mois après son mariage. Le roi n'en fut point satisfait, parce qu'il désirait un fils, et il fut assez dénaturé pour lui en témoigner son mécontentement. Les époux continuèrent à vivre ensemble pendant

trois ans, sans se quereller, du moins ostensiblement, ce qui est assez remarquable, si nous considérons le grand nombre d'obstacles que le vice oppose au repos et au bonheur. Le mari, toutefois, ne resta pas oisif. Se trouvant maintenant Chef de l'Église, il avait assez de besogne sur les bras. Il s'était imposé, le pauvre homme, la tâche pénible de faire une nouvelle religion, de composer de nouveaux articles de foi, de nouveaux réglemens de discipline, il avait enfin mille autres choses de tous les genres à disposer. Il était occupé, en outre, comme nous le verrons dans le prochain numéro, à faire décapiter, pendre, mettre en pièces ou écarteler, quelques-uns des plus dignes hommes de son royaume, ou qui eussent jamais existé dans tout autre royaume ou pays quelconques. Il avait aussi, comme nous le verrons, commencé la grande œuvre de confiscation, de pillage et de dévastation; ensorte qu'il n'avait guère de temps à perdre en querelles de famille.

72. Si, cependant, il n'avait pas le temps de se chamailler avec Anne, il n'en avait pas non plus assez pour la surveiller, ce qui n'est pourtant pas à négliger, lorsqu'un homme épouse une femme plus jeune que lui de moitié; et nous allons voir que cette "grande réformatrice" (c'est le nom que les écrivains Protestans lui donnent) avait un peu besoin de vigilance maritale. Ses manières libres, pour ne pas dire dis-

solues, si différentes de celles de la vertueuse Reine que la Cour et la Nation Anglaise avaient eue pour modèle, pendant tant d'années, scandalisèrent les personnes les plus sensées, et excitèrent les railleries, ou plutôt donnèrent lieu a jaser à celles d'un caractère opposé. En Janvier 1536, la Reine Cathérine mourut. Elle avait été bannie de la Cour. Elle avait vu son mariage annullé par Cranmer, et sa fille, son unique enfant survivant, rendue illégitime par acte du Parlement. Le roi, dont elle avait eu cinq enfans, ce mari de la "Réforme" avait eu la barbarie de la tenir éloignée de sa fille, et de ne jamais souffrir, après son bannissement, qu'elle jetåt les yeux sur cette enfant. Cette Reine mourut, comme elle avait vécu, chérie et révérée de tout ce qu'il y avait de bon et d'honnête dans le royaume, et fut enterrée au milieu des sanglots et des larmes d'un immense concours de peuple, dans l'Église de l'Abbaye de Peterborough.

73. Le roi, dont le cœur d'airain, à ce qu'il paraît, fut attendri, pendant quelques instans, par la lettre très-affectueuse qu'elle lui adressa de son lit de mort, ordonna aux personnes qui l'entouraient de porter le deuil, le jour de son enterrement. Mais notre fameuse " Réformatrice", loin de prendre le deuil, affecta de se parer de ses habits les plus élégans et les plus somptueux, exprima sa joie excessive, et s'écria

qu'enfin elle était réellement devenue Reine. Hélas! Cette "grande Réformatrice" ne survécut elle-même que trois mois et seize jours à sa joie. Elle mourut aussi, non pas comme la vraie Reine était morte, dans son lit, vivement regrettée de toutes les âmes droites et sans qu'homme vivant pût lui imputer un seul vice; mais sur un échafaud, par un arrêt de mort signé de la main de son propre mari, et accusée de trahison, d'adultère et d'inceste.

74. Dans le mois de Mai 1536, assistant avec le Roi à un tournoi, à Greenwich, Anne lâcha par mégarde un signe d'affection à un des combattans, qui était aussi son amant, et ce signe suffit pour confirmer dans l'esprit du Roi des soupcons qu'il avait déjà entretenus à ce sujet. Il revint sur-le-champ à Westminster, donna ordre de l'enfermer, ce soir-là même, à Greenwich, et de la ramener, par eau, le lendemain à Westminster. Chemin fesant, un nouvel ordre survint pour qu'on la conduisît à la Tour; et, comme si l'on avait voulu lui rappeler l'injustice dont elle s'était rendue coupable en contribuant, de tout son pouvoir, à l'emprisonnement de la vertueuse Reine décédée, comme si l'on avait voulu lui dire : " Voyez, après tout, Dieu est juste"; elle fut enfermée dans l'appartement même où elle avait passé la nuit qui précéda son couronnement.

^{75.} Du moment où elle fut incarcérée, sa con-

duite ne fut nullement celle d'une femme qui n'a rien à se reprocher. Elle fut accusée d'adultère avec quatre seigneurs de la maison du roi, et d'inceste avec son frère, lord Rochford; par conséquent de trahison, puisque ces crimes étaient reputés tels par la loi. Ils furent tous atteints et convaincus, et mis à mort. Mais avant l'exécution d'Anne, notre ami, Thomas CRANMER, eut une autre rude corvée à remplir. Le roi, qui ne fesait jamais les choses à demi, en sa qualité de " Chef de l'Église" ordonna à l'Archevêque de tenir "sa Cour spirituelle " à l'effet de prononcer son divorce avec Anne. On aurait de la peine à croire que cet homme, ou un être qui portait le nom d'homme, cût pu consentir, ou plutôt ne fût pas mort à petit feu, plutôt que de consentir à prononcer une pareille sentence. Quoi! Nous avons vu, dans le paragraphe 70, qu'il avait déclaré que le mariage du Roi avec Anne était légal, et par son autorité juridique et pastorale qu'il tenait des successeurs des Apôtres, il l'avait confirmé tel, et maintenant nous le voyons annuller ce même mariage? Comment allait-il le déclarer illégal?

76. Il somma le Roi et la Reine à paraître devant sa "Cour." Oh! quelle Cour! Sa sommation portait que leur mariage avait été illégal, qu'ils vivaient dans un état d'Adultère et que pour le salut de leurs âmes ils eussent à paraître et dire pourquoi ils ne seraient pas séparés.

Ils allaient en effet être séparés; car ceci se passa le 17 mai, et Anne, qui avait été condamnée à mort le 15, devait être, et fut réellement exécutée le 19. Ils obéirent à la citation, et s'y firent représenter l'un et l'autre, par procuration. Après les avoir entendus, Cranmer, le même homme, remarquez bien, qui par la suite mit en ordre le Livre Ordinaire de Prières, couronna cette scène d'impiété, en déclarant, " au nom du Christ et pour l'honneur de Dieu" que le mariage était et avait toujours été nul et comme non avenu. Bon Dieu!..... Mais cessons nos exclamations, si nous ne voulons être interrompus à chaque pas. Ainsi la fille de Henri VIII, et de Anne Boylen, fut déclarée illégitime par le même homme qui, non-seulement avait prononcé la validité du mariage de sa mère, mais qui en avait même été le fauteur. Et cependant BURNET a l'impudence de dire que Cranmer paraît avoir agi dans toute cette affaire en bonne conscience. Oui, avec la même conscience que Burnet luimême déploya dans les actes qui lui valurent l'Evèché de Salisbury, dans le temps de " Glorieuse Mémoire, " qui, ainsi que nous allons le voir, n'était pas sans rapport avec la " Réforme."

77. Le 19, Anne fut décapitée dans la Tour, mise dans un cercueil d'orme, et enterrée dans le même endroit. Au moment de l'exécution, elle ne prétendit pas être innocente, il y a

68

même tout lieu de croire qu'elle était coupable de quelques-uns des délits qu'on lui attribua; mais si son mariage avec le roi avait toujours été nul et comme non avenu, c'est-à-dire, si elle n'avait jamais été son épouse, comment, en s'adonnant à d'autres hommes, avait-elle pu se rendre coupable de trahison? Le 15, elle est condamnée comme épouse du Roi; le 17, on déclare qu'elle n'a jamais été son épouse; et le 19, elle est exécutée pour lui avoir été infidèle. Du reste, à l'égard de l'effet que cet événement produisit sur le caractère de la "RÉ-FORME," il importe peu ou point qu'elle fût coupable ou non des crimes dont on l'accuse maintenant, car si elle était innocente, quel nom donnerous-nous aux monstres qui portèrent sa tête sur le billot? Quel nom donner à ce "chef de l'Eglise" et à cet Archevêque qui eurent dèslors le maniement des affaires religieuses en Angleterre? On assure que, la veille de son exécution, elle pria la femme du lieutenant de la Tour d'aller auprès de la Princesse MARIE, et de la supplier, en son nom, de lui pardonner tous les torts qu'elle avait eus envers elle. Elle en avait eu aussi de bien grands envers beaucoup d'autres. Elle avait été la cause, et la cause volontaire que la Reine était morte de chagrin. Elle avait fait répandre le sang de More et de FISHER; elle avait été la Protectrice de Cranmer, son aide et son instigatrice dans tous les conseils

adroits et pernicieux d'après lesquels un roi obstiné et cruel avait plongé le royaume dans le désordre et dans le sang. Le roi, soit pour montrer le peu de cas qu'il fesait d'elle, soit pour reconnaître en quelque sorte la manière, dont elle s'était conduite, le jour de l'enterrement de Cathérine, s'habilla en blanc, le jour de son exécution; et le lendemain, il célébra son mariage avec Jane Seymour dans le château de Marevell, dans le Hampshire.

78. Ainsi, mes Amis, nous avons vu, comment ce qu'on appelle la "Réforme" fut engendré par une incontinence brutale, et accompli par l'hypocrisie et la perfidie. Nous verrons, plus tard, comment elle procéda dans ces dévastations, et dans la destruction de plusieurs innocentes victimes.

N.º III.

MINIMINING THE PROPERTY OF THE

LETTRE III.

RÉSISTANCE AUX MESURES DU ROI.

Effets de l'abolition de la suprématie du Pape. Mort de Sir Thomas More et de l'Évèque Fisher.

Massacres horribles des Catholiques.

LUTHER ET LA NOUVELLE RELIGION.

Catholiques et Protestans brulés dans le même bucher.

Conduite exécrable de Cranmer.

TITRE DE DÉFENSEUR DE LA FOI.

Mes Amis, Kensington, le 31 janvier 1825.

79. AUCUN Anglais, digne de ce nom, digne d'un nom qui porte avec lui la sincérité et l'amour de la justice; aucun vrai Anglais n'a pu voir, sans rougir pour son pays, les actes infâmes, la vile hypocrisie et l'injustice criante que je vous ai fait connaître dans la lettre précédente. Quel homme, en effet, doué de sentimens d'honneur, n'aimerait pas mieux, pour ainsi dire, être étranger, que le compatriote d'un Cranmer et d'un Henri VIII? Et si telles sont déjà les sensations que nous avons éprouvées, que serace, lorsque nous aurons parcouru les scènes de

tyrannie, de meurtres et de pillage, dont les crimes que nous venons de voir n'étaient que les précurseurs?

80. Quelque avilie que fût la nation par les membres du parlement qui espéraient de participer, et qui en esset participèrent par la suite au pillage de l'Église et des pauvres; quelque vile et intéressée que fût la conduite des courtisans, des conseillers du roi et des représentans du peuple, il se trouva néanmoins des hommes qui osèrent élever la voix contre l'illégalité et la cruauté du divorce de CATHÉRINE, ainsi que contre cette grande mesure préparatoire du pillage, je veux dire le dépouillement de la suprématie du Pape, pour en revêtir le roi. Tous les évêques, à l'exception d'un seul que nous allons voir tout-à-l'heure périr sur l'échafaud, plutôt que de cesser d'ètre intègre, furent contraints par la crainte à adhérer, ou du moins à se taire. Il y eut toutefois beaucoup de membres du clergé séculier et une grande partie des moines et des religieux du royaume qui ne voulurent ni acquiescer, ni se taire. Ceux-ci se chargèrent de faire connaître la vérité au peuple, tant dans la chaire que dans leurs entretiens particuliers; et, s'ils ne parvinrent pas à prévenir les malheurs qu'ils voyaient près de fondre sur la nation, ils la sauvèrent du moins de l'infâmie de s'être soumise en silence.

81. De tous les devoirs d'un historien, le plus

sacré sans doute est celui de faire connaître la conduite de ceux qui ont eu le courage de défendre l'innocence contre les attaques des méchans revêtus du pouvoir. C'est donc un devoir pour moi de faire une mention particulière de la conduite des deux religieux, Peyto et Els-Tow. Le premier, prêchant devant le roi, à Greenwich, quelque temps avant son mariage avec Anne, et prenant pour texte le passage du premier livre des Rois, dans lequel MICHÉE prophétise contre ACHAB, qui était entouré de flatteurs et de prophètes imposteurs, dit : " Je suis " Michée que vous détesterez, parce que je " suis forcé de déclarer que ce mariage est il-" légal; je sais que je mangerai le pain de l'afflic-" tion et que je boirai l'eau de la douleur; néan-" moins, puisque le Seigneur m'a mis cette vérité " dans la bouche, il faut que je la dise. Vos flat-" teurs sont les quatre cents prophètes qui, dans " leur esprit mensonger, cherchent à vous trom-" per. Mais, en vous laissant séduire, prenez " garde de ne pas subir le châtiment d'ACHAB " dont les chiens léchèrent le sang. C'est un des " plus grands malheurs des Princes que d'être " continuellement trompés par les flatteurs qui " les entourent. " Le roi parut ne faire aucune attention à ce reproche; mais, le dimanche suivant, le Dr. Curwin prêcha dans le même endroit devant le roi, et traita Peyto de chien, de calomniateur, de vil moine mendiant, de re-

belle et de traître, ajoutant qu'il s'était enfui de peur et de honte. Alors Elstow, qui était présent et appartenait à la même congrégation que Peyto, apostropha hautement Curwin et lui dit: " Mon bon Monsieur, vous savez bien " que le Père Peyro est allé assister à un con-" cile provincial à Cantorbery, et qu'il ne s'est " pas enfui de peur, soit de vous, soit de tout " autre, car il sera de retour demain. En atten-" dant me voici, comme un autre Michée, prêt " à sacrifier ma vie pour confirmer la vérité de " tout ce qu'il a avancé à l'appui des saintes "Écritures; et vous êtes le premier que je dé-" fie, pour soutenir ce combat devant Dieu et " devant tous les juges impartiaux. Oui c'est sur-" tout à toi, Curwin, que je m'adresse; à toi, qui " es un des quatre cents faux prophètes dont l'es-" prit mensonger s'est emparé, et qui, au moyen " d'un adultère, cherches à établir une succession " qui conduise le roi à la perdition éternelle. ,, 82. STOWE, qui rapporte ce fait dans sa Chronique, dit que Elstow s'échaussa à tel point qu'on ne parvint à lui imposer silence, qu'après que le roi lui-même lui eût ordonné de se taire.

Le jour suivant, les deux Religieux furent sommés devant le conseil du roi, qui les réprimanda, et leur dit qu'ils méritaient d'être mis dans un sac et jetés dans la Tamise. "Réser-" vez ces menaces, s'écria Elstow, en souriant, "pour les riches et les friands qui sont revê-

" tus de pourpre, font bonne chère et mettent

" leur espoir dans ce bas monde. Pour nous, " loin d'en faire cas, nous nous réjouissons d'ê-

"tre chassés d'ici pour avoir fait notre devoir;

" et grâces à Dieu, nous savons que le ciel nous

" est ouvert, soit que nous y allions par terre

" ou par eau. ,,

83. On ne saurait trop admirer la conduite de ces deux hommes. Dix mille victoires, gagnées sur terre ou sur mer, ne couvriraient pas le vainqueur d'une plus grande gloire que la vertu héroïque de ces deux religieux. Si les évêques, ou le quart d'entre eux seulement, avaient montré autant de courage, le tyran se serait trouvé arrêté au milieu d'une carrière qui allait l'entraîner dans les actions les plus horribles. La résistance ferme et ouverte de ces deux pauvres religieux fut la seule que le tyran éprouva, jusqu'à ce qu'il se fût plongé dans le meurtre et le pillage; et si l'on considère qu'il n'y a jamais eu d'écrivain, même Protestant, excepté l'infâme Burnet, qui se soit présenté pour faire l'apologie des actions de ce tyran, on croira aisément que la vertuhéroïque de Peyto et d'Elstow doit suffire pour nous faire hésiter, avant que de parler " de l'ignorance et de la superstition des moines. " Rappelez-vous bien qu'il n'y avait pas de fanatisme dans la conduite de ces hommes; qu'ils n'étaient que les défenseurs de la morale, et d'un individu qu'ils n'avaient jamais connu personnellement; qu'ils étaient certains d'encourir les châtimens les plus sévères, peut-être même la mort. Combien l'héroïsme des Hampdens et des Russells s'éclipse devant une conduite aussi noble et aussi généreuse!

84. Nous arrivons maintenant à la suppression de la Suprématie du Pape, qui devint une source intarissable de sang. On déclara haute trahison le refus de reconnaître la suprématie du roi, et c'était refuser de la reconnaître que de ne pas prêter serment à cet effet. Sir Thomas More, qui était Lord Chancelier, et Jean Fisher, évêque de Rochester, furent mis à mort pour avoir refusé de prêter ce serment. C'était les deux hommes d'Angleterre les plus célèbres par leur savoir, leur intégrité et leur piété, ainsi que par les longs et importans services qu'ils avaient rendus à Henri VIII et à son père. Ce n'est pas une faible présomption en faveur de la suprématie du Pape que de voir ces deux hommes, qui avaient fait tous leurs efforts et employé tous leurs talens pour s'opposer à sa suppression, porter leur tête sur l'échafaud, plutôt que de la sanctionner. Mais sachant que c'est le refus des Catholiques de prêter ce même serment, et que More et Fisher préférèrent mourir que de le prononcer; sachant que c'est la source de tous les mauvais traitemens que la Nation Irlandaise endure depuis si long-temps, et contre lesquels elle se débat maintenant avec tant de courage et de persévérance; sachant que c'est sur ce point même que repose le sort de l'Angleterre, si une nouvelle guerre vient à éclater; connaissant enfin toutes ces circonstances, il est de notre devoir d'approfondir avec soin la nature et les effets de cette suprématie du Pape, afin de bien nous assurer, si elle est favorable ou contraire à la vraie religion et à la liberté civile.

85. Les saintes Écritures nous disent que l'Église de Jésus-Christ doit être UNE. En répétant le Credo des Apôtres, nous disons: "Je crois en la sainte Église Catholique." Catholique, comme nous l'avons vu dans le paragraphe 3, signifie universel. Et comment pouvonsnous croire en une église universelle, sans croire que cette Église est une, et sous la direction d'un seul chef. Dans l'Evangile de St. Jean, chap. 10. V. 16. Jésus-Christ dit: "Je suis le bon pasteur et il y aura un seul troupeau et un seul berger. " Ensuite il députe Pierre pour être berger à sa place. Dans le même Évangile, chap. 17. V. 10 et 11. Jésus-Christ dit: "Et tout ce qui est mien est tien, " et ce qui est tien est mien, et je suis glo-"rifié en eux. Et maintenant je ne suis plus "au monde; mais ceux-ci sont au monde et " je viens à toi, Père Saint; garde-les en ton "nom ceux que tu m'as donnés, asin qu'ils " soient UN, comme nous le sommes." Saint

Paul, dans la seconde Épître aux Corinthiens, dit : " Au reste, mes Frères, réjouissez-vous; "tendez à vous rendre parfaits; soyez consolés, " soyez tous d'un consentement." Le même Apôtre, dans son épître aux Ephésiens, chap. 4. v. 3. dit: "Étant soigneux de garder l'unité de "l'Esprit par le lien de la paix. Il y a un seul "corps et un seul esprit, comme aussi vous "êtes appelés à une seule espérance de votre "vocation, un seul Seigneur, UNE FOI, UN "BAPTEME, un seul Dieu et père de tous." Puis, dans sa première épître aux Corinthiens, chap. 1. V. 10: "Or je vous prie, mes Frères, " par le nom de Jésus-Christ, que vous parliez " tous un même langage, et qu'il n'y ait point " de particularités parmi vous; mais que vous " soyez bien unis en un même sens, et en un " même avis."

86. Outre cette autorité palpable des Écritures, outre notre propre credo, que nous disons tenir des Apótres, nous pouvons nous étayer de l'équité de la chose. Il est vraiment monstrueux de supposer qu'il puisse y avoir Deux véritables Fois. Cela ne saurait être; il faut nécessairement que l'une des deux soit fausse. Et quel homme oserait dire que nous devons approuver une mesure, qui doit de toute nécessité produire un nombre indéfini de Fois? Si notre salut éternel est fondé sur notre croyance de la vérité, est-il raisonnable de forcer les

gens à avoir plusieurs croyances? Et n'est-ce pas les y forcer que de leur enlever le chef de l'Église? Comment la foi de toutes les nations peut-elle continuer à être UNE, s'il y a dans chaque nation un chef de l'Église, auquel on devra recourir, en dernier ressort, pour la décision de toutes les questions et de tous les sujets de contestation qui pourront s'élever? Comment, dans ce cas-là, peut-il n'y avoir qu'"un seul troupeau et un seul berger"? Comment peut-il n'y avoir qu' "une scule foi, et un seul baptème"? Comment préserver l'unité de l'esprit par le lien de paix? Nous verrons bientôt quelle unité et quelle paix régnèrent en Angleterre, du moment où le roi devint le chef de l'Église.

87. Donner, chez nous, la suprématie au roi, c'est la donner par fois à une femme, et plus souvent encore à un enfant, et même à un poupard. Nous la verrons bientôt passer sur un garçon âgé de neuf ans seulement, et nous verrons de plus les effets monstrueux qui en résultèrent. Mais supposant, pour un instant, que le roi régnant et deux de ses augustes frères vinssent à mourir demain (et ils sont tous mortels) nous la verrions passer, cette suprématie, sur une petite fille âgée d'environ cinq ans. Elle serait par conséquent "le berger unique," et, d'après notre propre credo, que nous répétons chaque dimanche, elle deviendrait le chef

de la "Sainte Église Catholique"! Elle aurait un conseil de régence; mais alors il y aurait toute une troupe de bergers, et par conséquent une belle "Unité d'esprit" et un beau "lien de paix."

88. Quant à l'intervention du Pape dans l'autorité du Roi ou de l'État, le prétexte, aussi faux que grossier, était, et est encore aujourd'hui, qu'il partageait le Gouvernement avec le roi, auquel appartient la Suprématie entière sur tout ce qui concerne l'intérieur de son royaume. Cette doctrine, poussée un peu loin, exclurait Jésus-Christ lui-même et ferait du roi un objet d'adoration. L'autorité spirituelle est très-distincte de l'autorité temporelle, et elles doivent rester telles dans leur exercice, non pas seulement pour le bien de la religion, mais même pour le bien de la liberté civile. Il est assez curieux de voir que les Sectaires Protestans, tout en se réunissant de cœur au Clergé Anglican, pour déclamer contre le Pape de ce qu'il " usurpe " l'autorité du Roi, et contre les Catholiques de ce qu'ils encouragent cette " usurpation, " ont un soin particulier de nier que ce même Roi ait une suprématie spirituelle sur eux-mêmes. Les Presbytériens ont leur synode, les Méthodistes leur conférence, et tous les autres métis bigarrés, un chef ou autre de leur choix. Il n'est pas jusqu'aux " doucereux " et cupides sectateurs de George Fox, qui n'aient leurs Anciens et des

Assemblées annuelles. Tous ces chefs exercent un pouvoir absolu sur leurs membres. Ils donnent ou refusent leur sanction à la nomination des clabaudeurs, ils les déplacent, ou les cassent à volonté. Nous avons tout récemment vu le Synode d'Écosse ordonner à un prédicateur, nommé Fletcher, de cesser de prêcher à Londres. Il paraît qu'il n'a pas obéi; mais il paraît aussi que toute la congrégation a été mise en confusion par suite de cette désobéissance. Il est assez étrange, ou plutôt assez impudent, que ces Sectes refusent de reconnaître toute suprématie spirituelle dans la personne du Roi, tandis qu'elles déclament contre les Catholiques de ce qu'ils ne veulent pas prêter un serment par lequel ils en reconnaîtraient une. N'est-ce donc pas une chose monstrueuse de voir que les membres de ces diverses sectes soient aptes à siéger au Parlement et dans le conseil du Roi, à devenir généraux, amiraux ou juges, tandis que les Catholiques sont exclus de ces emplois et de beaucoup d'autres; et cela, par la seule raison que leurs consciences, leur honorable adhésion à la religion de leurs pères, ne leur permet pas de reconnaître cette suprématie, ou plutôt qu'elle leur ordonne de se réunir dans " un seul troupeau et un seul pasteur, " et de ne reconnaître qu' " un Seigneur, une soi et un baptême "?

89. Mais le *Pape* était un *Étranger* qui exerçait le pouvoir spirituel en Angleterre; ce qui,

disent les hypocrites, était une vraie dégradation pour le Roi et le pays. C'était là, en quelque sorte, prendre John Bull (1) par son faible, car il a, et, selon toute apparence, a toujours eu une aversion instinctive contre les étrangers. Mais, d'abord, le Pape pourrait bien être Anglais, puisque nous en avons déjà vu un dans le paragraphe 42. Comment donc une chose qui subsistait à l'égard de toutes les autres nations, pouvait-elle être dégradante pour la nôtre. Le roi Alfred et toute la longue série de rois, qui existèrent pendant 900 ans, furent-ils des êtres dégradés? Ceux qui conquirent réellement la France, non pas par le moyen des subsides et de la corruption, mais par la force des armes, n'eurent-ils pas assez de bon sens pour distinguer ce qui était dégradant d'avec ce qui ne l'était pas? Le roi actuel de France et la nation Française elle-même ne sont-ils pas à même d'en juger? La souveraineté de ce monarque et la liberté de son peuple sont-elles moins parfaites, parce qu'elles reconnaissent la suprématie du PAPE et qu'elle est en pleine vigueur chez eux? Et si le Synode d'Écosse peut exercer sa suprématie en Angleterre, en Irlande et dans les Colonies, sans dégrader le roi ou le peuple, comment présumer que l'exercice de la supré-

⁽¹⁾ John Bull, c'est ainsi qu'on désigne le peuple Anglais.

matie du Pape puisse produire un tel effet sur l'un ou sur l'autre?

90. Oui, mais il s'agissait d'argent; l'argent d'Angleterre passait chez le Pape. Les Papes, pas plus que les autres hommes ne peuvent vivre, maintenir une cour, des ambassadeurs et un grand État sans argent. Une partie de l'argent d'Angleterre passait chez le Pape il est vrai, mais une partie de l'argent des autres nations chrétiennes prenait la mème direction. Cet argent, d'ailleurs, n'était pas sans emploi. Il servait à préserver l'unité de la foi, à maintenir la paix, à répandre la charité, à cultiver les mœurs. Nous verrons bientôt par les troubles qui s'ensuivirent, par les subsides et les moyens de corruption qu'il fallut employer auprès des étrangers, que l'argent qui passait au Pape était parfaitement bien employé. Mais nous autres, Protestans, nous craignons d'avaler un moucheron; tandis que nous engloutissons des caravanes entières de chameaux. Mr. Perceval a plus donné d'argent à des étrangers, dans l'espace d'un an, que les Papes n'en ont jamais reçu de nos ancêtres durant quatre siècles. Nous nous sommes prosternés, pendant maintes années, devant un Hollandais, qui n'avait pas plus de droits légitimes à la couronne qu'un vagabond de nos hôpitaux, et qui n'avait pas une goutte de sang anglais dans ses veines : et, de nos jours même, nous envoyons annuellement à des Hanovriens ou autres étrangers,

sous le titre de demi-solde, plus d'argent qu'on n'en a jamais envoyé au Pape, dans l'espace de vingt ans. Depuis l'époque de notre "Glorieuse Révolution " nous n'avons cessé de payer deux mille livres sterling par an aux héritiers du "Maréchal Schomberg," qui, pour me servir de la phrase élégante, pleine de justesse et trèsphilosophique du grand Poëte " de la Réforme" existera, je n'hésite pas de le dire, " à jamais, plus un jour. " Avons-nous oublié aussi les Bentinck et toute la séquelle Hollandaise, sur la tête desquels on accumula des domaines de la Couronne? et nous oserions parler encore de la dégradation et de la perte d'argent occasionnées par la suprématie du Pape! C'est un fait notoire que ce royaume n'aurait pas eu le moindre besoin d'un soldat allemand, durant la dernière guerre, sans les troubles qui plongèrent l'Irlande dans un danger si imminent, et où ces mêmes troupes allemandes eurent beaucoup à faire. Nous avons payé pendant long-temps, et nous payons maintenant, et nous aurons probablement à payer pendant long-temps encore plus de cent mille livres sterling, par an, aux ofsiciers de ces troupes qui sont à la demi-solde, et dont nous n'aurions pas un sou à payer aujourd'hui, si nous n'avions exigé le serment de suprématie de la part des Catholiques. Chacun a son goût; pour moi, si j'avais à payer des étrangers, pour maintenir l'ordre dans mon ménage, j'aimerais mieux payer des "deniers (pence) à Pierre, " que des livres aux Grenadiers de Hesse. Des prieurés étrangers qui furent établis dans le but d'engager des savans à venir résider en Angléterre ont été, pendant long-temps, une source abondante de plaintes et de déclamations. Mais, sans parler de leur utilité, pour ce qui me concerne, je présère des Prieurés étrangers à des Armées étrangères, dont notre pays n'a été parfaitement libre, que par intervalles, depuis le jour où les premiers furent supprimés. Je ne veux pas m'ériger en dictateur pour ce qui concerne le goût, mais qu'il me soit permis de déclarer que je présère les cloîtres aux casernes, le chant des matines au réveil du tambour, le capuchon au casque à poil, orné de cuivre, la tonsure à la moustache, le rosaire avec la croix pendante, au ceinturon avec sa boëte de balles; et, par dessus tout, je présère la pénitence à la pointe de la baïonnette. Il paraît que nous sommes condamnés à avoir l'une de ces deux choses; car, avant la "Réforme" l'Angleterre ne connaissait, ou plutôt n'avait jamais songé à ce qu'on appelle un soldat régulier; tandis que, depuis cette époque, elle n'a jamais su, au fait, ce que c'était que de ne pas avoir de pareils soldats, jusqu'à ce qu'ensin une armée foudroyante régulière, même en temps de paix, est publiquement reconnue comme nécessaire au " maintien de notre heureuse consti-" tution DANS l'ÉGLISE et dans l'ÉTAT."

91. Pour ce qui regarde le Pape, il n'est plus question maintenant d'argent dans cette affaire. Personne n'a l'intention de lui en donner pour quelque motif que ce puisse être. Les Catholiques croient que l'unité de leur église serait détruite, disons mieux, ils croient qu'ils cesseraient d'être Catholiques, s'ils abjuraient la suprématie du Pontife; voilà pourquoi ils se refusent à l'abjurer et prétendent que leurs instituteurs recevront leur autorité de lui; or, en quoi leurs prétentions, à l'égard du Pape, diffèrent-elles des prétentions des Presbitériens à l'égard de leur Synode?

92. Enfin, quel fut l'effet de la suprématie du Pape sur la liberté civile; c'est-à-dire, sur la sécurité et la jouissance légitime de la vie et de la fortune? Nous verrons bientôt cette liberté civile étouffée par les mêmes mains tyranniques qui supprimèrent la suprématie du Pape. Mais d'où nous est venue la liberté civile? D'où nous sont venues ces lois d'Angleterre, que Lord Coke appelle le "droit de naissance" des Anglais, et que chacun des Etats-Unis d'Amérique déclare, dans sa constitution, être le droit de naissance du peuple qui l'habite? D'où nous sont venues ces lois? Sont-elles d'origine Protestante? Cette seule question devrait faire rougir de honte les détracteurs des Catholiques. Sont-ee les Protestans qui instituèrent les trois

cours et les douze Juges, auxquels l'Angle-

terre doit une grande portion de sa renommée et de sa grandeur, bien que, comme toutes les autres institutions humaines, celles-ci aient fait par fois bien du mal. Oh, non! Cette institution fut créée, lorsque la suprématie du Pape était en pleine vigueur. Ce ne fut pas un don des Écossais, des Hollandais ou des Hessois, pas même des Luthériens, des Calvinistes et des Huguenots; ce fut l'ouvrage de nos braves, de nos sages ancêtres Catholiques Anglais; et le Chef de Justice Abbott est l'héritier, dans une ligue non interrompue de succession, de ce Bench (cour), qui fut érigé par Alfred, lequel fut en même temps un zélé fondateur d'églises et de monastères.

93. Si, cependant, nous persistons à croire que la suprématie du Pape et les circonstances qui l'accompagnaient, aient produit l'ignorance, la superstition et l'esclavage, agissons du moins en hommes sincères, conséquens et honnêtes. Abattons ou fesons sauter en l'air les cathédrales, les colléges et les vieilles églises; fesons disparaître les trois cours, les douze juges, les tournées et les jurys; bouleversons tout cela, dis-je, et il nous restera alors, ce qui nous appartient en propre, c'est-à-dire, de vastes prisons et des pénitenceries, des manufactures de coton propres à gonfler le genou et la cheville du pied, et à détruire les poumons; il nous restera l'armée régulière à grandes moustaches et de magnifiques

casernes, des capitaines-ministres (parson-captains), des lieutenans-ministres, des enseignesministres, et des justiciers-ministres; il nous restera des pauvres et les maisons des vagabonds, sans oublier ce bienfait, qui est singulièrement et glorieusement Protestant, la Dette nationale. Hélas! pauvre peuple Anglais, comme tu as été déçu!

94. Mais, comptant pour rien l'expérience de nos ancêtres, demandons-nous, ne fût-ce que pour argumenter, quelle chance nous aurons de jouir de la liberté civile, si tout le pouvoir spirituel et temporel est concentré dans les mains d'un même individu. Il faut ou qu'il soit despote, ou que son pouvoir soit détruit par l'Oligarchie ou par une autre cause quelconque. Si le Président ou le Congrès des Etats-Unis avaient une suprématie spirituelle, s'ils nommaient des Evêques et des ministres, leur gouvernement ne tarderait pas à devenir tyrannique, quoiqu'il n'ait pas de bénéfices à donner ou de dimes et prémices à recevoir. Montesquieu remarque que les peuples d'Espagne et de Portugal deviendraient bientôt de véritables esclaves sans le pouvoir de l'Eglise qui est, dans ce cas, le seul " frein opposé au pouvoir arbitraire." Cependant, depuis combien de temps ne nous étourdit-on pas les oreilles avec ces mots " usurpation et tyrannie du Pape "? Cette accusation contre le successeur de St. Pierre est difficile à comprendre. Com88

ment le Souverain Pontife pouvait-il usurper les droits du roi ou devenir le tyran de l'Angleterre? Il n'avait ni flottes, ni armée, ni juge, ni scherif, ni juge de paix, pas même un constable ou un bedau à ses ordres. On nous a tant parlé des foudres du Vatican qu'on a presque fini par croire que le siège du Pape était dans les airs; si nous l'avions cru tout-à-fait, nous ne nous serions pas montrés plus insensés et plus fous qu'en ajoutant foi à un si grand nombre d'autres contes que les Messieurs de la "Réforme" nous ont débités. Le fait est que le Pape n'avait d'autre pouvoir que celui qu'il tenait de la volonté libre du peuple. Le peuple se rangeait souvent de son côté, dans ses contestations avec les rois; et, par ce moyen, ils préservèrent, en maintes circonstances, ses droits contre les empiétemens des tyrans. Si le Pape n'avait pas eu de pouvoir, il se serait élevé une Oligarchie, ou quelque autre puissance qui aurait mis un frein au pouvoir royal; sans cela, chaque roi eût pu devenir un Néron, s'il l'eût voulu. Nous en verrons un pire que NÉRON dans la personne de Henri VIII; car nous le verrons bientôt fouler les lois aux pieds, piller son peuple, dépouiller jusqu'aux pauvres de leur patrimoine. Mais la raison nous dit que cela doit être ainsi; et, bien que ce pouvoir spirituel soit placé, de nos jours, nominalement dans les mains du roi, à combien de ruses et de supercheries n'avons-nous pas dû recourir, parmi les-

quelles même il y en avait qui étaient aussi funestes que déshonorantes, pour empêcher le roi de s'emparer en effet de ce pouvoir? Nous sommes forcés d'effectuer par l'influence et la faction, c'est-à-dire, par des moyens indirects, trompeurs et trop souvent immoraux, pour ne pas dire séditieux, ce qui auparavant s'effectuait par des moyens directs, francs, ouverts, honnêtes et loyaux. Il est assez étrange de voir tous les ministres Protestans ne cesser de parler de l'usurpation et de la tyrannie du Pape, tandis que chacun d'eux, en particulier, à l'exception de ceux qui retirent quelque profit du nouvel ordre de choses, parle tout aussi ouvertement de ce qu'il ne se fait aucun scrupule d'appeler le monstre à deux têtes, c'est-à-dire l'Église et l'État. Combien donc ce monstre n'eût-il pas été encore plus hideux, si les Catholiques se fussent soumis au "Veto"; c'est-à-dire, s'ils eussent donné au roi la faculté de rejeter la nomination des Évêques Catholiques, et de rendre par là celui qui est déjà " le Défenseur de la Foi, " contre laquelle il proteste, le confédéré du Souverain Pontife dans le maniement des affaires de cette église, à laquelle la loi lui défend expressément d'appartenir.

95. Ainsi donc, cette suprématie du Pape, si décriée, était une chose très-salutaire. Elle était, à cette époque, le seul frein qu'on pût opposer au pouvoir despotique, et de plus tout-à-fait indispensable au maintien de cette unité de foi, sans laquelle il ne pouvait exister rien de digne du nom d'Église Catholique. Abjurer cette suprématie était, au fait, un vrai acte d'apostasie, un vil acte d'abandon des droits du peuple. L'exiger d'un individu quelconque, c'était violer ouvertement la Grande-Charte ainsi que les lois du pays; et mettre à mort ceux qui refusaient d'y adhérer, c'était sans contredit commettre un meurtre que rien ne pouvait justifier. Cependant il était impossible d'atteindre le but qu'on se proposait sans commettre des meurtres, sans répandre le sang de l'innocent. Il fallait nécessairement du sang. Parmi les victimes de cette tyrannie atroce, on distingue Sir THOMAS MORE, et l'Évêque Fisher. Le premier avait été Lord Grand Chancelier d'An-GLETERRE pendant plusieurs années. Ses contemporains, et tous les écrivains jusqu'à ce jour, l'ont dépeint comme un homme aussi parfait qu'il fût possible à un mortel de l'être, tant sous le rapport de la science, que de la rectitude et de la piété. Il fut le plus grand juriste de son siècle, un serviteur fidèle et éprouvé du roi et de son père; et de plus, si éminemment distingué par l'aménité de son caractère, par ses talens et sa modestie, que sa mort fut un vrai coup de foudre pour l'Europe entière. FISHER était tout aussi éminent par son savoir, sa piété et son intégrité. Il était le seul conseiller-privé survivant du feu roi. La mère de

ce monarque (grand'-mère de Henri VIII), qui survécut à son fils et à sa fille, le conjura, à son lit de mort, de prêter une attention particulière aux avis de ce vénérable prélat, aussi savant que pieux; et, jusqu'au moment où, par ses avis, il eût contrecarré ses passions déréglées, il avait coutume de dire qu'aucun prince ne pouvait se vanter d'avoir un sujet comparable à Fisher. Souvent dans le Conseil on voyait le roi le prendre par la main et l'appeler son père. Le bon prélat reconnaissait cette faveur et cette affection insignes par un zèle et un dévouement qui ne connaissaient d'autres bornes que celle de son devoir envers Dieu, envers son roi, envers sa patrie. Mais ce devoir sacré lui commanda de s'opposer au divorce et à la suprématie du roi, et dès-lors le tyran, oubliant tout-à-coup ses services, son dévouement et son attachement sans exemple, l'envoya à l'échafaud, après un emprisonnement de quinze mois, durant lesquels il fut traité pis qu'un vil scélérat, croupissant dans l'ordure et manquant, pour ainsi dire, de nourriture. Oui, le tyran fit périr par le fer celui dont il était naguères si orgueilleux, et auquel il avait donné le titre de père. Pouvant à peine se soutenir sur ses jambes, sa vénérable figure et ses cheveux blancs noircis par la fange, sa nudité à peine couverte par les haillons qui lui restaient sur le corps, il le fit traîner à l'échafaud, et après lui avoir arraché la vie, il y resta

exposé comme un chien mort. Monstre exécrable! L'indignation refoule le torrent de nos larmes; elle nous éloigne de cette scène d'horreur.

- 96. Et cependant le cupide, le cruel, l'effronté Burnet a l'audace de nous dire qu'un "homme, tel que Henri VIII, était nécessaire pour opérer la Réforme. "Il veut dire sans doute que les mesures que ce roi prit pour y parvenir furent nécessaires; et si elles furent nécessaires, quelle doit être la nature et la tendance de cette "Réforme"?
- 97. C'est à cette époque que l'œuvre de sang commença, et elle continua d'un pas ferme. Tous ceux qui refusèrent de prêter le serment de la suprématie; ou, en d'autres mots, tous ceux qui refusèrent de devenir apostats, furent considérés comme coupables de trahison et traités comme tels; on les mit à mort avec une cruauté inouie. Pour ne citer qu'un exemple des œuvres du réformateur nécessaire, suivant Burnet, contentons-nous de parler du traitement qu'éprouva JEAN HOUGHTON, prieur de la Chartreuse (Charter-house) de Londres, c'est-à-dire d'un couvent de Chartreux. Ce malheureux Prieur, ayant refusé de prêter le serment, ce qu'il ne pouvait faire sans se parjurer, fut traîné à Tyburn (1). A peine fut-il pendu, qu'on coupa la corde, et il tomba par terre tout vivant. On le dépouilla,

⁽¹⁾ Lieu où l'on exécutait les criminels à cette époque.

on lui arracha du corps les intestins, le cœur et les entrailles, et on les jeta au feu. On sépara la tête du corps, on divisa le tronc par quartiers, et on les bouillit à demi; ensuite on le coupa par morceaux et on suspendit les membres dans différentes parties de la ville. Un de ses bras fut cloué au mur, au-dessus de l'entrée principale de son monastère.

98. Tels furent les moyens qui, suivant Burnet, étaient nécessaires pour introduire la religion Protestante en Angleterre. Hélas! Combien ils différaient, ces moyens, de ceux que le Pape Grégoire et St. Augustin employèrent pour y introduire la religion Catholique! Ces horribles massacres eurent lieu à l'époque, remarquez bien, où le Grand Martyr de Fox, Cranmer, était primat, et sous l'active surveillance d'un autre assassin, nommé Thomas Cromwell, qui était son agent, et que nous verrons bientôt partager le butin avec son digne chef, et, plus tard, sa fin ignominieuse.

99. Avant d'entamer le grand chapitre du pillage, qui fut la cheville-ouvrière de la "Réforme", nous aurons à suivre le Roi et son primat à travers les meurtres des Protestans aussi bien que des Catholiques. Mais, d'abord, il faut voir d'où provint la religion Protestante, et dans quel état elle se trouvait à l'époque dont il s'agit. Nous avons déjà vu (parag. 3.) l'étymologie du mot Protestant. Ce fut le nom qu'on donna à ceux qui se déclarèrent, ou qui protestèrent contre l'église Catholique ou universelle. Cette manie de protester prit naissance en Allemagne, en l'an 1517. Elle fut mise en vogue par un moine, nommé MARTIN LUTHER, qui appartenait à un couvent d'Augustins, situé dans l'Électorat de SAXE. A cette même époque, le Pape avait ordonné qu'on annonçat en chaire certaines indulgences, et S. S. ayant consié ce soin à l'ordre des Dominicains, et non à celui dont LUTHER fesait partie, ainsi qu'il l'avait toujours fait auparavant; l'hérétique, piqué de cette préférence, résolut de s'en venger par son opposition au Pape. Il communiqua son projet à son Souverain, l'Électeur de Saxe, qui le protégea, parce qu'il avait, à ce qu'il paraît, le même penchant au pillage que celui qui, quelques années après, s'empara de notre tyran Anglais, de ses courtisans et de son parlement.

Too. Tous les auteurs s'accordent à représenter Luther comme un homme perdu de débauche. Sa conscience aurait pu lui suggérer l'idée de changer de religion; mais sa conscience, àcoup-sûr, ne put jamais lui suggérer les actions abominables dont il est reconnu coupable, d'après ses propres confessions, desquelles je parlerai plus amplement, lorsque je viendrai à donner des détails sur les sectes sans nombre qui se formèrent parmi les Protestans, ainsi que sur le changement funeste que cette innovation dans

la religion produisit sur les mœurs du peuple et sur la société en général, d'après l'aveu des chefs de ces mêmes sectes. Contentons-nous de remarquer, pour le moment, qu'à l'époque dont nous parlons, les sectes Protestantes s'étaient répandues en Allemagne, avaient pénétré en Suisse et dans quelques États du Continent; et, avant d'entrer dans de plus grands détails touchant Luther et les sectes auxquelles il donna naissance, voyons de quelle manière le Roi d'Angleterre traita ceux de ses sujets qui avaient souscrit à cette hérésie.

101. Dès le principe, les Protestans ne furent pas d'accord entre eux ; cependant ils maintenaient tous que la foi seule suffisait pour assurer le salut; tandis que les Catholiques croyaient qu'il fallait aussi de bonnes œuvres. Le plus atroce des hommes, le plus brutal, le plus sanguinaire des tyrans peut être un zélé croyant; car les diables eux-mêmes croient; c'est pourquoi, nous trouvons étrange, au premier abord, qu'Henri VIII ne soit pas devenu de suite un zélé Protestant, c'est-à-dire un des disciples les plus dévoués de LUTHER. Nul doute qu'il ne le fût devenu; mais Luther commença sa "Réforme" quelques années trop tôt pour le roi. Lorsqu'en 1517 LUTHER se mit à l'ouvrage, le roi n'était marié que depuis huit ans avec sa première femme, et il n'avait conçu jusqu'alors aucun projet de divorce. Si Luther eût commencé

douze ans plus tard, le roi serait devenu Protestant tout de suite, surtout en voyant que cette nouvelle religion permettait à Luther et à sept autres de ses frères, fauteurs de la "Réforme, " d'accorder, de leur propre autorité, une licence au Langrave de Hesse pour avoir deux femmes à la fois! Une religion si douce, si tolérante, aurait été et fut probablement très-fort du goût du roi à l'époque du divorce ; c'était précisément ce qu'il lui fallait; mais, ainsi que je l'ai déjà remarqué, elle vint douze ans trop tôt pour lui; car, non-seulement il n'adopta pas cette religion, mais même il la combattit comme souverain; et, ce qui devenait plus sérieux encore, il la combattit comme AUTEUR. En 1521, il avait publié un OUVRAGE contre elle. Son amour-propre, son orgueil étaient engagés dans la querelle; à quoi on peut ajouter que Luther, en répondant à son livre, l'avait traité de "co-" chon, d'âne et de fumier; il l'avait appelé " semence de couleuvre, basilic, imposteur, bouf-" fon habillé en roi, fou enragé, avec une bouche " pleine d'écume et une figure de prostituée." A une autre époque, il lui avait dit : " tu mens, roi stupide et sacrilége. "

102. C'est pourquoi, bien que le tyran fût porté à détruire l'Église Catholique, il n'en avait pas moins résolu d'extirper tous les partisans de Luther et toute la clique des nouvelles sectes. Agissant constamment par quelque vil motif ou autre, il fut poussé par la vengeance à sévir contre les Protestans, comme il l'avait été contre les Catholiques, par l'incontinence, peut-être même par une incontinence incestueuse. Le suivre, pas à pas, et en détail, dans ses carnages et dans ses massacres, serait familiariser notre esprit avec une boucherie d'hommes et une cuisine de cannibales. Je me contenterai donc de signaler ses œuvres principales, dans ce genre.

103. Son livre contre Luther lui avait acquis le titre de Défenseur de la Foi. Nous en parlerons plus au long. Il ne pouvait donc devenir Protestant, sans se dédire; que dis-je? Son orgueil ne lui aurait pas permis de se montrer le prosélyte d'un homme qui avait eu l'audace de le traiter publiquement de cochon, d'âne, de fou et de menteur. Cependant il ne pouvait prétendre au Catholicisme. Il fut donc contraint de se faire une religion à sa manière; mais il ne pouvait y parvenir, sans forcer son peuple de l'adopter au moyen de ce qu'il appelait la loi. Il fit donc, avec le secours de son servile parlement, des lois qui déclaraient hérétiques et condamnaient aux flammes, ceux qui ne se conformeraient pas strictement, par des actes aussi bien que par des professions, à la foi et au culte qu'il avait inventés et mis en vigueur en sa qualité de chef de l'Église. Parmi ses dogmes il y en avait que ni les Catholiques, ni les Protestans ne pouvaient adopter sans enfreindre les principes de leurs croyances. Il les envoya donc les uns et les autres à la mort, et, quelquesois, pour leur torturer l'esprit aussi bien que le corps, il les fesait traîner au bûcher sur la même claie, liés par couples, dos à dos, c'est-à-dire un Catholique avec un Protestant. Ce n'est pas de cette manière que Saint Augustin et Saint Patrice propagèrent leur religion. Cependant telle est la malignité de Burnet et de plusieurs autres, appelés Théologiens Protestans, qu'ils désendent, si même ils n'approuvent entièrement, les actions de cet exécrable tyran, en même temps qu'ils sont forcés d'avouer qu'il abreuva la terre de sang Protestant, et qu'il remplit l'atmosphère de la fumée de leurs corps réduits en cendres.

NER, qui était primat de la religion du roi, favorisait, sanctionnait, assistait et encourageait les massacres des Protestans et des Catholiques, tandis que (je vous prie de bien remarquer ceci) Hume, Tillotson, Burnet et toute la longue liste de ses apologistes disaient qu'il était, ou plutôt lui fesoient un mérite d'être lui-même un Protestant sincère dans son cœur. Il y a plus, nous allons voir bientôt le primat reconnaître publiquement ces mêmes dogmes, pour le maintien desquels il avait puissamment contribué à faire périr les autres dans les flammes, sans égard ni à l'âge, ni au sexe. Les progrès de cet homme dans la carrière de l'infâmie furent tels, qu'il

faut vraiment des preuves incontestables pour se résoudre à v ajouter foi. Avant de recevoir la prêtrise, il s'était marié; après avoir reçu la prêtrise et avoir fait serment de vivre dans le célibat, se trouvant alors en Allemagne, et étant devenu Protestant, il épousa une seconde femme, tandis que sa première était encore en vie. Étant primat de l'Église de Henri, qui interdisait le mariage au clergé, et qui les obligeait à faire serment de vivre dans le célibat, il fit transporter sa femme allemande en Angleterre dans une caisse, percée de trous, afin qu'elle pût respirer l'air. La caisse étant destinée pour Cantorbéry, on la débarqua à Gravesend, et les matelots ignorant ce qu'elle contenait, la posèrent à terre sens dessus dessous, et la malheureuse faillit avoir le cou rompu. Quelle scène! Une Allemande avec une suite de marmots, moitié Anglais et moitié allemands vivant clandestinement dans le même endroit qui avait été le berceau de la Chrétienté Anglaise; dans ce même endroit où SAINT-AUGUSTIN avait résidé, et où THOMAS A BECKET avait scellé de son sang son opposition à un tyran qui visait à la destruction de l'Église et à la spoliation du peuple. En voilà déjà assez pour exciter le dégoût; mais si nous considérons que ce même primat, tout en vivant sous le même toit avec sa femme allemande et ses marmots, favorisait le massacre des Protestans, parce qu'ils s'opposaient à un dogme qui'

défendait au Clergé d'avoir deux femmes, nous serons pleins d'indignation, non pas contre Cran-MER, dont la mesure des forfaits est déjà comble; bien que nous ne soyons pas encore au bout, ni contre Hume, car il ne tenait compte d'aucune religion; mais contre tous ceux qui prennent le titre de Théologiens et sont les apologistes de CRANMER; contre BURNET, qui dit que CRAN-MER " fit tout en bonne conscience" et contre le Dr. Sturges, ou plutôt le Doyen et le chapître de Winchester, qui mirent en commun leurs " talens " pour composer " des Réflexions sur le Papisme, " qui parlent du " respectable CRANMER, " et qui, sous le rapport de l'intégrité, ont l'audace de le mettre en parallèle avec Sir Thomas More. Ainsi que le Dr. Milner le remarque, dans sa réponse à Sturges, ils se ressemblaient, il est vrai, en ce qu'ils s'appelaient l'un et l'autre Thomas; mais, sous tous les autres rapports, la disparate est aussi grande que l'imagination la plus vive peut l'imaginer entre le ciel et l'enfer.

105. L'infâmie de Cranmer en aidant à envoyer des hommes aux flammes, pour avoir les mêmes principes qu'il avoua plus tard avoir professés lui-même, au moment où il les y envoyait, ne saurait être surpassée par aucune espèce de dépravation dont l'espèce humaine soit susceptible; elle ne peut même être égalée que par celle du roi, qui tandis qu'il espérait et croyait met-

tre la hache à la racine de la croyance Catholique, continuait à prendre le titre de son Défenseur. Il n'était pas, rappelez-vous bien ceci, le défenseur de ce qu'il aurait pu appeler la Foi Chrétienne, comme d'autres le firent de son temps et l'ont fait depuis. Il reçut ce titre du Pape, en récompense de ce qu'il avait écrit pour la défense de la foi Catholique contre LUTHER. Le Pape lui conféra ce titre, qui devait descendre à sa postérité. Ce fut le Pape Léon X qui le lui donna dans une bulle ou édit qui commence par ces mots. "Léon, serviteur des ser-" viteurs du Seigneur, à son très-cher Fils, Henri, " Roi d'Angleterre, Défenseur de la Foi, salut " et bonheur. " La bulle s'étend ensuite sur la défense de la foi de l'Église Catholique, que le Roi a prise dans un livre écrit contre Martin Luther, et en considération de laquelle S. S. et son conseil ont résolu de lui conférer, ainsi qu'à ses successeurs, le titre de Défenseur de la Foi. " Nous, " dit la Bulle, " Séant sur le saint " siége, avons, après une mûre délibération avec " nos frères, résolu, d'un accord unanime, d'ac-" corder à votre Majesté, vos héritiers et suc-" cesseurs, le titre de Défenseur de la Foi, " ce que nous confirmons par ces présentes, avec " ordre à tous les Fidèles de donner ce titre à " votre Majesté. "

106. Que devons-nous donc penser d'un homme qui continuait à porter ce titre, tandis qu'il fai-

sait jouer en sa présence une farce dans laquelle le Pape et son Conseil étaient tournés en ridicule, et qui fesait brûler ou éventrer, par vingtaines, des hommes, par cela seul qu'ils restaient fidèles à cette foi dont il avait encore l'odieuse effronterie de se dire le Défenseur? La justice, les lois, tout sentiment moral durent s'évanouir avant de souffrir une pareille monstruosité. Oui, on les avait bannis du siège du pouvoir. Nous verrons dans le numéro prochain qu'un despotisme de fer avait pris la place de la suprématie du Pape. La liberté civile avait entièrement disparu; aucun homme ne pouvait se vanter d'avoir quelque chose en propre, aucun homme ne pouvait se croire sûr de sa vie pendant vingt-quatre heures.

107. Il nous reste encore quelque chose à dire sur ce titre de Défenseur de la Foi auquel, pour un motif ou autre qu'on a de la peine à deviner, on a paru attacher un grand prix, depuis cette époque jusqu'à ce jour. Edouard VI continua à porter ce titre jusqu'à la fin de son règne, quoique ses deux " régens, " (qui se succédèrent en cette qualité et que nous verrons bientôt porter, l'un après l'autre, leur tête sur l'échafaud), abolirent la foi Catholique en vertu de la loi, quoique la foi Protestante fût établie à sa place avec le secours des troupes étrangères, et quoique les cupides pillards de son temps dépouillassent les autels mêmes, afin d'extirper

cette même foi dont il était appelé le défenseur dans ses titres. Elisabeth continua à porter ce titre durant son long règne " de crimes et de misère, " ainsi que Witaker l'appelle avec raison, quoique, pendant tout le cours de ce règne, elle mît beaucoup d'activité à persécuter, à ruiner, à éventrer ceux qui professaient cette foi, dont elle prenait le titre de Défenseur, dans laquelle elle était née elle-même, dans laquelle elle avait vécu pendant plusieurs années, et à laquelle elle resta attachée, ouvertement et en particulier, jusqu'à ce que son propre intérêt eût exigé qu'elle l'abandonnât. Elle continua à porter ce titre, tandis qu'elle fesait éventrer ceux de ses sujets qui entendaient la messe; tandis qu'elle refusait les dernières consolations de la religion Catholique à sa cousine, Marie, Reine d'Écosse, qu'elle fit mettre à mort, sous le masque de la loi et de la justice, après avoir vainement fait chercher parmi ses sujets, un homme assez vil et assez sanguinaire pour se débarrasser de sa victime par un assassinat, ainsi que Witaker l'a évidemment prouvé. Ce titre fut porté par cette chétive créature, Jacques I, qui eut pour conseiller en chef le très-digne fils de ce père, qui avait été l'ordonnateur principal de l'assassinat de son innocente mère, et dont le règne ne fut qu'une série constante de vils complots et de eruelles persécutions contre tous ceux qui prosessaient la foi Catholique. Mais, sans pénétrer

plus avant dans un sujet qui trouvera plus tard une place plus convenable, remarquons que, parmi tous nos souverains, les seuls vrais Défenseurs de la Foi, depuis le règne de Marie, ont été le feu Roi et son fils, notre souverain actuel. Le premier, en consentant à abolir une partie du code pénal, et en nommant une commission spéciale pour juger, condamner et exécuter les chess de cette séroce populace qui, en 1780, mit le feu à la ville de Londres, et chercha à la saccager, au cri de "A BAS LE PA-PISME, "et sous un zèle apparent pour la religion Protestante; le second, en envoyant, en 1814, un corps de troupes Anglaises, pour servir de garde d'honneur à la réinstallation du Pape. Espérons que sa défense de la foi ne s'arrêtera pas là; espérons qu'à lui est réservée la véritable gloire d'être le Désenseur de la Foi de tous ses sujets, et de cicatriser à jamais ces plaies profondes et sans cesse saignantes qui, depuis plus de deux cents ans, affligent une si grande et si lovale partie de son peuple.

108. Personne ne peut prévoir ce qu'on doit attendre de la clique des sectaires; mais en supposant même les écrivains de l'Eglise établie sourds à la voix de la justice, on croirait qu'en réfléchissant à l'origine de ce titre de leur souverain, la décence, du moins, les engagerait à supprimer leurs invectives. Il est hors de doute que le roi tient ce titre du Pape, et de nul autre indi-

vidu. On lui dispute tous les jours son droit divin à la couronne, et il l'a lui-même désavoué; mais quant au titre de Défenseur de la Foi, il le doit entièrement au Pape. Nos Théologiens Protestans nous affirmerent-ils donc encore que leur souverain et le nôtre porte un titre qui, remarquez-le bien, est introduit, non-seulement dans chaque traité, mais même dans chaque acte, dans chaque contrat, dans chaque rescrit municipal? Nous diront-ils encore qu'il tient ce titre de "l'Homme du Péché, de l'Antéchrist, de la Prostituée vêtue d'écarlate "? Dégraderont-ils à ce point ce souverain' qu'ils nous invitent en mêmetemps à respecter, auquel ils nous disent d'obéir? Oui, ils le doivent, ou bien ils doivent avouer que leur vile calomnie et leurs invectives contre l'Église Catholique ont été aussi fausses que détestables.

109. Les prédécesseurs du roi portaient un autre titre. On les appelait roi de France, qui était un titre de bien plus ancienne date que celui de Défenseur de la Foi. Ce titre très-glorieux dont nous nous enorgueillissons beaucoup ne fut acquis ni par les Luthériens, ni par les Presbitériens, ni par les Nouveaux Eclairés, avec Saint Noël ou St. Butterworth à leur tête. Ce furent nos braves ancêtres Catholiques, au panache à Trois Plumes, que le roi porta pendant si long-temps. Ils le conquirent durant la suprématie du Pape, tandis que la confession, l'ab-

solution, les indulgences, les messes et les monastères existaient en Angleterre. Il fut acquis par des Catholiques dans les siècles "obscurs de l'ignorance et de la superstition des moines;" et ce fut un Protestant "né dans le ciel" et un Ministre infidèle aux traités, qui le perdirent. Il fut acquis par la valeur, et on l'abandonna par crainte; disons même par la crainte de ceux que, pendant maintes années, on nous avait appris à considérer comme les plus vils, (et bien sûrement ils avaient été les plus sanguinaires) de tous les hommes.

110. Après avoir donné une faible esquisse des progrès du tyran dans la destruction de la liberté de son peuple, et de la manière dont il se défit de ses femmes, il serait temps d'entrer dans la grande scène de pillage, et de rendre compte des malheurs qui s'ensuivirent immédiatement. Ce sera le sujet de la lettre suivante.

NAMES OF THE PARTICIAL PROPERTY OF THE PARTI

No. IV.

LETTRE IV.

Tyrannie horrible. Massacre de la Comtesse de Salisbury. Célibat du Clergé. Evêque de Winchester. Accusations de Hume, et réponse de l'Evêque Tanner.

Mes Amis, Kensington, le 28 février 1825.

fut engendrée par une incontinence brutale, et élevée dans l'hypocrisie et la perfidie. Il nous reste aussi quelques modèles des actes, en vertu desquels elle fit couler le sang innocent. Dans cette lettre et dans la prochaine, nous verrons comment elle ravagea et saccagea le pays, quelle indigence et quelle misère elle y produisit, et de quelle manière elle devint la source de cet état de pauvreté, de ce déréglement honteux de mœurs, de cette affluence effrayante de crimes de tous les genres, qui pèse de nos jours avec tant de force sur le caractère de cette nation, jadis si vertueuse et si opulente.

112. Lorsque, au paragraphe 97, nous avons laissé le Roi et Cranmer occupés de leurs san-

glantes œuvres, nous en étions à l'an 1536, et le 27e du règne de Henri VIII. En 1528, il fut rendu une loi, en vertu de laquelle le Roi était dispensé de payer les dettes qu'il avait contractées; plus tard, il en fut rendu une seconde au même effet, et par ce moyen, des milliers de ses sujets furent complètement ruinés. En 1537, la nouvelle reine, JEANNE DE SEYMOUR, donna à Henri un fils, qui, par la suite régna sous le nom d'EDOUARD VI. La mère perdit la vie en lui donnant le jour; et, s'il faut en croire Sir RICHARD BAKER, on eut recours à l'opération Césarienne pour sauver l'enfant. Dans cette grande " Réforme, " l'homme ne se démentit jamais; ses actions furent toujours en harmonie avec ses sentimens; jamais on ne le vit compâtir aux souffrances d'autrui, et c'est un trait caractéristique que Whitaker donne à sa fille ELISABETH.

113. Se voyant un fils pour successeur, Henri fit, à l'aide de son parlement, passer une loi qui déclarait d'abord ses deux filles Marie et Elisabeth illégitimes, et ensuite que, dans le cas où il n'aurait pas de postérité légitime, le roi posséderait, en vertu de lettres patentes, ou d'un simple testament, la faculté de disposer de la couronne en faveur de qui bon lui semblerait. Pour couronner l'œuvre, et pour former une série complète d'actes de tyrannie inouis jusqu'alors, en l'an 1537, et le 28e de son règne, il fit rendre

une loi qui déclarait que, dans tous les cas, sauf ceux de droit privé, les Ordonnances du Roi auraient la même force que les Actes du Parlement. Ainsi donc, les lois et la justice étaient à la merci d'un seul homme, et d'un homme qui se jouait des lois, d'un homme pour qui la justice n'était qu'un vain nom, et dont le cœur ne fut jamais accessible à la compassion.

114. Il est aisé de concevoir que la fortune et la vie des particuliers ne pouvaient être en sureté, tandis qu'un pouvoir semblable était concentré dans les mains d'un tel homme. La Grande Charte avait été foulée aux pieds, du moment où l'on eût attaqué la suprématie du Pape. Le fameux acte d'ÉDOUARD TROIS tendant à protéger le peuple contre toute accusation non-fondée de haute-trahison, fut entièrement mis de côté. Beaucoup de cas qu'on n'avait pas jusqu'alors considérés comme criminels, furent traités comme de haute trahison. Pendant long-temps les jugemens furent dérisoires; ils furent ensin mis tout-à-fait de côté, et les prévenus condamnés à mort, non-seulement sans être appelés et entendus dans leurs moyens de défense; mais même, dans beaucoup de circonstances, sans être informés des crimes, ou du moins prétendus tels, pour lesquels on les conduisait au supplice. Ce que nous avons lu des Deys d'Alger et des Beys de Tunis, même dans les rapports les plus exagérés relatifs à leurs actions, ne peut, sous le rapport de la barbarie et de l'iniquité, se comIIO

parer à celles de cet homme, que BURNETT appelle " le fils de la Réforme" Anglaise. Les victimes de sa cruauté sanguinaire étaient ordinairement choisies parmi les plus vertueux de ses sujets; et cela par une conséquence naturelle, car un homme de son caractère avait plus à craindre d'eux que de tout autre. Des familles entières et des cercles d'amis tombaient sous le poids de sa hache; il n'épargnait ni âge ni sexe, si ceux qu'on lui désignait possédaient, ou étaient soupconnés de posséder assez d'intégrité pour ne pas approuver ses actions. Un regard douteux éveillait ses soupçons, et il n'en fallait pas davantage pour être envoyé à l'échafaud. L'Angleterre, avant son règne sanglant, si heureuse, si libre, si peu habituée au crime que la liste des assises présentait à peine trois criminels à juger, par an, dans un comté, vit alors plus de soixante mille personnes enfermées dans ses cachots à la fois et à la même époque. La cour de " ce fils aîné de la Réforme" était une boucherie de chair humaine. Ses peuples, abandonnés par ses protecteurs naturels qui étaient corrompus d'avance par le pillage, ou par l'espoir de piller, formaient le troupeau tremblant et terrisié, tandis que S. M., semblable à un maître-boucher, gras et joyeux, assis dans son palais, donnait les ordres pour le massacre; et que son Grand-Prêtre CRANMER se montrait toujours prêt à sanctionner et à sanctifier ses actes.

115. Les détails de ces massacres ne pourraient que dégoûter et fatiguer le lecteur. Ûn exemple, néanmoins, ne saurait être passé sous silence; c'est le meurtre des parens, et entre autres, de la mère du Cardinal Pole. Le Cardinal qui, dans sa jeunesse, et avant qu'il fût question du divorce du Roi, avait été en grande faveur auprès du monarque, et avait fait ses études et voyagé sur le continent aux frais du trésor royal, désapprouva le divorce et tous les actes qui s'ensuivirent; et, quoique rappelé par le roi, il refusa d'obéir. C'était un homme éminent par son érudition, par ses talens et ses vertus, et ses opinions avaient un grand poids en Angleterre. Sa mère, la Comtesse de Salisbury, était descendante des Plantageners, et la dernière de cette longue dynastie des rois d'Angleterre; en sorte que le Cardinal, que le Pape avait élevé à cette dignité, à cause de son grand savoir et de ses vertus éminentes, était proche parent du Roi du côté de sa mère, mais il s'opposa fortement aux mesures de Henri, et il n'en fallut pas davantage pour exciter sa vengeance contre ce prélat. Après avoir mis en œuvre toute espèce de ruses et d'artifices, après avoir employé des sommes considérables pour s'emparer de sa personne, n'ayant pu y parvenir, il résolut d'exercer son horrible vengeance sur les siens et sur sa vénérable mère. Elle fut accusée par l'infâme THOMAS CROMWELL, dont nous parlerons bientôt plus amplement, d'avoir engagé ses tenanciers à ne pas lire la nouvelle traduction de la Bible, et d'avoir reçu des bulles de Rome, que le dénonciateur prétendit avoir trouvées à sa maison de campagne, dans le comté de Sussex. CROMWELL produisit aussi une bannière, qui avait, disait-il, servi à des bandes de rebelles dans le Nord, et qu'il assirma avoir trouvée dans sa maison. Toutes ses accusations étaient si absurdes et si peu fondées, qu'il fut même impossible de faire le procès à la Comtesse. On demanda alors aux juges, si le parlement ne pourrait pas la convaincre, c'est-à-dire la condamner sans l'entendre? et ils déclarèrent que cette mesure ne serait pas sans danger; que, quant à eux, ils ne pouvaient en agir ainsi dans leurs cours, et qu'ils étaient d'avis que le parlement lui-même n'y consentirait jamais. On leur demanda alors si, dans le cas où le parlement s'y préterait, cette action serait valide aux yeux de la loi? et ils répondirent affirmativement. Il n'en fallut pas davantage. On proposa un bill, en vertu duquel la Comtesse de Salisbury, la Marquise d'Exeter et deux autres Seigneurs, parens du Cardinal, furent condamnés à mort. Ces deux derniers furent exécutés; la Marquise obtint sa grâce, et la Comtesse fut renfermée dans une prison, comme une espèce d'ôtage pour la conduite de son fils. Quelques mois après néanmoins, les actes tyranniques du roi causèrent

une insurrection; le Cardinal Pole fut soupconné de l'avoir suscitée, et sa pauvre mère fut traînée à l'échafaud. Bien qu'âgée de plus de soixante-dix ans, et affaissée sous le poids des souffrances encore plus que sous celui des années, elle maintint jusqu'au dernier instant la noblesse de sa naissance et de son caractère. Lorsque l'exécuteur lui ordonna de pencher la tête sur le billot : "Non, dit-elle, ma tête ne se courbera " jamais devant la tyrannie; je ne fus jamais " coupable de trahison, et si tu veux ma tête, " tâche de l'abattre de telle manière que tu pour-" ras. " Alors le bourreau lui lâcha un coup de hache sur le cou, et comme elle se mit à courir autour de l'échafaud, avec ses cheveux blancs qui flottaient sur son sein et sur ses épaules, il la poursuivit et lui fit sauter la tête, après lui avoir donné plusieurs coups de hache.

116. Est-ce en Turquie ou à Tripoli qu'une pareille scène se passa? Non, c'était en Angleterre; en Angleterre où la Grande Charte venait d'être mise tout récemment en vigueur; où l'on n'aurait dû par conséquent faire aucun acte contraire à la loi; mais où le pouvoir ecclésiastique et civil se trouvant concentrés dans les mains d'un seul homme, des massacres de cette nature qui auraient révolté une populace turque, pouvaient y être commis sans le moindre danger pour l'auteur. Hume, dans ses observations sur la situation morale du peuple,

durant le règne de Henri, prétend que ce roi ne fut jamais haï du peuple, " qu'il paraît, au " contraire, avoir joui, en quelque sorte, de " son estime et de son affection, jusqu'aux der-" niers instans de sa vie. " Il ajoute, qu'on peut dire, avec vérité, " que les Anglais de ce temps-" là étaient tellement soumis que, semblables " aux esclaves de l'Orient, ils étaient disposés " à admirer jusqu'aux actes de tyrannie et d'op-" pression qu'on exerçait envers eux et à leurs " dépens." Cet historien mensonger ne laisse jamais échapper une occasion de colorer les actions de ceux qui détruisirent l'Église Catholique en Angleterre et en Ecosse. Trop adroit, néanmoins, pour approuver la conduite sanguinaire de Henri, il voudrait nous faire croire que, après tout, il y avait quelque chose d'aimable dans son caractère; et il cherche à le prouver en nous persuadant qu'il fut chéri de son peuple jusqu'aux derniers instans de sa vie.

117. Rien n'est plus faux que cette assertion, à moins qu'on ne prenne pour l'amour populaire des insurrections sans cesse renaissantes, accompagnées de plaintes et des reproches les plus amers. Quant à cette observation que les Anglais de ce temps-là étaient entièrement soumis, outre qu'elle semble refuter l'assertion de l'amour du peuple pour le tyran, c'est une pure calomnie que les écrivains Ecossais, pleins d'envie, se plaisent à répéter d'un commun accord.

L'objet constant et principal de Hume est, par dessus tout, de jeter de la défaveur sur la Religion Catholique; voilà la raison pour laquelle il ne s'est pas aperçu que si l'on ne fit aucune résistance à ce tyran sanguinaire, comme on l'avait faite auparavant au Roi Jean et à plusieurs autres mauvais Rois, c'était parce que ce tyran avait les moyens de corrompre les protecteurs naturels du peuple, de les engager à agir contre le peuple; ou, tout au moins, de paralyser leurs efforts. Cet historien a oublié de nous dire que Henri VIII trouva le peuple Anglais aussi brave et aussi juste que ses ancêtres l'avaient trouvé; mais qu'étant parvenu à le diviser, et à assurer aux grands une masse énorme de pillage pour les récompenser d'avoir abandonné les droits du peuple; ce peuple devint ce que tout peuple sans protecteurs et sans chess doit nécessairement devenir, un pur troupeau de brebis qu'on peut traiter suivant son bon plaisir. La malignité et l'envie de l'écrivain Ecossais, l'aveuglèrent sur ce point, et l'engagèrent à attribuer à l'admiration du peuple Anglais pour la tyrannie cette soumission à laquelle il fut réduit, après maintes tentatives pour échapper au joug, parcequ'il se vit privé, pour la première fois, des protecteurs qu'il avait toujours trouvés jusqu'alors. Eh quoi! n'avons-nous jamais vu de nation, composée de plusieurs millions d'individus, opprimée et avilie, pendant

des siècles entiers, par une poignée d'hommes? Et faut-il en conclure que c'était par admiration des tyrans qui l'opprimaient que cette nation s'était soumise? Etait-ce par admiration de la tyrannie que les Anglais se soumirent à Cromwell, et les Français à Robespierre? Ce dernier reçut le châtiment dû à ses crimes, mais Cromwell y échappa: comme Henri, il mourut dans son lit; mais quel homme, s'il n'est aussi méchant que pervers, pourra présumer que l'impunité de Cromwell provint de la soumission du peuple et de son admiration du tyran?

tention sur les moyens qu'on employa pour séduire les protecteurs naturels du peuple, ainsi que sur l'espèce et le montant du pillage. J'ai dit dans le paragraphe 4, que la "Réforme" fut fomentée et alimentée par la dévastation et le pillage, et dans le paragraphe 37, que ce ne fut pas une Réforme; mais bien une dévastation complète de l'Angleterre; et que cette dévastation appauvrit et dégrada la masse du peuple. Je vais maintenant prouver la vérité de ces faits.

jusqu'à 60 inclusivement, de quelle manière les monastères furent érigés, et quelle espèce d'institution c'était. A l'époque dont nous parlons, il y en avait 645 en Angleterre, outre 90 colléges, 110 hôpitaux, et 2374 chapelles libres.

Ils furent tous confisqués, depuis le premier jusqu'au dernier, et on les adjugea au roi, qui les distribua parmi tous les individus qui l'avaient aidé et assisté dans cette œuvre de pillage.

120. Veuillez bien remarquer, mes Amis, vous tous Anglais sensés et équitables, que toutes ces institutions se composaient d'une grande masse de propriétés territoriales; que ces propriétés n'étaient nullement destinées au seul maintien des moines, des corporations religieuses et des nonnes; mais que la plus grande partie des revenus refluait directement sur la masse du peuple; et que si ces propriétés ne fussent jamais devenues un objet de pillage, l'Angleterre n'aurait jamais entendu, ou pour mieux dire n'aurait jamais pu entendre les mots hideux de pauvre et de taxe des pauvres. Vous avez vu dans le paragraphe 52, d'où provenaient les dixmes, et de quelle manière on en disposait, et vous allez bientôt voir de quelle manière on distribua les revenus des monastères.

à l'esprit la censure, les sarcasmes et le ridicule que nous n'avons cessé d'entendre contre la vie monastique, dès notre plus tendre jeunesse. On nous a dit, sans cesse, que les moines, les religieux et les nonnes n'étaient que des fainéans, qu'ils menaient une vie inutile, et qu'ils étaient d'une forte dépense, sans produire aucun bien; vous avez surtout entendu dire combien il était

ridicule et même cruel de forcer des hommes et des femmes à vivre dans le célibat, et de les exposer à rompre leur vœu de chasteté, et à

devenir parjures en même temps.

rande question morale; nous devons par conséquent faire tous nos efforts pour la résoudre, afin de bien fixer notre opinion sur ce sujet, avant d'aller plus avant. Sans doute, l'état monastique était accompagné de vœux de célibat; il faut donc avant de donner les détails de l'abolition des monastères en Angleterre, dire quelque chose de leur tendance, et par suite des suites naturelles et inévitables de ces vœux.

123. On a représenté comme une chose "contre nature " de forcer des hommes et des femmes à vivre dans le célibat, et comme tendant à produire des penchans qu'il ne serait même pas décent de désigner. Je le demande maintenant; n'avons-nous pas tout récemment entendu parler de penchans de ce genre? N'ont-ils pas fait leur odieuse apparition parmi des ecclésiastiques et des évêques? Si cela est, je demanderai ensuite si ces ecclésiastiques et ces évêques étaient Catholiques ou Protestans? La réponse que tout Anglais ou Irlandais peut donner, sans hésiter, à ces diverses questions, suffit pour faire disparaître toute objection aux vœux de célibat. De plus, l'Eglise Catholique ne force personne à faire de semblables vœux. Elle dit seulement qu'elle n'admettra aucun individu au sacerdoce ou dans les monastères qui refuserait de faire ce vœu. Saint Paul recommande fortement le célibat à tous les instituteurs chrétiens. L'Eglise établit une règle sur cette recommandation, et cela par le même motif qui l'a produite; c'està-dire, que ceux qui ont des troupeaux à soigner, ou pour me servir des expressions de l'Eglise Protestante, que ceux à qui on a confié le soin des ames, devraient, autant que possible, être libres de tous soins quelconques, et plus particulièrement de ceux que la surveillance constante d'un ménage exige, et qui trop souvent causent autant de désagrémens que de tourmens. Quel prêtre, qui a une femme et des enfans, ne tournera pas plutôt son attention sur eux que sur son troupeau? Sera-t-il aussi empressé à faire des aumônes, ou à donner aux pauvres des secours de tous les genres avec la même cordialité qu'il le ferait, s'il n'avait pas de famille à soutenir? Ne sera-t-il jamais tenté de s'écarter de son devoir, pour procurer des protecteurs à ses fils et à ses gendres? Repoussera-t-il avec la même hardiesse et le même courage l'oppression ou les vices du seigneur, de l'écuyer de son village, qu'il le ferait, s'il n'espérait de sa protection un bénéfice, un grade dans l'armée ou une sinécure pour quelqu'un de ses enfans? Les penchans, le babil, ou même les querelles de sa femme avec quelqu'un de ses paroissiens, ne l'engage120

ront-ils jamais à agir avec partialité envers eux, ou d'une manière contraire à son devoir? Et, sans parler de cent, de mille autres motifs, également puissans, que je pourrais mettre en avant, le prêtre, qui est marié, sera-t-il aussi empressé de se rendre auprès d'un malade atteint d'une maladie contagieuse que celui qui ne l'est pas? C'est, dans cette circonstance surtout, que le devoir du prêtre devient plus impératif, et c'est précisement dans cette circonstance, que le prêtre marié, cédant à la voix de la nature, sera sourd à celle de son devoir. Je n'en citerai qu'un exemple sur mille. Pendant la guerre de 1776, le château royal de Winchester servit de prison aux Français que le sort des armes avait mis en notre pouvoir. Une sièvre épidémique terrible se manifesta parmi eux. Un grand nombre en mourut. Ils étaient presque tous Catholiques, et deux ou trois prètres de leur croyance, qui résidaient dans la ville, les assistèrent dans leurs derniers momens. Mais il y avait des Protestans sur le nombre, qui réclamèrent l'assistance de leurs ministres. C'était les curés et les vicaires des paroisses de Winchester. Il y avait aussi le Diacre et tous les Prébendiers du chapître; mais pas un d'eux n'alla consoler les Protestans agonisans, et par suite de cette coupable indifférence, plusieurs de ces malheureux s'adressèrent aux prêtres et moururent Catholiques. Le Docteur Milner, dans ses lettres au Docteur Sturges, page 56, fait

mention de cette circonstance, et dit : " Voici ce qu'ils (les ministres Protestans) répondirent : " " Comme individus, nous ne craignons pas plus la mort que les prêtres Catholiques : mais nous ne pouvons pas porter le poison de la contagion dans le sein de nos familles. "Non, sans doute; mais alors, pour ne pas appeler cette conduite la soutane qui se cache sous le jupon, dans quel dilemme le Diacre et le Chapître ne se trouvèrent-ils pas placés? Ou ils négligèrent leurs devoirs les plus sacrés, et laissèrent les Protestans se jeter, à leurs derniers momens, dans les bras des prêtres Catholiques, ou bien le célibat auquel ceux-ci se soumettent, et contre lequel leurs adversaires ont déclamé toute leur vie, et ne cessent de déclamer encore aujourd'hui, est, après tout, une chose nécessaire au soin des âmes dont ils se disent chargés, et pour lequel ils recoivent des honoraires considérables.

124. Quelque suffisantes que soient ces raisons, quelque concluans que soient ces argumens, nous remplirions mal la tâche que nous nous sommes imposée, si nous nous arrêtions à ce que nous avons déjà dit; car, pour ce qui concerne le clergé séculier ne voyons-nous pas, ou pour mieux dire, ne sentons-nous pas que s'il a une famille, ou s'il s'attend à en avoir une, il lui reste alors peu de chose à offrir aux pauvres de son troupeau? En un mot, ne savons-nous pas que les prêtres mariés, la pauvreté et

la taxe des pauvres furent introduits dans ce pays au seul et même instant? Quel esset le célibat du clergé produisit-il sur les premiers ordres de ce corps? Un évêque, par exemple, qui n'avait ni femme, ni enfant, dépensait naturellement ses revenus parmi les individus de son diocèse. Il en employait une partie dans sa Cathédrale, et d'une manière ou d'autre, ses revenus refluaient toujours sur le peuple. Si Guil-LAUME de WYKHAM eût été marié, les ministres Protestans n'auraient pas eu de collége à Winchester. Il en eût été de même d'Eton, de Westminster, d'Oxford et de Cambridge, si les évêques de ce temps-là eussent été mariés. D'ailleurs, est-il dans l'ordre de la nature humaine qu'un évêque, qui a femme et enfans, ne consulte que l'intérêt de la religion dans la distribution des bénéfices de l'Église? Nous ne devons pas attendre d'un homme plus que ce dont nous savons par expérience qu'un homme quelconque est capable. Il est du devoir du législateur d'intervenir, et de veiller à ce que la communauté ne souffre pas de la nature faible des individus, dont les vertus privées elles-mêmes peuvent dans quelques circonstances, et même assez fréquemment, ne pas tendre au bien public. Je ne dis pas que la conduite des évêques mariés soit toujours répréhensible, parce que je ne les connais pas assez pour avouer ce fait; mais, en parlant du diocèse où je suis né et dont j'ai une

connaissance plus parfaite, je n'hésite pas d'affirmer, que si le dernier évêque de Winchester eût vécu du temps des Catholiques, il n'aurait d'abord pas eu de femme lui-même; ensuite une belle-sœur, qui épousa Mr. Edmond Poulter; et, dans ce cas, il m'est permis de croire que Mr. Poulter n'aurait pas quitté le barreau pour la chaire, et par suite qu'il n'aurait pas eu deux cures de Meon-stoke et Soberton, outre une Prébende; que son fils BrownLow Poul-TER n'aurait pas eu les deux cures de Buriton et Petersfield; que son fils CHARLES POULTER n'aurait pas eu les trois cures d'Alton, de Binstead et Kingsley; que son gendre Ogle n'aurait pas eu la cure de Bishop's Waltham; et que son gendre Haygarth n'aurait pas eu les deux cures d'Upham et Durley. Si cet évêque eût vécu dans le temps des Catholiques, il n'aurait pas eu un fils, Charles Auguste North, qui jouirait des deux cures d'Alverstoke et Havant, outre une Prébende; il n'aurait pas eu un second fils, François North, qui jouirait des quatre cures de Old Alresford, Medstead, New Alresford et Southampton de Ste. Marie, outre une Prébende et la Maîtrise de Sainte-Croix; il n'aurait pas eu une fille à donner en mariage à Mr. Guillaume Garnier, qui posséderait les deux cures de Droxford et Brightwell Baldwin, et serait en outre Prébendier et Chancelier; il n'aurait pas été allié avec M. Thomas Garnier, frère de son gendre : le premier n'aurait pas joui alors des deux cures d'Aldingbourn et de Bishop's-stoke; il n'aurait pas eu une seconde fille à donner en mariage à Mr. Thomas de Grey, qui posséderait les quatre cures de Calbourne, Fawley, Merton et Rounton, et de plus une Prébende et un Archidiaconat. Enfin, si le dernier évêque eût vécu dans le temps des Catholiques, il est difficile de croire que ces vingt-quatre cures, cinq Prébendes, une Chancelerie, un Archidiaconat et une Maîtrise, produisant ensemble un revenu annuel de plus de vingt mille livres sterling (500 mille francs), eussent été concentrés dans les dix individus susmentionnés. Et n'est-il pas raisonnable de supposer que cet évêque, au lieu de laisser une succession, comme les journaux l'ont assuré, d'environ trois cent mille livres sterling (sept millions et demi de francs) en argent, s'il n'avait en ni fils ni petit-fils, aurait employé une partie de cet argent à réparer l'ancienne et magnifique Cathédrale de sa métropole, dont la voûte a été, ces jours derniers, sur le point de s'écrouler, ou bien qu'il aurait érigé quelque monument pour le bien public ou pour l'honneur de la nation, ou enfin qu'il aurait été un protecteur puissant et libéral des pauvres, et que, dans aucun cas, il n'aurait pas du moins souffert ou'on vendît de PETITE BIÈRE DANS SON PALAIS ÉPISCOPAL DE FARNHAM, et cela même avec une licence de

l'excise? A Dieu ne plaise que je dise, ou que je veuille donner à entendre qu'il se faisait un trafic illégal dans le Palais; ou même que je prétende censurer ce qui s'y passait; non, un homme, qui a une grande famille à soutenir et à pourvoir, doit connaître mieux que tout autre les moyens qu'il doit employer pour atteindre ce but; ainsi, si le prélat avait en effet une plus grande provision de petite bière qu'il ne lui en fallait, il était naturel qu'il la vendit, pour acheter de la viande, du pain et autres provisions nécessaires pour l'entretien de sa famille. Ce que je dis seulement, c'est que je ne crois pas que Guillaume de Wykham ait jamais vendu de petite bière, en gros ou en détail; et j'assirme, dans les termes les plus précis, que tout ce que je viens d'annoncer s'est passé dans le Palais Episcopal de Farnham, durant tout le temps que le dernier évêque a occupé le siége de Winchester. Guillaume de Wykham, qui prit ce surnom d'un petit village de Hampshire, ne fut pas évêque de Winchester la moitié autant de temps que le dernier, et cependant il trouva moyen de prendre sur ces revenus de quoi construire et doter un des Colléges d'Oxford, ainsi que celui de Winchester, et de faire en outre un grand nombre d'autres actes de la plus grande munificence, qui n'étaient pas néanmoins sans exemple parmi ses prédecesseurs, et qui ne furent pas sans imitateurs parmi ses successeurs, tant que la religion Catholique subsista; mais aussitôt que le clergé marié eût paru, toute munificence cessa de la part des évêques de cette

métropole, jadis si célèbre.

125. Il est impossible de parler de petite bière et du Maître de Sainte Croix sans penser au changement déplorable que la "Réforme " a produit dans cet ancien établissement. Sainte Croix, situé dans un pré, à environ demi-mille de Winchester, est un hospice, ou maison de refuge, fondé et doté par un Évêque de cette ville, il y a environ sept cents ans. Depuis lors, des Évêques du même diocèse ajoutèrent successivement à ses dotations jusqu'à ce qu'enfin il eût les moyens de loger et d'entretenir d'une manière convenable quarante-huit vieillards, avec des prêtres, des garde-malades et un nombre suffisant de domestiques; outre un dîner préparé, chaque jour, pour cent des plus pauvres habitans de la ville. Ils se rassemblaient, tous les jours, dans une salle, appelée la salle des cent hommes, où on leur donnait un pain, trois pots de petite bière et " deux plats" pour dîner, avec la permission d'emporter chez eux ce qu'ils ne pouvaient manger à table. Que voit-on maintenant à l'hospice de Sainte Croix? Hélas! DIX pauvres créatures se traîner de long et en large dans l'intérieur de ce noble édifice; et TROIS pensionnaires externes; et c'est un procureur de Winchester qui leur apporte ou leur envoie, chaque semaine,

quelques deniers (pence) qu'on leur alloue; mais cela n'empêche pas que la place de Maître de Sainte-Croix ne rapporte un très-bon revenu. Je n'en connais précisément pas le montant; mais puisque cette charge a été donnée à un des fils de l'Evêque, le lecteur supposera naturellement que ce n'est pas une bagatelle. Il y existe encore néanmoins un usage qui, suivant la remarque du Dr. MILNER, est probablement le dernier vestige de la " vieille hospitalité Anglaise; " car tout voyageur qui y va et frappe à la porte, pour y demander du secours, reçoit gratis une pinte de bonne bière et un gros morceau de bon pain. Le feu Lord Henri Stuart m'assura qu'il s'y était présenté un jour, et qu'il avait reçu l'une et l'autre.

126. Mais j'allais presque oublier de dire qu'il y a encore aujourd'hui un évêque à Winchester. Et que fait-il? Je n'ai pas entendu dire qu'il ait fondé, ou qu'il ait envie de fonder des colléges ou des hospices. Tout ce que j'ai appris de lui, pour ce qui a rapport à l'Education, est que, dans son premier mandement au clergé de son diocèse, il les a engagés fortement à faire circuler parmi leurs paroissiens les pamphlets d'une Société établie à Londres, à la tête de laquelle se trouve Mr. Joshua Watson, marchand de vin et d'eau-de-vie, dans Mincing-lane; et toutes les œuvres de Charité que j'ai entendu dire qu'il ait faites, c'est qu'il est le Vice-Président d'une

Société qui s'est formée de sa propre autorité, et sous le nom de Société Philantropique de Hampshire, ayant pour but d'établir des souscriptions parmi les pauvres pour leur soulagement et leur entretien réciproques; ou, en d'autres mots, pour engager les pauvres ouvriers à économiser sur le produit de leur travail de quoi se soulager, lorsqu'ils deviennent malades ou vieux, sans avoir recours à la taxe des pauvres. Grand Dieu! Mais Guillaume de Wykham, l'Évêque Fox, l'Évêque Wynefleet, le Cardinal Beaufort, Henri de Blois, et en comptant tous les évêques de Winchester jusqu'à Saint Swithin lui-même, n'eurent jamais recours à un pareil moyen pour soulager les pauvres; celui qu'ils employaient pour répandre l'enseignement, était de sonder et de doter des colléges et des écoles; celui qu'ils employaient pour faire fleurir la religion était de bâtir et de doter des églises et des chapelles; enfin celui qu'ils mettaient en usage pour soulager la misère et les souffrances des indigens était de fonder et de doter des hospices; et cela, à leurs propres frais et du produit de leurs propres revenus. Pour expliquer la " vérité Évangélique " à leurs ouailles, jamais aucun d'eux ne songea à référer son Clergé à une Société ayant à sa tête un marchand de vin et d'eau-de-vie. Jamais aucun d'eux ne conçut la sublime pensée d'avoir recours aux pauvres pour leur soulagement mutuel. Ah! oui; mais il est vrai que ces prélats vivaient dans " les siècles obscurs de l'ignorance et de la super-stition des moines." Il n'est pas étonnant, dès lors, qu'ils ne pussent pas comprendre que les pauvres sont les êtres les plus propres à soulager les pauvres. Ils n'avaient d'ailleurs ni femmes ni enfans qui pussent leur sourire et attendrir leur cœur. S'ils en eussent eu, leurs sentimens conjugaux et paternels leur auraient appris que charité bien ordonnée commence par soi-même, par conséquent qu'il vaut mieux vendre la petite bière que de la donner.

127. En voilà assez touchant le célibat du clergé; mais il est impossible d'abandonner ce sujet, sans adresser un mot au Ministre Malthus. Cet homme est non-seulement Protestant; mais encore ministre de notre Église; et croirait-on qu'il désirerait voir forcer une grande partie de la classe ouvrière à s'abstenir du mariage. Il y a plus. Mr. Scarlett lui-même proposa un bill au parlement, tendant visiblement vers ce but, et cela, afin, disent-ils, de parvenir à une diminution de la taxe des pauvres. Le Ministre Malthus n'appelle pas ceci recommander le célibat; mais seulement une "restreinte morale." Et, qu'est-ce que le célibat, sinon une restreinte morale? Ensorte que voilà des hommes qui vilipendent l'Église Catholique, parcequ'elle exige de ceux qui veulent devenir prêtres ou nonnes des vœux de célibat, et qui, d'un autre côté, proposent de

forcer les classes ouvrières à vivre dans le célibat, ou de courir le risque manifeste de périr de faim, eux et leurs enfans. Doit-on traiter cette contradiction d'impudence ou de folie? C'est l'une et l'autre, et au degré le plus haut qui soit jamais sorti de la bouche d'un mortel. Ils affectent de croire que le vœu du célibat exigé du clergé est ridicule, parcequ'il est contraire à la nature. C'est, du moins ce que le Dr. Sturges lui-même affirme; mais, s'il en est ainsi à l'égard d'une classe d'hommes qui ont reçu de l'éducation, auxquels la religion ordonne l'abstinence, le jeûne et des prières pour ainsi dire continuelles et un nombre infini d'austérités; s'il en est ainsi à l'égard de ces hommes, liés par un vœu solennel, dont la violation les expose à l'infâmie; s'il en est ainsi, dis-je, avec de tels hommes, et qu'il y ait par conséquent de la cruauté, non pas à les forcer, remarquez bien, à faire de semblables vœux, mais seulement à souffrir ils les fassent volontairement; que sera-ce si l'on force de jeunes hommes et de jeunes femmes de la classe ouvrière à vivre dans le c llibat, ou de s'exposer à mourir absolument de laim? La réponse est claire; c'est une contradiction des plus manifestes, ou une méchanceté préméditée et qui, de même que les autres proets relatifs aux pauvres, non moins cruels que mal conçus, doivent être entièrement imputés à ia "Réforme"; cette grande, cette vraie source

de la pauvreté, de la misère et de la dégradation qui, depuis lors, ont pesé sur la grande masse du peuple du royaume. La "Réforme" a dépouillé la classe ouvrière de son patrimoine; elle lui a enlevé ce que la nature et la raison lui avaient assigné; elle l'a privée d'un secours qui lui appartenait par un droit imprescriptible que les lois divines et humaines lui avaient confirmé. Elle a établi à la place de ce droit un système correctif intolérable et contre nature; un système qui tend à créer une haine continuelle entre les pauvres et les riches, au lieu de les unir, ainsi que le faisait le système Catholique par les liens de la charité chrétienne. Mais de toutes les suites les plus pernicieuses de la "Réforme", celle du mariage du clergé est sans contredit la plus funeste. Elle a établi parmi nous un ordre qui procrée journellement plusieurs milliers de pauvres créatures à la charge de l'État; car n'ayant par elles-mêmes aucune espèce de moyen de subsister, il faut que, d'une manière ou d'autre, elles soient entretenues aux dépens du peuple. Il faut absolument leur procurer des places, civiles ou militaires, des sinécures ou des pensions, quelque moyen enfin de vivre sur les revenus des riches, ou du fruit du travail des pauvres. Si l'on ne peut trouver de prétexte, si l'on n'a aucun service public à faire valoir, ou si enfin la liste des pensions se trouve épuisée, alors elles deviennent une charge directe pour le peuple; et c'est de cette manière que, depuis environ vingt ans, nous avons vu le parlement voter seize-cent mille livres sterling (40,000,000 francs) sur les taxes, pour venir au secours du pauvre clergé de l'Église Anglicane. Et, en même temps qu'on accordait cette prime annuelle pour la procréation de quelques milliers de fainéans, le parlement était assommé de projets tendant à forcer la classe ouvrière de la communauté à se vouer au célibat. Existe-t-il quelque chose de mauvais ou de monstrueux que cette "Réforme" protestante n'ait produit?

crois, résolu cette grande question; et, après tout ce que nous n'avons cessé d'entendre, durant le cours de notre vie, contre cette règle de l'Église Catholique, qui imposait le vœu du célibat à tous ceux qui se vouaient, de plein gré, à la vie ecclésiastique ou monastique, nous trouvons, soit que nous considérions cette règle sous un point de vue religieux, moral, civil ou politique, qu'elle était fondée sur la prudence et la sagesse, qu'elle produisait le plus grand bien sur la masse du peuple, et qu'on ne saurait assez regretter qu'elle ait été abolie.

129. En voilà donc assez sur ce sujet de raillerie continuelle contre l'Eglise Catholique. Avant de rendre compte des actions de ce scélérat, de Thomas Cromwell qui dirigea le pillage, il

faut que nous disions quelque chose en réponse à l'accusation générale que les écrivains Protestans, et surtout les malveillans historiens Écossais ont portée contre les monastères; car, si ce qu'ils ont dit était vrai, nous serions disposés à croire, comme on a toujours cherché à nous le persuader, qu'il n'y avait pas grand mal à commettre les vols dont il va être rendu compte. Nous allous citer à ce sujet Hume qui, (vol. 4, page 160,) en parlant des rapports faits par THOMAS CROMWELL et ses myrmidons, dit: "Il " vaut mieux croire que les vices étaient na-" turellement inhérens à l'institution de la vie " monastique; par conséquent AJOUTER FOI aux " rapports faits par les commissaires sur l'exis-" tence des factions et des querelles, aussi cruel-" les qu'invétérées, entre des hommes qui, se " trouvant claquemurés ensemble, ne peuvent " jamais oublier leurs animosités mutuelles, et " qui, étrangers aux liens les plus doux de la " nature, ont en général, le cœur plus dur, le " caractère plus hargneux, plus inflexible que la " plupart des autres hommes. Les œuvres frau-" duleuses de piété, auxquelles ils ont recours " pour exciter la dévotion et les libéralités du " peuple peuvent être considérées comme avé-" RÉES, dans un ordre fondé sur l'illusion, sur " le mensonge et sur la superstition. D'un autre " côté, la LACHETÉ et la PARESSE, accompagnées " de l'IGNORANCE PROFONDE qu'on reprochait

"aux moines n'Admettent aucune espèce de Doute. Quelle science utile ou agréable pouvait-on, en effet, attendre d'une classe d'hommes, qui, condamnés à une vie ennuyeuse et monotone, et privés de toute émulation, étaient entièrement insensibles à tout ce qui peut éle-

" ver l'esprit ou cultiver le génie."

130. Je doute fort si jamais moine a écrit des phrases plus incorrectes que celles-ci; mais, quant aux faits, ces très-croyables, ces certains, ces indubitables faits sont évidemment, pour la plupart, un tissu de mensonges perfides. Sur quoi en effet, des hommes qui menaient une vie si oisive, qui n'avaient aucune espèce d'ambition, pouvaient-ils fonder "leurs factions ou leurs querelles "? Dans le contraste que nous avons établi entre la charité des évêques Catholiques et Protestans, on a pu voir combien le cœur des ecclésiastiques non-mariés est bien plus dur que celui des ecclésiastiques mariés. Il est " très-croyable" que des hommes perdus dans une "oisiveté passive, " commissent des fraudes pour se procurer un argent que leur position même les empêchait de garder ou de léguer, et qui étaient absolument dépourvus d'émulation. La méchanceté de ce menteur a surpassé son artifice, et ne lui a pas permis de s'apercevoir que, dans une phrase, il fournissait de fortes présomptions contre la vérité de la phrase suivante. Cependant comme son livre a été et est encore beaucoup lu; et comme son contenu m'a induit en erreur, ainsi que des milliers d'autres, je vais en appeler à diverses autorités, toutes Protestantes, remarquez bien, en contradiction à ses assertions, aussi fausses que viles, observant, en passant, qu'il n'eut jamais lui-même ni femme ni enfans; que, de son vivant, il était grand, gros, gras et nourri, en grande partie, aux frais du public, sans l'avoir mérité par aucun service réel.

131. Dans son Histoire d'Angleterre il ne cite pas moins de deux cents fois TANNER, qui était Evêque de St. Asaph sous le règne de George II. Voyons donc ce que l'Evêque Tanner, voyons ce que cet Evêque Protestant dit du caractère et des effets des monastères que les sauvages détruisirent sous le règne de Henri VIII. Voyons comment cette grande autorité de Hume s'accorde avec lui sur un des points les plus intéressans et les plus importans de notre histoire. Nous allons voir l'acte de pillage le plus consommé, le mépris des lois, de la justice et de l'humanité le plus audacieux que jamais homme ait vu, en toute autre circonstance, sur toute la surface du globe. Nous allons voir des milliers d'individus dépouillés, dans un instant, de tous leurs biens, arrachés de leurs foyers, réduits à la mendicité ou condamnés à mourir de faim; et tout cela en violation, non-seulement de la justice naturelle; mais même de toutes les lois

écrites ou non-écrites. Examinons donc le caractère des hommes qu'on traitait de la sorte, et les institutions auxquelles ils appartenaient. Examinons-les, non pas d'après le tableau que nous en a fait un ennemi déclaré de la religion Catholique et de toute religion chrétienne; mais bien d'après celui que nous en a laissé un Evêque Protestant, et dans un livre écrit expressément pour rendre compte des abbayes, des prieurés et des couvens qui existaient jadis en Angleterre et dans la principauté de Galles, ne perdant pas de vue, à mesure que nous avancerons dans la lecture, que, dans son Histoire d'Angleterre, Hume a cité plus de deux cents fois cet ouvrage, se donnant, toutefois, bien de garde de dire un seul mot qui ait rapport à la question importante dont il s'agit.

132. Avant de rendre compte de ses pénibles recherches sur la nature et le nombre de ces diverses institutions, l'Évêque Tanner donne, pages 19, 20 et 21 de sa préface, les détails suivans sur le caractère, en général, et les occupations des monastères, ainsi que sur les effets produits par leur établissement. En lisant les détails donnés par l'Evêque Tanner, veuillez bien, je vous en conjure, mes Amis, ne pas perdre un instant de vue ceux de Hume sur le même sujet. Rappelez-vous, ou plutôt relisez par fois le reproche qu'il leur fait "d'indolence passive; " "d'ignorance profonde," de

manque total "d'émulation et de science utile ou agréable" Rappelez-vous, par dessus tout, le reproche "d'égoïsme" et celui de "fraudes pieuses" pour obtenir de l'argent du peuple. Voici maintenant ce que l'Évêque dit sur le même sujet.

133. Il y avait dans chaque grande Abbaye une grande salle, désignée par le nom de Scriptorium, dans laquelle plusieurs écrivains étaient exclusivement occupés à transcrire des livres à l'usage de la bibliothèque. Quelquesois, il est vrai, ils tenaient les livres relatifs aux dépenses de la maison et copiaient des missels et autres livres qui servaient à l'office divin ; mais, en général, c'était d'autres ouvrages, tels que les Pères de l'Eglise, les Classiques, les Historiens, etc. etc. Jean Whethamsted, abbé de Saint-Alban, fit transcrire plus de quatrevingts livres de cette manière (on ne connaissait pas encore l'art de l'imprimerie), pendant qu'il fut abbé. Un Abbé de Glastonbury en fit transcrire cinquante-huit autres, et tel était le zèle des moines pour ce genre d'occupation, que souvent on leur assigna des terres et des églises qu'on appropriait pour la confection de ce travail. Dans les abbayes les plus considérables il y avait également des personnes chargées de noter les événemens les plus remarquables qui survenaient dans le royaume, et, à la fin de chaque année, de les rédiger en annales.

138

Ils conservaient soigneusement dans leurs registres tout ce qui avait rapport à leurs fondateurs, ainsi qu'à leurs bienfaiteurs, l'an et le jour de leur naissance, de leur mort, de leur mariage, de leurs enfans et de leurs successeurs; de manière que souvent on y avait recours pour constater l'age des individus et les généalogies des familles. Il y a néanmoins sujet d'appréhender que quelques-unes de ses généalogies n'aient été tracées que par pure tradition; et que, dans plusieurs circonstances, les moines ne se soient montrés aussi favorables à leurs amis, que sévères envers leurs ennemis. On faisait enregistrer dans les abbayes les constitutions du clergé dans leurs synodes nationaux et provinciaux; et, après la conquête, les actes mêmes du parlement, ce qui me conduit à rappeler l'utilité et les avantages de ces maisons religieuses; car, D'ABORD, on y conservait les annales et les documens les plus précieux du royaume. On envoya dans une abbaye de chaque comté une copie de la charte des libertés accordées par Henri I, (MAGNA CHARTA). On déposa dans le Prieuré de Bodmin des chartes et des enquêtes relatives au comté de Cornwall; et l'on conserva dans l'abbaye de Leicester et dans le prieuré de Kenilworth un grand nombre de documens jusqu'à l'époque où Henri III les en fit retirer. Le roi Edouard I fit faire des recherches dans toutes les maisons religieuses, et feuilleter tous leurs registres.

et toutes leurs chroniques, à l'effet de découvrir ses titres à la couronne d'Écosse, et les movens de les constater de la manière la plus authentique. Lorsqu'il fut reconnu roi d'Écosse, il envoya des lettres pour être insérées dans les chroniques de l'abbaye de Winchcomb, dans le Prieuré de Norwich, et vraisemblablement dans plusieurs autres endroits semblables. Et lorsqu'il eut fait décider la dispute relative à la couronne d'Écosse qui existait entre Robert Brus et Jean Baliol, il écrivit au doyen du chapître de St. Paul, à Londres, pour lui enjoindre d'enregistrer dans leurs chroniques la copie qu'il leur envoyait de cette décision. C'est des registres monastiques que le savant Mr. Selden a tiré les preuves les plus authentiques des droits de souveraineté de la Grande-Bretagne sur les petites mers. Souvent on envoyait dans ces maisons les titres et l'argent des familles pour y être mis en sureté. A la mort des nobles, on y déposait leurs sceaux, et la cassette même du roi fut plus d'une fois confiée à leurs soins. En Second Lieu, il y avait chez eux des écoles d'enseignement et d'éducation; car chaque couvent avait une ou plusieurs personnes désignées pour cet objet; et tous les habitans des alentours qui le désiraient, pouvaient y envoyer leurs enfans, pour apprendre la grammaire et le plain-chant, sans la moindre rétribution. Dans les couvens des nonnes, les jeunes personnes

140

apprenaient également à travailler à l'aiguille, à lire l'Anglais, et quelquefois le Latin. De telle sorte que, non-seulement les filles de la basse classe dont les parens étaient trop pauvres pour fournir aux frais de leur éducation, mais même celles des nobles et des gentilshommes étaient élevées dans ces maisons. Troisièmement, tous les monastères étaient, dans le fait, de grands hospices, dont la plupart étaient obligés d'entretenir tous les jours un certain nombre de pauvres. Il y avait également des maisons qui donnaient l'hospitalité à presque tous les voyageurs. La noblesse elle-même, lorsqu'elle était en voyage allait diner dans un couvent, loger dans un autre, et ne s'arrêtait jamais, ou bien rarement, dans les auberges. En un mot, leur hospitalité était telle que dans le Prieuré de Norwich, on consumait, tous les ans, plus de quinze cents quarts (quaters) de drèche, plus de huit cents quarts de blé, et tout le reste dans la même proportion. QUATRIÈMEMENT, au moyen des bourses, les nobles et les bourgeois trouvaient un asile dans ces maisons, non-seulement pour leurs vieux serviteurs, mais même pour leurs jeunes enfans, ou pour des amis tombés dans l'indigence, en les fesant moines ou nonnes d'abord, et en devenant par la suite prieurs ou prieures, abbés ou abbesses. — Cinquièmement, ces maisons étaient d'un avantage réel pour la Couronne elle-même, 1º. En ce qu'à la mort

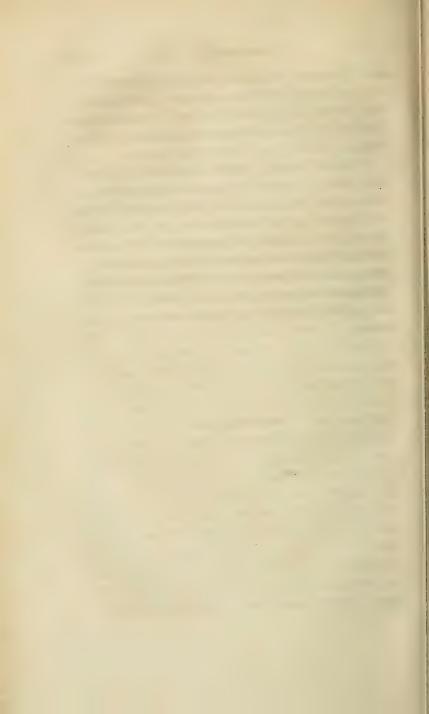
d'un Abbé ou d'un Prieur, elle retirait un grand profit de l'élection, ou plutôt de la confirmation de son successeur. 2º. Par les fortes sommes qu'elles payaient pour la confirmation de leurs libertés. 3º. Par le grand nombre de bourses qu'elles accordaient aux vieux serviteurs de la couronne, ainsi que des pensions aux clercs et aux aumoniers du roi, jusqu'à ce qu'ils eussent de l'avancement. - Sixièmement, ces maisons étaient d'un grand avantage pour les villes et les villages dans le voisinage desquels elles étaient situées. 1º. Parcequ'elles y attiraient beaucoup de monde, et parce qu'elles leur accordaient le privilége de tenir des foires et des marchés. 2º. En les affranchissant des lois forestières. 3º. En affermant leurs terres à bas prix. Enfin. elles étaient autant d'ornemens pour le pays; car la majeure partie étaient des édifices magnifiques; et bien qu'ils ne fussent ni si grands ni si élégans que les hôpitaux de Chelsea et de Greenwich, ils n'en étaient ni moins admirables ni moins admirés de leur temps. Plusieurs églises des abbayes étaient égales, si non supérieures à nos cathédrales actuelles; et leur aspect, ainsi que les frais de construction et de réparations qu'elles exigeaient, étaient tout au moins aussi favorables au pays que peuvent l'être aujourd'hui les châteaux et les maisons de campagne des grands seigneurs et des gentilshommes.

134. Maintenant, envieux Hume, approchez,

et venez répondre à cet évêque Protestant, de l'autorité duquel vous vous êtes appuyé plus de deux cents fois, et qui, vous le voyez, donne un démenti formel à toutes, ou plutôt à chaque partie de votre tableau. Au lieu de votre " indolence passive" nous voyons l'amour le plus constant et le plus prononcé pour le travail; au lieu de votre " ignorance profonde, " nous trouvons dans chaque couvent une école où la jeunesse reçoit toute espèce d'instruction gratuitement : au lieu de ce manque de toute " science utile ou agréable, " nous voyons qu'on étudie, qu'on enseigne, qu'on copie, qu'on conserve tous les auteurs classiques; au lieu de "l'égoïsme" et des "fraudes pieuses" que vous leur reprochez, nous trouvons des hospices pour les malades, des médecins, des garde-malades pour les soigner, et l'hospitalité la plus noble, la plus généreuse, et surtout la plus désintéressée; au lieu de cet " esclavage, " que dans cinquante parties de votre histoire d'Angleterre, vous affirmez avoir été entretenu par les moines, nous les voyons affranchir le peuple des lois forestières, et préserver avec un soin religieux la Grande-Charte de la liberté Anglaise; et vous savez, aussi bien que moi, qu'à l'époque où cette Charte fut renouvelée par le Roi Jean, on dut ce renouvellement aux soins et à la persévérance de l'Archevêque Langton, qui excita les Barons à le demander, après avoir trouvé, ainsi

que Tanner, le remarque, ce document précieux déposé dans une abbaye. A bas donc; à bas! menteur plein de malice! descends dans l'enfer, et dis au diable que c'est l'Évêqu'e Protestant Tanner qui t'y envoie!

135. Le défaut d'espace me force à m'arrêter; mais ici même, appuyés d'une seule autorité, nous en avons mille fois plus qu'il n'en faut pour répondre aux mensonges atroces de Hume, et à tous les détracteurs de la vie monastique qu'il était urgent de réduire au silence, avant que d'exposer dans ma prochaine lettre, par quels moyens infàmes, sanglans et cruels, on parvint à dévaster et à détruire ces institutions.



HISTOIRE

DE LA

"RÉFORME" PROTESTANTE,

EN

ANGLETERRE ET EN IRLANDE;

Dans laquelle on démontre que cet événement a appauvri et dégradé la masse du peuple dans ces deux pays;

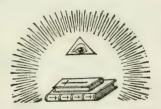
DANS UNE SÉRIE DE LETTRES,

Adressées à tous les Anglais sensés et équitables.

PAR WILLIAM COBBETT.

Vibliothèque Catholique de la Vielgique.
3º OUVRAGE POUR 1826.

II.e Série. — Prix: F.r o - 90.



LOUVAIN,
CHEZ VANLINTHOUT ET VANDENZANDE.
Et chez les Libraires désignés ci-après.
1826.

Imprimatur

Mechliniæ, Maji 1826. J. FORGEUR, Vic. gen.



CC bonnement

à la Bibliothèque Catholique de la Belgique.

Les Abonnés reçoivent un exemplaire de chaque Ouvrage qui est publié pour l'année. Ceux qui habitent la campagne doivent indiquer une maison en ville où leurs Ouvrages puissent être remis.

L'Abonnement est de onze francs cinquante centimes annuellement, et se paie comptant.

On s'abonne dans les villes et chez les Libraires dont les

Alost Ducaju. Amsterdam, J. A. Koning, Anvers, Ancelle. Arlon.... Ath, Jouret-Themon. Audenarde..... Beaumont, la veuve Hannecart. Béringen. Binche, Hypolite Fontaine. Bois-le-Duc, Langenhuysen. Bouvigne, près Dinant ... Bruges, De Vliegher. Bruxelles, J. J. Van der Borght. Charleroy, H. J. Lelong. Chimay, la Ve. Preud'homme. Courtray, De Caluwé-Ovyn. Diest Dixmode.... Enghien Gand. De Corte. Grammont, J. Van den Eycken. Hal, De Prins. Hasselt.... Huy . . . Ipres, Jacq. Van der Meersch. Jodoigne , Allard. Lessines , Deltenre. Liége, Lemarié.

Lokeren.... Louvain, Vanlinthout et Vandenzande. Luxembourg. ... Maestricht, Koymans. Malines, Van Velsen-Van der Elst. Marche... Mons, Jevenois. Namur, Dieudonné Gérard. Nivelles, MIIe Dujardin. Peruwelz.... Poperingue, Duflour. Renaix . . Rotterdam, Thompson frères. Roulers, David Van Hée. S. Nicolas, Rukaert-Vanbeesen. Soignies, A. F. Robyns. Spa, la veuve Badon. Termonde ... Thielt.... Tirlemont, Merckx. Tournay, Casterman aîné. Turnhout ... Verviers, M1e. Th. Oger. Virton..... Wayre...

A Aix-la Chapelle, M. Nélessen, curé de St. Nicolas. A Munster, M. George Kellermann, doyen et curé de Saint-Ludger. Ouvrages distribués jusqu'aujourd'hui aux Abonnés de 1826, pour les onze francs 50 cent. de l'Abonnement, et qui se trouvent chez les susdits Libraires:

	I'I'.	140
1°. Histoire de la "Réforme" Protestante, en		
Angleterre et en Irlande; dans laquelle on démon-		
tre que cet événement a appauvri et dégradé la		
masse du peuple dans ces deux pays; dans une		
série de lettres, adressées à tous les Anglais sensés et		
équitables. Par William Cobbett. Ire Série, 156 pag.	0	- 90
2º Mélanges par Mr. l'abbé F. De la Mennais.		
456 pages	2	- 75
3°. Histoire de la "Réforme" Protestante, en		
Angleterre et en Irlande; par William Cobbett.		
II° Série, 164 pages	0	- 90

No. V.

LETTRE V.

Autorités relatives aux Effets des Institutions Monastiques. Leur grande Utilité. Sagesse Politique qui présida a leur fondation. Nomination du scélérat Thomas Cromwell. Ses OEuvres de Pillage et de Dévastation. Premier Acte du Parlement qui autorisa le Pillage.

Mes Amis, Kensington, le 31 Mars, 1825.

136. Lorsqu'à la fin de la lettre précédente, j'ai paru me contenter de l'autorité de l'Évêque Protestant, Tanner, comme défenseur des institutions monastiques contre les attaques et les mensonges atroces de Hume, j'avais en réserve beaucoup d'autres autorités que j'aurais pu citer alors, si j'eusse eu de la place. Sans doute l'Évèque Tanner le confond sur tous les points; mais le sujet est d'une telle importance, au moment où nous allons passer en revue la destruction de ces institutions que, sur cinquante autorités que je pourrais citer, j'en choisirai encore quatre ou cinq. Je prendrai un écrivain étranger et quatre Anglais; mais ne perdez pas de vue que toutes sont des autorités Protestantes.

137. MALLET. Histoire de la Suisse, Vol.

I. pag. 105. "Les moines, par leurs instruc"tions, adoucissaient les mœurs féroces du peu"ple et opposaient leur crédit à la tyrannie
"des nobles, qui ne connaissaient d'autre occupation que la guerre, et opprimaient leurs
"voisins de la manière la plus cruelle. C'est pour
"cette raison que le gouvernement des moines
"était préféré à celui de la noblesse. Le peuple
"les prenait pour arbitres, et il était passé
"en proverbe, chez lui, qu'il valait mieux
"être gouverné par la crosse d'un évêque que
"par le sceptre d'un roi."

"par le sceptre d'un roi."

138. Drake. Heures Littéraires, Vol. II.

pag. 435. "Les moines de Cassins, dit Whar
"ton, se faisaient remarquer, autant par leur

"érudition profonde et leur application aux

"belles-lettres que par leur connaissance fami
"lière des auteurs classiques. Leur savant Abbé

"Désidérius a fait la collection la plus com
"plète des écrivains Grecs et Latins, et leur

"congrégation a non-seulement composé de sa-

" vans traités de Musique, de Logique, d'As" tronomie et d'Architecture Vitruvienne;
" mais encore elle a employé une partie de ses

" loisirs à copier Tacite et plusieurs autres au-

" teurs anciens. Cet exemple, si digne de louange

" dans les 11.º et 12.º siècles, fut suivi, avec au-

"tant d'ardeur que d'émulation, dans plusieurs

" monastères de l'Angleterre. "

10*

139. Turner. Histoire d'Angleterre, Vol. II. pag. 332 et 361. "Jamais tyrannie ne fut " créée avec un empressement plus marqué ni " maintenue avec plus de persévérance de la part " du peuple : dans aucune circonstance, on ne " vit l'intérêt individuel et le bien public se " confondre avec autant de cordialité, que dans " l'encouragement donné aux monastères. " 140. Bates. Philosophie Rurale, pag. 322. " Il est à regretter que, tandis que les Papis-" tes mettent tous leurs soins à établir des cou-" vens de femmes et autres sociétés religieuses " dans toute l'étendue du royaume, quelques " zélés Protestans ne cherchent pas à suivre " leur exemple en formant des établissemens " pour l'éducation et l'entretien des jeunes per-" sonnes disposées à la retraite, ou qui man-" quent d'ailleurs de moyens d'existence; elles " pourraient du moins y jouir d'une retraite tem-" poraire, y être instruites dans les principes de " la religion et dans tous les arts d'une utilité " domestique ; de manière à mettre celles qui " seraient disposées à rentrer dans le monde à " portée de remplir, d'une manière convena-" ble, tous les devoirs de la société. On assu-" rerait par ce moyen la subsistance et le bien-" être de beaucoup d'individus, tout en faisant " le bien de la société en général, et, en per-" fectionnant ce qui nous vient du Catholicisme, " nous parviendrions plus facilement à contre-

" carrer ses intérêts."

141. QUARTERLY REVIEW, Décembre 1811. "Le monde n'a jamais eu autant d'obligation " à une société quelconque qu'à l'illustre corps " des Bénédictins; malheureusement, en rap-" portant le mal qu'ils ont causé, les historiens " oublient trop souvent le bien qu'ils ont fait. " Il n'est pas de lecteur, même le plus com-" mun, qui ne connaisse St. Dunstan, l'ar-" chi-faiseur de miracles; tandis que nos com-" patriotes les plus instruits se rappellent à peine " les noms de ces hommes admirables qui aban-" donnèrent l'Angleterre, pour aller devenir les " apôtres du Nord. Tinian et Juan Fernandez (1) " ne font pas plus belle figure sur l'océan Pacifi-" que, que Malmesbury, Lindisfarne et Jarrow " dans les siècles de notre heptarchie. Une com-" munauté d'hommes pieux, également adonnés " à la littérature, aux beaux-arts et à la re-" ligion, se montre, dans ce temps-là, comme " un Oasis en fleurs au milieu du désert. Sem-" blables aux étoiles, dans une nuit privée de " la clarté de la lune, ils répandent sur nous " une lumière douce et agréable. Si jamais il " y eût homme vraiment digne du titre de vé-" nérable, c'est sans contredit Bede au nom " duquel ce titre est constamment lié, pour avoir " passé sa vie à instruire ses contemporains et " à préparer des annales pour la postérité. A cette

⁽¹⁾ Deux îles de l'Océan Pacifique.

" époque, l'Église était le seul refuge contre " les fléaux auxquels toutes les nations étaient " exposées. Au milieu des guerres continuelles, " l'Église jouissait de la paix; elle était consi-" dérée comme un empire sacré par des hom-" mes qui, tout en se haïssant mutuellement, " croyaient en un même Dieu et le craignaient. "Toute vilipendée qu'elle était par les hom-" mes du monde et les ambitieux, toute des-" honorée par les artifices des mal-intentionnés " et les folies des fanatiques, elle n'en offrait pas " moins un asile à ceux qui valaient mieux que " le monde dans leur jeunesse, ou qui en étaient " las dans leur vieillesse. Les hommes sages, ti-" mides et pacifiques se refugiaient dans ce ber-" cail de Dieu, où ils jouissaient d'une lumière " pure et d'un calme profond, au milieu des tem-" pêtes et des ténèbres."

142. Ce passage est très-élégant, mais de même que l'esprit de *Protestantisme* qui animait TurNER l'avait poussé à employer le mot "tyrannie".
pour exprimer une chose qu'un sentiment de pudeur le forçait à dire qu'elle était "l'ouvrage "du peuple, et qu'elle avait été produite et "maintenue par une réunion cordiale d'intérét "personnel et de bien public"; de même l'esprit de *Protestantisme*, qui a animé les auteurs de la Revue, les a conduits à parler des "maux" occasionnés par un ordre auquel le monde a plus d'obligation qu'à toute autre société, et à ré-

péter l'accusation triviale portée contre St. Duns IAN, oubliant, probablement, que ce même saint figure sur le Calendrier de notre Église Protestante. Mais en voilà plus qu'il n'en faut, pour servir de réplique à cette horde d'écrivains, qui ont cherché à vomir leur fiel contre les ordres monastiques.

143. Pouvons-nous citer ces autorités, pouvons-nous voir toutes ces preuves incontestables de cette charité et de cette bienfaisance vraiment chrétiennes qui étaient essentiellement liées à la religion de nos pères, sans éprouver de l'indignation contre ceux qui, depuis l'enfance jusqu'à notre virilité, n'ont cessé de chercher à nous persuader que l'Église Catholique ne produisit que l'égoïsme, la dureté de cœur, l'avarice dans le clergé, et, par dessus tout, une grande insensibilité envers les pauvres? Quelque incontestable qu'il soit que la "Réforme" a dépouillé les pauvres de leur patrimoine; quelque claires, comme nous allons le voir bientôt, que soient les preuves de son influence sur la production des mendians, et sur la dureté des grands envers la basse classe du peuple, que de soins, que de peines, que de ruses n'a-t-on pas employés, pour nous faire croire précisement tout le contraire! Si le salut de leur âme eût dépendu de l'objet qu'ils avaient en vue, les fourbes ne se seraient certainement pas donné plus de peine et de soins pour l'atteindre. Ils se sont particulièrement attachés à inculquer leurs mensonges dans l'esprit des enfans. La presse a vomi, pendant plus de deux siècles, des livres, à bas prix, afin de parvenir plus facilement à leur but. Je ne puis m'empêcher d'en citer un, parmi tant d'autres ; je veux parler d'une fable insérée, par un certain FENNING, dans un Alphabet dont on se sert en Angleterre, depuis plus de cinquante ans. Cette fable a pour titre : " le " prêtre et le bouffon, " et est ainsi conçue : "Un homme se présenta un jour devant un Prè-" tre Catholique et lui demanda la charité. Il " commença par lui demander une guinée; puis, " il diminua la somme jusqu'à ce qu'il en vint " enfin à un liard, et néanmoins le prêtre per-" sista dans son refus. Alors le mendiant lui de-" manda sa bénédiction que le prêtre s'empressa " de lui offrir." - " Non, je n'en veux pas, " dit le mendiant, car si elle valait un liard " seulement vous ne me la donneriez certai-" nement pas." On peut juger, par cet échantillon, combien ces imposteurs se donnaient de peine pour tromper le peuple. Quel mensonge, aussi vil que pervers, ce seul livre n'a-t-il pas gravé dans l'esprit d'un nombre infini d'enfans et de plusieurs millions d'hommes!

144. Procédant maintenant à l'examen des effets produits par les institutions monastiques, il est bon d'observer qu'il fallait s'appuyer d'autorités avant de le commencer. Les mensonges

datent de loin. L'égoïsme et l'hypocrisie, soutenus par la violence, la tyrannie et la cruauté sont en mouvement, depuis des siècles, pour tromper le peuple Anglais. Ceux qui s'étaient engraissés des dépouilles de l'Église et des pauvres, et qui désiraient continuer d'en jouir tranquillement, s'efforcaient naturellement de persuader au peuple que ceux qui avaient été dépouillés étaient des gens sans mérite; que les institutions, dont ils s'étaient approprié les belles propriétés, étaient, tout au moins, inutiles; que ceux qui les possédaient auparavant étaient des êtres sans énergie, ignorans et vils, propres à abrutir le peuple, au lieu de l'éclairer, dévorant tout ce qui était destiné à la subsistance et à l'entretien des honnêtes gens. Lorsque toutes les presses et toutes les chaires d'un empire se coalisent pour atteindre le même but, et que l'Etat lui-même seconde leurs efforts, afin de mieux y parvenir; lorsque le parti vilipendé est réduit au silence par des moyens de terreur difficiles à dépeindre, nul doute alors que les assaillans ne l'emportent facilement. La masse du peuple doit nécessairement ajouter foi à ce qu'on lui dit. Dans cet état de choses, il ne s'agit plus de la raison. Mais la vérité survit toujours; et bien que momentanément réduite au silence, il survient toujours, à la fin, un moyen quelconque de la faire rentrer dans ses droits et de triompher du mensonge.

145. Le moment est arrivé où nous allons faire beau jeu à la raison. Nous voyons enfin notre pays couvert de pauvres, en proie au fanatisme et aux crimes de tous les genres. On considère comme une calamité l'accroissement de la population, et l'on parle de divers projets pour l'arrêter. On parle de philosophes Écossais qui parcourent le pays, donnant des cours aux manufacturiers et aux artisans sur les moyens de prévenir l'accroissement des familles. Enfin nous en sommes venus au point d'être forcés à approfondir la cause d'un état de choses si monstrueux. Pour nous, nous en trouvons la cause immédiate dans la pauvreté et dans la dégradation de la masse du peuple; et ces deux maux nous les traçons, par gradation, jusqu'à la "Réforme, "dont l'un des principaux effets fut de détruire les institutions monastiques, qui, comme nous allons le voir, retenaient le produit du travail dans des mains convenables, et le distribuaient de manière à répandre l'aisance et le bonheur parmi le peuple.

146. Les autorités que je viens de citer doivent être d'un grand poids dans la question dont il s'agit; mais supposant même que nous manquassions d'autorités à l'appui de ces institutions, que leur faut-il de plus pour en démontrer l'avantage, que l'exercice libre de notre raison? La Raison, en pareil cas, vaut mieux que les autorités; mais qui pourrait résister à la réunion de l'une avec les autres? Je le demande donc:

la raison ne repousse-t-elle pas, avec dédain, les calomnies qu'on a vomies contre les institutions monastiques? Elles fleurirent en Angleterre pendant neuf siècles; le peuple les chérissait; et elles furent détruites par la violence, par la rapacité des pillards, et par le poignard des assassins. Y eut-il jamais rien de vicieux en soi ou de pernicieux dans ses effets, qui fut estimé et vénéré par tout un peuple pendant un si long espace de temps? De nos jours mêmes, nous vovons la nation Espagnole prendre à cœur la défense des moines; et nous voyons les philosophes Écossais les accabler d'injures, parce qu'ils ne veulent pas consentir à laisser passer les propriétés de leurs monastères dans les mains des juiss Anglais.

147. Si les monastères avaient produit du mal, auraient-ils été si soigneusement protégés par tant de rois sages et vertueux, par les légis-lateurs et par les magistrats? Alfred fut peut-être le plus grand homme qui ait jamais existé. Quel écrivain célèbre, soit poëte, publiciste, ou historien n'en a pas fait le sujet de ses plus grands éloges? Comme roi, comme soldat, comme patriote ou législateur, tous, sans exception, nous le représentent comme le plus grand, le plus sage et le plus vertueux des hommes. Et peut-on raisonnablement supposer qu'un homme, dont l'esprit était constamment occupé des moyens de rendre son peuple libre, honnête, vertueux et

heureux, aurait été, comme il le fut, en effet, l'un des plus zélés fondateurs de monastères, s'il eût considéré ces établissemens comme vicieux en eux-mêmes, ou tendant à produire le mal? Nous n'avons plus ces institutions sous les yeux; nous ne pouvons plus juger de leurs effets immédiats; mais nous savons d'abord, à n'en pouvoir pas douter, que le roi Alfred et son conseiller intime, St. Swithin, en faisaient le plus grand cas et leur portaient la plus grande affection; nous savons de plus qu'elles furent détruites par le tyran sanguinaire, Henri VIII et le scélérat, non moins sanguinaire, Thomas Cromwell. Ces deux faits avérés suffiraient pour constater le mérite de ces institutions.

148. Et quelle réplique fait-on ordinairement à cet argument? Mr. Mervyn Archdall, dans sa préface à l'Histoire des Monastères Irlandais, dit: "Quand on réfléchit à l'universalité de ce "zèle religieux qui portait des milliers d'indi-"vidus à se séquestrer de la société, à renoncer aux plaisirs et aux jouissances de la vie, pour s'enfoncer dans la solitude et se livrer à la pratique austère de la macération; quand nous voyons les hommes les plus prudens, les plus sages, devenir les dupes d'une fatale erreur, et l'avare lui-même répandre ses trésors pour participer à la félicité de ces mortifications; quand le flot de l'enthousiasme est disparu et que la saine raison, revenue de son délire,

" s'efforce, pour ainsi dire de détruire jusqu'au " moindre vestige de sa frénésie passée, nous " avons une bonne esquisse de l'histoire du Mo-" nachisme, et un exemple peu ordinaire de " cette faiblesse d'esprit et de cette versatilité " qui caractérisent l'instabilité de l'espèce hu-" maine. Nous considérons ces phénomènes dans " le monde moral avec cet orgueil qu'inspirent " la supériorité reconnue de nos facultés intel-" lectuelles et les progrès de notre civilisation, " et notre amour-propre est flatté par une com-" paraison si évidemment favorable aux temps " modernes." Vraiment, Mr. ARCHDALL, vous raisonnez parfaitement bien; mais où devons-nous chercher les preuves, ou les indices de cette " supériorité reconnue, de cette comparaison si évidemment favorable aux temps modernes?" Les trouverons-nous dans les ruines de ces nobles édifices, du pillage et de la démolition desquels vous nous rendez compte? Les trouveronsnous dans l'absence totale, ou même dans une tentative de les remplacer par des édifices d'un autre genre, qui les égalent en grandeur, en noblesse et en goût? Chercherons-nous cette " supériorité " dans les nombreux combats où l'on exige les dimes, le pistolet à la main, comme dans celui de Skibbereen? Est-il prouvé que les temps modernes sont évidemment supérieurs aux anciens, parce qu'une loi renferme les Irlandais dans leurs maisons, depuis le coucher jus-

qu'au lever du soleil? Fondez-vous votre comparaison, si décidemment en faveur des temps modernes, sur ce que le peuple se nourrit comme des pourceaux, sur sa nudité, ou bien sur ce qu'il meurt de faim, par centaines, tandis que leurs ports sont encombrés de batimens qui emportent leurs provisions, tandis qu'une armée est nourrie et entretenue dans le pays, afin de tenir le peuple affamé en respect? Peut-être avezvous vu, avec ORGUEIL, le bal de l'opéra, au profit des pauvres Irlandais à demi-morts d'inanition, et dans lequel la salle de bal était ORNÉE d'un transparent qui représentait un Irlandais, de grandeur naturelle, et EXPIRANT DE FAIM? Et vous osez encore traiter de "dupes" les plus grands et les plus sages des hommes? Vous osez dire qu'ils étaient les dupes d'une fatale erreur, lorsqu'ils fondaient des institutions faites pour ôter toute idée d'avoir recours à un bal d'opéra, afin de venir au secours des pauvres? Jetez les yeux sur l'état de misère et d'horreur où se trouve maintenant votre pays; tournez-les ensuite sur votre catalogue des ruines; et puis, (car vous êtes, à ce que je vois, ministre de l'Eglise Anglicane), vous direz, j'en suis certain, qu'à la vérité cet état de misère provient évidemment de ces ruines; mais que ce fut, d'une part, la " saine raison " et non la soif du pillage qui produisit ces ruines ; et que ce furent de l'autre, la " frénésie et la faiblesse mentale" dans les

" plus grands et les plus sages des hommes," qui jetèrent les fondemens des édifices dont ces mêmes ruines retracent le douloureux souvenir.

149. Ne perdons pas de vue l'hospitalité et tous les autres avantages produits par les monastères dont parle l'Evêque Protestant TANNER; et, pour rendre justice pleine et entière à ces institutions si vilipendées, entrons plus avant dans le sujet. Il est de notre devoir de démontrer qu'elles furent fondées dans des vues d'une sage politique, autant 'que d'une piété réelle et d'une charité bien entendue. Prouvons qu'elles ne furent pas, comme le méchant, l'envieux Hume les a faussement représentées, de vrais mendians sans pain, sans viande et sans bière; mais qu'elles répandaient dans la généralité du peuple l'abondance, le bonheur et le contentement, et que l'un de leurs effets naturels était de prévenir cet état de choses, où l'on ne voit que deux classes dans la nation, des maîtres et des esclaves, dont la plus petite partie s'abandonne à tous les excès du luxe, tandis que des millions succombent sous le poids de la misère.

vient de la terre. Quelqu'un doit la posséder; et ceux qui la possèdent doivent en répartir les revenus. Si une partie de ces revenus est répartie parmi le peuple, du travail duquel ils proviennent, et si cette répartition est faite de manière à lui procurer une certaine aisance, nul

doute que le bonheur ne règne dans la communauté; mais si la plus grande partie se trouve dilapidée, si on la transporte au loin, pour la dépenser au milieu de ceux qui n'ont pris aucune part au travail, alors la majorité de la communauté doit nécessairement être malheureuse; les hospices, les prisons et les casernes doivent en être les suites naturelles. Or un des avantages les plus grands, les plus réels des monastères, c'est que la plus grande partie des revenus des terres qu'ils possédaient, était consumée sur les lieux mêmes qui les produisaient. Les hôpitaux et tous les établissemens de ce genre avaient la même tendance. Il n'y avait des uns et des autres, grands ou petits, guère moins de cinquante dans chaque comté; de telle sorte que les revenus des terres se répandaient en grande partie, et d'une manière immédiate, parmi la masse du peuple. Nous connaissons tous le changement en pis que produit maintenant dans une paroisse l'éloignement du seigneur, ou d'un grand propriétaire de terres, de son château ou de sa résidence. Tout le monde connaît l'effet que leur absence produit sur la taxe des pauvres de la paroisse. Il est notoire que la non-résidence du clergé, des nobles et des propriétaires dans leurs paroisses ou sur leurs terres, est la cause principale des maux qui se font sentir dans les campagnes. Un des plus forts argumens en faveur des lois sévères sur la chasse, est que la chasse

engage les nobles et les propriétaires des terres à résider à la campagne. Quel devait donc être l'esset de vingt riches monastères, dans chaque conité, dépensant constamment une grande partie de leurs revenus sur les lieux? La grande cause de la misère qui règne, dans ce moment, en Irlande, est, sans contredit, l'absence des grands propriétaires de terres, qui enlèvent les revenus du pays, pour aller les dépenser à l'étranger. Si l'Irlande possédait encore dans son sein sept à huit cents établissemens monastiques, petits ou grands, comme autrefois, elle serait, comme elle l'était autrefois, dans un état d'aisance et de prospérité. Elle ne serait pas en proie, comme elle l'est, à des famines périodiques, à des fièvres putrides; elle n'éprouverait pas le besoin de lois relatives au coucher et au lever du soleil; elle n'aurait pas de capitaine Rock; on n'y formerait pas de projet pour arrêter les progrès de la population, encore moins pour se débarrasser du surplus; enfin elle serait tout-à-fait etrangère à cette misère et à cette dégradation, qui la menacent de devenir un désert, ou de causer la ruine de l'Angleterre ellemême.

151. Quelqu'un doit posséder les terres; reste à savoir maintenant s'il vaut mieux qu'elles soient entre les mains de ceux qui résident et doivent constamment résider à la campagne et sur leurs domaines, ou bien de ceux qui peuvent et veu-

lent, le plus souvent, vivre éloignés de leurs propriétés, et ne font qu'en retirer les revenus pour les dépenser ailleurs. On a souvent dit que les moines n'étaient que des bourdons; mais l'Évêque TANNER nous a démontré la fausseté de cette assertion; car, admettant qu'ils le fussent, un bourdon en capuchon ne serait-il pas aussi bon qu'un bourdon en chapeau ou en bottes à revers? Par bourdons on entend ceux qui ne travaillent pas; mais les propriétaires, en général, labourent-ils leurs terres? Le propriétaire-laïque et sa famille dépensent une moindre partie de leurs revenus d'une manière utile pour le peuple, que ne le fesaient les moines. Outre cela, outre l'hospitalité et la charité exercées par les moines; outre le droit, le droit légal que la masse du peuple avait, dans beaucoup de cas, d'une manière directe ou indirecte, à une portion des revenus des monastères, nous devons considérer les moines et les religieuses sous le rapport important de grands propriétaires de terres. Tous les historiens, quelque protestans ou envieux qu'ils soient, s'accordent à dire que les communautés des Religieux étaient des " propriétaires humains," qu'ils affermaient leurs terres à bas prix, qu'ils fesaient des baux à longs termes? Les moines ne pouvaient posséder aucune propriété individuelle, ils ne pouvaient ni mettre de l'argent de côté, ni rien léguer. Ils n'avaient qu'un intérêt viager dans leurs propriétés; ils

vivaient, ils percevaient leurs revenus et les depensaient en commun. Les historiens n'avaient
pas besoin de nous dire que c'étaient des propriétaires humains. Ils devaient l'être, à moins
que la nature humaine n'eût fait un pas retrograde, tout exprès en les formant. Et n'était-ce
pas une chose heureuse pour la nation qu'il y
eût une pareille classe de propriétaires? Les fermiers d'Angleterre sauteraient de joie, si, aujourd'hui pour demain, de pareils propriétaires
venaient les arracher des mains d'un seigneur
prodigue et nécessiteux.

152. Considérons ensuite les moines comme imprimant aux affaires humaines les plus importantes cette fixité qui sympathise si bien avec les bonnes mœurs, et influe si puissamment sur la prospérité publique et privée. Un monastère était un immeuble dont le propriétaire ne mourait jamais. Ses fermiers avaient affaire à un seigneur qui ne cessait jamais de vivre; ses domaines et ses maisons ne changeaient jamais de maîtres; ses tenanciers n'avaient pas à craindre les mêmes vicissitudes que les autres ; ses forêts n'avaient pas à redouter la hache d'un dissipateur; ses manoirs ne changeaient jamais de propriétaire; ses villageois étaient tous nés et avaient tous été élevés sous ses yeux et par ses soins. Ils attachaient le plus grand prix à leur réputation, et veillaient avec le plus grand soin à ce qu'elle fût intacte. Un monastère était dans un pays le centre

d'un cercle où se portaient naturellement tous ceux qui avaient besoin de secours, de conseils ou de protection. Il renfermait un corps d'hommes ou de femmes qui, libres de soins personnels, avaient assez de sagesse pour guider ceux qui manquaient d'expérience, et assez de fortune pour soulager ceux qui se trouvaient dans la détresse. Était-il donc à désirer qu'on pillât, et qu'on devastât ces établissemens? Était-ce une réforme que de donner, avec profusion, des domaines, si bien employés, à des laïques qui ne voulaient et ne pouvaient faire aucun des actes de bienfaisance ou d'utilité publique qui provenaient naturellement des institutions monastiques?

une ressource pour les cadets et les cadettes des familles nobles, et comme un moyen de mettre le gouvernement à l'abri des effets pernicieux de leurs besoins pressans. Il ne peut exister d'aristocratie, ou de corps de noblesse, sans que le gouvernement ait à sa disposition de quoi l'empêcher de tomber dans ce mépris qui est, et doit toujours être inséparable d'une noblesse indigente. Mais, dira-t-on, peut-être : "Qu'avons nous besoin d'un tel corps?" C'est tout une autre question; car il existe et a existé, pendant plus de dix siècles, à l'exception d'un très-court espace de temps, au bout duquel nos ancêtres s'empressèrent de le rétablir. Toutefois, bien que

ceci n'ait rien de commun avec la question dont il s'agit, il faut que je répète l'opinion que j'ai déjà souvent émise, que nous perdrions peut-être plus que nous ne gagnerions à nous débarrasser, de notre aristocratie. Je ne suis donc nullement partisan du gouvernement républicain; d'où il suit que je le suis de l'aristocratie; car, sans elle, le gouvernement monarchique n'aurait pas de bornes.

154. Quoiqu'il en soit, ceci n'a rien de commun avec la question dont il s'agit. Nous avons une aristocratie et, d'une manière ou d'autre, il faut que le public pourvoie à la subsistance des branches cadettes, afin de l'empêcher de tomber dans la dégradation inséparable de la pauvreté. A l'époque dont nous parlons, les monastères y suppléaient en partie, en admettant dans leur sein un grand nombre d'individus nobles de l'un et de l'autre sexe; en sorte qu'on n'avait pas besoin de recourir aux pensions et aux sinécures, si odieuses et si onéreuses pour le peuple; il était alors moins chargé d'impôts. C'était une ressource qui ne dégradait nullement ceux qui y avaient recours, et elle ne causait ni murmure, ni mécontentement parmi le peuple à qui elle ne coûtait rien. Elle tendait à rendre les nobles eux-mêmes moins dépendans de la couronne, puisqu'on trouvait moyen de pourvoir à la subsistance de leurs parens nécessiteux, sans le secours de la couronne; enfin, elle tendait

à rendre le peuple moins dépendant des nobles, qu'il ne l'eût été sans le secours de ces mêmes institutions. Les monastères donnaient l'exemple, comme maîtres, et comme seigneurs-fonciers; et tous les autres étaient en quelque sorte forcés de le suivre. De cette manière, tous les rangs et toutes les classes de la société retiraient un bénéfice, direct ou indirect, de ces institutions que des historiens de mauvaise foi ont eu la bassesse de vilipender, et dont ils ne cessent de représenter la destruction comme un des traits les plus brillans de la "Réforme."

155. Ce n'est pas seulement sous le rapport politique que les effets de ces institutions doivent être considérés. Celui-là serait vraiment doué d'une ame bien vile et bien basse, qui n'éprouverait pas une espèce d'orgueil à la vue de ces vastes et nobles édifices qui font l'ornement du pays qui le vit naître. L'amour de la patrie, cette variété de sentimens qui, réunis dans le même individu, forme ce qu'on appelle le patriotisme, consiste, en grande partie, dans l'admiration et le respect que nous devons naturellement porter à ces signes, aussi antiques qu'irrécusables, de science et de splendeur. Les édifices et les écrits des moines visaient à la postérité. La nature, toujours vivifiante de leurs institutions, imprimait à tout ce qu'ils fesaient, une durée qui ne calculait ni les temps ni les siècles. Dans leurs constructions, comme dans

leurs plantations, ils avaient constamment en vue les jouissances, l'honneur, la prospérité, la grandeur des générations futures. Tout ce qui sortait de leurs mains était aussi parfait qu'ils pouvaient le faire. Dans leurs jardins, dans leurs viviers, dans leurs champs, dans tout, en un mot, ce qui constituait la partie économique de leurs travaux, ils donnaient l'exemple du bon goût, ils embellissaient le pays, ils en fesaient un objet d'orgueil pour le peuple, et donnaient à la nation un éclat, non moins grand que permanent. Allez dans un comté quelconque, contemplez, aujourd'hui même, les ruines éparses de vingt abbayes ou prieurés, et demandez-vous ensuite, " qu'avons-nous en échange de ces nobles débris?" Parcourez le site de quelque couvent jadis opulent; vovez son cloître devenu, entre les mains d'un sous-fermier, le dépôt de son fumier, de son fourrage ou de ses fagots; vovez ce beau réfectoire où, pendant des siècles, la veuve, l'orphelin et l'étranger trouvaient constamment une table prête à les recevoir; voyez ces débris de leurs murs contre lesquels est appuyé maintenant un mauvais hangard, après avoir consacré le reste à des ateliers (workhouse). Reconnaissez dans cette chétive grange une partie d'une chapelle jadis magnifique, et, si attaché à ces lieux par vos rêveries mélancoliques, vous êtes averti de l'approche de la nuit par les cris perçans d'une fresaie, sortis de

ces voutes que fesaient jadis retentir, à la même heure, le chant des moines à la louange du Seigneur, et qui, durant sept siècles, avaient résisté aux tempètes et aux orages les plus affreux; si, dis-je, réveillé par le besoin de nourriture et de repos, vous jetez les yeux sur cette vieille masure badigeonnée, située sur la hauteur, et appeleé " château du seigneur, " un poteau vous avertira des piéges et des fusils à ressorts qui en défendent l'approche. Quittant alors cette scène de dévastation, l'esprit plein de " la vieille hospitalité Anglaise " vous dirigerez vos pas vers la première auberge, où dans une salle, à demi échauffée et éclairée, on mesurera les égards et les attentions à la longueur de votre bourse, et où l'on vous rendra compte des prétextes hypocrites, des motifs infâmes, des movens tyranniques et sanguinaires, auxquels on eut recours pour effectuer cette dévastation, et pour bannir à jamais l'hospitalité tant vantée de nos bons aïeux.

156. Nous avons déjà vu en partie quels étaient ces prétextes, ces motifs, ces actes de tyrannie et de cruauté; nous avons vu que l'incontinence brutale du tyran en chef fut la cause première de ce qu'on appelle " la Réforme "; nous avons vu qu'il n'aurait pu l'opérer sans le concours du l'arlement, et que, pour obtenir son consentement, il promit aux membres des deux chambres de partager avec eux les dépouilles des mo-

nastères; et, si nous réfléchissons à l'étendue de leurs possessions, à la beauté et à la fertilité de la plupart de leurs sites, si nous songeons à l'envie que dut produire dans le cœur de la plus grande partie de la noblesse l'affection que le peuple leur portait, nous ne serons plus surpris de les voir désirer si ardemment une "Réforme" qui mettait en leur pouvoir de si bel-

les propriétés.

157. Lorsque des hommes peuvent et veulent commettre des actes d'injustice, ils ne manquent pas de prétextes; or nous allons voir quels furent ceux auxquels on eut recours pour commencer à dévaster l'Angleterre; mais, pour faire ce travail, il fallait un ouvrier, de même que pour tuer un bœuf, il faut un boucher. Pour déposséder les vrais propriétaires d'une grande partie de ces biens, pour renverser des établissemens que le peuple avait appris à vénérer dès l'enfance, pour désier toutes les lois divines et humaines, pour violer tous les principes sur lesquels reposent les droits de propriété, pour priver les pauvres et les orphelins de leurs moyens d'existence, pour dégrader entièrement le pays, et en faire, à la lettre, un tas de ruines; pour commettre ensin tous ces actes d'iniquité, il fallait un agent convenable, et cet agent le tyran le trouva dans THOMAS CROMWELL, dont le nom, ainsi que celui de son digne associé, CRANMER, doivent être à jamais prononcés avec horreur par

la postérité la plus reculée. Ce CROMWELL était le fils d'un serrurier de Putney, dans le comté de Surrey. Il avait été dans sa jeunesse une espèce d'agent subalterne dans la famille du CAR-DINAL WOLSEY, et s'était insinué dans les bonnes grâces du roi par sa flatterie basse et servile. et par sa trahison infâme envers son bienfaiteur et son ancien maître. Le roi se fit, à cette époque, chef de l'Église. Pour exercer la suprématie, il avait eu le bon sens de se pourvoir d'un CRAN-MER pour primat, et il lui avait associé un Crom-WELL, qui ne le cédait en rien à CRANMER en impiété et en bassesse, qui le surpassait en lâcheté, et qui lui était infiniment supérieur en scélératesse. La nature entière n'aurait peut-être pas pu lui fournir un homme plus propre à être le VICE-RÉGENT ROYAL et le VICAIRE GÉNÉ-RAL du nouveau chef de l'Église d'Augleterre.

158. Tel fut le caractère dont ce serrurier brutal fut revêtu. Il devait exercer "toute l'auto"rité spirituelle du roi pour l'administration de
"la justice, dans tous les cas relatifs à la ju"ridiction ecclésiastique, à la divine reforme
"et à l'abolition des erreurs, des hérésies et
"des abus de ladite église. "Nous allons bientôt avoir des preuves suffisantes de la bassesse
de cet homme, pour qui l'épithète de scélérat
est trop douce. Quelle chance pouvaient, en effet,
courir les monastères, lorsque leur sort était confié à un monstre de cette espèce? Cromwell

fut créé pair. Il siégeait au-dessus du primat dans le parlement, et au-dessus de tous les évêques dans les assemblées du clergé; il avait la préséance sur tous les nobles, qu'il fût ou non en fonction; enfin, en caractère, comme en place, il ne le cédait qu'au tyran-en-chef personnellement.

159. Pour commencer la "divine réforme, " c'est-à-dire, l'œuvre du pillage, le serrurier, " Vice-régent, " se proposa de faire la visite des Monastères; visite désastreuse! mais tout active qu'était sa perversité, il ne put tout faire par lui-même. Il s'adjoignit donc plusieurs députés pour faire cette visite. A cet effet, on divisa le royaume en plusieurs districts, et l'on envoya deux députés pour faire la visite de chaque district. L'objet principal de ces visites était de se procurer des chefs d'accusation contre les moines et les religieuses. Si nous considérons donc quel fut l'objet de ces visites et le caractère de l'homme auquel ce soin fut confié, nous concevrons facilement quelle espèce d'hommes ces députés devaient être. C'étaient, en effet, des subalternes dignes d'un tel chef; les hommes les plus pervers de toute l'Angleterre, d'un caractère notoirement infâme; des hommes convaincus des crimes les plus hideux, dont la plupart avaient été déjà flétris, et dont chacun d'eux avait, selon toute apparence, mérité plus d'une fois la corde. Représentez-vous une famille respectable, paisible.

innocente et pieuse, assaillie à l'improviste par deux voleurs de grand chemin, portant le meur-tre peint sur leur front refrogné, et exigeant impérieusement les titres, l'argent et les joyaux; représentez-vous cette scène de scandale et d'horreur, et vous aurez une faible idée des visites de ces monstres à figure humaine, qui se présentaient, munis des ordres terribles du tyran, qui menaçaient les victimes d'une accusation de haute trahison, et qui inséraient dans leurs rapports, non pas ce qui se passait réellement; mais ce qu'on leur avait enjoint d'écrire.

160. Les moines et les religieuses, qui ne se seraient jamais attendus à de semblables procédés, qui n'auraient jamais pu croire à une violation si subite de la Grande-Charte et de toutes les lois du pays, et dont la vie tranquille et solitaire, les rendait peu propres à résister à une attaque, aussi furibonde que soudaine, tombèrent aux pieds de ces scélérats comme des poulets devant l'oiseau de proie. Les rapports faits par ces hommes pervers et méchans n'éprouvèrent aucune espèce de contradiction; les accusés n'avaient aucun moyen de défense, aucun tribunal où ils pussent recourir; en eussent-ils même eu les moyens, ils n'auraient osé ni se plaindre, ni se défendre, car ils avaient déjà eu sous les yeux les tourmens et les supplices qu'on avait infligés à ceux de leurs frères qui avaient osé souffler le moindre mot contre les dogmes et les ordonnances du tyran. On les dépouillait de leurs propriétés, et ils n'avaient ni tribunal pour défendre leur cause, ni aucun autre moyen de se plaindre, sans compromettre leur existence même. On les dépouillait, eux et tous ceux qui dépendaient d'eux de cette immense masse de propriétés sans autre motif, sans autre fondement que des rapports faits par des hommes envoyés, de l'aveu même de Hume, avec le dessein prémédité de trouver des prétextes pour détruire les monastères, et pour transférer au roi des biens auxquels ni lui, ni ses prédécesseurs n'avaient jamais eu le moindre droit.

161. Avec une foule de faits qui prouvent le contraire, Hume se donne bien de garde d'affirmer que ces rapports fussent fidèles; mais il ne néglige rien pour leur donner une couleur favorable, comme nous l'avons déjà vu dans le paragraphe 129. Il peut se faire, donne-t-il à entendre, parce qu'il n'ose l'affirmer, que " la soumis-" sion aveugle du peuple, à cette époque, rendît " les moines et les religieuses moins réservés et " plus débauchés qu'ils ne le sont de nos jours " dans les pays Catholiques Romains." Vraiment! et pourquoi plus aveugle alors qu'il ne l'est aujourd'hui? C'est la même religion, les mêmes réglemens, les mêmes principes, et si le peuple était aveugle alors, il doit nécessairement l'être aujourd'hui. Il serait vraiment singulier que la débauche et le libertinage étant

devenus incontestablement plus communs, les " moines et les religieuses " fussent devenus plus réservés. Toutefois, il avoue l'innocence des ordres monastiques de nos jours, et c'est déjà plus qu'on ne pouvait peut-être attendre d'un écrivain de si mauvaise foi. Mais comment se persuader que les religieux du 16e. siècle fussent moins réservés ou plus débauchés que ceux d'aujourd'hui, à moins de croire que la piété profonde (que Hume appelle superstition) du peuple ne fût point partagée par les communautés religieuses? Avant d'ajouter quelque foi aux insinuations de l'historien Écossais en faveur de ces rapports, il faut croire que les religieux qui fesaient partie de ces communautés, étaient des bandes d'imposteurs qui professaient une religion à laquelle ils ne donnaient aucune croyance, et nous devons en dire autant de ces nombreuses communautés de femmes qui avaient le courage de consacrer leur vie entière au soulagement des malades indigens.

162. Quoiqu'il en soit, d'après ces rapports, ainsi obtenus, au mois de Mars, 1536, c'est-à-dire dans la même année de la mort de Anne Boylen, il parut un acte du Parlement qui supprimait, ou plutôt qui confisquait trois cent soixante-seize monastères, et transférait leurs biens, réels et personnels, au roi et à ses descendans légitimes. Vases sacrés, joyaux, images et ornemens d'or et d'argent, tout fut saisi. Tout

vil et tout servile que fût le Parlement, tout enflammés de l'esprit de rapine que fussent la plupart de ses membres, cet acte de monstrueuse tyrannie ne laissa pas que d'éprouver une forte opposition dans son sein. Hume dit, " qu'il ne paraît pas que cette loi importante ait éprouvé la moindre opposition. "Il cite souvent Spelman comme une autorité historique; mais il se donne bien de garde de citer " l'Histoire du Sacrilége " de ce même Spelman, dans laquelle cet historien Protestant affirme que le bill étant resté long-temps dans la chambre des communes, sans pouvoir passer, le roi somma les membres de se rendre, de bonne heure, dans sa galerie où il les fit attendre jusqu'au soir; ensuite, sortant de son appartement et faisant un tour ou deux au milieu d'eux, il lança un regard foudroyant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et finit par leur dire: " J'apprends que mon bill ne pas-" sera pas; mais je vous en préviens, ou il " passera, ou bien je ferai tomber la tête à " plusieurs d'entre vous "; et, sans autre fleur de réthorique, il rentra dans son appartement. Il n'en fallut pas davantage; le bill passa, et tout alla au gré de ses désirs.

163. Ce ne fut donc qu'un acte de pure tyrannie, un vrai procédé Algérien. Les prétextes ne servaient de rien, on n'ajoutait aucune foi aux rapports des mirmidons de Cromwell, tous les artifices devenaient superflus; on eut recours à la corde et à la hache pour opérer cette "Réforme" dont le tyran a été appelé le fils aîné par l'historien Ecossais, Burnet. "Un tel homme, dit-il, était indispensable pour accomplir cet acte grand et glorieux. "Mais l'atrocité et la mechanceté produisirent-elles jamais quelque bien? Aucun autre homme que ce Burnet et son compatriote Hume affectèrent-ils jamais de croire que des actes de tyrannie et d'iniquité, aussi déhontés, puissent être justifiés, sous le prétexte spécieux d'un heureux résultat?

164. Je rendrai compte, dans mon prochain numéro, des suites funestes de ces scènes de dévastation et de pillage, dont nous n'avons vu jusqu'ici que le commencement, non-seulement pour ce qui a rapport aux moines et aux religieuses; mais au peuple, en général; et je prouverai comment ce même acte du parlement a été la pierre fondamentale de cette pauvreté, de cette misère, de cette dégradation, de cette profusion de crimes, qu'on tâche maintenant de réprimer en rendant les femmes stériles, ou en envoyant une partie de la population dans des terres étrangères.

Nº VI.

LETTRE VI.

CONFISCATION DES MONASTÈRES. MOYENS BAS ET CRUELS EMPLOYÉS POUR PARVENIR A CE RÉSULTAT. DÉVASTATION ET BOULEVERSEMENT DU PAYS. VIOLATION DU TOMBEAU D'ALFRED. LE ROI DIVORCE DE NOUVEAU ET FAIT ENCORE PÉRIR SA FEMME. MORT DU SCÉLÉRAT CROMWELL. MORT DU TYRAN LUI-MÊME.

Mes Amis, Kensington, le 30 Avril 1825.

vous avais encore montré que le commencement des horribles ravages que l'Angleterre eut à souffrir à cette époque. Dans celle-ci, vous pourrez suivre les progrès effrayans que fit le système de dévastation générale pendant le règne de Henri VIII, ce tyran incapable de remords et que votre indignation a déjà flétri. Je vous ai fait voir comment on obtint le premier acte législatif prescrivant l'abolition des couvens, ou plutôt couvrant de l'égide des lois les brigands qui dépouillaient à la fois de leurs biens légitimes, le propriétaire, le pauvre et l'étranger. Avant d'entrer dans le détail des faits qui furent la conséquence natu-

relle et nécessaire de cette mesure tyrannique, je crois devoir appeler votre attention sur l'acte

même du parlement qui la consacra.

166. Il fut passé en 1536, dans la vingt-septième année du règne de Henri. Dans le préambule de tout acte législatif, on expose, vous le savez, les motifs et les considérations qui y ont donné lieu. Or, comme c'est l'acte dont je parle auquel il faut réellement attribuer la ruine et la dégradation de la classe movenne du peuple en Angleterre et en Irlande, que l'on doit le regarder comme la première sanction légale donnée au vol et au pillage des biens du peuple, sous prétexte de réformer sa religion, que ce fut l'antécédent sur lequel s'appuyèrent dans la suite les voleurs publics, jusqu'à ce qu'ils eussent entièrement appauvri le pays, que ce fut le premier des moyens à l'aide desquels on parvint à réduire un peuple, naguère bien vêtu et bien nourri, à ne plus porter que des haillons et à se nourrir d'une misérable nourriture, il m'a semblé important d'insérer ici en entier le tissu de mensonges et de calomnies qui lui sert de préambule. La plupart de nos compatriotes s'imaginent qu'il y eut toujours des pauvres en Angleterre, et que la législation spéciale, qui régit ces malheureux, a toujours existé. Qu'ils apprennent que pendant les neuf cents aus que notre nation professa la religion catholique, ces deux fléaux lui furent inconnus. Quand un gros et gras pasteur viendra leur crier aux oreilles: "point de papisme!" qu'ils lui répondent: "point de mendicité!" Qu'ils sachent surtout comment il arriva que ce pays où régnaient l'abondance et l'aisance, se changea tout à coup en un pays où la misère et la famine se firent partout sentir; et qu'ils réfléchissent ensuite à la bassesse et à l'hypocrisie des vains prétextes qu'ils vont lire dans le préambule de l'acte atroce d'une législature qui ne rougissait point d'ériger en système le vol et le pillage.

167. " Le genre de vie vicieux, déréglé, char-" nel et abominable, journellement mené et " commis dans tels prieurés, abbayes et autres " maisons religieuses de moines, de chanoines " et de nonnes rassemblés en iceux et en icelles " au nombre de douze personnes, l'incon-" duite et le déréglement des chefs de ces éta-" blissemens religieux, qui gaspillent, dé-" tériorent, détruisent et ruinent aussi-bien " leurs églises, monastères, prieurés, fermes, " granges, terres, tenemens et bestiaux, que " les ornemens de leurs églises, leurs meu-" bles et immeubles, et cela au grand déplai-" sir de Dieu tout-puissant, au grand scan-" dale de la religion et à la honte du roi et " de son royaume, ont fait songer à prendre " des mesures propres à réprimer des abus " aussi crians. Depuis deux cents ans on s'est " efforcé d'apporter quelques réformes honné" tes et charitables à une vie aussi inconve-" nante, aussi charnelle et aussi abominable, " et cependant les améliorations que l'on a " obtenues se réduisent à rien ou peu de chose. " Au contraire, vos vices qu'entraîne une pa-" reille vie se sont encore augmentés; et par " une coutume aussi profondément vicieuse " qu'atroce, un grand nombre de religieux de " l'un et de l'autre sexe, formant ainsi de " petites communautés, ont préféré apostasier " que de se conformer aux préceptes de la re-" ligion. De sorte que, si on ne supprime point " ces petites communautés; et si on n'a pas " soin de transférer les religieux de l'un et " de l'autre sexe qui les composent dans quel-" ques-uns des grands et honorables monastè-" res de ce royaume, et de les forcer à y vi-" vre suivant les préceptes de la religion et " à travailler à la réforme de leur vie, on " ne doit espérer aucune repression ni aucune " réforme de ce côté. Après avoir pesé atten-" tivement ces différentes considérations, sa " majesté très-royale le roi, chef suprême sur " terre, après Dieu, de l'Église d'Angleterre, " étudiant journellement et considérant les pro-" grès que la vraie doctrine et la vertu font " dans ladite Église, à la seule gloire de Dieu " et à son honneur, ainsi que pour extirper " et détruire totalement les vices et les péchés, " ayant connaissance de ces vérités, et s'é-

" tant bien informée de l'état des choses lors " des dernières visites qu'elle fit dans ces mo-" nastères, et considérant aussi que plusieurs des grands monastères du royaume où (grâces " en soient rendues à Dieu,) on suit d'une ma-" nière exemplaire les préceptes de la religion, " manquent du nombre de religieux qu'ils de-" vraient avoir, a cru bon de faire aux pairs " laïcs et ecclésiastiques, ainsi qu'à ses bien " amés et féaux sujets, les membres de la " chambre des communes du parlement actuel, " un exposé des avantages qui ne peuvent man-" quer d'en résulter. Sur quoi lesdits pairs et " lesdits membres des communes, après mûre " délibération, déclarent que Dieu ne pourra " voir qu'avec plaisir que les propriétes de " ces petits établissemens religieux, dont les " revenus sont maintenant dépensés et gas-" pillés sans autre but que le soutien du pé-" ché, soient appropriés à d'autres usages plus " convenables, et que ces religieux de l'un et " l'autre sexe, dont la conduite est si abo-" minable, soient forcés à changer leur ma-" nière de vivre. "

168. Viennent après ce préambule les dispositions de l'acte législatif qui concède au roi et à ses héritiers la propriété de ces biens " pour en faire ce que bon leur semblerait; " ce qui, ajoute-t-on, ne pouvait manquer " d'être agréable à Dieu '2 et de tourner à l'avantage et à

l'honneur du royaume. Cet acte tyrannique donnait au roi, outre les terres et les maisons de ces couvens, les meubles de toute espèce, l'or, l'argent et les joyaux qui s'y trouvaient. Il est facile de voir qu'il y avait dans cette occasion, 1º violation manifeste de la grande Charte; 2º vol commis sur les moines et les religieuses; 3º vol commis au détriment du pauvre, de l'orphelin, de la veuve et de l'étranger. La défense fut interdite aux parties lésées et même aux individus possesseurs des propriétés attaquées. Il n'y eut aucun acte d'accusation spéciale dirigé en particulier contre un couvent quelconque; au contraire, l'accusation était générale et pesait indistinctement sur tous les couvens dont les revenus ne dépassaient pas une certaine somme. Cela ne prouve-t-il pas suffisamment que les charges alléguées dans l'accusation étaient fausses? Qui pourrait croire en effet qu'elles fussent communes à tous les couvens dont les revenus n'atteignaient point une certaine somme, et qu'elles disparussent dès que ces revenus dépassaient la somme fixée? N'est-il pas évident que le motif secret de cette distinction était le besoin que l'on éprouvait de ménager la grande et petite noblesse, avant de tenter avec quelques chances de succès la spoliation des grands monastères? On commença donc par attaquer les faibles, et dans la suite on ne fut pas embarrassé pour trouver des moyens à l'aide desquels on pût se jeter sur les autres.

169. Dès que le tyran entra en possession de cette partie des biens de l'Église, il commença à les distribuer à ses créatures, ou, comme dit fort naïvement l'acte en question, ses ayanscause. On avait promis hautement qu'une fois que le roi serait en possession de ces biens, " il ne prélèverait plus aucune espèce de taxes sur le peuple; " il est possible même qu'il crut un moment pouvoir s'en passer; mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il lui serait impossible " de garder tout le butin pour lui seul, " qu'il risquerait même de le perdre en entier, s'il n'avait pas la précaution de le partager avec tous ceux qui ne cessaient de réclamer publiquement leur part et ne lui laissaient pas un moment de repos. Ces gens-là savaient fort bien que le roi avait attrappé du bon dans cette affaire; aussitôt résolurent-ils, dès le principe, de ne point lui donner de relâche qu'il ne les eût fait ses ayans-cause, pour le "plaisir du Tout-Puissant et pour l'honneur et l'avantage du royaume. "

170. Quatre ans s'étaient à peine écoulés, que déjà Henri était tout aussi pauvre que s'il n'avait jamais confisqué de couvent; tant étaient voraces ces pieux réformateurs, et tant ils étaient durs pour faire plaisir au Tout-Puissant! Se plaignant un jour à CROMWELL de la rapacité de ceux qui sollicitaient ses grâces et ses faveurs: "Par Notre-Dame, s'écria-t-il, je crois que lorsque les cormorans auront mangé la tripaille,

ils avaleront aussi le plat. "Cromwell lui représenta alors que tous n'étaient pas encore venus chercher leur part. "Foi d'honnête homme, reprit le roi, tout mon royaume ne suffirait point pour étancher leur soif. "Néanmoins il essaya bientôt après de le faire, en confisquant les monastères plus considérables.

171. Nous avons vu paragraphe 167 le parlement, tout en autorisant le roi à consisquer les petits monastères, déclarer que, (grâces à Dieu!) on observait, dans les grands monastères, les saints préceptes de la religion avec une scrupuleuse exactitude. Il ne laissait donc pas d'être assez difficile de trouver des motifs (après une déclaration aussi solennelle et encore si récente) pour confisquer les grands monastères. Mais qu'importent les raisons à la tyrannie? On ne s'amusa pas même à en chercher. Cromwell et ses satellites s'assurèrent de la personne des chefs de ces établissemens et prodiguèrent les menaces, les outrages, les promesses et les mensonges. A l'aide de moyens d'une bassesse et d'une infamie telles que l'on a peine à imaginer, ils obtinrent de quelques-uns d'entr'eux " une cession volontaire. " Mais partout où ces scélérats rencontrèrent quelque opposition sérieuse, ils eurent aussitôt recours aux accusations les plus fausses et les plus atroces, et massacrèrent, sous prétexte de " haute trahison, " ceux qui eurent le courage de leur résister. Ce fut sous cet infàme prétexte que le tyran fit pendre et écarteler l'abbé de la célèbre abbaye de Glastonbury, dont le corps fut haché en mille pièces par le bourreau et dont le cadavre fut exposé au lieu nommé le torre, et situé vis-à-vis de l'abbaye. De sorte que toutes ces prétendues cessions volontaires furent, comme l'on voit, du genre de celles qui ont lieu sur les grandes routes lorsqu'un individu vous met le pistolet sous la gorge, et vous invite, le poignard levé sur vous, à lui donner votre bourse.

172. Cependant CROMWELL et ses complices trouvèrent qu'il était par trop ennuyeux de s'occuper à chercher des prétextes, et que cela ne faisait que retarder inutilement le pillage. On rendit donc sans plus de cérémonies un acte législatif qui adjugea au roi, à ses héritiers ou ayans-cause, les monastères " cédés volontairement, " aiusi que tous les autres monastères, voire même les hópitaux et les collèges par-dessus le marché. Il serait superflu, comme on le pense bien, de perdre ici notre temps en vaines exclamations, ou de chercher des expressions pour flétrir la mémoire des monstres dont la postérité a déjà fait justice, et qui ravagèrent et bouleversèrent totalement un pays qui jusqu'alors, c'est-à-dire pendant une période de 900 ans, avait été le plus heureux et le plus puissant état de l'Europe.

173. Une fois que l'on fut parvenu à renverser

ce corps antique et majestueux, les vautours affamés qui avaient contribué à sa perte, se précipitèrent sur lui et s'en disputèrent les débris. Le peuple ne tarda pas alors à s'insurger dans différens endroits contre les satellites du tyran; mais privé de l'appui de ses chefs naturels qui, pour la plupart, s'étaient rangés du côte de la tyrannie et du brigandage, et abandonné à ses propres forces, que pouvait-il faire? Hume affecte une compassion vraiment risible (comme font aujourd'hui nos jongleurs écrivassiers à l'égard du peuple espagnol) pour l'ignorance dont le peuple anglais faisait preuve par son attachement aux moines. En effet, quelle preuve d'ignorance crasse que de regretter des propriétaires humains et charitables, que de regretter l'abondance et toutes les commodités de la vie! Quelle crasse ignorance, dis-je, de ne pas préferer des propriétaires durs et impitoyables, ainsi que l'admirable système qui tolère la vente en détail de petite bière dans le palais d'un évêque, et qui a introduit parmi nous la misère et le paupérisme! Bientôt nous allons voir l'effroyable misère qui résulta de ces actes tyranniques; mais il nous reste encore à suivre Crom-WELL et les scélérats qui l'entouraient dans leurs brigandages, leurs spoliations et leurs dévastations.

174. On n'a vu que trop souvent des tyrans voler et dépouiller leurs sujets; mais partout, ou du moins en Angleterre jusqu'alors, on avait

toujours eu soin d'observer au moins quelques formes juridiques. Dans cette circonstance, on ne s'en donna même pas la peine. Le parlement vil et corrompu qui espérait avoir une bonne part au pillage et qui l'eut en effet, avait nonseulement concédé au tyran les terres et les maisons, ou plutôt se les était adjugées à lui-même, mais avait encore disposé de la même manière de tous les biens, meubles, revenus et fermes; et, ce qui valait encore mieux, de l'or, de l'argent et des joyaux. Le lecteur pourra sans doute se faire une idée de l'affreux pillage qui eut lieu alors. Les plus pauvres couvens possédaient quelques images ou vases en or ou argent; et ceux qui étaient plus riches en avaient en grande quantité. En général les autels de leurs églises étaient enrichis de métaux précieux, et souvent même de joyaux de grand prix. Et, pour le dire en passant, il est bon d'observer qu'alors il y avait parmi le peuple assez de moralité pour que ces trésors restassent continuellement exposés aux yeux de toute le monde, sans qu'on eût besoin d'une armée permanente et de nuées d'agens de police.

175. Depuis le commencement du monde on ne vit probablement jamais un pareil pillage. Les satellites de Cromwell enfoncèrent les portes des couvens, démolirent les autels pour en arracher l'or et les joyaux qui les ornaient, pillèrent les coffres et les armoires des moines et des reli-

gieuses, et poussèrent le vandalisme jusqu'à arracher les couvertures des livres enrichies de métaux précieux. Tous ces livres étaient manuscrits. Tels d'entr'eux avaient demandé un temps infini à composer, à copier, ou à embellir. Des bibliothèques entières que pendant des siècles l'amour des sciences s'était plu à former à grands frais, furent dispersées et jetées au vent par ces monstres, lorsqu'ils eurent volé les riches couvertures des livres qui les composaient, ils s'emparèrent en outre de tout l'argent monnayé qui se trouvait dans les couvens. Jamais, en un mot, une soldatesque abrutie à qui on a permis le pillage d'une ville, ne commit de crimes assez honteux et assez abominables pour qu'on puisse les comparer à ceux des héros de la "réforme" protestante. Et ne perdons point de vue que les personnes que l'on traitait ainsi n'étaient coupables d'aucun crime, qu'on ne leur reprochait rien; et qu'un an auparavant la même législature avait déclaré que la plupart d'entr'elles menaient une vic aussi sainte qu'utile. Rappelons-nous que la grande Charte leur garantissait leurs propriétés aussi-bien qu'elle garantissait au roi la couronne, et que les biens qui leur appartenaient servaient autant à assurer leur existence que celle du pauvre et du nécessiteux.

176. On peut dire sans crainte d'être contredit que le tyran était lui-même le plus grand voleur de tous. C'était à lui que CROMWELL en-

voyait tantôt vingt onces d'or d'une fois, et tantôt cinquante d'une autre; tantôt des pierres précieuses d'une espèce, et tantôt des pierres précieuses d'une autre sorte. Hume, dont le principal objet est de noircir la religion catholique, saisit toutes les occasions pour faire d'une manière ou d'autre l'apologie de ceux qui la détruisirent. Mais il ne pouvait pas louer la justice ou l'humanité d'un monstre dont le nom même rappelle à l'esprit l'idée d'iniquité et de cruauté; et il était d'ailleurs trop adroit pour le faire. Aussi ne parle-t-il que de l'élévation de son esprit, de sa magnificence et de sa générosité. Quel roi noble, magnanime et généreux que celui qui, dans son palais de Londres, recevait de ses propres mains l'or, l'argent et les joyaux volés à ses sujets par des scélérats chargés par lui-même de cette atroce mission! Un des nombreux item que l'on lit dans les pièces du temps, était ainsi conçu: " Item, délivré le même jour entre les mains de sa majesté rovale, quatre calices d'or avec quatre patènes de la même matière, ainsi qu'un cuiller d'or, le tout pesant ensemble cent six onces. Recu Henri Roi."

177. N'est-ce point là en vérité de la noblesse, de la magnificence et de la gértérosité? Parmi les objets qui composaient la royale boutique de ce prince généreux, ou plutôt son magasin d'objets volés, se trouvaient des images de toute espèce : force chandeliers, bobèches, burettes,

coupes, ciboires, gobelets, cuillers, diamans, saphirs, perles, bagues et pendans d'orcilles, des pièces de monnaie de toute valeur, jusqu'à des shillings mêmes, des plaques d'or et d'argent arrachées des couvertures des livres, ou enlevées des autels des églises. Souvent lorsque le bois des autels, des croix ou des images, était enrichi de quelque métal précieux, on brûlait le bois pour avoir le métal. Les juifs, même de nos jours, ne font point leur commerce avec autant d'habileté que les satellites de Cromwell. Et je le demande, à présent que ces faits sont connus et appréciés et que personne ne peut les nier, ne faudrait-il pas que nous fussions les plus vils hypocrites, précisément le contraire de ce que l'on a toujours regardé comme le trait distinctif de notre nation, pour croire que des motifs de conscience ont été la véritable cause de la destruction du vénérable culte de nos ancêtres?

178. Une des parcelles du pillage qui, comme nous venons de le voir dans le paragraphe précédent, vint alimenter le trésor du bandit couronné, valait à elle seule une somme qui représente aujourd'hui plus de huit mille livres sterlings; et ce ne fut certainement pas la centième partie des valeurs qui vinrent s'engloutir dans les caisses royales. D'ailleurs, qui pourrait croire que les pillards aient été assez simples pour ne pas se réserver une partie du butin? Ensuite,

les pillards subalternes tinrent-ils toujours un compte fort exact de leurs hauts faits? Ceci nous démontre évidemment que la valeur totale des biens dont les couvens furent spoliés à cette époque dut être énorme. La noblesse " réformatrice" saccagea et pilla de son côté les églises cathédrales, aussi-bien que les couvens et leurs églises. C'étaient surtout les bâtimens qui renfermaient en plus grande quantité les objets portés au registre précité sous la dénomination de même matière, qui semblaient être l'objet de leur insatiable rapacité. Il n'est donc pas étonnant que, dès les commencemens de leur noble et glorieuse entreprise, ces pillards se soient dirigés en toute hâte vers Cantorbéry, ville depuis long-temps reconnue éminemment coupable de posséder de riches autels, des tombeaux, des images d'or et d'argent, ainsi que des diamans et autres pierres précieuses, tous objets évidemment criminels. Tout était précieux dans cette ville, célèbre pour avoir été le berceau du christianisme en Angleterre. Aussi la tourbe des " réformateurs " s'y porta-t-elle en masse, et poussa-t-elle en y entrant un cri de joie anticipée, semblable au bruit que font entendre les essaims de bourdons qui se précipitent vers l'endroit où un cheval ou un bœuf ont trouvé la mort.

179. Il y avait à Cantorbéry deux objets vers lesquels les oiseaux de proie de la "réformation" se sentaient particulièrement attirés, savoir le

monastère de Saint-Augustin et le tombeau de THOMAS BECKET. Le premier de ces hommes célèbres était regardé comme l'apôtre de l'Angleterre. C'était à ses prédications et à ses travaux désintéressés qu'elle était redevable de l'introduction du christianisme dans son sein. Sa châsse était conservée dans l'église qui lui était dédiée, et comme c'était, sous tous les rapports, un ouvrage d'une grande magnificence, elle offrait un magnifique butin aux pillards, qui, au reste, s'ils avaient rencontré le tombeau de Jésus-Christ lui-même, et aussi richement orné, ne se seraient fait aucun scrupule de le mettre en pièces. Néanmoins, quelque riche que fût cette châsse, celle de Thomas Becket, déposée dans l'église cathédrale, l'était encore davantage. Becket, archevêque de Cantorbéry sous le règne de Henri II, s'était opposé aux volontés de ce prince qui manifestait l'intention de ravir à l'Église ses biens, et de dépouiller son peuple de ses richesses et de sa liberté. Il y avait plus de trois cents ans que son nom jouissait par toute la chrétienté de la plus haute considération, lorsque les bandits de la " réforme " assaillirent sa tombe. Mais c'était surtout en Angleterre que sa mémoire était vénérée. Le peuple en effet le regardait comme un martyr de sa religion et de ses libertés, car il avait été massacré de la mamère la plus atroce par des scélérats envoyés parle roi, et sans autre motif que la résistance qu'il

192

avait sans cesse opposée aux tentatives du monarque pour violer la GRANDE CHARTE. Chaque jour on venait en pélerinage à son tombeau; chaque jour il était couvert des offrandes de la piété. Des églises, des hôpitaux et d'autres établissemens de piété et de charité lui étaient dédiés. Par exemple, l'église de Saint-Thomas à Londres, le monastère de Sende dans le comté de Surrey, l'hópital de Saint-Thomas dans le bourg de Southwark, et encore une foule d'autres dans les différentes provinces d'Angleterre. Les offrandes faites à sa châsse l'avaient rendue extrêmement riche et d'une prodigieuse magnificence. Un Roi de France lui avait fait présent d'un diamant qui était le plus précieux que l'on connût alors en Europe. Hume, ne perdant jamais de vue le double objet qu'il s'est proposé en écrivant son histoire, d'abord de rendre ridicule la religion catholique, et ensuite de dégrader la nation anglaise, attribue cette espèce d'adoration dont BECKET était l'objet, à " l'hypocrisie des prêtres et à la folie et à la superstition du peuple. " Il éprouve un chagrin et un mécontentement visibles d'être obligé de rapporter qu'il y avait souvent à la fois à Cantorbéry plus de cent cinquante mille personnes venues en pélerinage à la châsse de Becket. Est-ce bien possible!... Convenez donc alors que dans ces vieux temps de "barbarie et d'ignorance," il y avait encore en Angleterre beaucoup de gens

qui ne " mouraient pas de faim, " et qui même devaient avoir quelques ressources pour vivre. Et cependant dans ce livre mensonger que l'Ecossais a l'impudence d'appeler notre histoire, il s'efforce sans cesse de représenter notre pays, à l'époque dont il s'agit, comme presque inhabité et ne présentant que le hideux aspect de la misère et de la mendicité! Aujourd'hui Cantorbéry compte à peine douze mille âmes, hommes, femmes et enfans. Pauvres gens! Que feraient-ils aujourd'hui pour loger cent mille personnes de plus? Et remarquez bien, je vous prie, mes amis, que cette ville est située à l'une des extrémités de l'île, et que ce ne pouvait être que des personnes aisées qui entreprenaient alors un tel voyage. Ce fait seul doit nous suffire pour nous engager à réfléchir et nous efforcer de trouver la vérité, avant d'ajouter foi aux philosophes écossais, quand ils viennent nous parler de " la richesse et de la population nationales. " Quant à " l'hypocrisie et à la superstition" produites, suivant Hume, par ces pélerinages, je bornerai ma réponse à ce peu de mots : Y avaitil donc de la superstition ou de l'hypocrisie à témoigner de la vénération pour un homme qui avait sacrifié sa vie de la manière la plus éclatante pour la religion, les droits et les libertés de son pays? Et n'était-ce pas plutôt faire preuve de sagesse et de reconnaissance? Le tyran sanguinaire, qui avait envoyé Thomas More et Fisher à

l'échasaud, devait nécessairement détester la mémoire de Becket; aussi ordonna-t-il de jeter ses cendres au vent, et ne permit-il pas que son nom sût inséré dans le calendrier. Voilà pourquoi on ne le trouve pas non plus dans le livre de prières sabriqué par Cranmer. Cependant, ce qu'il y a d'assez curieux, c'est qu'il se trouve dans l'almanach de Moore et même dans celui de l'année 1825. C'est ainsi qu'en dépit des ordres du tyran et des calomnies des "réformateurs," le peuple anglais est toujours resté juste et reconnaissant envers la mémoire de cet homme célèbre.

180. Mais, pour en revenir aux brigands de la " réforme, " nous disions qu'un objet d'une valeur immense s'offrait à leur cupidité. Le tombeau de Becker était de bois, d'un travail exquis, presque entièrement recouvert d'or, d'argent et de pierres précieuses. Que cet objet était digne d'attirer les regards de la " piété réformatrice! " Si l'on voyait encore aujourd'hui dans une de nos églises une pareille châsse, comme tous nos voleurs et filous demanderaient à grands cris une nouvelle "réforme!" L'or, l'argent et les pierres précieuses, que l'on en retira, remplirent deux coffres, pour transporter chacun desquels on eut besoin de dix hommes. Combien à cet aspect, les yeux de Henri VIII, de ce prince " noble, généreux et magnanime, " pour nous servir des expressions de Hume, durent-ils être agréablement surpris! Aucun des brigands fameux dont nous ayons encore entendu parler jusqu'ici, n'égala ceux-ci en rapacité, en insolence et en débauches. Mais pourquoi nous en étonner? Les proclamations du tyran avaient alors force de loi; il avait gagné les chefs naturels du peuple; sa volonté servait de loi, et cette volonté deman-

dait sans cesse du sang et du pillage!

181. On avait pillé, saccagé et confisqué les monastères. Pour vous encourager à supporter le récit de toutes ces atrocités, je crois devoir vous prévenir ici, mes amis, que vous en verrez bientôt l'infame auteur, l'odieux CROMWELL, porter sa tête criminelle sur l'échafaud. La confiscation des biens des monastères et le pillage des églises n'étaient pas assez pour assouvir ces monstres. On résolut donc de détruire de fond en comble tous ces nobles édifices, bâtis pour durer des siècles, ainsi que les jardins magnifiques qui en dépendaient. Ils eussent été comme autant de monumens qui auraient continuellement rappelé au peuple les cruautés et la rapacité du tyran. Nous verrons bientôt de quelle manière on disposa des propriétés immobiliaires des couvens; mais comme il était dit expressément que tous les édifices devaient être détruits, et c'eût été un travail immense si on avait employé dans ce dessein la manière de détruire ordinaire, on eut le plus souvent recours à la poudre à canon pour abréger les travaux. C'est ainsi que de magnifiques et imposantes constructions, qui avaient coûté des siècles à élever, se changèrent subitement en un amas de ruines, et ne présentèrent plus dès-lorsque l'aspect attristant qu'on leur voit encore de nos jours. Souvent les acquéreurs de ces biens étaient tenus de détruire les bâtimens, ou du moins de les abattre en partie, afin d'ôter au peuple toute espérance de voir revivre l'ordre de choses que l'on venait de détruire, et l'engager à passer des baux avec les nouveaux

propriétaires.

182. C'est ainsi que notre pays perdit en peu de temps sa physionomie particulière. On eût dit une contrée récemment envahie par des hordes barbares; et pour peu que nous voulions regarder avec attention, nous verrons qu'il a conservé jusqu'aujourd'hui cet attristant aspect. On n'a rien fait encore pour remplacer ce qui avait été détruit. Voilà désormais, mes amis, le point de vue sous lequel il nous faut envisager la question. Il ne s'agit pas seulement de religion, mais de nos droits, de nos libertés, de nos véritables richesses, du bonheur et de la gloire de notre nation. Lors même que la " réforme " en eût augmenté la somme, il nous serait encore impossible d'approuver les horribles moyens qu'elle aurait employés pour y parvenir. Mais si, tout au contraire, cette prétendue " réforme " n'avait abouti qu'à les diminuer et à les affaiblir, quel abus révoltant n'y aurait-il pas à appeler de ce

nom ce cruel événement? Mes amis, si je ne réussis pas à prouver que ma dernière hypothèse est la seule véritable; si je ne vous prouve point de la manière la plus convaincante, qu'avant cette prétendue " réforme," l'Angleterre était et plus puissante, et plus riche, et plus morale, et plus heureuse qu'elle n'a jamais été depuis; si, dis-je, je ne vous le démontre pas clairement, je consens à passer pendant le reste

de ma vie pour un vil calomniateur.

183. Lorsqu'il m'arrive de jeter les yeux sur le comté de Surrey, dans lequel je suis né, à l'aspect de la dévastation effrayante qu'il me présente, je sens mon cœur se remplir d'une généreuse indignation contre les brigands qui le saccagèrent. Le comté de Surrey n'a que trèspeu et même n'a point de richesses physiques. Des landes sans fin en occupent la majeure partie. L'opulence que l'on y remarque aujourd'hui n'est que factice; elle n'est que le résultat d'un système de déception. Cependant dans les anciens temps ce comté était sur tous les points orné et fécondé par des établissemens formés par l'Église catholique. Il y avait une abbaye à Bermondey; il y avait un prieuré à Sainte-Marie Overy, et de plus, ce même hôpital de Saint-Thomas qui existe encore aujourd'hui à Southwark. Les bandits " réformateurs " n'avaient pas manqué non plus de le confisquer; mais dans la suite, on en donna les bâtimens à la ville

de Londres. Il y avait à Newington un hôpital, dont le chef obtint la permission de mendier lorsqu'on en eut saisi et confisqué les revenus. Il y avait encore des prieurés à Morton, à Reigate, à Shene, à Chertsey, à Tandridge, à Sende près de Guilford. Il y avait aussi une abbaye à Waverley, dans la paroisse de Jarnham. De tous ces monastères dépendaient des cellules et des chapelles situées à quelque distance des couvens; de sorte que, dans ce comté pauvre et couvert de bruyères, il était impossible qu'on se trouvât jamais à six milles de distance d'un lieu où la porte de l'hospitalité ne fût pas toujours ouverte pour accueillir le pauvre, le vieillard, l'orphelin, la veuve et l'étranger. Aujourd'hui en pourrait-on dire autant? Non, et il en est de même dans tous les autres comtés. Tout est changé maintenant, et malheureusement ce n'est pas pour le mieux. Il n'existe plus d'hospitalité en Angleterre. Le sens des mots y a complètement changé. Nous n'accordons aujourd'hui l'hospitalité qu'à ceux qui sont en état de nous la donner à notre tour; nous la leur donnons parce qu'ils sont de nos connaissances, et rarement parce qu'ils sont dans le besoin. Hópital autrefois voulait dire un lieu où l'on pouvait librement entrer, et recevoir des secours de toute espèce, et non pas comme aujourd'hui un lieu uniquement consacré au soulagement du malade, du boiteux et de l'aveugle. Tout protestant devrait rougir à ces mots: "Vieille hospitalité anglaise." Mais outre cette hospitalité exercée si généreusement dans les monastères, l'exemple des religieux influait sur toutes les classes aisées de la société. La générosité et la bienfaisance formaient alors le caractère distinctif de notre nation. La vile passion de l'argent ne pouvait pas être à la mode, à une époque où des institutions, objet du respect général, donnaient des exemples qui en eussent été la meilleure condamnation.

184. Que si on me demande pourquoi maintenant, par exemple, les treize moines de Waverley jouissaient d'un revenu annuel de 160,13 sh. 11 d., ce qui équivaut à quatre mille livres sterlings de notre monnaie d'aujourd'hui, je ne répondrai à cette question que par celle-ci : Pourquoi auraient-ils dû ne pas l'avoir? J'irai encore plus loin, et je demanderai si personne ne devrait donc avoir de propriétés. Mais, m'objectera-t-on, ils ne travaillaient point et ne faisaient rien pour contribuer au bien-être général de la nation. C'est ce que nous allons examiner. Ils possédaient les terres de Waverley, d'une contenance de quelques centaines d'arpens, d'un sol fort ingrat, où se trouvait un moulin, et peutêtre vingt arpens en prés d'une médiocre fertilité, et au milieu desquels se trouvait leur abbaye environnée presque de toutes parts par des montagnes sablonneuses. La rivière Wey, large de 200

vingt pieds environ, coulait aux pieds du mur extérieur de leur couvent. Ils étaient en outre en possession des dîmes de la paroisse de Jarnham et d'un ou deux étangs situés dans les communes voisines. Leur ancien bien-fonds appartient aujourd'hui à un M. Thompson qui y demeure, et les dîmes sont recueillies par un certain M. HALSEY qui demeure à quelque distance de la paroisse. Maintenant, je demande, sans vouloir offenser en aucune manière ces messieurs, si les moines ne travaillaient pas tout autant qu'eux? Leurs revenus ne contribuaient-ils pas à augmenter le bien-être général aussi-bien que peuvent le faire ceux de MM. Thompson et Halsey? Je n'ajouterai plus qu'une seule considération, laquelle me paraît bien plus importante encore. Les indigens de la paroisse de Jarnham ne pouvaient-ils pas alors s'adresser au couvent de Waverley pour obtenir tout ce qui leur manquait, et n'avaient-ils pas pour voisin un évêque de Winchester, qui ne vendait pas de petite bière à la porte de son palais, qui n'avait pas besoin pour les soulager de la " taxe des pauvres, " et auquel cet horrible mot était même inconnu? O mes concitoyens de Jarnham, vous qui, dans votre enfance, grimpiez avec moi sur les ruines couvertes de lierre de cette vénérable abbaye (elle était la première de son ordre en Angleterre), vous qui alors contempliez avec moi ces murs imposans qui ont survécu aux

dévastateurs de la " réforme, " mais non à la méchanceté de ceux qui ont recueilli les fruits de la dévastation et en goûtent les douceurs, vousque le seul mot d'abbaye surprenait alors si étrangement et qui ne compreniez point comment il avait pu se faire qu'on l'eût détruite, c'est vous que j'établis juges dans cette affaire. Vous savez tous, n'est-ce pas? ce que c'est la taxe des pauvres, la taxe des églises. Eh bien! rappelez-vous que ces deux fléaux furent inconnus à notre patrie tant qu'exista l'abbaye de Waverley et tant que les évêques n'eurent point de femmes. C'est un fait irrécusable, que dans ce temps on n'avait besoin ni de l'une ni de l'autre. L'Église partageait alors ses biens avec l'indigent et l'étranger, et ne disputait point au peuple ses modiques gains. Quant à la foi et au culte, jetez les yeux sur cette abbaye : là reposent depuis douze cents ans vos pères et les miens. Rappelez-vous que peudant les trois quarts de cette période, nos pères eurent la même foi et le même culte que les moines, de Waverley, et dites, si vous l'osez, que les moines à l'hospitalité et à la bienfaisance desquels vos ancêtres et les miens furent redevables de ne point porter le nom ignominieux de mendians, enseignaient une religion idolátre et damnable.

185. Il en était de même dans les autres parties du royaume que dans le comté de Surrey, à cette différence près que la proportion des in202

nombrables bienfaits, que répandaient les moines, était dans quelques provinces beaucoup plus considérable relativement aux richesses et à l'importance locales. La physionomie particulière à l'Angleterre ne tarda pas à être changée à la suite des confiscations et du pillage de la " réforme." S'il avait été possible d'assassiner des édifices muets et insensibles, le tyran et ses sanguinaires satellites s'en seraient bientôt débarrassés. Mais ils ne laissèrent pas cependant de faire ce qui dépendait encore d'eux. Ils démolirent, firent sauter avec de la poudre à canon et anéantirent tout ce qu'ils purent. On devait, il est vrai, s'attendre à toutes les méchancetés diaboliques possibles de la part de tels êtres; et cependant on espérait que deux abbayes trouveraient grâce à leurs yeux. L'une renfermait le tombeau de SAINT Augustin; elle avait été fondée par Alfred qui y était enterré. Nous avons vu déjà de quelle manière abominable ces monstres pillèrent le tombeau de SAINT AUGUSTIN à Cantorbéry. Ils démolirent l'abbaye et l'église, et avec les matériaux qui en provinrent ils construisirent une "ménagerie pour les bêtes féroces et un palais pour le tyran. " Le tombeau d'Alfred se trouvait à Winchester dans une abbaye qu'il avait fondée lui-même. Cette abbave et toutes ses dépendances furent données par le tyran à WRIOTESLEY, qui depuis fut créé comte de Southampton, et qui eut une fort bonne part dans les confisca-

tions faites dans le Hampshire. On devient presque malade à la seule pensée qu'un homme puisse être coupable d'un crime aussi atroce que celui de la destruction de cette abbaye. Quel est l'homme ayant reçu un peu d'éducation, à qui la gloire et le renom de notre grand roi Alfred soient inconnus? Quel est le livre, même parmi ceux que l'on met entre les mains de l'enfance, où l'on ne lise point son éloge? Poètes, moralistes, théologiens, historiens, philosophes, jurisconsultes, législateurs, tous l'ont cité et le citent encore à l'envi, non-seulement dans notre pays, mais encore dans le reste de l'Europe, comme un modèle de vertu, de piété, de sagesse, de talens et de patriotisme; comme ayant possédé les qualités les plus belles, sans s'être jamais rendu coupable d'une seule faute. Malgré des difficultés telles que n'en éprouva jamais un autre homme, il parvint à débarrasser son pays, presque tombé dans la barbarie, des hordes cruelles et sauvages qui l'avaient envahi et subjugué en entier, et par lesquelles lui-même s'était vu forcé de se cacher sous l'habit de berger pour échapper à la mort. De cet état de misère et d'abjection, il réussit à élever son peuple au plus haut degré de gloire et de prospérité, bien que son règne ne fut pas de longue durée. Il livra avec ses armées et ses flottes plus de cinquante batailles aux ennemis de l'Angleterre. Il apprit à son peuple, et par ses préceptes et par son exemple, à être sobre, industrieux, brave et juste. Il hâta le développement de toutes les sciences et fonda l'université d'Oxford. C'est à lui, et non à un certain avocat écossais, que l'on est redevable de l'établissement du Jury. Blacstone l'appelle le fondateur de la Loi Commune. L'établissement des comtés, des centeniers et des cours de justice, est l'ouvrage d'Alfred. En un mot, c'est à lui que nous devons nos lois, nos droits et nos libertés, et toutes ces institutions qui ont créé la gloire et la prospérité de cet empire, et à qui l'on doit attribuer la glorieuse prééminence dont il jouit parmi les autres nations. S'il est un nom devant lequel les Anglais doivent se courber avec un respect qui approche de l'adoration, certes c'est celui d'Alfred. Aussi ne sommesnous pas injustes envers sa mémoire, et ne crainsje point d'avancer qu'il n'en est pas un seul parmi nous, catholique ou protestant, qui ne sit de bon cœur un pélerinage de cent milles au tombeau de ce grand prince pour venir saluer son ombre généreuse. Mais hélas! ce tombeau n'existe plus : les monstres de la " réforme " n'ont pas craint de le profaner. Il se trouvait, comme je l'ai dit plus haut, dans une abbaye appelée Hyde-Abbey; c'était Alfred lui-même qui l'avait fondée et qui l'avait choisie pour y être enterré. Outre les précieux restes d'Alfred, cette abbave renfermait encore ceux de SAINT GRIM-BALD, moine bénédictin, qu'Alfred avait attiré

en Angleterre pour occuper la première chaire d'enseignement ouverte à Oxford. Mais qu'importaient aux brigands de la réforme les restes des bienfaiteurs du peuple? On démolit l'abbaye et on la fit même sauter en partie à l'aide de la poudre à canon. Les tombeaux furent profanés et détruits; on vendit jusqu'au plomb des cercueils, et ce qui doit encore le plus indigner un cœur anglais et généreux, c'est que les terres qui dépendaient de l'abbaye, passant de mains en mains, se trouvent aujourd'hui dans la possession des Barings, ces faiseurs d'emprunts, devenus de la sorte les successeurs du GRAND-ALFRED.

186. WRIOTHESLEY obtint ensuite les manoirs de Micheldever et de Stratton, qui par la suite tombèrent par mariage dans la famille de RUSSEL. C'est de cette famille que les BARINGS les achetèrent, il y a une trentaine d'années. Aujourd'hui ils sont la propriété de sir Thomas Baring, baronnet. Il faut, en vérité, convenir que rien n'est plus curieux que d'observer et d'étudier la marche de la prétendue " réforme. " Si elle n'avait point eu lieu, il n'aurait pas existé de mendians à Micheldever et à Stratton; mais en revanche, les Russels n'auraient pas pu avoir ces terres, et les vendre ensuite aux nobles BARINGS. Il est vrai aussi que, d'un autre côté, il n'y aurait pas eu de dette nationale, et qu'il n'y aurait pas eu de faiseurs d'emprunts pour acheter ces

biens aux Russels. En outre, il n'y aurait pas eu de maison de correction construite sur les ruines mêmes de l'abbaye, et l'on n'aurait peutêtre jamais eu de tread-mill là où reposaient les cendres d'Alfred; bien plus, il est probable qu'on n'aurait eu besoin ni de maison de correction ni de tread-mill. On rapporte qu'Alfred avait réussi à rendre ses sujets tellement probes, qu'il pouvait suspendre des bracelets de grand prix sur la voie publique, sans craindre qu'on y touchât. Hélas! comment est-il arrivé que les descendans de ce même peuple aient aujourd'hui besoin de tread-mills et de maisons de correction? Ah! du temps de ce bon roi, on ignorait en Angleterre ce que c'était qu'un mendiant; de malheureuses créatures n'étaient pas obligées de travailler pendant des mois entiers sans jamais manger de viande; et la faim, cet horrible besoin, qui ne reconnaît aucune loi divine ou humaine, ne contraignait pas des milliers d'individus à se faire voleurs!

187. J'ai présenté une rapide esquisse des dévastations et des pillages que notre pays eut à souffrir à cette calamiteuse époque. Je vais maintenant commencer à entrer dans quelques détails au sujet de cette misère et de cette dégradation que j'ai dit avoir été la conséquence de ces dévastations; je le prouverai, non à l'aide d'assertions vagues et gratuites, ou en citant des livres qu'on appelle Histoire d'Angleterre; mais en

rapportant des actes du parlement et d'autres documens encore que tout le monde peut consulter. et de l'exactitude desquels personne ne saurait douter. Cependant avant d'entamer cet important sujet, je crois devoir vous montrer la sin du "monstre vice gérant," ainsi que celle du tyran lui-même qui, pendant le cours des événemens que je viens de rapporter, avait continué à se " marier, à divorcer et à tuer ses femmes; " mais dont au reste la criminelle carrière ne fut pas de longue durée.

188. Après la mort de Jeanne Seymour, qui fut mère d'Edouard VI, et qui, de toutes les femmes du tyran, fut la seule qui eût assez d'esprit et de bonheur pour mourir reine et pour expirer dans son lit; après sa mort, dis-je, qui arriva en 1537, Henri resta deux années entières à se chercher une autre femme. Ce ne pouvait être qu'une femme grossière et tout-à-fait dénuée de sentimens qui consentît à avoir quelque chose de commun avec un homme qui plongeait sans cesse ses mains dans le sang. Néanmoins, en 1539, il parvint à trouver Anne, sœur de l'électeur de Clèves. Lorsque cette princesse arriva en Angleterre, le roi ne se gêna point pour dire combien elle lui déplaisait; mais en attendant il crut toujours prudent de l'épouser. En 1540, après six ou sept mois de mariage, il divorça d'avec elle, sans cependant oser l'envoyer à l'échafaud. Il n'y avait d'ailleurs aucun pré-

texte légitime pour ce divorce. Le roi n'aimait point sa femme, c'était là tout : et l'on se borna aussi à alléguer ce singulier motif. CRANMER, qui l'avait déjà aidé à divorcer avec deux femmes, ne se refusa pas non plus cette fois à briser de nouveau ses chaînes. Le roi et la reine redevinrent donc libres; mais le monarque avait déjà en vue une très-jolie femme. Le nom de cette dame était CATHERINE HOWARD; elle était la nièce du duc de Norfolk. Comme la plupart des membres de l'ancienne noblesse, le duc haïssait mortellement Cromwell; aussi saisit-il avidement l'occasion qui se présentait à lui pour s'en venger. C'était CROMWELL qui avait été la principale cause du mariage du roi avec Anne de CLÈVES; d'ailleurs, comme ses talens pour le pillage et le brigandage n'étaient plus nécessaires, le tyran trouvait assez commode de s'en débarrasser.

189. CROMWELL avait amassé d'immenses richesses, tant par ses emplois nombreux et lucratifs, que par le pillage des églises et la spoliation du bien des pauvres. Il s'était adjugé une trentaine de terres magnifiques appartenant autrefois aux monastères. Sa maison, ou pour mieux dire, son palais regorgeait des fruits de ses vols et de ses brigandages. Il avait été créé comte d'Essex et avait obtenu la prééminence à la cour sur tous les autres courtisans. Souvent même il représentait le roi au parlement, au-

quel il présentait ses lois attentatoires et spoliatrices, et devant lequel il les défendait. Sa cruauté et sa barbarie envers des moines et d'innocentes religieuses avaient été sans exemple; jamais, sans un tel ministre, on ne serait parvenu à connaître tant de crimes et tant de brigandages. Mais on n'avait plus besoin de lui, et le scélérat n'avait déjà que trop vécu. Les ruines des couvens semblaient appeler elles-mêmes sur sa tête criminelle la vindicte publique. Le 10 juin 1540, au matin, son pouvoir était encore sans bornes, et dans la soirée du même jour, il languissait au fond d'un cachot sous le poids d'une accusation de trahison. Sa captivité ne dura que peu de jours, et il put éprouver par lui-même ce que sa manière d'expédier les affaires de justice avait de bienfaisant et de consolant. Nous avons vu, dans la lettre précédente, qu'il était l'inventeur d'un mode d'envoyer les gens à l'échafaud ou à la potence, sans aucune forme de procès, et simplement en vertu d'un acte législatif qui les condamnait à mort. C'était ce mode de jugement dont s'était servi cet odieux scélérat dans l'affaire de la comtesse de Salisbury; il était destiné à le voir employé envers lui-même. Il ne survécut que quarante-huit jours à son arrestation; ce n'était pas la moitié assez de temps pour énumérer en détail tous les vols et les assassinats commis par ses ordres. Il ne paraît cependant pas avoir employé ce temps à prier Dieu de lui pardonner

ses vols et ses crimes, mais à supplier lâchement le tyran d'épargner sa vie. Peut-être de tous les scélérats qui aient reçu le digne châtiment de leur crime, fut-il le plus vil et le plus méprisable. Lui, qui au temps de sa puissance, était l'homme le plus insolent et le plus cruel, fut, dans sa disgrâce, le plus bas et le plus abject. Au reste, il n'était coupable envers le roi d'aucun crime. Quoique accusé d'hérésie et de trahison, il n'était pas plus hérétique que le tyran lui-même ne l'avait été; et quant à l'accusation de trahison, elle n'avait pas même une ombre de fondement. Il en était tout aussi coupable que ces abbés de Reading, de Coichester et de Glasbury, et de tant d'autres encore qu'il avait envoyés au supplice. C'était pour s'emparer de leurs terres qu'il les avait fait mettre à mort; et je ne crains pas de dire qu'on ne le fit monter à l'échafaud que pour s'approprier ses richesses et tous les objets précieux qu'il avait pillés. C'était lui qui avait fait profaner le tombeau de THO-MAS BECKET et fait jeter ses cendres au vent. Le même peuple, qui avait été témoin des excès de ce monstre, devait maintenant voir son sang criminel inonder le pavé et y être léché par des pourceaux et par des chiens. Le lâche scélérat semble n'avoir eu, dès le premier moment de son arrestation, d'autre pensée que celle de sauver sa vie. Il écrivit plusieurs fois au roi, dans l'espoir d'en obtenir sa grâce, mais toujours en

vain. Il avait accompli sa mission; l'œuvre de pillage et de dévastation touchait à sa fin. D'ailleurs il s'était fait dans le butin une part trop grosse, et il était par conséquent, selon les vrais principes de la "réforme," de les lui arracher avec la vie. Dans ses lettres au roi, il protesta avec force de son innocence. Eh! personne au monde n'en doutait. Malheureusement il n'était pas plus innocent que tous ces abbés et ces moines qu'il avait massacrés, pas plus innocent que ces milliers d'individus de tout âge et de tout sexe qu'il avait fait écarteler, pendre, brûler ou voler. Et certes, parmi toutes ces victimes, il n'y en eut jamais de plus coupable que lui. Dans ses lettres au tyran, il le cajole et le flagorne de la manière la plus dégoûtante; il compare " son sourire enchanteur et son front radieux à celui de la Divinité; " il le supplie de lui permettre de baiser encore une fois sa main balsamique, persuadé que le baume que ses lèvres y aspireront suffira pour fermer les plaies de son cœur. L'odieux et bas scélérat aurait mérité la mort, quand même il ne se serait rendu coupable que d'avoir écrit des lettres aussi dégoûtantes. Fox, le martyrologiste du protestantisme, appelle ce Cromwell, le vaillant soldat de la " réforme." Il est de fait que vous avez dû avoir peu de soldats qui s'entendissent mieux que lui à piller et à dévaster. 'C'était un homme plein de valeur quand il s'agissait de détrousser des passans, ou de massacrer des religieuses aux pieds même de l'autel, et de les traîner sur une claie pour leur tirer l'aveu de prétendues trahisons et conspirations. Nous n'en disconvenons pas; mais convenez aussi, qu'en face de la mort, ce valeureux champion de la "résorme" se conduisit comme le lâche le plus consommé. Il est presque inutile d'ajouter que ce même homme est un grand favori de Hume, qui déplore amèrement le sort de Crom-WELL, quoiqu'il n'ait jamais trouvé une seule expression de pitié pour les innombrables victimes de ce scélérat. Comme tous les autres historiens, il a grand soin de retrancher ces expressions abjectes qui se trouvent à la fin d'une lettre qu'il écrivait à son digne maître. " Infortuné " captif, je suis prêt à mourir quand il plaira à " Dieu et à votre majesté de commander ma mort. " Cependant la fragilité de la chair m'engage à " implorer mon pardon et ma grâce, ainsi que " l'oubli de mes offenses. — Ecrit à la Tour, avec " un cœur surchargé et d'une main tremblante, " par le très-misérable captif et très-infortuné es-" clave de votre altesse. - Miséricorde, miséri-" corde, miséricorde, très-grâcieux prince!" Voilà le langage de celui que l'on appelle un vaillant soldat! Sans doute que Fox n'a pas entendu dire par-là qu'il fût courageux en présence de l'ennemi ou sur l'échafaud, mais seulement qu'il était brave dès qu'il s'agissait d'arracher des ba-

gues des doigts d'une femme et de l'or et des pierres précieuses de la couverture d'un livre. Ce fut là en effet en quoi consista toujours la valeur de la " réforme. " Hume dit de Crom-WELL qu'il méritait un meilleur sort. Cependant jamais sort fut-il plus juste? Quel zèle ardent et officieux n'avait-il pas déployé à exécuter tous les forfaits commandés par son maître? N'était-ce pas lui qui le premier avait imaginé de condamner et exécuter les gens sans aucune forme de procès? Que pouvait-on donc faire de plus que de le faire périr de la même manière? On ne vit point verser de larmes lors de sa mort; elle ne produisit sur les spectateurs d'autre effet que celui que l'on éprouve en voyant un grand scélérat expier ses crimes à la potence.

190. Pendant les sept années que le tyran survécut à son cruel et odieux ministre, il se vit accablé de tourmens et de vexations de toute espèce. Au bout de quelques mois, il s'aperçut qu'il avait retrouvé dans sa nouvelle épouse une autre Anne Boylen, et l'envoya sans plus de cérémonies à l'échafaud, avec ses propres parens et ses amans. Il se livra ensuite, comme une véritable hête féroce, à tous les excès de la rage la plus déréglée, établissant les lois les plus sanguinaires, pour se protéger à l'avenir contre l'impudicité et l'infidélité de ses femmes, et se rendant un objet de ridicule pour son peuple et pour le reste de l'Europe. Enfin, il se résolut

à prendre une femme encore une fois; il ne trouva qu'une veuve qui consentît à affronter la rigueur de ses lois, et encore celle-ci n'échappa-t-elle qu'avec la plus grande peine au sort des autres. Dans les dernières années de sa vie, ses débauches et sa gloutonnerie l'avaient rendu d'une telle corpulence, qu'il ne pouvait se mouvoir qu'à l'aide de mécaniques qu'on inventait pour son propre usage; et cependant, il avait toujours conservé son ancienne férocité et sa passion pour le sang. Il était étendu sur son lit de mort, et personne n'osait l'informer de son état, car la mort la plus prompte n'eût pas manqué de suivre cet avertissement. Il mourut donc avant d'avoir su qu'il était près du terme de sa vie, et laissant une foule de condamnations capitales qu'il n'avait pas encore eu le temps de signer.

191. Ainsi expira en 15.47, à l'âge de cinquante-six ans, et dans la trente-huitième année de son règne, le plus injuste, le plus vil et le plus sanguinaire des tyrans qui eussent encore désolé l'Angleterre. Ce pays, qu'à son avénement au trône, il avait trouvé paisible, uni et heureux, il le laissa déchiré par les factions et les schismes, et ses habitans en proie à la misère et à la mendicité. Ce fut lui qui y introduisit cette immoralité, ces crimes, ces vices et cette misère qui produisirent de si horribles fruits sous le règne de ses enfans, aussi ignorans que méchans, et avec qui s'éteignirent quelques années

après son nom et sa maison Je me propose de démontrer, dans la prochaine lettre, comment il érigea en système le pillage des églises et les spoliations du bien des pauvres; comment ses successeurs réussirent à perfectionner encore le système de confiscation qu'il avait déjà poussé si loin; comment on vit disparaître peu à peu les traits distinctifs de notre caractère national, et s'épuiser les sources de notre prospérité; comment germèrent les principes de cet horrible système dont nous voyons aujourd'hui les désastreux effets, dans l'appauvrissement et la dégradation de la masse du peuple d'Angleterre et d'Irlande; et je me flatte de prouver d'une manière convaincante que de tous les désastres qui aient encore affligé notre pays, le plus grand fut sans contredit la " réforme protestante."

Nº VII.

LETTRE VII.

Commencement d'Edouard VI. Parjure des exécuteurs testamentaires de Henri VIII. Nouvelle église établie par la loi. Spoliation des églises. Insurrection du peuple. Trahison de Cranmer et de ses complices. Mort du roi.

Mes Amis, Kensington, le 31 Mai 1825.

192. Après vous avoir démontré dans mes précédentes lettres que ce que l'on a eu l'impudence d'appeler la "réforme," a été produit par les monstrueux excès d'une impudicité effrénée, que l'hypocrisie et la perfidie en ont été les fauteurs, et qu'on l'a propagée à l'aide du meurtre et du brigandage, et en répandant des flots de sang innocent en Angleterre et en Irlande; je m'étais proposé de vous faire voir dans celle-ci combien ce désastreux événement avait jusqu'à ce jour contribué à appauvrir et à dégrader la classe moyenne du peuple, c'est-à-dire, de dérouler à vos yeux l'effrayant tableau de la misère et de la dégradation qui ont pesé sur notre nation jusqu'à la fin du règne de Henri VIII. Mais en méditant plus attentivement sur l'objet qui nous occupe, j'ai été porté à penser qu'il valait mieux terminer le récit que j'avais commencé des spoliations, des persécutions et des massacres sans nombre commis par les prétendus " réformateurs." Quand vous aurez vu toutes les cruautés et toutes les infamies exercées sous l'hypocrite prétexte d'un zèle religieux, ou pour mieux dire, quand je vous aurai fait connaître ce que les bornes de mon cadre me permettent de vous présenter à ce sujet, je terminerai par vous démontrer quelles pertes énormes la nation a éprouvées par ce calamiteux changement, et combien il a appauvri et dégradé la masse du peuple anglais. C'est en suivant ce plan que je pourrais donner, ou du moins que je pourrais m'efforcer de donner plus tard une histoire claire et raisonnée de cet appauvrissement successif de notre pays. Mettant en scène le journalier protestant d'aujourd'hui, dont l'existence animale n'est soutenue que par de misérables pommes de terre, j'opposerais à cet attristant tableau le genre de vie que menaient ses ancêtres catholiques. Et si cette misérable nourriture, pire peut-être que celle des pourceaux, n'a pas ôté à cet homme toutes les qualités naturelles du sang anglais, je le forcerai à avoir en exécration les barbares assassins et les infames hypocrites qui, en opérant cette révolution, ont réussi à conduire notre pays là où

il se trouve anjourd'hui, et nous ont légué cette masse épouvantable de crimes et de corruption qui de nos jours sapent la société jusque dans ses fondemens.

193. En suivant ce plan et me conformant à ma promesse de terminer mon petit ouvrage en dix lettres, je distribuerai mes matières comme il suit : dans celle-ci j'exposerai les événemens et les faits principaux du règne d'EDOUARD VI; dans la lettre suivante, ceux du règne de la reine MARIE; dans la neuvième, ceux du règne de la reine Elisabeth; enfin, dans la dixième, je rapporterai les faits et les argumens qui me serviront à justifier ce que j'ai avancé, quand j'ai dit que ce qu'on a eu l'impudence d'appeler la "réforme" appauvrit et dégrada la masse du peuple. Je ne m'en occuperai aujourd'hui qu'accidentellement, me réservant de traiter à fond ce sujet dans ma dernière lettre, lorsqu'après vous avoir dévoilé les exécrables moyens dont on se servit pour parvenir à ce but, je reviendrai sur mes pas pour jeter un coup d'œil général sur cet événement et en suivre les conséquences jusqu'à nos jours.

194. Nous avons vu paragraphe 190 l'odieux tyran mourir à la suite de ses débauches, l'âme tourmentée par ses basses et viles passions, et dans une vieillesse prématurée. Un des derniers actes de son pouvoir fut un testament par lequel il désignait son fils encore enfant pour son

successcur immédiat, et en cas que celui-ci mourût sans postérité, transférait la couronne à Marie sa fille, et si celle-ci mourait aussi sans enfans, à Elisabeth sa seconde fille, bien que, comme nous l'avons déjà vu, il les eût fait déclarer illégitimes par un acte de son parlement; et quoique cette dernière fût née d'Anne de Boylen, et du vivant même de sa première femme, mère de Marie.

195. On nomma pour exécuter ce testament et pour gouverner le royaume jusqu'à ce que EDOUARD, qui avait alors dix ans, eût atteint l'âge de dix-huit ans, seize exécuteurs testamentaires, parmi lesquels se trouvaient SEY-MOUR, comte de HERTFORD, ainsi que l'honnéte CRANMER. Ces seize dignes personnages commencèrent par jurer de la manière la plus solennelle qu'ils exécuteraient scrupuleusement les dernières volontés de leur maître. Leur second acte d'autorité fut de retracter leur serment en nommant tuteur du roi, HERTFORD, frère de JEANNE SEYMOUR, mère du jeune prince; et cela, quoique le testament eût accordé un pouvoir égal à chacun des exécuteurs testamentaires. Ils s'occupèrent ensuite à créer de nouvelles Pairies pour quelques-uns d'entre eux. Leur quatrième acte politique fut de faire à ces nouveaux pairs des largesses avec l'argent du peuple. Le cinquième fut d'omettre lors du couronnement un ancien usage des sacres des rois d'Angleterre, qui consistait à demander au peuple s'il acceptait le roi pour maître et s'il promettait de lui obéir. Le sixième fut d'assister à une grand'messe solennelle; et le septième, de prendre une série de mesures propres à assurer l'anéantissement total de ce qui restait encore en Angleterre de la religion catholique, et achever ce que le vieil Henri n'avait pu obtenir à l'aide de ses massacres.

196. Les monastères n'existaient plus. Il n'y avait plus de crême, mais restait encore le petit lait, ou, pour m'exprimer plus clairement, les ornemens et les vases sacrés des églises et des chapelles. Le vieil HENRI n'aurait sans doute pas manqué de faire main basse sur tout cela, pour peu qu'il eût vécu davantage. Mais il ne l'avait pas encore fait; et il n'aurait même pas pu le faire sans se déclarer ouvertement "protestant," ce qui lui était impossible, comme on a pu s'en convaincre, par les raisons que j'ai rapportées plus haut paragraphe 101. Mais HERTFORD et ses dignes collègues n'avaient pas à redouter les obstacles qu'avait rencontrés le scélérat couronné. Les églises et les chapelles renfermaient des richesses qu'ils devaient naturellement convoiter. On s'était débarrassé du pouvoir du PAPE; la malheureuse Angleterre avait été saccagée dans tous les sens; et cependant il restait encore quelque chose à piller. Quelque petites qu'elles fussent, les églises possédaient toutes des vases et des ornemens d'or ou d'argent. Dans les églises paroissiales et en général dans les cathédrales, on s'était jusque là abstenu de profaner et de piller les autels. Quoique le royal assassin Henri VIII ne reconnût point l'autorité du Pape, qu'il s'était pourtant arrogée, il n'avait point cessé de professer la foi catholique, et défendait encore avec des bûchers la messe, les sacremens et tous les dogmes de l'Église catholique. Il avait donc jusque là laissé les autels intacts; mais l'or, l'argent et les autres matières précieuses qui les ornaient ne pouvaient pas manquer d'exciter la cupidité des dignes personnages chargés d'exécuter ses dernières volontés.

197. Il leur fallait cependant un prétexte pour s'en emparer. Pouvaient-ils en trouver un plus commode et plus expéditif que de déclarer de prime abord que la religion catholique était fausse et pernicieuse, que par conséquent il ne devait point y avoir d'autels, et qu'il n'y avait besoin ni d'or, ni d'argent pour les orner? Les seize tuteurs du roi, avec HERTFORD à leur tête et le digne CRANMER parmi eux, firent couronner EDOUARD VI suivant le rit catholique. Le jeune prince et eux-mêmes prêtèrent serment comme catholiques, et jurèrent de maintenir la religion de leurs pères. Après le couronnement, ils le firent même assister à la célébration d'une grand'messe; mais les autels étaient encore richement ornés, et il restait de

quoi piller. Or, pour pouvoir piller ce reste; il n'y avait plus d'autre moyen que de détruire la religion catholique. Je ne nie cependant aucunement qu'il n'y eût alors quelques fanatiques, quelques personnes intimement convaincues qu'il était bon de changer une religion qui existait depuis plus de neuf cents ans ; j'accorde qu'il y avait quelques individus dont le pillage et la rapine n'étaient pas le seul but; mais je crois qu'il est impossible à un homme de bon sens et dont l'esprit n'est point corrompu de réfléchir sur l'histoire de ces événemens, sur cette déclaration si franche de " protestantisme " sur ce changement d'une religion existant depuis des siècles en Angleterre, pour en adopter une autre née depuis peu dans une certaine partie de l'Allemagne, sans acquérir la conviction que le pillage et rien que le pillage fut le motif des acteurs de ce grand drame politique.

198. Le vieux tyran était mort en 1547, et vers la fin de 1549, Cranmer, qui naguères avait fait périr tant de protestans parce qu'ils n'étaient pas catholiques, avait déjà presque complété un système entier de culte protestant. Pour préparer les voies, il publia d'abord un livre d'homélies et un catéchisme. Vint ensuite un livre qui permettait aux membres du clergé d'avoir des femmes. Enfin, quand il crut tout préparé pour ses desseins, arriva le livre de prières et l'administration des sacremens. Gardiner, qui

était alors évêque de Winchester, reprocha à CRANMER sa duplicité, lui rappela le zèle qu'il avait mis à soutenir le culte catholique sous le feu roi, et l'aurait contraint à se pendre luimême, s'il lui avait été le moins du monde possible d'éprouver de la honte.

199. Cependant ce nouveau système ne satisfaisait point encore les fanatiques; et il ne tarda pas à éprouver de leur part une si vive opposition que CRANMER, malgré son audace, put s'apercevoir qu'il avait touché une corde bien delicate. Les proclamations faites à ce sujet étaient d'un ridicule dégoûtant, pour peu qu'on réfléchît qu'elles étaient faites au nom d'un roi âgé de dix ans seulement; elles étaient d'ailleurs composées dans les termes les plus pompeux et pleines d'arrogance. Néanmoins, comme dans tout cela on n'avait qu'un but, qui était le pillage, on n'épargna rien pour y parvenir. Il restait encore un nombre infini d'objets à piller et à voler; mais je me bornerai ici à parler des autels et des églises. Le véritable règne de la "reforme" était enfin arrivé; ce n'était partout que vols, brigandage et hypocrisie, et il serait dissicile de rien trouver de semblable dans l'histoire d'aucun autre pays et d'aucun autre siècle. La religion et la conscience étaient, il est vrai, les prétextes que l'on mettait en avant, mais au fond l'on n'avait d'autre but que le vol et le pillage. Le peuple Anglais, naguères encore si uni et si heureux, fut tout à coup divisé en d'innombrables factions. On ne savait plus ce que l'on devait croire ou ne pas croire, ce qui pouvait être permis de dire, et il devint bientôt impossible au commun de la nation de distinguer ce qui était hérésie de ce qui ne l'était point.

200. CRANMER, cet infâme hypocrite qui, pendant le règne de HENRI VIII, condamnait impitoyablement aux flammes ceux qui ne croyaient pas à la transsubstantiation, condamnait maintenant au même supplice ceux qui croyaient à ce mystère. Luther, comme nous l'avons vu, fut le premier qui commença le grand œuvre de la " réforme; " mais il ne tarda pas à être singé, sur le continent, par un grand nombre de réformateurs. Ces nouveaux docteurs avaient fait plusieurs tentatives pour introduire leurs opinions en Angleterre, mais le vieil HENRI s'était toujours opposé au succès de leur entreprise. Maintenant qu'il s'agissait de voler aux églises ce qui leur restait encore, et que pour avoir un prétexte assez plausible de brigandage, il était nécessaire d'opérer un changement complet dans la forme du culte, tous ces sectaires accoururent par bandes en Angleterre, pays qui devint alors le théâtre des discussions religieuses les plus animées. Les uns soutenaient le livre de prières de CRANMER, les autres proposaient d'y faire quelques changemens, d'autres, enfin, en demandaient à grands cris la suppression. C'est

alors que prirent naissance cette division et cette multiplicité infinie d'opinions religieuses, toutes ennemies les unes des autres, que l'on observe malheureusement encore aujourd'hui parmi nous. CRANMER employa une partie des ressources du pays à nourrir et à engraisser ceux de ces aventuriers religieux, ou plutôt impies qui, en se rangeant de son côté, prouvaient leur tact à choisir le marché où ils pouvaient débiter leur doctrine avec le plus d'avantage. L'Angleterre était alors inondée de ces étrangers faisant de la religion métier et marchandise, et vendant leur conscience au plus offrant; cette nation, si jalouse de toute influence étrangère, était obligée de courber sa tête altière devant des étrangers du caractère le plus vil et le plus insâme. Il eût été impossible à CRANMER de trouver des Anglais assez souples et assez dociles pour en faire les instrumens du grand œuvre qu'il méditait. Le protecteur Herford, que nous appellerons désormais Somerset (le roi enfant l'ayant créé duc de ce nom), était à coup sûr le plus grand " réformateur " que l'on eût encore vu; et nous le verrons bientôt le plus grand et le plus déterminé pillard que cette prétendue " réforme " eût encore produit, si l'on excepte pourtant le vieil Henri. L'abolition totale du culte catholique était nécessaire à ses projets de brigandage; aussi se montra-t-il le protecteur déclaré de tous les étrangers insatiables et déhontés. Jamais peutêtre le monde ne vit dans un même siècle une collection de misérables et de scélérats tels que LUTHER, ZWINGLE, CALVIN, Bèze et les autres célèbres " réformateurs " de la religion catholique. Tous, de l'aveu même de leurs propres sectaires, étaient diffamés par les vices les plus honteux. Le seul point de doctrine sur lequel ils fussent d'accord entr'eux était l'inutilité des bonnes œuvres. Leur vie sert à prouver combien ils étaient sincères dans leurs principes, et il n'en est pas un seul parmi eux dont les actions n'aient pas mérité toutes les rigueurs de la justice humaine.

201. L'influence de ces circonstances sur les mœurs du peuple fut telle qu'on devait l'attendre. Tous les historiens s'accordent à dire que jamais les vices et les crimes de tout genre ne furent plus communs qu'à cette époque : les docteurs de la secte en firent eux-mêmes l'aveu. Et cependant les " protestans " exaltent tous les jours ce règne comme celui de la conscience et de la religion! Il était si évident que ce changement n'avait rien de bon en lui-même qu'il était impossible que quelqu'un l'adoptât par aveuglement. Les malheurs sans nombre qu'il devait nécessairement entraîner à sa suite s'étaient déjà fait sentir dans toutes les classes de la société avant la mort du vieux tyran. La mort du despote avait fourni l'occasion de rentrer dans le bon chemin; mais malheureusement il

restait encore de quoi piller, et les brigands persévérèrent dans leur système de spoliation et de dévastation. La " réforme" ne fut l'œuvre ni de la vertu, ni du fanatisme, ni de l'erreur ou de l'ambition, mais bien du penchant au vol et au pillage. Ce fut là le seul principe qui l'anima et la fit agir, et l'unique but qu'elle se proposa.

202. Souvent le vieux tyran avait permis à ses mignons de piller partiellement des évêchés; mais le pillage devint dès-lors général. Le protecteur se mit à la tête du mouvement, et son exemple fut bientôt suivi par d'autres. On volait tant dans un évéché tant dans un autre; quelquefois même on les supprimait tout-à-fait, comme celui de Westminster. Il existait encore un grand nombre de chanteries (propriétés particulières s'il en fût jamais), de chapelles libres et par conséquent propriétés particulières, d'hôpitaux, de corps de métiers ou confréries, dont les biens étaient tout aussibien propriétés particulières que peuvent l'être aujourd'hui ceux d'une société philanthropique quelconque; et cependant on en légitima le pillage par un acte législatif! Et puis, qu'on vienne nous dire maintenant que les biens de l'Eglise " établie par la loi" sont de nature si sacrée qu'un acte du parlement ne saurait les atteindre! Tel fut donc ce règne glorieux d'où date l'Eglise "établie aujourd'hui par la loi; " car, bien que MARIE, pendant son règne, ait ensuite renversé l'édifice, ELISABETH le rétablit de nouveau. Ce fut alors 228

qu'elle fut légalement établie, ainsi que le nouveau culte, par un acte du parlement. N'est-il pas grand temps de la détruire aujourd'hui par le même moyen? Elle prit naissance dans la division, la désunion et la discorde; et sa vie a été en tout point digne de sa naissance. Les biens dont elle jouit furent enlevés à l'Eglise catholique, ou plutôt, on en dépouilla la veuve, l'orphelin, l'indigent et l'étranger. Le prétexte dont on se servit pour colorer cette usurpation fut que cette mesure était un moyen de faire revivre l'union parmi le peuple et de détruire toutes les causes de dissentions. On reconnut et l'on proclama hautement comme une vérité essentielle, qu'il ne peut y avoir qu'une seule vraie religion; et cependant on en comptait dès-lors au moins vingt. Les docteurs de chacune d'elles s'anathématisaient déjà mutuellement et déclaraient que toutes les autres étaient fausses. Ne s'ensuivait-il pas que toutes ne valaient pas mieux les unes que les autres? Tel est le langage du sens commun, quoiqu'il soit aujourd'hui si fort à la mode de se déchaîner contre cette doctrine exclusive de salut. Je demande, par exemple, au prêtre unitaire, pourquoi il se charge de ses fonctions, pourquoi il n'exerce pas plutôt un métier quelconque, ou ne travaille pas plutôt à labourer la terre. Il me répond qu'il est plus utilement employé à enseigner. Si je lui demande à quoi sert cet enseignement, il me dit, il est même

obligé de me dire que cet enseignement est nécessaire au salut des âmes. « Eh! bien alors, pourquoi ne pas laisser ce soin à l'Eglise "établie par la loi," qui reçoit toutes les dîmes? - Je ne le peux pas; car l'Eglise établie par la loi n'enseigne point la véritable religion. - Qu'importe qu'elle soit fausse ou véritable, si elle sert à nous sauver? » Je tiens alors mon homme au pied du mur; et il est forcé de m'avouer qu'il ne fait tout cela que pour mener une vie agréable et aisée en flattant les passions ou les conceptions bizarres de quelques orgueilleux ou de quelques ignorans, ou du moins de me soutenir que sa croyance et sa doctrine sont absolument nécessaires à notre salut. Comme il est loin d'avouer la première proposition du syllogisme, il est forcé d'en soutenir la seconde; et le voilà, après mille invectives contre l'intolérance des catholiques, obligé de soutenir la doctrine du salut exclusif.

203. Deux croyances véritables, deux religions véritables, différant l'une de l'autre et se contredisant mutuellement, nous présentent une impossibilité morale. Que penser en effet de trente ou quarante croyances toutes différant entre elles? Si le déisme ou l'athéisme sont en eux-mêmes quelque chose de si désolant, et en même temps de si exécrable par leurs effets, que lorsqu'on ose en faire profession publique, on soit passible d'un emprisonnement de plusieurs

230

années; si, dis-je, il en est ainsi, que penser d'une législation qui, tout en infligeant une peine aussi forte, tolère néanmoins et encourage même une multitude de croyances diverses, qui toutes, à l'exception d'une seule, doivent nécessairement être fausses? Une législation qui ne reconnaît et ne tolère qu'une seule religion est conséquente avec elle-même en punissant le déiste et l'athée. Que si elle en reconnaît ou tolère plus d'une, il suit naturellement qu'ellé en reconnaît ou tolère une fausse. Maintenant c'est aux théologiens à décider si une fausse religion n'est pas tout aussi pernicieuse que le déisme ou l'athéisme. D'ailleurs, y a-t-il de la justice à punir le déiste ou l'athée de leur manque de foi en la religion chrétienne, quand, sous ses yeux, les lois de son pays protègent un si grand nombre de religions différentes qui toutes, je le répète, à l'exception d'une seule, doivent nécessairement être fausses? Que doit penser un homme qui a constamment devant les yeux le singulier spectacle de vingt religions différentes, prétendant toutes être chrétiennes, toutes protégées également par les lois, et déclarant chacune de leur côté que leurs rivales sont dans l'erreur? Le résultat naturel et même nécessaire de cette étrange contradiction ne doit-il pas être que cet homme croira qu'aucune de ces religions n'a la vérité de son côté, que toutes sont également fausses, et qu'elles n'ent toutes été

inventées qu'au profit de ceux qui les enseignent? 204. Ou la loi civile ne devrait reconnaître et tolérer qu'une seule religion, ou les matières de religion ne devraient point être de sa compétence. La loi catholique est conséquente avec elle-même : elle ne reconnaît qu'une seule vraie religion, et elle réprime, par des peines correctives, la hardiesse de ceux qui oseraient professer toute opinion contraire. Il ne s'agit pas encore ici de rechercher si elle est ou non la véritable religion; il suffit de remarquer que son antique existence parmi nous et parmi d'autres peuples est une forte preuve des heureux effets qu'elle produit sur les mœurs générales d'une nation, tandis que les divisions sans nombre, qui ont toujours régné et règnent encore parmi les protestans, sont une preuve non moins forte de sa vérité. Supposons, comme je l'ai déjà fait dans une autre occasion, quarante individus dont les ancêtres et leur postérité ont toujours jusqu'à ce jour professé une certaine croyance; si sur les quarante individus, il s'en trouve trenteneuf qui finissent par dire que cette croyance était fausse et erronée, il nous sera permis de croire, ou du moins il sera assez naturel de notre part de supposer que la vérité, après avoir été long-temps cachée, a été enfin livrée au grand jour, quoiqu'un peu tard peut-être. Mais si ces trente-neuf individus commencent aussitôt à avoir trente-neuf croyances toutes différentes

les unes des autres à la place de l'ancienne, le sens commun ne nous porte-t-il pas à penser que l'ancienne croyance doit être la seule véritable? Pourrions-nous raisonnablement entendre ces trente-neuf individus protester tous ensemble contre l'ancienne foi, et ensuite protester chacun de leur côté contre la croyance adoptée par les trente-huit autres; pourrionsnous, dis-je, penser que leurs protestations contre l'ancienne loi étaient justes? Il faut nécessairement qu'il y en ait trente-huit d'entr'eux qui soient dans l'erreur : comment donc croire après cela à l'exactitude de leur première décision sur une matière identiquement la même? Si en justice, au sujet d'une pièce de terre que l'on aurait prouvé avoir été, de temps immémorial, d'une étendue de vingt arpens, il y eût un arpenteur qui jurât qu'elle contient véritablement vingt arpens et qu'il s'en présentât aussi quarante autres qui vinssent jurer, l'un qu'elle n'a qu'un arpent, l'autre qu'elle en a deux, et ainsi de suite jusqu'à quarante, quels sont les juges et les jurés qui hésiteraient un seul instant à croire l'arpenteur qui affirme que la pièce de terre contient vingt arpens, et à rejeter le témoignage de tous les autres?

205. En supposant, relativement à l'objet qui nous occupe, que les trente-neuf quarantièmes de la chrétienté eussent *protesté*, on réfuterait difficilement l'argument que je viens de poser.

Mais ne perdez point de vue que jusqu'à présent il n'y a encore tout au plus que deux cinquantièmes de la chrétienté qui se trouvent dans ce cas; de sorte qu'au lieu de trente-neuf sur quarante, il se trouve au contraire que ce sont trente-neuf sur deux mille qui ont protesté contre la foi jusqu'alors commune et que leurs pères avaient toujours professée. N'oubliez pas non plus que chacun de ces trente-neuf individus protestent énergiquement que les trente-huit autres n'ont protesté que sur de faux motifs. Comment croire ensuite que la protestation de ces trente-neuf personnes contre la foi des deux mille autres, appuyée sur une longue suite de siècles, ait en elle-même quelque chose de juste et de raisonnable? Devrions-nous, en d'autres circonstances, décider de la sorte? Des hommes honnêtes et que la passion ou quelque motif vil et bas n'aveuglent pas le pourraient-ils? D'ailleurs s'il était vrai que la religion catholique fût aussi fausse qu'on le prétend, d'où vient qu'avant cette époque on n'ait jamais songé à l'extirper? Je m'attends à ce que l'on me réponde que, lorsque les Papes avaient un très-grand pouvoir temporel, lorsque les rois eux-mêmes étaient obligés de courber leur orgueil devant le Saint-Siége, personne n'eût osé employer les armes du raisonnement pour ébranler la foi catholique. Mais nous avons vu naguères le Pape prisonnier sur une terre étrangère, nous l'avons vu man234

quant presque du nécessaire; nous avons vu la presse jouissant, dans la moitié du monde, d'une liberté illimitée pour l'attaquer, ainsi que l'Eglise dont il est le chef. En outre il y a déjà plus de trois cents ans que toutes les sectes protestantes travaillent de concert à détruire la foi catholique; et cependant ne voyons-nous pas qu'au bout de ces trois cents ans cette croyance est encore dominante dans la chrétienté? Ne voyons-nous pas bien plus qu'elle fait chaque jour de nouveaux progrès, et même dans ce royaume où un clergé protestant recoit huit millions sterling de traitement annuel, et où les catholiques sont sévèrement exclus de tout rang, de tout honneur, et quelquesois même privés de tous les droits politiques garantis aux autres citoyens, et cela sous l'empire d'une constitution établie par leurs ancêtres catholiques comme eux? Se pourrait-il donc que cette religion fût sausse? Un tel culte pourrait-il être idolâtre? Y a-t-il jamais pu y avoir nécessité de le détruire en Angleterre, autant du moins que les lois le permettaient? Notre honneur et notre bien-être ont-ils jamais pu être intéressés à violer tous les droits sacrés de la propriété, à saccager notre pays, et à l'inonder de sang asin de parvenir à changer notre religion?

206. Mais pour revenir aux œuvres des brigands de la "réforme," remarquons que dans des discussions de ce genre, c'est une erreur com-

mune et grave en même temps, de ne considérer la question que sous le point de vue purement religieux. L'Église catholique ne bornait pas son influence à l'enseignement de la religion, à la célébration du culte et à l'administration des sacremens; elle s'étendait encore aux intérêts temporels du peuple. Elle pourvoyait de la manière la plus généreuse et la plus abondante aux besoins des pauvres et des malheureux. Souvent, en retour de ses bienfaits multipliés, l'avarice et l'usure lui abandonnaient les trésors qu'elles avaient honteusement accumulés, et elle les employait à des œuvres de bienfaisance. Elle renfermait un corps nombreux de propriétaires terriers dont les revenus étaient toujours distribués au peuple de la manière la plus avantageuse pour lui. Les propriétaires formaient un état puissant, indépendant de l'aristocratic et de la couronne, et dont les intérêts étaient presque toujours les mêmes que ceux du peuple. Mais, disons-le encore une fois, cette Église s'était surtout toujours montrée l'amie et la consolatrice du pauvre et n'avait jamais cessé d'exercer l'hospitalité la plus généreuse. La charité et la bienveillance avec laquelle elle traitait ses fermiers et tous ceux qui dépendaient d'elle, adoucissaient la rigueur du droit de propriété; et elle contenait la société dans ses devoirs plutôt par les liens de la religion que par la crainte des lois. L'Église catholique déclare contraire à l'Evangile le prêt d'argent à intérêt; elle considère comme usuraires, et par conséquent comme criminels, les gains que l'on en retire. Sa doctrine enseigne à prêter sans intérêt, et elle combat ainsi cette détestable passion d'amasser des richesses, par le moyen le plus prompt et le plus facile à la fois. Les chrétiens avaient ignoré ce que c'était que l'usure jusqu'à ce que le tyran Henri VIII, assassin de sa femme, se fût jeté comme un loup vorace sur les propriétés de l'Église et sur celles des pauvres. Les principes de l'Eglise catholique ont tous leur source dans la générosité et la bienfaisance : c'est là son caractère distinctif, comme l'égoïsme est celui de notre Église cétablie par la loi. "

207. Ce qui restait encore à piller après la spoliation des couvens était peu de chose en comparaison de ce que l'on avait déjà volé. Cependant ce que le vieux tyran avait oublié de prendre, ce qui restait encore à glaner après lui, ne laissait pas d'avoir une certaine valeur. Le pillage des églises paroissiales et autres fut précédé de profations de tout genre, et de farces dégoûtantes jouées dans les églises mêmes. Calvin exerçait une influence opposée à celle de Cranmer; de sorte qu'il y eut presque guerre ouverte entre leurs partisans respectifs, pour savoir lequel

des deux systèmes on adopterait pour l'instruction publique. Quand tout fut préparé, on mit la main à l'œuvre, et l'on suivit un ordre ad-

mirable dans le pillage. Les autels de toutes les églises étaient, comme je l'ai déjà rapporté, ornés d'or et d'argent. Une partie de leurs richesses consistait en images, en encensoirs et chandeliers; l'autre, en objets nécessaires à la célébration de la messe. Quoi de plus simple donc que d'abolir la messe, et de décréter que dorénavant on n'aurait plus qu'une " table en guise d'autel? " Le parti fanatique des " réformateurs "s'amusa pendant long-temps à disputer pour savoir dans quelle partie de l'église on placerait cette table; quand on fut convenu de la place qu'elle devait occuper, on discuta gravement sur la forme qu'elle devait avoir ; si elle devait plutôt regarder le nord que l'ouest, l'est ou le sud; ensin, si le peuple devait se tenir debout, s'agenouiller ou s'asseoir devant ce morceau de bois. Pendant tous ces débats, les brigands pensaient à toute autre chose, et ne perdaient point de vue les images, encensoirs et autres ustensiles nécessaires au culte.

208. Pour engager le peuple à adopter toutes ces innovations, les réformateurs eurent soin de fabriquer une Bible qui offrait de perfides interprétations du texte original, toutes les fois qu'ils le croyaient utile à leurs desseins. De tous les actes de cette époque de meurtre et d'hypocrisie, ce fut là peut-être le plus vil et le plus odieux : il sert admirablement à nous faire apprécier à leur juste valeur les héros de la "réforme. "Aujourd'hui encore, les souffrances du malheureux artisan anglais, qui n'a pour soutenir sa chétive existence que des pommes de terre et de l'eau, sont la conséquence naturelle des horribles faits que je suis condamné à rapporter. Lorsque tout eut été bien préparé à l'avance, un acte parlementaire, sanctionné par l'autorité royale, ordonna de commencer le pillage général. Les voleurs enlevèrent tout ce qu'ils trouvèrent de précieux, jusqu'aux vêtemens mêmes des prêtres. On n'avait encore jamais eu d'exemple d'une semblable rapacité; espérons, pour l'honneur de l'humanité, qu'il ne se renouvellera pas. On eût dit que l'Angleterre était devenue un vaste repaire de brigands.

209. Le protecteur Somerset ne s'oublia point dans tout cela. Après avoir pillé quatre ou cinq évêchés, il lui prit envie d'avoir un palais à Londres. Pour bâtir ce palais, qui fut construit dans le Strand, et que l'on appela Somerset-House, nom qu'il a conservé jusqu'à ce jour, il s'empara des maisons de ville de trois évêques, et les fit abattre en même temps qu'une église paroissiale, pour avoir l'emplacement nécessaire au plan qu'il avait adopté. Les matériaux provenant de la démolition de ces édifices étant insuffisans pour la construction de son palais, il fit démolir une partie des bâtimens appartenant à la cathédrale de Saint-Paul, l'église Saint-Jean, près de Smithfield, Barking-Cha-

pel, près la Tour, l'église collégiale de Saint-Martin-le-Grand, l'église de Saint-Ewen, ainsi que les églises paroissiales de Saint-Nicolas et de Sainte-Marguerite, à Westminster; mais, rapporte le docteur HEYLYN, " à peine les ouvriers eurent-ils établi leurs échafaudages, qu'on vit accourir sur eux un grand nombre d'habitans de ces différentes paroisses, les uns armés d'arcs et de flèches, et les autres de bâtons et de fourches, ce qui répandit tellement l'effroi parmi les ouvriers, qu'ils se sauvèrent fort surpris, et qu'on ne pût jamais les engager à reprendre leurs travaux. " Ainsi s'éleva Somerset-House, qui de nos jours sert de temple au dieu du fisc. Ce palais fut construit, dans l'origine, avec les décombres des églises; il a toujours conservé le même nom, et c'est de là aujourd'hui que partent ces ordres qui nous forcent à nous priver du fruit de nos travaux pour acquitter les intérêts d'une dette publique qui fut la conséquence naturelle et immédiate de la "réforme. "

210. Je me réserve de faire, dans ma dernière lettre, l'histoire de l'appauvrissement et de la dégradation qui résultèrent pour le peuple anglais de toutes les atrocités commises par les "protestans" de cette époque et leurs dignes successeurs, dans des temps plus rapprochés de nous. Je me bornerai ici à faire observer que la grande masse du peuple haïssait aussi profondément les tyrans " réformateurs " que les actes de leur pouvoir, et qu'il régnait à cette époque en Angleterre un mécontentement général dont les explosions amenèrent dans diverses circonstances des insurrections armées. La manière dont Hume, en faisant l'histoire de ces temps de désolation, cherche à excuser les brigandages de la "réforme," ne laisse pas de piquer la curiosité. Son but constant, comme l'on sait, est de noircir les institutions catholiques, et surtout le caractère et la conduite du clergé catholique. Il lui était cependant impossible de taire ce mécontentement du peuple, et les soulèvemens auxquels il donna lieu; et comme il fallait nécessairement que cette disposition des esprits eût une cause quelconque, il était forcé ou de l'attribuer à ce que ce changement renfermait de pernicieux, ou à quelque autre cause. Que fait alors notre historien? il s'efforce, d'une manière étudiée, de faire croire à ses lecteurs que le peuple se trompait alors sur la tendance de cette révolution. Il a soin d'ajouter qu'on aurait peine à imaginer une institution moins favorable aux intérêts de l'humanité que la religion catholique; et cependant il ajoute que, comme cette religion ne laissait pas de présenter au peuple quelques avantages qui cessèrent lors de la suppression des couvens, le peuple regretta vivement cette suppression. Il décrit ensuite les bienfaisans résultats des institutions monastiques, et ajoute

que comme les moines résidaient sans cesse dans leurs biens, ils répandaient autour d'eux une grande somme de bienfaits : que n'ayant aucun des motifs qui put les pousser comme les autres hommes vers l'avarice, ils étaient en même temps les meilleurs maîtres et les propriétaires les plus humains; puis il fait voir que lorsque les biens du clergé devinrent propriétés particulières, les fermages augmentèrent de prix, et qu'en même temps on alla dépenser au loin le revenu de ces mêmes propriétés : d'où il résulta que les fermiers se trouvèrent exposés à la rapacité d'un intendant impitoyable, que de vastes étendues de terre restèrent sans culture, que les fermiers furent expulsés de leurs fermes, et que les paysans furent dépouillés des communes où ils avaient le droit de faire paître leurs troupeaux; que la population du royaume diminua sur tous les points, que son ancienne prospérité déchut sensiblement, que les monnaies, après avoir déjà subi de fortes altérations sous le règne de Henri VIII, furent altérées encore davantage par ses successeurs, que tout l'argent au titre légal fut ou accapare ou exporté à l'étranger; que la grande masse du peuple perdit par-là une partie de ce qu'elle avait acquis par son travail et son industrie, et que l'explosion des murmures et des plaintes fut générale sur tous les points du royaume.

211. A présent je le demande encore une fois,

cette résolution était-elle avantageuse? Quelles peuvent donc être les excuses alléguées par cet odieux calomniateur des institutions catholiques? Les voici : il dit d'abord que la charité et l'hospitalité exercées par les moines encourageaient la fainéantise et s'opposaient au développement et à l'accroissement des richesses publiques, et ajoute que le peuple, ne pouvant subsister que par une augmentation de travail, que cette augmentation d'industrie finit par être la conséquence de la situation actuelle, d'où résultent " d'immenses avantages pour la société. " J'ignore ce qu'il a voulu dire par situation actuelle; je suppose que ce soit sans doute la situation du pays au temps où il écrivait; et quoique la " réforme " n'eût pas encore produit autant de mendicité, de misère, de dette publique et d'impôts que de nos jours, elle était en bon chemin pour y parvenir. Mais qu'entendait-il par richesses publiques? Les institutions catholiques, comme il est forcé de l'avouer, empêchaient la grande masse du peuple d'éprouver les besoins qu'entraîne la misère; mais, ajoute-t-il, s'opposait au développement et à l'accroissement de la richesse publique. Encore un coup, que signifient ces mots richesse publique? Quel est, ou quel doit être le but de tout gouvernement et de toute institution politique ou religieuse? n'est-ce pas le bonheur du peuple? Mais notre historien, comme ADAM SMITH et tous les autres écrivains

écossais ses compatriotes, semble croire qu'il peut exister une grande somme de richesse publique avec une extrême misère individuelle. On dirait que ces hommes regardent le peuple comme un vil troupeau travaillant pour un être abstrait qu'ils appellent le bien public. Avec de pareilles gens, il ne s'agit pas de savoir si le peuple, pour le bonheur duquel a été institué tout gouvernement, est heureux ou malheureux; mais bien si l'état gagne ou perd de l'argent ou la valeur de l'argent. Je me fais fort de démontrer par la suite qu'avant la " réforme" l'Angleterre était positivement et relativement plus puissante qu'elle ne l'a été depuis, et qu'elle possédait beaucoup plus de richesses réelles. Mais qu'il nous suffise, pour le moment, de remarquer que la réforme n'avait encore produit, à l'époque dont nous parlons, qu'une misère générale dans les basses classes du peuple, et qu'en conséquence les plaintes retentissaient d'un bout du royaume à l'autre.

212. Le livre de prières de Cranmer avait été annoncé comme devant mettre fin à toutes les dissentions; mais à peine fut-il promulgué, et la spoliation des églises, qui en était la conséquence nécessaire, eut-elle commencé, qu'il se déclara une insurrection ouverte dans plusieurs comtés, où l'on livra des batailles, et où se firent un grand nombre d'exécutions suivant les lois militaires. Le royaume entier ressentit cette com-

motion, mais surtout les comtés de Devonshire et de Norfolk. Dans le premier, les insurgés, supérieurs en nombre aux troupes envoyées pour les combattre, mirent le siége devant Exeter. On envoya contre eux lord Russel, qui les désit après avoir reçu un renfort de troupes allemandes. Les insurgés furent alors exécutés en masse, selon les lois militaires. Le brave général se distingua sur-tout en faisant pendre un vénérable prêtre au haut du clocher de son église! C'est là sans doute un de ces services éminens rendus par la famille des Russels, que l'Angleterre, à ce que nous a appris M. BROUGHAM, ne saurait jamais trop récompenser. L'insurrection présentait un caractère plus alarmant dans le comté de Norfolk; mais le secours des troupes étrangères ne tarda pas à la comprimer, et elle fut suivie des supplices les plus barbares. Le peuple du Devonshire se plaignait qu'on eût altéré la religion, que comme le rapporte le docteur Heylyn, théologien protestant, " le " tiers état, né libre et indépendant, fût néan-" moins opprimé par quelques membres de la pe-" tite noblesse, qui s'adonnaient à tous les plai-" sirs, tandis que le pauvre tiers état, épuisé de " fatigues et de travaux, vivait dans l'esclavage le " plus abject; que l'on eût aboli la sainte lithur-" gie adoptée par leurs pères; que la force et la " violence l'eussent remplacée par un nouveau " culte étranger à leurs mœurs. " Ils demandaient

qu'on rétablit la messe et les couvens, et qu'on interdit le mariage aux prêtres comme auparavant. Partout de semblables plaintes et de pareilles demandes se faisaient entendre. Cependant le livre de prières de CRANMER et " l'Église établie par loi " finirent par triompher à l'aide des baïonnettes étrangères.

213. Telle fut l'origine de l'église protestante "établie par la loi;" tels furent ses premiers pas dans la carrière qu'elle a fournie depuis. Hélas! combien ne différaient point les commencemens de cette Eglise d'Angleterre, fondée par SAINT AUGUSTIN à Cantorbéry, objet des affections du grand Alfred, et sous les auspices de laquelle le peuple anglais s'était vu pendant neuf cents années consécutives le plus puissant du monde, et avait vécu dans une abondance et une liberté supérieures à celles dont jouissaient les autres peuples.

214. Somerset, qui en 1549 avait envoyé son propre frère à l'échafaud, parce qu'il s'était opposé à ses usurpations (bien que l'un et l'autre fussent des brigands), ne tarda pas, après avoir commis sur le peuple toutes les cruautés dont je viens de parler, à porter sa tête sur le même échafaud. DUDLEY, comte de Warwick, qui l'égalait en bassesse et en injustice, mais lui était supérieur en talent, ayant soulevé le conseil contre lui, lui sit éprouver le sort qu'il avait si bien mérité. Il serait tout-à-fait sans intérêt pour nous de chercher à savoir sous quels prétextes on le fit périr. Il faisait partie d'une réunion d'hommes atroces qui s'épiaient mutuellement et s'entre-détruisaient quand ils en trouvaient l'occasion. Il est bon néanmoins de remarquer que parmi les crimes, dont on accusait ce grand coupable, se trouvait celui d'avoir introduit des troupes étrangères dans le royaume. Quelle ingratitude profonde de la part de ces pieux " réformateurs! " n'étaient-ce point ces troupes qui les avaient aidés à établir leur nouvelle religion? Mais il était de leur intérêt de mettre à mort un chef qui avait été la cause principale de leurs succès; et il ne s'agissait en définitif que du pillage et du partage qu'on en devait faire. Somenset s'en était adjugé une part plus forte que celle de ses confrères; il se faisait construire un palais. S'il avait été possible à chacun des brigands d'en faire autant, la paix et la concorde auraient régné entre eux; mais comme cela ne pouvait être, on le déclara traître pour s'en débarrasser. Le roi SAINT ÉDOUARD, ce prince que le protestantisme a canonisé, à peine âgé alors de quinze ans, avait déjà signé la condamnation à mort d'un de ses oncles, à l'instigation d'un autre oncle. Le saint roi ne sit donc aucune dissiculté de signer pour la seconde fois l'arrêt de mort d'un de ses oncles.

215. WARWICK, qui devint alors protecteur, fut créé duc de Northumberland, et se sit don-

ner les biens immenses qui avaient appartenu à l'antique maison dont il portait le nom, et qui étaient tombés dans le domaine de la couronne. Cet homme était un protestant peut-être encore plus zélé que son prédécesseur, c'est-à-dire qu'il était encore plus débauché, plus rapace et plus cruel. Tant qu'il resta quelque chose à voler, on continua à piller et dévaster les églises. Sur beaucoup de points du royaume, on réunit plusieurs paroisses en une seule que l'on fit desservir par un seul prêtre. Mais, à dire vrai, on ne laissa dans le clergé presque aucun homme digne d'en faire partie. Tout ce qu'il y avait de vertueux et de savant parmi les prêtres avait été massacré ou réduit à périr de faim, ou bien condamné à s'expatrier; et on avait tellement diminué, pendant le règne de la terreur, les revenus de ceux qui étaient restés, qu'ils étaient souvent obligés, pour subvenir à leurs besoins, de travailler comme charpentiers, serruriers, maçons, etc., et même d'entrer comme domestiques au service des gentilshommes, de sorte que cette " Eglise d' Angleterre établie par la loi " (et surtout par les troupes allemandes) devint l'objet du mépris général, non-seulement de la nation, mais encore de tous les peuples d'Europe.

216. Le roi qui n'était qu'un enfant de la plus faible santé, semble n'avoir eu d'autre trait distinctif dans le caractère que la haine qu'il portait aux catholiques et à leur religion, haine nourrie

par les leçons de Cranmer et autres. Sa vie ne paraissait pas devoir être de longue durée; aussi NORTHUMBERLAND, qui lui servait alors de tuteur, concut-il le projet de faire passer la couronne dans sa famille, projet à coup sûr digne d'un héros de la " réforme." Dans ce dessein, il maria l'un de ses fils, lord GUILFORD DUDLEY à lady JANE GREY, qui, après MARIE et ÉLISAветн, était l'héritière immédiate du trône. Quand ce mariage fut conclu, il engagea ÉDOUARD à faire un testament par lequel il instituait cette même JANE GREY héritière de sa couronne, à l'exclusion de ses deux sœurs. Les écrivains qui ont pris à tâche de pallier les crimes et les désordres de la " réforme, " et par conséquent portent aux nues l'enfant-roi, sous le règne duquel l'Église actuellement existante fut " établie par la loi," nous racontent, sur la manière dont se prit Nor-THUMBERLAND pour engager Saint ÉDOUARD à commettre cet acte d'injustice, de longues histoires dans lesquelles il ne se trouve probablement pas un seul mot de vrai. Néanmoins ce qu'ils rapportent se réduit à ceci : " LADY JANE était " sincèrement attachée aux doctrines des protes-" tans; le jeune roi le savait; c'est à son vif désir " de voir se consolider la nouvelle religion qu'il

" faut attribuer son consentement à la propo-

" sition de Northumberland. ,,

217. Cette manière de disposer de la couronne éprouva de grandes difficultés quand on en pré-

senta l'acte étrange aux avocats, espèce de gens qui n'ont jamais rien de plus à cœur que de se mettre à l'abri de tout danger. Les juges du vieil Henri eux-mêmes, lorsqu'ils étaient pressés de donner leur avis sur quelque violation de la loi, ne manquaient jamais de renvoyer la question au parlement. Dans cette occasion, les juges, le lord chancelier, les secrétaires d'état, les membres du conseil privé, hésitèrent tous à mettre leurs noms au bas d'un acte qui changeait ainsi l'ordre de succession. On parvint néanmoins à lever peu à peu tous les scrupules, surtout quand CRANMER eut apposé sa signature, lui qui, en sa qualité d'exécuteur testamentaire du feu roi, avait juré de la manière la plus solennelle d'exécuter ses dernières volontés, en vertu desquelles les deux sœurs devaient succéder au trône en cas que le jeune roi vînt à mourir sans postérité. C'est ainsi que le " pieux et saint" auteur du livre de prières, outre quatre parjures antérieurs d'une notoriété incontestable, se rendit encore coupable du crime de haute trahison. Malgré toute sa duplicité, il avait fini par se laisser prendre à ses propres piéges, sans doute dans la vue de conserver son évêché. La princesse MARIE était bien l'héritière naturelle et légitime du trône; mais c'était CRANMER qui avait rédigé l'acte de divorce de sa mère avec le feu roi et qui en avait poursuivi la déclaration. Il n'ignorait pas d'ailleurs que MARIE était inébranlablement attachée à la religion catholique, et il prévoyait bien que son avénement au trône porterait un coup mortel à son pouvoir et à son Eglise. Aussi ne balança-t-il point à commettre le plus grand crime reconnu par notre législation.

218. Comme le roi se trouvait toujours entre les mains de Northumberland, qui l'avait entouré de ses créatures, on prévit bien, quand il eut signé cet acte, que suivant les bruits sourds qui circulaient dans le public, il ne lui restait pas long-temps à vivre. Il mourut en effet le six juillet 1553, à l'âge de seize ans, dans la septième année de son règne, le jour même où, quelques années auparavant, son barbare père avait envoyé sir Thomas More à l'échafaud. Ces sept années furent la période la plus fertile en malheurs et en calamités dont l'histoire d'Angleterre ait conservé le souvenir. On ent dit que le fanatisme et la friponnerie, l'hypocrisie et l'esprit de pillage s'étaient partagé le royaume pour l'exploiter. Les souffrances du peuple à cette époque dépassent tout ce que l'on peut imaginer. A l'abondance dans laquelle il avait toujours vécu du temps de la religion catholique, avait succédé une misère générale; et afin de réprimer la mendicité qui en était la conséquence naturelle, on fit les lois les plus barbares et les plus sévères pour empêcher les malheureux, fussent-ils même sur le point de mourir de faim, d'implorer la pitié publique. La nation perdit bientôt

toute considération à ses propres yeux et à ceux des peuples étrangers. Ainsi la ville de Boulogne en France avait été conquise par la valeur des anglais catholiques; et l'on vit alors de lâches ministres " protestans " ne pas rougir de la restituer au gouvernement Français. Aussi, d'un bout à l'autre de l'Europe, n'entendit-on plus que de sanglans sarcasmes lancés contre une nation naguère si grande et si puissante. Hume, qui trouve toujours quelque chose à louer dans ceux qui ont partagé sa haine contre la religion catholique, prétend que tous les historiens anglais s'étendent avec plaisir sur les excellentes qualités de ce jeune prince, sur les belles espérances qu'il faisait concevoir, et qui lui avaient mérité l'attachement le plus tendre et le plus sincère de la part de ses sujets. "Il avait, dit-il, " une douceur angélique dans le caractère, et un " attachement décidé aux règles de la justice et de " l'équité. " Nous avons déjà eu lieu d'apprécier cette douceur angélique, quand nous l'avons vu donner l'ordre de brûler vifs un grand nombre de protestans qui ne protestaient point comme il l'entendait, et signer l'arrêt de mort de deux de ses oncles. Nous nous confirmerons dans notre persuasion, en nous rappelant qu'il voulut intenter un procès à sa sœur MARIE parce qu'elle n'adoptait point des croyances qu'elle regardait comme blasphématoires, dessein dont les menaces de l'empereur, cousin de la princesse, pu-

rent seules le détourner. Quant à son attachement inviolable aux règles de la justice et de l'équité, il me semble que personne ne peut en douter, pour peu qu'il veuille réfléchir à ce testament qui déshéritait ses deux sœurs, après même que les juges eussent déclaré qu'une telle mesure était contraire à la loi fondamentale du royaume. Les nombreuses insurrections qui éclatèrent sur tous les points du royaume pour s'opposer à ses ordres, les demandes énergiques qu'on lui adressa pour rétablir cette religion vénérable, à la destruction de laquelle tendaient tous les actes de son administration, sont à coup sûr une preuve suffisante de ce tendre et sincère attachement que lui portaient ses sujets. Mais, outre les preuves évidentes de la fausseté des récits de Hume, nous allons invoquer le témoignage du docteur HEYLYN, qu'on ne pourra pas nier être au moins un des historiens anglais sur l'autorité desquels Hume s'appuie plus de vingt fois dans la partie de son histoire qui a rapport au règne de ce prince. Le docteur HEYLYN est loin de s'étendre avec plaisir sur les excellentes qualités d'Edouard. Voice ce qu'il en dit au quatrième paragraphe de sa préface:,, Je ne puis " considérer la mort du roi EDOUARD comme un " malheur pour l'Église d'Angleterre. Ce jeune " prince avait reçu de la nature le germe de " tous les vices; il était sans principes, et eût " été porté à mettre à exécution les mauvais

" conseils qu'on aurait pu lui donner. Il n'y a " rien d'étonnant, s'il avait vécu plus long-temps, " que les autres évêchés (quoique déjà assez " appauvris) eussent tous eu le sort de celui " de Durham; et que notre pauvre église fût " devenue aussi pauvre que lorsqu'elle parut au " monde pour la première fois et dans toute sa " nudité. " Eh! mais c'est justement là ce qui fait son mérite aux yeux de Hume. Que ne le disait-il d'abord; et pourquoi venir nous parler du caractère aimable et vertueux du jeune tyran? Pourquoi ajoutait-il que tous les historiens anglais s'étendent avec plaisir sur les bonnes qualités de ce jeune Saint de la "réforme?"

219. La manière dont on avait disposé de la couronne avait été cachée au peuple, et la mort du roi le fut aussi pendant trois jours entiers. Northumberland, voyant s'approcher la mort du jeune Saint, avait eu soin de faire venir, conjointement avec CRANMER et les autres membres du conseil, les deux princesses dans les environs de Londres, sous prétexte d'être par-là plus à portée de venir au secours de leur frère. Mais leur but réel était de pouvoir s'emparer de leurs personnes, et les jeter en prison aussitôt que le roi aurait rendu le dernier soupir. Les traîtres, les conspirateurs, les scélérats de toute espèce, ont cela de commun entre eux, que, lorsque leur intérêt personnel l'exige, ils sont toujours prêts à se trahir les uns les autres. C'est aussi ce qui arriva dans cette occasion. Le comte d'Arundel, l'un des membres du conseil, et qui, comme Dudley et ses autres collègues, s'était rendu chez lady JANE, le 10 juillet, pour être admis à lui présenter ses hommages comme à la Reine, avait eu la précaution d'expédier, dans la nuit même du 6, un exprès à MARIE, qui déjà était arrivée à Hoddesden, pour la prévenir de la mort de son frère et lui dévoiler en entier le complot tramé contre elle. Sur cet avis, la princesse monta à cheval, accompagnée d'un petit nombre de serviteurs, et se dirigea vers Konninghall, dans le comté de Norfolk et de là sur Hamlingham, dans le comté de Suffolk. Quand elle y fut arrivée, elle envoya aux membres du conseil l'ordre de proclamer son avénement au trône comme reine légitime d'Angleterre, leur donnant à entendre qu'elle connaissait leurs perfides desseins, sans cependant les en accuser ouvertement. Ceuxci avaient fait, le même jour, proclamer reine lady JANE. Ils avaient en outre pris toutes les précautions possibles pour assurer le succès de leur entreprise : l'armée, la flotte, le trésor et toute la force administrative étaient entre leurs mains; ils lui firent donc une réponse hautaine, et lui ordonnèrent de se soumettre à la reine légitime en loyale et fidèle sujette. Le nom de CRANMER était le premier de ceux qui se trouvaient au bas de cet ordre.

220. Quand on a le cœur droit et qu'on aime la justice, on éprouve un véritable plaisir à examiner l'embarras où fut réduite quelques heures après cette bande de scélérats sans pareils. La noblesse et la bourgeoisie étaient spontanément accourues se ranger sous les étendarts de MARIE; et dans Londres même, le peuple, quoique infecté des doctrines pestiférées apportées en Angleterre par des scélérats étrangers, venus du continent pour propager la nouvelle religion, eût cependant encore assez d'honneur pour désapprouver hautement une injustice et une spoliation aussi criantes. RIDLEY, évêque protestant de Londres, prononça dans l'église de Saint-Faul, en présence du lord-maire et d'une nombreuse assemblée, un sermon dans lequel il engageait vivement les auditeurs à prendre fait et cause pour Marie; malheureusement ce fut sans aucun effet. Le 13 juillet, Northumberland sortit lui-même de Londres pour aller attaquer la reine; mais quelques jours après, elle était déjà entourée par plus de vingt mille hommes, tous volontaires et refusant toute solde quelconque. Northumberland n'était pas arrivé à Bury-Saint-Edouard que déjà il désespérait du succès. Il se dirigea alors sur Cambridge, et écrivit aux conspirateurs ses complices pour leur demander du renfort. L'épouvante d'abord, et ensuite la trahison, ne tardèrent pas à se montrer parmi les siens. Peu de jours après, les

mêmes hommes qui avaient juré solennellement de défendre la cause de la reine Jane, envoyèrent à Northumberland l'ordre de licencier ses troupes, et proclamèrent, au milieu des applaudissemens et de l'alégresse de tout un peuple, Marie reine d'Angleterre.

221. Le chef de la conspiration avait licencié son armée, ou plutôt ses soldats l'avaient abandonné avant qu'il n'en eût reçu l'ordre. C'était alors, comme on se le rappelle, le siècle de la " résorme" ou de la bassesse. On ne doit pas être étonné de le voir suivre le conseil du docteur Sands, vice-chancelier de l'Université, qui, quatre jours auparavant, prèchait contre MARIE de le voir s'avancer sur la place publique de Cambridge, et là, annoncer l'avénement de MARIE au trône, en agitant, à ce que rapporte STOWE, son chapeau dans l'air, en signe de sa joie et de sa satisfaction. Néanmoins il fut arrêté quelques heures plus tard sur un ordre de la reine, et par son complice, ce même comte d'Arundel, qui avait été un des premiers à saluer reine lady JANE. Non! jamais dans aucun pays et sous aucun règne on ne vit une rapacité, une hypocrisie, une bassesse et une perfidie semblables à tout ce dont l'Angleterre eut à souffrir de ceux qui détruisirent dans son sein la religion catholique et y fondèrent l'Eglise protestante! Ce même Dudley, qui, pendant tant d'années, avait fait métier de piller les églises, qui avait été un des instigateurs de toutes les mesures atroces prises contre ceux qui persistaient dans la foi de leurs pères, qui avait essayé d'intervertir l'ordre de succession au trône, parce que, disait-il, l'avénement de MARIE au pouvoir pouvait mettre la religion protestante en péril, ce même homme ensin, quand il vint recevoir le digne châtiment de ses crimes sur l'échafaud, se confessa dans la foi catholique, et même exhorta le peuple à rentrer dans le sein de l'Église catholique. Suivant le docteur HEYLYN (n'oubliez pas que c'est un protestant qui parle), "il exhorta " les Anglais à conserver la foi de leurs ancê-" tres, et à rejeter la nouvelle, qui avait été " la cause de toutes les calamités qu'ils avaient " eu à souffrir pendant les trente dernières an-" nées. " Il ajouta que " s'ils voulaient se pré-" senter purs et sans tache devant Dieu, s'ils " étaient véritablement désireux du bien de leur " pays, ils devaient chasser ceux qui venaient " leur prêcher la religion " réformée. " " Quant " à lui, dit-il ensuite, sa conscience était char-" gée, et sa sentence juste. " Fox, le martyrologiste de la " réforme, " dont nous aurons souvent l'occasion d'apercevoir la fausseté et les mensonges, rapporte que Dudley ne fit cette profession de foi que parce qu'on lui avait promis sa grâce. Mais en marchant à l'échafaud, ne devait-il pas bien voir qu'il n'y avait plus de pardon à espérer pour lui? D'ailleurs n'at-il pas lui-même déclaré le contraire au moment de son supplice? n'a-t-il pas dit expressément que personne ne l'y avait engagé, et qu'il ne le faisait dans aucun espoir d'obtenir par-là sa grâce? Mais nous allons bientôt voir Cranmer lui-même renoncer à son apostasie et rentrer dans le sein de l'Église primitive, et la bande entière des pillards "réformateurs" se prosterner devant le légat du Pape, confesser leur hérésie et leurs sacriléges, et recevoir l'absolution de leurs crimes.

222. Ainsi finit ce règne de "réforme," de pillage, de misère et de calamités. Le nouveau culte avait été changé à trois reprises différentes; et cependant on avait infligé les peines les plus sévères à ceux qui avaient persisté dans leur ancienne croyance. La nation était devenue davantage, de jour en jour, l'objet des mépris de l'étranger; ses malheurs et ses divisions intestines n'avaient aussi fait que s'accroître. L'église " établie par la loi " naquit dans ces circonstances; elle grandit en influence sous l'administration de deux protecteurs ou premiers ministres, qui périrent tous deux du supplice des traîtres. Son principal fondateur fut un homme qui avait attaché au pilori des protestans et des catholiques, selon les circonstances; qui avait fait brûler vifs des gens qui refusaient de reconnaître l'autorité du Pape, d'autres parce qu'ils ne croyaient pas à la transsubstantiation, d'autres

parce qu'ils y croyaient, d'autres enfin parce qu'ils avaient quelques opinions différentes des siennes; un homme qui ensuite se vanta publiquement d'avoir renoncé à des principes pour lesquels il avait condamné au dernier supplice tant de milliers de ses semblables, et qui ensuite protesta, de la manière la plus solennelle, que ses opinions étaient celles des malheureux qu'il avait fait assassiner! A mesure que cette église " établie par la loi " fit des progrès, on vit disparaître tout-à-fait ce qui restait encore de l'antique charité de nos pères. Les indigens, que l'Église catholique avait si tendrement placés sous sa protection, furent dès-lors flétris avec des fers rouges et condamnés à l'esclavage, seulement pour avoir demandé l'aumône, quoiqu'on n'eût pris en même temps aucune mesure pour les empêcher de périr de faim et de froid. L'Angleterre, si long-temps célèbre par son hospitalité, par la générosité, l'aisance et le bonheur de ses habitans, devint, sous l'influence du " protestantisme, " le pays par excellence de l'égoïsme, de la misère, de la détresse et de la tyrannie.

Nº VIII.

LETTRE VIII.

Marie monte sur le trône. Lois douces et bienfaisantes qu'elle établit. Reconciliation de la nation avec l'Église. Grande piété de la reine; générosité dont elle fait preuve. Elle épouse Philippe. Martyrologe de Fox.

Mes Amis, Kensington, le 30 Juin 1825.

223. Je vais maintenant vous faire l'historique d'un règne pendant lequel une double réaction politique et religieuse eut pour inévitable conséquence des peines et des supplices qui jusqu'à ce jour ont fourni un vaste sujet de déclamation aux calomniateurs de l'Église catholique. On a tout fait d'abord pour les exagérer, et ensuite pour les attribuer à la religion catholique; et l'on s'est surtout bien gardé dans ce but de dire un seul mot des cruautés et des atrocités bien plus grandes et mille fois plus nombreuses commises dans le royaume par des protestans. Mes amis, loin de moi l'idée de faire l'apologie d'aucune espèce de cruauté, ou de chercher à l'atténuer. Je désapprouve hautement toute peine corpo-

relle ou pécuniaire, infligée pour cause de religion. Qu'on ne m'accuse donc point d'entreprendre ici la défense des peines et des supplices infligés pour ce motif pendant le règne de MARIE, si j'ai cru de mon devoir de prouver : 1º qu'ils out été monstrueusement exagérés; 2º qu'il est bien plus facile de les excuser en raison des circonstances difficiles dans lesquelles on se trouvait alors, qu'il ne le serait d'atténuer en faveur du même motif l'atrocité et la cruauté des supplices infligés par les protestans pour cause de religion; 3º que, comparés à la masse épouvantable de supplices infligés par les partisans et les ministres de l'Église " établie par la loi, " ils sont à peine dans la proportion d'un à mille; enfin, que les attribuer aux principes de la religion catholique, est un abus révoltant du raisonnement, et que la reine était d'ailleurs l'une des personnes les plus vertueuses de son temps; que ce ne sont point ses propres erreurs en politique qui l'ont rendue malheureuse, mais bien les désastres et les désordres sans nombre que lui avaient légués ses deux prédécesseurs en sapant les institutions fondamentales du pays et en remplissant par là le royaume de confusion; en un mot, qu'ils n'avaient laissé à leur successeur d'autre parti à prendre que d'user d'une grande sévérité, ou bien d'encourager l'hérésie, le pillage et le sacrilége, et même d'y prendre part. Les hommes qui font métier de nous tromper

262

nous ont appris à ne désigner son règne que comme celui de la SANGUINAIRE MARIE, et celui de sa sœur que par ces mots emphatiques : L'AGE d'or de la bonne reine Élisabeth; mais ils ont eu grand soin de nous taire que pour chaque goutte de sang répandue par MARIE, la bonne Elisabeth en répandit des flots; que MARIE abandonna généreusement tous les biens provenant du pillage que lui transmirent ses prédécesseurs, tandis qu'ÉLISABETH s'en réempara et arracha aux pauvres le peu qu'on leur avait laissé par inadvertance; que la première resta toujours inébranlablement attachée à sa religion, tandis que la seconde, de catholique qu'elle était d'abord, devint ensuite protestante, pour revenir encore à la religion catholique et l'abjurer de nouveau; que l'une punit ceux qui avaient abandonné la religion dans laquelle eux et leurs ancêtres avaient été élevés, et à laquelle elle-même était toujours restée sidèle, tandis que l'autre envoyait au supplice ceux qui refusaient d'abandonner la religion de leurs pères, une religion qu'elle-même avait professée et dont elle faisait encore profession à l'époque de son sacre. Et cependant on nous a appris à n'appeler l'une que la sanguinaire MARIE et l'autre que la bonne ELISABETH! Combien n'avons-nous pas été trompés! Le temps n'est-il pas arrivé où cette déception, si préjudiciable à nos compatriotes catholiques et si injurieuse pour nous-mêmes, doit

cesser? Peut-être présumé-je trop de mes forces, en espérant parvenir à la détruire entièrement; mais j'aurai du moins fait quelque chose pour parvenir à un si noble but, en publiant un récit simple et véridique des principaux événemens du règne de Marie.

224. La reine qui, comme nous l'avons déjà vu au paragraphe 219, était à Hamlingham, dans le comté de Suffolk, se mit immédiatement en route pour Londres où elle arriva le 31 juillet 1553, après avoir reçu sur tout son passage les démonstrations les plus vives de la joie que causait son avénement au trône. A mesure qu'elle approchait de Londres, la foule des personnes, qui allaient au-devant d'elle, devenait plus considérable. ELISABETH qui, tant que les événemens étaient restés incertains, avait observé un profond silence, vint elle-même à sa rencontre, et les deux sœurs firent à cheval leur entrée dans la cité dont les maisons étaient décorées et les rues parsemées de fleurs. Marie fut ensuite sacrée de la manière la plus solennelle et selon le rituel catholique, par GARDINER qui, comme nous l'avons vu, s'était opposé à l'établissement de la nouvelle Église de CRANMER, et que la reine avait trouvé languissant dans les cachots de la tour de Londres, après avoir été dépouillé de son évêché de Winchester, mais que nous verrons bientôt devenir un des principaux acteurs de la réaction qui rétablit la religion catholique. La joie du peuple était sans bornes; jamais on n'avait encore vu un couronnement aussi magnifique ni une joie plus universelle et plus sincère. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point, et ce fait dément complètement les assertions de Hume, qui cherche à nous faire croire que le peuple n'aimait point les principes de la reine. Ce fait est d'ailleurs corroboré par la raison et par le témoignage de l'histoire. N'était-il pas naturel en effet qu'un peuple qui, trois ans auparavant, s'était soulevé sur plusieurs points du royaume contre la nouvelle Eglise et ses partisans, fût au comble de la joie à l'avénement au trône d'une reine qu'il savait bien avoir l'intention de renverser cette même Eglise et de comprimer l'insolence de ceux qui avaient étouffé ses murmures et ses plaintes à l'aide de troupes allemandes?

225. Marie commença son règne par des actes qui prouvèrent à la fois et sa justice et sa bienfaisance. Un généreux oubli d'elle-mème, et même de ce qui lui était nécessaire pour vivre avec splendeur, l'engagea à retirer de la circulation les monnaies falsifiées par son père et plus encore par son frère. Elle acquitta ensuite les dettes de la couronne et fit en même temps subir aux impôts une forte réduction. Mais ce qu'elle avait le plus à cœur, c'était de rétablir cette religion sous l'influence de laquelle l'Angleterre avait été si heureuse et si grande pendant tant de siècles, et dont la des-

truction n'avait eu pour résultat que la discorde, l'infamie et une misère générale. Elle avait de puissans obstacles à renverser; car bien que les pernicieux principes des réformateurs allemands, suisses et hollandais n'eussent point encore fait de grands progrès parmi le peuple, excepté à Londres qui était le centre d'opérations de ces aventuriers fanatiques et affamés, elle avait affaire aux pillards, et ces pillards étaient puissans. Il est aisé de concevoir que le peuple anglais qui, dans toutes les parties du royaume, s'était soulevé contre la nouvelle Eglise de CRANMER, qui avait demandé hautement le rétablissement de la messe et d'une partie au moins des monastères, et auquel on n'avait pu imposer silence qu'à l'aide des soldats allemands, des potences et de la loi martiale; il est aisé, dis-je, de concevoir que trois ans plus tard ce même peuple accueillerait avec un empressement qu'on ne saurait décrire, l'espérance de voir renverser la nouvelle Eglise et rétablir l'ancienne par une reine dont la constance, la piété et l'intégrité lui offraient les garanties les plus fermes. Malheureusement le pillage avait été immense, les pillards étaient si nombreux et si puissans, il y avait si peu de membres des familles distinguées qui n'eussent point participé à la spoliation des églises catholiques, que l'entreprise de la reine était hérissée de difficultés. Quant à l'Église de Cranmer, ou autrement dite, " établie par la loi, " il n'était rien moins que dif266

ficile de s'en débarrasser. L'or, l'argent, la vaisselle et les autres objets de valeur dont les pillards d'autels avaient spolié les églises pendant le règne du jeune SAINT ÉDOUARD, ne pouvaient être restitués; mais on pouvait du moins rendre les autels et ils le furent effectivement. Les tables qu'on leur avait substituées et les prêtres mariés n'offusquèrent pas long-temps les yeux du public. Il est assez curieux de remarquer combien Hume se sent attendri au souvenir de ce qui eut lieu alors. " Si là où domine la superstition, " l'on pouvait, dit-il, écouter ce que demandent " la loi, la justice et la raison, on n'aurait ja-" mais expulsé de leurs places des prêtres dont " le crime était d'avoir contracté mariage, en " vertu de la loi rendue alors. " Je m'étonne en vérité comment il ne lui est jamais revenu à l'esprit de faire remarquer que les moines et les religieuses n'eussent également jamais dû être expulsés de leurs propriétés, puisque leurs institutions jouissaient également de la garantie des lois du royaume, qui pendant neuf cents ans les avaient sanctionnées. Hume applaudit à la destruction de ces respectables institutions; mais s'agit-il de cette nouvelle Eglise dont l'existence ne datait encore que de trois ans, qui avait été établie sous le règne d'un enfant-roi, soumis aux volontés de deux régens qui, dans la suite, eurent la tête tranchée à bien juste titre, et à l'influence d'un conseil composé d'hommes qui tous

avaient conspiré contre leur légitime souverain; s'agit-il de ces prêtres mariés, dont la plupart, à l'exemple des LUTHER, des CRANMER, des KNOX et des HOOPER, et autres grands réformateurs de la même force, avaient manqué à leur vœu de chasteté, et s'étaient par conséquent rendus coupables de parjure, l'historien philosophe pense qu'il ne sallait abroger aucune loi, telle contraire qu'elle fût au bien public, si cette abrogation pouvait léser les intérêts d'hommes pareils à ceux que nous venons de citer. La reine était trop juste pour penser ainsi, et ces apostats furent honteusement expulsés, à la grande satisfaction du peuple qui se rappelait avoir été impitoyablement sabré par des troupes allemandes, pour avoir demandé entr'autres choses que le mariage fût interdit aux prêtres. Les évèques catholiques, qui avaient été dépossédés par CRANMER, furent rétablis dans leurs sièges; CRANMER lui-même fut peu de temps après chassé du siége auquel il était parvenu par des moyens si honteux; on ne tarda même pas à le jeter en prison, comme coupable de trabison. Il méritait bien son sort. On célébra de nouveau la messe sur tous les points du royaume; on cessa de marquer avec des fers rouges des gens prévenus d'avoir demandé l'aumône, et on ne les condamna plus à l'esclavage; en un mot, chacun espéra voir l'Angleterre redevenir ce qu'elle avait été, la terre par excellence de l'hospitalité et de la charité.

268

226. Restait maintenant à s'arranger avec les pillards. Nous allons ètre témoins d'une scène qui, si elle n'était pas avérée, passerait pour la fiction la plus romanesque et la plus étrange. Ce même parlement qui avait reconnu légal le divorce de CATHERINE prononcé par CRANMER, qui avait déclaré MARIE illégitime, la reconnut comme la légitime héritière du trône! Ce parlement qui avait aboli le culte catholique pour établir le culte protestant, sous prétexte que le premier était damnable et idolâtre, et le dernier conforme à la volonté de Dieu, abolit maintenant le protestantisme pour remettre en honneur la religion catholique! Quoi! me direz-vous, le parlement put agir ainsi et sans y être forcé par aucun motif pressant? Ne vous y trompez pas, mes amis, il avait alors tout à craindre du peuple, dont la grande majorité se prononçait sur cette importante matière d'une manière décidée et conforme aux intentions de la reine. Au reste, rien de plus admirable que la promptitude et la célérité que l'on déploya dans cette affaire. Le feu roi était mort dans le courant de juillet, et avant la fin de novembre suivant, tout ce qu'avait fait CRANMER pour le divorce du roi HENRI et le culte imposé à la nation était complètement détruit, et remarquez-le bien, en vertu d'actes rendus par ce même parlement qui avait confirmé l'un et établi l'autre. Le premier de ces actes déclarait que le mariage de Henri et

de CATHERINE avait été légitime, et déversait tout le blâme de l'affaire du divorce sur CRAN-MER que l'acte désignait personnellement. Le second déclarait l'Eglise " établie par la loi " une nouveauté produite par quelques opinions bizarres et individuelles, bien que quelques années auparavant le parlement eût assuré qu'elle provenait directement du Saint-Esprit. Le parlement cette fois avait raison, mais il aurait dû ajouter que cette innovation avait en outre été établie à l'aide de troupes allemandes. Le grand et sublime inventeur de cette Eglise, l'illustre CRANMER, qui allait enfin recevoir la juste récompense de ses nombreux forfaits, ne vit pourtant pas par lui-même renverser son ouvrage; car tout aussi coupable que Dudley, il n'avait encore jusqu'à présent été condamné qu'à une simple réclusion dans son palais de Lambeth. Lorsqu'il apprit que la messe avait été célébrée dans son église cathédrale, il fit paraître une déclaration incendiaire et pleine d'injures (sachez au reste qu'il la rétracta dans la suite). Cette déclaration et ses nombreuses trabisons antécédentes furent cause qu'on l'envoya à la tour, où il se trouvait encore au moment où les lois dont nous venons de parler furent adoptées. Quant à la nouvelle Eglise, il n'était pas besoin d'acte législatif pour la détruire; l'opinion générale l'abolit par un consentement tacite; tandis qu'il fallut des torrens de sang pour la rétablir sous

ELISABETH. HUME, guidé par Fox, auteur du martyrologe protestant, se plaint amèrement du mépris que la cour montra pour les lois, en faisant célébrer à l'ouverture du parlement la messe en latin et selon l'ancien rit, quoiqu'il eút été aboli par un acte du parlement. Il avait été aboli en effet; mais CROMWELL et sa clique fanatique avaient aussi aboli le gouvernement royal en vertu d'un acte du parlement et surtout par la force des baïonnettes; et cependant CHARLES n'attendit pas pour reprendre le titre de roi que cet acte eût été rapporté; et ceux qui nous ont amené le libérateur Guillaume n'ont pas attendu pour l'introduire en Angleterre qu'un acte du parlement les y eût autorisés. L'innovation connue sous la dénomination d'Église "établie par la loi," tomba d'elle-même : on l'avait imposée à la nation, la nation la repoussa.

leur échapper, lorsque vint la question de savoir si l'on rétablirait la suprématie du Pape; en effet, comme s'emparer des biens de l'Église était commettre un sacrilége, si le Pape ressaisissait son ancien pouvoir dans le royaume, il était possible qu'il en exigeât la restitution. Il y avait alors dix-huit ans que la plus grande partie de ces biens avait été enlevée à leurs légitimes propriétaires; depuis, ou ils avaient été divisés et subdivisés à l'infini, ou bien les premiers acquéreurs étaient morts; ensuite la classe

commune du peuple était devenue en beaucoup d'endroits dépendante des nouveaux propriétaires. D'ailleurs elle ne concevait pas aussi aisément la liaison qui existait entre sa foi et la suprématie du Pape, que celle qui l'unissait à la messe et aux sacremens. Ainsi la reine, quelque vif que fût son désir d'éviter toute occasion de donner directement ou indirectement sa sanction aux brigandages de la " réforme, " se trouvait réduite à la nécessité, ou de risquer une guerre civile pour soutenir la suprématie du Pape, ou de ne point réconcilier son royaume avec le Saint-Siége, et de garder le titre de chef de l'Église qui lui était si odieux, ou bien d'entrer en arrangement avec les pillards. Elle préféra cette dernière alternative, quoiqu'il ne soit nullement certain que la guerre civile n'eût pas été plus avantageuse pour le royaume, quand bien même elle se serait terminée à l'avantage des pillards, ce qui n'était pas probable. Mais que mes lecteurs fassent attention à la triste situation dans laquelle se trouvait la reine à l'égard de cette affaire. Il y avait à peine dans le royaume un noble ou un propriétaire de quelque distinction qui n'eût pas pris part au pillage des biens de l'Eglise. A l'exception de Fisher, tous les évêques catholiques avaient donné leur assentiment à l'abolition de la suprématie du Pape en Angleterre. GARDINER, grand chancelier de la reine, avait été de ce nombre, bien que dans la suite

il eût été dépouillé de son évêché et enfermé dans la tour pour s'être opposé aux autres projets de Cranmer. Il était naturel que les évêques catholiques, et surtout Gardiner, fussent disposés à se tirer de cette affaire avec le moins de bruit possible: comment, en effet, auraientils pu conseiller à la reine de s'exposer à une guerre civile pour rétablir ce qu'eux-mêmes avaient aboli; d'un autre côté la reine pouvaitelle agir sans prendre l'avis de conseillers quel-

conques?

228. Néanmoins la reine, dont le zèle égalait la sincérité, était résolue de rétablir la religion, et en conséquence l'arrangement proposé avec les pillards fut adopté. Le monde entier put alors se convaincre, et la nation pillée et réduite à la dernière misère par ce qu'on avait eu l'impudence d'appeler la " réforme, " vit aussi clair que le jour, que tous ceux qui avaient été les fauteurs de cette prétendue "réforme," n'avaient eu d'autre mobile que la soif du pillage, que toutes leurs criailleries contre le Pape, toutes leurs accusations contre les moines et les religieuses et les prétendus abus de l'Église catholique, toutes leurs confiscations et tous leurs massacres, que tous leurs crimes en un mot n'avaient eu d'autre motif que le pillage. On vit alors en effet ce même parlement qui, trois ou quatre ans auparavant, avait établi l'Eglise de CRANMER et avait déclaré qu'elle était l'œuvre du Saint-Esprit; on vit, dis-je, ces pieux "réformateurs," après avoir fait un marché en vertu duquel ils conservaient ce qu'ils avaient volé, avouer (pour nous servir des expressions de Hume lui-même) "qu'ils s'étaient rendus coupables envers la véri-"table Eglise d'une horrible défection, professer un sincère repentir de leurs fautes passées, et se déclarer résolus à rapporter toutes les lois rendues par eux au préjudice du Pape! "Le peuple anglais connaît-il ces détails? Non, il est à peine un individu sur cinquante mille qui en soit instruit. Rappelez-vous cependant, mes amis, que ce sont là les hommes qui établirent la religion "protestante" en Angleterre!

229. Cet événement est d'une trop grande importance pour que nous n'entrions pas ici dans quelques détails à ce sujet. Il n'y avait pas alors auprès de la reine un seul personnage éminent qui , pendant l'un ou l'autre des deux règnes précédens, n'eût plus ou moins dévié du droit chemin. Il n'en était cependant pas ainsi du cardinal Pole dont nous avons déjà parlé (paragraphe 115), lorsque nous avons raconté l'assassinat de sa mère dont le grand âge n'avait en aucune façon affaibli le caractère. Il se trouvait encore sur le continent; mais il pouvait désormais revenir en toute sûreté dans la patrie qu'honoraient tellement ses vertus et ses talens. Le Pape le nomma son légat ou représentant en Angleterre. Le 25 juillet 1554, la reine avait

épousé Philippe, roi d'Espagne, fils et héritier de l'empereur Charles-Quint. J'aurai dans la suite occasion de parler plus au long de ce ma-

riage.

230. Convoqué pour le mois de novembre de la même année, le parlement s'ouvrit par une procession solennelle des deux chambres, que le roi suivit à cheval et la reine en litière, tous deux vêtus de pourpre. La session législative commença par l'abrogation de la loi de proscription portée contre le cardinal Pole sous le cruel HENRI VIII. Pendant que cela se passait ainsi, un grand nombre de nobles s'étaient rendus à Bruxelles au-devant du cardinal pour le ramener en Angleterre; et il est à remarquer que parmi ces gentilshommes, se trouvait sir WIL-LIAM CÉCIL, qui, dans la suite, sous le règne d'Elisabeth, se montra l'ennemi le plus acharné des catholiques et de leur religion. Pole fut reçu à Douvres avec toutes sortes de démonstrations de joie; et avant qu'il ne fût arrivé à Gravesend, où il s'embarqua pour se rendre à Westminster, les gentilshommes des contrées voisines étaient venus au nombre de plus de deux mille cavaliers grossir son cortége. Ce fait, entre mille autres, est une preuve sussisante de l'opulence qui régnait alors en Angleterre et de sa nombreuse population.

231. Le 29 novembre, les deux chambres du parlement présentèrent au roi et à la reine une

adresse dans laquelle elles exprimaient la sincérité et la vivacité des regrets qu'elles éprouvaient des torts qu'elles avaient eus envers l'Eglise catholique, et suppliaient leurs majestés, qui n'avaient point participé à ce péché, d'intercéder pour elles auprès du Saint-Père le Pape, afin d'obtenir leur pardon et leur rentrée dans le bercail de Jésus-Christ. Le jour suivant, l'évêque GARDINER, grand chancelier, lut cette adresse devant la reine qui était assise sur son trône, ayant le roi à sa gauche et le cardinal Pole à sa droite. Le roi et la reine s'adressèrent alors au cardinal légat, qui, après avoir prononcé un long discours, donna pour le Pape, aux deux chambres et à toute la nation, L'ABSOLUTION au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. A ces mots, les membres du parlement, respectueusement agenouillés, firent retentir la salle de cette réponse : AMEN.

232. C'est ainsi que l'Angleterre redevint un pays catholique, et qu'elle fut rétablie dans le bercail du Christ. Mais on avait pillé les moyens d'hospitalité et de charité que possédait ce bercail, et les pillards avaient eu soin de faire en sorte que les objets volés ne fussent jamais rendus. Le Pape avait hésité à y consentir; le cardinal Pole, homme plein de droiture et de justice, avait encore hésité bien davantage; mais, comme nous l'avons vu précédemment, Gardiner, qui était alors premier ministre de la reine,

et tout le conseil, étaient disposés à transiger. Aussi ces gens à amen, en même temps qu'ils avouaient avoir péché par cette défection, en vertu de laquelle ils se trouvaient en possession des propriétés de l'Église et des pauvres; en même temps qu'ils adressaient de vives prières au ciel pour obtenir l'absolution de ce péché, qu'ils se joignaient à la reine pour chanter des Te Deum solennels en actions de grâces, décrétaient que tous ceux qui se trouvaient en possession des biens de l'Église, les garderaient, et que quiconque chercherait à les molester ou à les troubler dans cette possession, serait puni conformément aux lois.

233. Il ne vint sans doute jamais à l'esprit de la reine de donner son assentiment à cet acte, qui fut le plus horrible de tout son règne, sans excepter les feux de Smithfield si monstrueusement exagérés. Nous avons vu quelle était sa position visà-vis de ses conseillers, et en paticulier vis-à-vis de GARDINER qui était un ministre rempli de zèle et d'activité, et de plus un homme de beaucoup de talent. J'ai fait voir dans mes précédentes lettres qu'il y avait à peine quelque homme de distinction qui n'eût pas pris une part plus ou moins active au pillage, soit au commencement, soit à la fin; mais quelque grandes que fussent les difficultés qu'elle avait à surmonter, certes elle eût mieux agi en suivant les conseils de son propre cœur, qui lui dictait de faire d'abord ce qui était

juste, et ensuite d'en abandonner à Dieu les conséquences possibles, comme elle l'avait si noblement fait, lorsque Cranmer et les autres méprisables membres du conseil d'Édouard VI lui avaient défendu d'entendre la messe davantage et lui avaient si cruellement enlevé ses chapelains.

234. Quoi qu'il en soit, elle était résolue à ne rien garder du pillage pour elle-même. Le vieil HENRI, en sa qualité de chef de l'Église, s'en était réservé les dixièmes et les premiers fruits, c'est-à-dire la dixième partie du revenu annuel de tous les bénéfices ecclésiastiques, et le total du revenu de la première année. Le roi ÉDOUARD en avait naturellement sait autant. Il v avait encore alors quelques biens ecclésiastiques, quelques autres ayant appartenu aux hospices, ainsi que d'autres propriétés montant à de trèsgrandes sommes, qui faisaient partie du domaine de la couronne, et dont par conséquent la reine était propriétaire. Au mois de novembre 1555, elle rendit à l'Église ces dixièmes et ces premiers fruits, qui avec les dîmes que ses prédécesseurs avaient également saisis et gardés, s'élevaient annuellement à environ 63,000 livres sterling, monnaie d'alors, et représenteraient aujourd'hui un million de notre monnaie. A-t-on jamais entendu parler d'un souverain qui eût fait quelque chose de semblable? Nous verrons bientôt la glorieuse reine ÉLISABETH les reprendre pour elle, la reine Anne les rendre de nou-

veau à l'Église; mais nous ne perdrons pas de vue en même temps que du temps de la reine MARIE, la couronne et ses officiers, tels qu'ambassadeurs, juges, pensionnaires et autres employés, étaient entretenus par le revenu des biens de la couronne elle-même, biens dont nous voyons aujourd'hui les pitoyables restes dans ce que l'on appelle le domaine de la couronne. Jamais dans ce temps-là on ne prélevait de taxes pour la guerre et pour d'autres objets nationaux, et MARIE régna deux ans et demi avant de prélever sur son peuple un seul liard en taxes quelconques! De sorte que cette reddition à l'Église des dixièmes et des premiers fruits de ses biens, fut uniquement l'effet de la générosité et de la piété de cette princesse; car cet acte de justice fut fait contre les remontrances du conseil, et ce ne fut pas sans une vive opposition que le bill qui le sanctionnait passa dans le parlement. On craignait naturellement qu'il ne réveillât la haine et l'indignation du peuple contre les brigands de la "réforme." Mais la reine usa de persévérance, et déclara qu'elle voulait être en réalité le défenseur de la foi, et que ce ne fût pas simplement un vain titre. Voilà pourtant, mes amis, quelle était la femme qu'on nous a appris à appeler la sanguinaire MARIE.

235. La reine ne s'arrêta pas là; elle rendit bientôt après aux églises et aux abbayes toutes celles de leurs terres qui se trouvaient en sa pos-

session, fermement résolue, quelles qu'en pussent être les conséquences, à ne rien garder de ce qui provenait du pillage. Après avoir réuni quelques-uns des membres de son conseil, elle leur sit connaître sa résolution, et leur ordonna de préparer les comptes de ces biens et de ces possessions, asin de connaître les mesures qu'il convenait de prendre pour exécuter ses volontés. Son intention était de rendre autant que possible ces revenus à leur ancienne destination. Elle commença par l'abbaye de Westminster, qui dès l'an 610 avait été le siége d'une église, immédiatement après l'introduction du christianisme en Angleterre par saint Augustin. Cette église avait été dans la suite détruite par les Danois, mais elle avait été reconstruite plus tard, en l'an 958, par le roi ÉDOUARD et par saint DUNS-TAN, qui y établit douze moines bénédictins. Sous ÉDOUARD-LE-CONFESSEUR, en 1049, elle devint une noble et riche abbaye, dont les revenus, lorsqu'elle fut supprimée et spoliée par HENRI VIII, montaient à 3,977 livres sterling en monnaie d'alors, représentant par conséquent environ quatre-vingt mille livres sterling de notre monnaie d'aujourd'hui. Néanmoins il est fort probable qu'il n'en restait que fort peu de chose à la reine, parce que la plus grande partie des biens avaient été morcelés et partagés entre les pillards des deux règnes précédens. Mais elle n'en rendit pas moins tout ce qui lui res-

tait, et l'abbaye de Westminster reçut encore une fois dans ses murs une communauté de moines bénédictins. Elle rétablit ensuite le couvent de Greenwich auquel avaient appartenu les moines Peyro et Elstow que nous avons vus (paragraphes 81 et 82) plaider si noblement à la face du tyran, la cause de sa mère outragée, et auxquels cette action courageuse valut toute la colère et toute l'indignation de ce sanguinaire tyran. Elle rétablit ensuite les moines noirs de Londres, le couvent de femmes de Sion près de Brentford, à l'endroit même où se trouve aujourd'hui Mansion-House. Elle rétablit encore et dota richement l'hôpital de Saint-Jean de Smithfield, celui de Savoy destiné au soulagement des pauvres, et lui alloua sur sa propre cassette un revenu annuel fort considérable. Comme l'exemple de la reine aurait naturellement produit un grand effet, il serait dissicile de dire (ainsi que l'observe le docteur HEYLYN, écrivain protestant et ennemi déclaré de la mémoire de cette princesse) " jusqu'à quel point la noblesse l'aurait imitée, si MARIE avait vécu quelques années de plus. "

236. Ces actes étaient si dignes de louanges, il est tellement manifeste qu'ils étaient de la part de la reine le résultat de la justice, de la générosité et de la charité, que se présentant à nous avec un zèle actif pour la religion catholique, nous sommes naturellement curieux de connaître

les remarques qu'elles font faire au méchant et froid historien Hume. De son propre mouvement, et même contre les désirs d'hommes très-puissans, nous la voyons se dépouiller d'un revenu qui montait à un million et demi de livres sterling de notre monnaie d'aujourd'hui. Et pourquoi? Parce qu'elle le tenait injustement; parce qu'il avait été volé; parce qu'il avait été pris et donné à la couronne en violation de la Grande Charte, de toutes les lois et de tous les usages du royaume; parce qu'elle espérait pouvoir commencer par-là à rétablir cette antique hospitalité et cette charité que ses prédécesseurs avaient réussi à bannir d'Angleterre ; enfin parce que sa conscience, ainsi qu'elle le déclara elle-même, lui ordonnait de restituer des propriétés injustement acquises, et qu'elle mettait, comme elle le dit dans son conseil, plus de prix à sa conscience qu'à dix royaumes. Y eut-il jamais un acte plus louable et plus méritoire? Eh bien! Hume qui témoigne une joie si vive en rapportant l'acte par le lequel les pillards s'assurèrent la libre jouissance de leur butin, traite d'impudent ce noble acte de la reine MARIE et l'attribue entièrement à l'influence du nouveau Pape, qui, à ce qu'il rapporte, déclara à l'ambassadeur anglais à Rome, que les portes du paradis ne seraient jamais ouvertes aux Anglais tant que les biens de l'Église ne seraient pas rendus à leurs légitimes propriétaires. Combien tout cela ne paraît-il pas d'une évidente fausseté, en dépit des autorités invoquées par Hume; et surtout quand on se rappelle cette circonstance qu'il lui est impossible de nier, c'est-à-dire, qu'elle rendit les dixièmes et les premiers fruits aux évêques et aux prêtres de l'Église d'Angleterre, et non au Pape à qui on les avait payés auparavant! On voit qu'il est difficile de présenter les faits sous un jour plus faux. Il ajoute plus loin que les représentations du Pape ne produisirent qu'une faible impression sur la nation. Il a sans doute voulu dire par-là les brigands de la "réforme," car nous l'avons vu, quelques pages plus haut, obligé d'avouer que pendant le règne d'EDOUARD, le peuple sur tous les points du royaume demandait le rétablissement d'une partie des monastères. N'est-il pas évident alors qu'il doit être vivement satisfait de voir la souveraine commencer cette restauration, objet de ses vœux? Mais Hume n'avait d'autre but que de noircir autant qu'il dépendait de lui le mérite et les actes de générosité et de piété d'une reine si bassement calomniée.

237. Les événemens prouvèrent bientôt à cette reine juste et bonne, mais singulièrement infortunée, qu'elle aurait mieux fait de risquer une guerre civile contre les pillards, que de donner son assentiment à l'acte du parlement qui leur assurait la libre et paisible assurance de leurs vols. Son généreux exemple ne produisit sur eux

aucun effet; au contraire, il ne servit qu'à lui attirer leur haine, parce qu'en présentant un contraste qui leur était désavantageux, il les faisait détester par le peuple. C'est à cette cause, plutôt qu'à toute autre, qu'il faut attribuer les troubles qui la tourmentèrent pendant le reste

de son règne.

238. Il y avait à peine quelques mois qu'elle était sur le trône, qu'une révolte s'éleva contre son autorité, à l'instigation de ceux des réformateurs qui avaient d'abord salué reine lady JANE GRAY, et qui ensuite avaient découvert, entre autres choses nouvelles, que le gouvernement d'une femme était contraire à la parole de Dieu. Les rebelles furent défaits dans une bataille; leurs chefs furent exécutés, ainsi que lady JANE ellemême, qui avait été convaincue du crime de haute trahision, et détenue jusqu'alors en prison, et dont la vie aurait certainement été épargnée ainsi qu'elle l'avait été jusque là, s'il n'avait pas été évident qu'elle servait à animer sans cesse les espérances des traîtres et des rebelles. Puisque l'on n'a pas craint de donner à cette princesse le surnom historique de sanguinaire, je demanderai à toutes les personnes de bonne foi s'il est possible de citer un exemple d'une aussi longue magnanimité envers une personne qui avait poussé la trahison envers son souverain jusqu'à usurper ses titres et à se faire proclamer à sa place? Il y eut ensuite une seconde rébellion étouffée de

la même manière, et qui fut suivie du supplice des principaux traîtres. Ils avaient été appuyés dans leur téméraire entreprise par la faction protestante de France, peut-être même par le gouvernement de ce pays, que le mariage de la reine avec Philippe, prince d'Espagne, avait indisposé contre elle. Ce mariage devint par la suite un vaste sujet d'invectives et d'accusations calomnieuses pour les protestans et pour les mécontens de toute espèce.

239. Le parlement, presque aussitôt après l'accession de Marie au trône, l'engagea à se marier, et surtout à ne pas épouser un étranger. Comme le goût de notre nation s'est étrangement changé! Les Anglais ont toujours eu de grands préjugés contre les étrangers, jusqu'à ce que, par pur zèle pour la religion protestante, ils en aient cherché et trouvé un qui jetât les premiers fondemens de l'édifice imposant connu sous le nom de dette nationale. Néanmoins la reine, après de longues et mûres délibérations, épousa Phi-LIPPE, fils aîné et héritier de l'empereur CHAR-LES-QUINT, qui, bien que veuf déjà, et ayant même des enfans de sa première semme, était encore beaucoup plus jeune que la reine. MARIE était alors (juillet 1554) âgée de trente-neuf ans, tandis que Philippe n'en avait encore que vingt-sept. Il arriva à Southampton au mois de juillet 1554, après avoir été escorté par les flottes combinées d'Espagne, d'Angleterre et de

Hollande. Le 25 du même mois, le mariage fut célébré dans la cathédrale de Winchester, par Gardiner, évêque titulaire de ce siége; un grand nombre de nobles de toutes les parties de la chrétienté y assistèrent. Pour montrer combien peu on doit ajouter foi à ce que rapporte Hume, je ferai remarquer ici qu'il dit que le mariage fut célébré à Westminster, et qu'il ajoute plusieurs circonstances également fausses. Le récit qu'il fait de toute cette transaction est un roman écrit d'après des écrivains protestans, dont il tronque honteusement le témoignage, dans l'intention de porter préjudice aux vues et au caractère de la reine.

240. Dans l'état où les choses se trouvaient alors, ce fut évidemment un grand bien pour l'Angleterre que ce mariage. Après Elisabeth, le plus prochain héritier de la couronne était Ma-RIE, reine d'Écosse, mariée au dauphin de France; en sorte que l'Angleterre aurait pu tomber en partage au roi de France. Quant à ELISAветн, en supposant même qu'elle survécût à la reine, elle avait été bâtardisée par deux actes du parlement. En effet, l'acte législatif qui venait de déclarer CATHERINE femme légitime de son père, rendait sa naissance adultérine devant la loi, comme elle l'était en fait. D'ailleurs il semblait plus que probable que la France et l'Écosse devinssent le patrimoine d'un seul et même prince; il était donc nécessaire que l'Angleterre prît des mesures efficaces pour augmenter sa puissance dans la même proportion. Telle fut la politique qui dicta ce mariage si fameux, que des historiens, calomniateurs de Marie, ont attribué aux motifs les plus vils et les plus odieux. Il est juste de dire cependant qu'en cela ils n'ont fait autre chose que se rendre les échos des misérables traîtres de l'époque dont nous parlons. Nous regrettons toutefois qu'ils n'aient pas vécu pour partager leur sort.

241. Il n'y eut et ne put jamais y avoir rien de plus honorable pour l'Angleterre que cette transaction. Elle servit néammoins de prétexte aux traîtres de cette époque, qui, par les raisons manisestes que nous venons de relater plus haut, étaient constamment excités et salariés par la France, en même temps qu'ils étaient poussés par les disciples de CRANMER et par sa légion de prêcheurs allemands et hollandais. Lorsqu'avant le mariage de MARIE, les rebelles s'étaient avancés jusqu'auprès de Londres, elle se rendit à Gurdhall, où elle déclara aux citoyens assemblés que si elle savait que son mariage fût outrageant pour le peuple anglais ou pour l'honneur de la couronne, elle ne le contracterait point; et qu'elle ne se marierait même pas du tout, si le parlement le jugeait convenable au bien de l'état. " C'est pourquoi, leur dit-elle, " restez fermes contre ces rebelles, qui sont aussi " bien vos ennemis que les miens. Ne les re" doutez point, car je suis absolument sans crain-" te. " Elle se retira à ces mots, et la salle retentit du bruit des applaudissemens.

242. Lorsqu'on porta les articles du mariage à la connaissance du public, on vit que la reine avait religieusement tenu sa parole dans cette occasion comme dans toutes les autres. Hame luimême est obligé d'avouer que ces articles étaient aussi favorables que possible aux intérêts, à la súreté, et même à la grandeur de l'Angleterre. Que fallait-il donc de plus? Si, comme le rapporte Hume, ces articles ne satisfirent pourtant pas la nation, tout ce que nous pouvons dire, c'est que la nation faisait preuve de fort peu de bon sens et de beaucoup d'ingratitude. Mais c'est encore là un mensonge évident; car ce que Hume rapporte à la nation entière, il aurait dû le borner aux pillards et aux fanatiques, qu'au reste dans son roman il nomme toujours la nation. Ces articles, que Hume lui-même a extraits de Ry-MER, portaient que, bien que Philippe dût avoir le titre de roi, l'administration du royaume serait entièrement entre les mains de la reine; qu'aucun étranger ne serait admissible aux charges et emplois du royaume ; qu'on n'opérerait aucun changement dans les lois, les coutumes et les priviléges du peuple anglais; qu'un préciput de soixante mille livres sterling (un million sterling de notre monnaie d'aujourd'hui) serait constitué par l'Espagne, en cas qu'elle survécût à son mari; que l'enfant mâle issu de ce mariage hériterait avec l'Angleterre du duché de Bourgogne et des Pays-Bas, et que si don Carlos, fils de Philippe et né d'un précédent mariage, mourait sans postérité, celle de la reine, de quelque sexe qu'elle fût, hériterait de l'Espagne, de la Sicile, du Milanais, et de toutes les autres possessions de Philippe. Quelque temps avant la célébration du mariage, un envoyé de l'empereur, père de Philippe, remit au chancelier d'Angleterre un acte par lequel il cédait à son fils le royaume de Naples et le Milanais. L'empereur pensait qu'il était au-dessous de la dignité d'une reine d'Angleterre d'épouser un autre qu'un roi.

243. Quelle transaction fut jamais plus honorable pour une nation, que celle-ci pour l'Angleterre? Quelle reine, quel souverain, prirent jamais plus de soin de la gloire de leurs peuples? Il paraît néanmoins certain qu'il y eut quelque jalousie de la part de la masse de la nation, par rapport à cette alliance étrangère; loin de moi l'idée de la blàmer. Mais ma conscience peut-elle me commander de m'abstenir de blâmer cette jalousie dans nos ancêtres catholiques, sans que j'éprouve comme protestant une honte profonde en songeant à ce qui s'est passé à une époque où notre nation professait le protestantisme, et même de notre temps. Quand une autre Marie, une Marie protestante parvint au trône, le par-

lement eut-il soin de lui réserver exclusivement l'administration du royaume et de ne conférer à son époux que le simple titre de roi? Eut-il soin alors de stipuler que les étrangers ne seraient point admissibles aux emplois publics? Non, certes; cet époux étranger, cet Hollandais prit en mains la direction des affaires, il nous amena avec lui des bandes d'étrangers auxquels il conféra les charges les plus importantes, les plus hautes dignités, et auxquels il distribua les biens de la couronne, dont la plus grande partie provenait d'Alfred-le-Grand. Voilà pourtant ce que les mêmes hommes, qui nous parlent du règne de MARIE comme d'un règne ignominieux, appellent une glorieuse transaction! Le bon sens et la vérité ne régneront donc jamais en Angleterre? sommes-nous donc condamnés à rester toujours dupes?

244. En descendant maintenant à notre époque si glorieusement protestante, nous trouverons que le prince de Saxe-Cobourg fut l'héritier de vastes dominations. Apporta-t-il dans notre pays, comme Philippe, trente-neuf caisses d'argent en lingots que conduisirent à la tour quatre-vingt-dix-neuf chevaux attelés à vingt-deux charrettes? Constitua-t-il pour sa femme en préciput de grands états et de grands royaumes? Son père le fit-il roi, avant son mariage, parce qu'une personne d'un titre inférieur eût été audessous d'une reine d'Angleterre? Apporta-t-il

à sa fiancée un cadeau de noces d'un demi-million sterling? Constitua-t-il pour la princesse CHARLOTTE un douaire d'un million sterling par an, en cas qu'elle lui survécût? Non, certes; (et venez maintenant vous en vanter, méprisables calomniateurs de la reine MARIE) au contraire nous voyons le parlement lui donner cinquante mille livres sterling de rentes provenant de taxes levées sur nous, dans le cas qu'il lui survivrait : somme que nous lui payons aujourd'hui avec une exactitude exemplaire, et que nous continuerons suivant toute probabilité à lui payer encore pendant une quarantaine d'années. Combien ne devons-nous pas nous trouver déchus de notre ancienne dignité, en comparant notre conduite à celle de nos ancêtres catholiques?

245. Je n'ai pas suivi exactement dans ma relation l'ordre chronologique, parce qu'il aurait trop rompu mon sujet; mais je ferai observer ici à mes lecteurs, que ce mariage fut antérieur à la réconciliation de la reine avec le Pape, et à son généreux abandon des biens de l'Eglise et des pauvres qu'elle tenait d'une source injuste. Il fut également antérieur aux horribles châtimens qu'elle infligea aux hérétiques, et dont je vais maintenant parler. Quoiqu'ils aient été monstrueusement exagérés par le menteur Fox et ses pareils, ils ne sont à comparer en rien aux châtimens infligés ensuite aux catholiques par Elisabeth; et on a même de la peine à les

appeler cruels, lorsqu'on les rapproche des flots de sang catholique qui ont inondé l'Irlande. Néanmoins chacun de nous doit les déplorer d'autant plus vivement qu'ils ont servi de prétexte d'accusation contre les catholiques et contre leur religion, quoiqu'elle fût étrangère aux principes qui les ordonnèrent.

246. Nous avons vu (paragraphes 200 et 201) le nombre esfrayant de religions et d'opinions différentes qu'introduisirent en Angleterre CRAN-MER et consorts, l'immoralité et les vices de toute espèce, les haines et les discordes toujours croissantes, qui en furent la conséquence nécessaire. Il était d'ailleurs si naturel que la reine devait mettre fin à toutes ces dissentions religieuses, et que ce résultat dût être l'objet de toute sa sollicitude, que nous ne sommes nullement surpris de voir qu'ayant éprouvé l'inutilité de tous les autres moyens, elle ait eu recours à toute la sévérité que les lois du pays lui permettaient d'employer pour parvenir à ce but. Les traîtres et les meneurs des rebelles étaient ou du moins affectaient de faire partie des sectes nouvelles. Quoique leur nombre fût très-circonscrit, ils suppléaient à ce désavantage par leur infatigable malice et par leurs continuels efforts pour troubler l'état, et même pour faire périr la reine. Mais loin de moi toute idée de faire l'apologie de sa conduite à l'aide des provocations qu'elle pouvait avoir reçues, des dispositions et de l'influence

de ses conseillers; car si elle s'était opposée à ce qu'on brûlât les hérétiques, ils ne l'eussent à coup sûr jamais été. C'est la reine seule que nous devons rendre responsable de ces rigueurs; mais puisque Hume lui-même est obligé de convenir qu'elle était sincère, n'est-il pas juste d'en conclure que son motif était de mettre un terme à la propagation, parmi ses sujets, d'erreurs qui lui semblaient devoir perdre leurs âmes, et qu'elle eût cru perdre la sienne propre en ne s'opposant point à cette propagation? Et s'il s'agissait de défendre ici ses motifs, on pourrait alléguer une raison qui me paraît de grand poids, c'est que toutes ces prétendues nouvelles lumières, quelque dissidentes qu'elles fussent, se réunissaient toutes pour enseigner l'abominable doctrine, que pour le salut il sussit de la foi, sans avoir égard aux œuvres.

247. Au mois de décembre 1554 (un an et demi après l'avénement au trône de Marie) le parlement rendit un acte qui remit en vigueur les anciens statuts relatifs à l'hérésie, qui servit comme de préliminaire aux châtimens infligés aux hérétiques. Ces statuts avaient été établis contre les Lollards, du temps de Richard II et de Henri IV; ils portaient que les hérétiques, qui montreraient de l'obstination, seraient condamnés au feu. Ils avaient été altérés pendant le règne de Henri VIII, de manière à le mettre à même d'entrer en possession des biens des

hérétiques; et ils avaient été révoqués sous le règne d'EDOUARD, non par un sentiment d'humanité, mais bien parce que suivant ces statuts l'hérésie consistait à exprimer et à répandre des opinions contraires à la foi catholique. D'où il suivait naturellement qu'ils étaient incompatibles avec le nouvel état de choses et avec la nouvelle Église " établie par la loi. " On déclara donc alors que l'hérésie était punissable suivant la loi commune, et qu'en cas d'obstination, les hérétiques pourraient être condamnés au feu. On en punit donc un grand nombre pendant ce règne; il y en eut même quelquesuns de brûlés vifs après des procès instruits suivant la loi commune; et ces hérétiques étaient des protestans dissidens de l'Église de CRANMER qui les condamna lui-même aux flammes. Or la religion catholique étant dans ce temps-là redevenue la religion du pays, on crut nécessaire d'avoir recours aux anciens statuts et on les rétablit en conséquence. Ce qui avait été la loi, pendant sept règnes consécutifs, embrassant une période de près de deux siècles, et dont quelques-uns avaient été les plus glorieux et les plus heureux de l'histoire d'Angleterre, puisqu'un des rois de cette époque gagna le titre de roi de France; et qu'un autre fut même couronné à Paris, ce qui, dis-je, avait été la loi pendant une aussi longue période, fut alors remis en vigueur; de sorte qu'il n'y avait d'innovations

d'aucune espèce. Remarquez bien d'ailleurs, mes amis, que quoique ces statuts aient été ensuite révoqués, lorsque la politique d'ÉLISABETH l'engagea à se faire "protestante," elle en fit d'autres à leur place, et qu'elle et son successeur Jacques Ier firent périr des hérétiques par le feu; quoiqu'ils eussent, comme nous le verrons, une manière beaucoup plus expéditive et bien moins bruyante de délivrer la terre de ceux qui avaient encore assez de constance pour croire à la même

religion que leurs pères.

248. Une fois que ces lois eurent été promulguées, elles recurent leur application, et furent surtout mises à exécution en conséquence de condamnations rendues à la cour spirituelle par Bov-NER, évêque de Londres. Le supplice qu'elles ordonnaient était insligé en la manière accoutumée. On trainait le condamné au lieu de l'exécution, où on le brûlait vif après l'avoir attaché à un poteau entouré de fagots. Des écrivains protestans ont rejeté l'odieux de cette mesure sur l'évêque GARDINER, grand chancelier du royaume. Cette accusation ne me semble appuyée par aucun motif plausible; tandis que tous s'accordent à rapporter que Pole, qui venait d'être élevé au siège archiépiscopal de Cantorbéry, en remplacement de CRANMER, la désapprouva hautement. C'est encore un fait irrécusable, qu'un moine espagnol, confesseur de Philippe, prêchant un jour devant la reine, blâma énergi-

quement sa conduite. Or, comme il est vraisemblable que la reine était plutôt influencée par Pole et surtout par Philippe, que par GAR-DINER, si tant est qu'elle fût capable de l'être du tout, il est à présumer que ces mesures lui appartiennent entièrement. Quant à Bouner, sur lequel on a déversé tant de blâme à ce sujet, il n'est pas inutile de se rappeler qu'il avait été traité avec la plus grande cruauté par CRANMER et ses satellites. D'ailleurs le conseil accusait continuellement les évêques (et lui en particulier) du peu de diligence qu'ils apportaient dans l'exécution de cette partie de leurs devoirs; et sous ce rapport il n'était que l'écho de l'opinion générale du public; car, bien que le gouvernement français ne cessât point de fomenter des révoltes contre la reine, on n'entendit jamais alors les rebelles mettre les châtimens qu'elle infligeait aux hérétiques au nombre des motifs de leur mécontentement. Toutes leurs plaintes n'avaient d'autre objet que ses relations trop intimes avec l'Espagne, et les flammes de Smithfield n'y entrèrent jamais pour rien; quoique dans ces derniers temps on ait réussi à nous faire croire que les insurrections de cette époque n'eurent point d'autre cause. Il est de fait au contraire que la plupart des personnes condamnées à mort étaient des gens du caractère le plus infâme, que plusieurs d'entre eux étaient des étrangers, que presque tous résidaient à Londres et que le peu296

ple les appelait par dérision : les évangélistes de Londres. On ne saurait nier que sur deux cent soixante-dix-sept individus, (c'est le nombre que rapporte Hume d'après l'autorité de Fox) il ne se soit trouvé quelques véritables martyrs de leurs opinions, hommes sincères et vertueux; mais sur ce nombre, la plupart furent convaincus de félonie et de trahison, comme Cranmer et Brid-LEY. Commençons d'abord par défalquer ces hommes sincèrement vertueux sur ce nombre de deux cent soixante-dix-sept, et ensuite tous ceux qui vivaient encore à l'époque où Fox écrivait son livre, et qui protestèrent expressément contre l'honneur qu'il voulait bien leur faire de les enrôler dans son Martyrologe. Pour donner à mes lecteurs une preuve du manque absolu de véracité qui distingue Fox, je rapporterai le trait qu'on va lire et que j'emprunte à Antoine Wood, écrivain protestant. Pendant le règne suivant, il y eut un ministre protestant qui, sur l'autorité de Fox, rapporta dans un de ses sermons, qu'un catholique nommé GRIMWOOD, ennemi acharné des évangélistes, avait été puni par un jugement de Dieu, ses entrailles étant spontanément sorties de son corps. Or, nonseulement ce Grimwood vivait encore alors, mais il arriva par hasard qu'il se trouvait luimême dans l'église lorsque le sermon y fut prononcé. Aussi ne balança-t-il point à attaquer le prédicateur en calomnie. La mort de l'évêque

GARDINER fournit encore à Fox l'occasion de signaler son peu de bonne foi. Fox et BURNET, ainsi que d'autres plats calomniateurs des actes de MARIE et de ses ministres, rapportent que le jour de l'exécution de LATIMER et de RIDLEY, GARDINER retarda son dîner jusqu'à l'arrivée de la nouvelle de leur supplice, et que le duc de Norfolk, qu'il avait invité à dîner, lui exprima le grand chagrin qu'il éprouvait de ce délai; mais qu'aussitôt que la nouvelle officielle leur fut parvenue, transportés de joie, ils se mirent à table, où GARDINER fut soudainement atteint de dysurie et qu'il mourut quinze jours après au milieu des soussrances les plus horribles. Or remarquez que LATIMER et RIDLEY furent mis à mort le 16 octobre. Collier, dans son histoire ecclésiastique, rapporte que GARDINER ouvrit le parlement le 21 octobre, qu'il se rendit encore deux fois au parlement, qu'il mourut le 12 novembre d'une attaque de goutte et non de dysurie. Quant au duc de Norfolk, il y avait déjà, à l'époque où l'on prétend que ceci se passait, une année qu'il était mort. Quelle ne doit pas être après cela l'hypocrisie de celui qui affecterait d'ajouter foi aux récits de Fox! Et cependant, grâces au soin des pillards et des dévastateurs de l'époque et à ceux de leurs descendans, son infâme livre a circulé parmi toutes les classes du peuple anglais, à qui l'on a ainsi appris à regarder les voleurs, les félons et les traîtres,

dont les noms ornent la légende de Fox, comme des martyrs d'un mérite égal à celui des SAINT ETIENNE, des SAINT PIERRE et des SAINT PAUL.

249. Quant à ces prétendus martyrs, la vérité est que ce n'était pour le plus grand nombre que d'atroces scélérats, dont tous les efforts tendaient à faire périr la reine et à détruire son gouvernement, et qui sous le spécieux prétexte de conscience et de piété supérieure, ne cherchaient qu'à piller de nouveau la nation. Les moyens de la douceur étaient insuffisans pour les ramener à l'ordre; on les avait vainement essayés; il ne restait donc plus d'autre parti à la reine que d'avoir recours à la sévérité, ou bien de se résigner à ce que son peuple continuât à être déchiré par les factions religieuses qu'avaient fait naître ses deux prédécesseurs immédiats sur le trône, aidés en cela par la plupart des scélérats qu'elle punissait maintenant et qui auraient mérité chacun dix mille morts. C'étaient tous, sans exception, ou des apostats, ou des parjures, ou des voleurs, la plupart s'étaient rendus coupables de haute trahison envers Marie elle-même, qui jusque-là avait épargné leurs vies, mais dont la longanimité n'avait abouti qu'à les exciter encore davantage à employer tous les moyens en leur pouvoir pour détruire son autorité et son gouvernement. Faire une mention particulière de tous les scélérats qui périrent dans cette occasion, serait une tâche

aussi fastidieuse qu'inutile; mais il n'est pas sans intérêt de savoir qu'il y avait parmi eux deux évêques de la façon de Cranmer, et Cranmer LUI-MÊME? L'heure de la justice était donc arrivée pour cet odieux scélérat, et il allait enfin être attaché au même poteau auquel il avait fait lier tant de personnes condamnées par lui injustement. Les trois autres personnages marquans étaient HOOPER, LATIMER et RIDLEY, qui le cédaient tous, il est vrai, en scélératesse à Cranmer mais qui le cèdent à bien peu d'autres.

250. Ce Hooper était un moine qui avait rompu son vœu de célibat et avait épousé une Flamande. Instrument aveugle et fanatique du protecteur Somerset, son dévoûment à l'aider dans le pillage des églises lui valut deux évéchés, quoiqu'il eût écrit lui-même contre la cumulation des bénéfices. Il prit une part active à toutes les cruautés dont le peuple fut victime sous le règne d'EDOUARD, et se distingua particulièrement par son ardeur à recommander l'emploi de troupes allemandes pour faire courber les têtes anglaises sous le joug du protestantisme. LATI-MER avait commencé sa carrière, non-seulement comme prêtre catholique, mais encore comme l'un des plus rudes adversaires de la prétendue religion " réformée." Son zèle à défendre la foi apostolique et romaine lui valut de Henri VIII l'évèché de Worcester. Il ne tarda pas ensuite à changer d'opinion, se gardant bien toutesois

300

de résigner son évêché. Au contraire il le conserva pendant vingt années consécutives, en même temps qu'il réprouvait intérieurement les principes de l'Eglise, et en vertu d'un serment qu'il avait prêté de s'opposer de tout son pouvoir aux dissidens de l'Eglise catholique. Pendant les règnes de HENRI et d'EDOUARD, il fit brûler viss des catholiques et des protestans dont le crime était d'avoir des opinions qu'il avait partagées, et qu'il partageait secrètement alors même qu'il les envoyait au bûcher. Enfin il fut l'instrument principal dont se servit le protecteur Somerset pour consommer ce crime odieux d'envoyer son propre père, lord THOMAS SOMERSET, à l'échafaud. Quant à Ridley, il avait été évêque catholique pendant le règne de HENRI VIII, à l'époque où ce monarque envoyait indistinctement à l'échafaud les catholiques qui refusaient de croire à la transsubstantiation. Sous EDOUARD, il s'était fait évêque protestant et avait renié lui-même le dogme de la transsubstantiation, envoyant au bûcher les protestans qui différaient de croyance avec CRANMER. Il obtint sous ce règne l'évêché de Londres, en souscrivant à l'abominable condition qu'on lui imposa, d'abandonner la majeure partie des biens de cet évêché aux ministres et aux courtisans rapaces de cette époque. Enfin il se rendit coupable de haute trahison envers la reine, en exhortant publiquement et du haut de la chaire, ainsi que nous l'avons

vu plus haut (paragraphe 220), le peuple à se ranger du côté de l'usurpatrice lady Jane: cherchant par-là à exciter la guerre civile et à causer la mort de sa légitime souveraine, afin de pouvoir par-là rester en possession d'un évêché qu'il n'avait obtenu que par la simonie et le parjure.

251. Voilà en vérité un joli trio de SAINTS PROTESTANS, tout-à-fait dignes de SAINT-MARTIN LUTHER, qui rapporte lui-même dans un de ses écrits, que ce fut à l'instigation du démon (qui, à ce qu'il ajoute, mangeait, buvait et dormait souvent avec lui) qu'il se fit protestant; trois dignes sectateurs de ce LUTHER, que son disciple Melanchton appelle un homme brutal, tout-à-fait dénué de piété et d'humanité, plutôt juif que chrétien, de ce fameux fondateur du " protestantisme, " cette religion perfectionnée qui a divisé l'univers en mille sectes différentes, toutes acharnées les unes contre les autres! Et néanmoins, quelque scélérats qu'ils aient été, Cranmer les éclipsa aussitôt qu'on les mit en comparaison avec lui. Où ma plume et ma langue trouveront-elles les couleurs et les expressions nécessaires pour le peindre! Sur les soixante-cinq années de son existence, vingt-neuf furent employées à commettre une série de crimes auxquels on ne saurait rien trouver de comparable dans les annales de l'infamie humaine Lorsqu'il n'était encore qu'agrégé d'un collége de Cambridge, et ayant par suite fait en cette qua302

lité serment de ne point se marier (comme le font encore de nos jours les agrégés), il se maria secrètement et continua à jouir de son agrégat. Il reçut bientôt après l'ordre de la prêtrise, quoique déjà marié, et sit vœu de célibat perpétuel. Il alla ensuite en Allemagne, où il épousa une seconde femme, la fille d'un saint protestant; de sorte qu'il eut deux femmes à la fois, bien que ses vœux lui interdissent d'en avoir du tout. Devenu archevêque de Cantorbéry, il tint la main à l'exécution rigoureuse de la loi concernant le célibat des prêtres, pendant que lui-même gardait secrètement sa femme allemande dans son palais archiépiscopal, où nous l'avons vu (paragraphe 104) l'introduire dans une caisse. En qualité de juge ecclésiastique, il prononça ensuite successivement le divorce de Henri VIII avec trois femmes, appuyant dans deux de ces affaires sa décision sur des motifs directement contraires à ceux qu'il avait lui-même mis en avant pour légitimer ces mariages; dans l'affaire d'Anne DE BOYLEN, il déclara en cette qualité de juge ecclésiastique, qu'Anne n'avait jamais été la femme du roi, et vota sa mort à la chambre des pairs, comme ayant été adultère et s'étant par-là rendue coupable de trahison envers son mari. Elevé à la dignité d'archevêque par HENRI (dignité qu'il recut en prêtant de dessein prématuré un faux serment), il envoya au bûcher des hommes et des femmes dont le crime était

de ne pas être catholiques, et des catholiques qui refusaient de reconnaître la suprématie du roi et d'imiter son parjure et son apostasie. Devenu ouvertement protestant sous le règne d'E-DOUARD, il se mit à professer ouvertement les mèmes principes pour lesquels il avait fait brûler tant de ses semblables, et se mit ensuite à brûler ceux de ses coréligionnaires protestans, dont les motifs de protester différaient des siens. Institué par son vieux maître Henri exécuteur du testament par lequel il léguait sa couronne à ses filles Marie et Elisabeth (en cas que son fils EDOUARD mourût sans postérité), il se réunit à d'autres scélérats pour conspirer contre les droits légitimes de ces princesses, et donner la couronne à lady JANE, cette reine de neuf jours, qu'il sit proclamer à l'aide de ses complices. Relégué pour toute punition, malgré l'énormité de ses crimes, dans le palais de Lambeth, il paya la magnanimité de la reine en conspirant avec les traîtres soudoyés par la France pour renverser son gouvernement. Jugé enfin et condamné comme hérétique, il déclara vouloir se rétracter. On lui donna six semaines de répit, pendant lesquelles il signa six rétractations différentes, toutes plus absolues les unes que les autres. Ainsi il déclara que la religion protestante était fausse, que la religion catholique était la seule vraie, qu'il croyait maintenant tous les dogmes qu'elle enseignait, qu'il avait horriblement blasphémé contre les sa-

cremens, qu'il était indigne de pardon, qu'il priait le peuple, la reine et le Pape d'avoir pitié de lui et de prier pour sa malheureuse âme; ajoutant qu'il avait fait et signé cette déclaration sans crainte et sans aucun espoir de pardon, uniquement pour soulager sa conscience et donner un bon exemple à son prochain On mit en question au conseil, si on lui ferait grâce comme on l'avait déjà fait à d'autres individus qui s'étaient rétractés; mais on décida qu'il serait injuste de le soustraire au châtiment que méritaient ses crimes monstrueux. Condamné à faire la lecture publique de sa rétractation pendant qu'on le conduisait au supplice, et voyant que le bûcher était préparé et qu'il ne lui restait plus qu'à mourir, il retrouva encore assez de force dans sa scélératesse pour rétracter sa rétractation, pour étendre lui-même au milieu des flammes la main qui l'avait signée, et pour expirer de la sorte en protestant de nouveau contre cette religion à laquelle quelques heures auparavant il s'était encore déclaré fermement attaché, prenant Dieu à témoin de la sincérité de ses sermens.

252. Qui osera maintenant appeler sanguinaire la reine qui fit mettre à mort de pareils monstres d'iniquité? Il est temps de rendre justice à la mémoire de cette princesse tant calomniée; et pour ne le point faire à demi, je me propose d'employer une partie de ma prochaine lettre à continuer le récit de son histoire.

HISTOIRE

DE LA

"RÉFORME" PROTESTANTE,

EN

ANGLETERRE ET EN IRLANDE;

Dans laquelle on démontre que cet événement a appauvri et dégradé la masse du peuple dans ces deux pays;

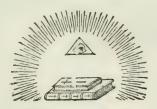
DANS UNE SÉRIE DE LETTRES,

Adressées à tous les Anglais sensés et équitables.

PAR WILLIAM COBBETT.

Vibliotbèque Catholique de la Vielgique.
6º OUVRAGE POUR 1826.

III.º et IV.º Série. - Prix: F.r 1 - 80.



LOUVAIN,

CHEZ VANLINTHOUT ET VANDENZANDE. Et chez les Libraires désignés ci-après. 1826.

Imprimatur

Mechliniæ, 25 Augusti 1826. J. FORGEUR, Vic. gen.



Chonnement

à la Vsibliothèque Catholique de la Vselgique.

Les Abonnés reçoivent un exemplaire de chaque Ouvrage qui est publié pour l'année. Ceux qui habitent la campagne doivent indiquer une maison en ville où leurs Ouvrages puissent être remis.

L'Abonnement est de onze francs cinquante centimes an-

nuellement, et se paie comptant.

On s'abonne dans les villes et chez les Libraires dont les noms suivent :

Alost, Ducaju. Amsterdam, J. A. Koning, Anvers, Ancelle. Arlon..... Ath, Jouret-Themon. Audenarde..... Beaumont, la veuve Hannecart. Beringen Binche, Hypolite Fontaine. Bois-le-Duc, Langenhuysen. Bouvigne, près Dinant.... Bruges, De Vliegher. Bruxelles, J. J. Van der Borght. Charleroy, H. J. Lelong. Chimay, la Ve. Preud'homme. Courtray, De Caluwé-Ovyn. Diest .. Dixmude..... Enghien Gand, De Corte. Grammont, J. Van den Eycken. Hal, De Prins. Hasselt... Huy.... Ipres, Jacq. Van der Meersch. Jodoigne, Allard.

Lessines, Deltenre.

Liége, Lemarié.

Lokeren Louvain, Vanlinthout et Vandenzande. Luxembourg..... Maestricht, Koymans. Malines, Van Velsen-Van der Elst. Marche..... Mons, Jevenois. Namur, Dieudonné Gérard. Nivelles, M11. Dujardin. Peruwelz.... Poperingue, Duflour. Rotterdam, Thompson frères. Roulers, David Van Hee. S. Nicolas, Rukaert-Vanbeesen. Soignies, A. F. Robyns. Spa, la veuve Badon. Termonde Thielt ... Tirlemont, Merckx. Tournay, Casterman ainé. Turnhout... Verviers, M1e. Th. Oger. Virton Wayre.....

A Aix-la-Chapelle, M. Nélessen, curé de St. Nicolas. A Munster, M. George Kellermann, doyen et curé de Saint-Ludger. Ouvrages distribués jusqu'aujourd'hui aux Abonnés de 1826, pour les onze francs 50 cent. de l'Abonnement, et qui se trouvent chez les susdits Libraires:

F	f.	Co
1º. Histoire de la " Réforme " Protestante, en		
Angleterre et en Irlande; dans laquelle on démon-		
tre que cet événement a appauvri et dégradé la		
masse du peuple dans ces deux pays; dans une		
série de lettres, adressées à tous les Anglais sensés et		
équitables. Par William Cobbett. Ire Série, 156 pag.	0 -	90
2º Mélanges par Mr. l'abbé F. De la Mennais.		
456 pages	2 -	75
3º. Histoire de la "Réforme" Protestante, en		
Angleterre et en Irlande; par William Cobbett.		
IIº Série, 164 pages	0 -	00
	0 -	90
4°. Lettres Vendéennes, ou Correspondance de		
trois Amis, en 1823, dédiées au Roi; par le		
Vicomte Walsh. Deuxième édition, revue, corrigée,		
augmentée de plusieurs lettres. Tome I.er 328 pages.	2 -	00
5º Même ouvrage. Tome II, 352 pages	2 -	00
Carrie 1 1 (CD'C 22 Days		
6º Histoire de la "Réforme" Protestante, en		
Angleterre et en Irlande; par William Cobbett.	-	0
Illo et IVo Série, 292 pages	X -	80

Les Mélanges par M. l'abbé F. De la Mennais sont épuisés.

No IX.

LETTRE IX.

GUERRE DE MARIE AVEC LA FRANCE. PRISE DE CALAIS PAR LES FRANÇAIS. MORT DE LA REINE MARIE. ÉLISABETH MONTE SUR LE TRÔNE. ELLE FAIT DES LOIS CRUELLES ET SANGUINAIRES SUR LA RELIGION. SA PERFIDIE ENVERS LA FRANCE. HONTE QU'ELLE ATTIRE, PAR CETTE PERFIDIE, SUR SON GOUVERNE-MENT ET SUR L'ANGLETERRE. ELLE ABANDONNE LA-CHEMENT, ET POUR TOUJOURS, CALAIS A LA FRANCE.

Mes Amis, Kensington, le 31 juillet 1825.

253. Avant de commencer à rapporter les œuvres de la réforme sous le règne d'ELISABETH, je dois terminer le récit de ce qui se passa sous celui de MARIE. Les jours de son pouvoir furent courts et remplis d'affliction. Elle eut à combattre des difficultés sans nombre. Les complots que formait sans cesse contre elle une faction impie et invétérée, ainsi que l'état fâcheux de sa santé, qui était dû et à la faiblesse de sa constitution et aux inquiétudes qui l'avaient toujours tourmentée, faisaient craindre si souvent pour ses jours que les pillards sans principes,

qui cependant étaient redevenus catholiques, ne cessaient de porter leurs regards vers celle qui devait lui succéder : en effet, quoique ELISABETH fût pour le moment catholique, elle était bien assurée de devenir protestante en montant sur le trône, parce qu'il était impossible que le Pape voulût jamais reconnaître sa légitimité.

254. En 1557, la reine fut en guerre avec la France qui cherchait toujours à exciter les sujets de Marie à la révolte. Son mari Phi-LIPPE, dont le père (l'Empereur) venait de se retirer dans un couvent en laissant à son fils ses vastes possessions, était aussi en guerre avec la France. Le théâtre de la guerre était dans le nord de ce royaume et dans les Pays-Bas. Une armée anglaise se joignit à Philippe qui pénétra en France et y remporta une victoire importante. Mais une armée française commandée par le duc de Guise profita du moment où Calais était sans défense pour s'emparer de cette ville qui était restée au pouvoir des Anglais pendant plus de deux cents ans. Ce n'était pas seulement la ville de Calais que possédaient les Anglais, mais encore tout le pays circonvoisin à plusieurs milles à la ronde, et qui rensermait Guisnes, Fanim, Ardres et d'autres places avec tout le territoire que l'on nommait le comté d'Oye. EDOUARD III ne s'était rendu maître de Calais qu'après un siége d'un an. On avait toujours regardé cette ville comme d'une grande importance pour le commerce, et comme un monument glorieux pour la nation anglaise, en même temps qu'elle rappelait sans cesse aux Français un souvenir cruel et déchirant. Le docteur HAYLIN rapporte que monsieur DE CORDES, personnage noble qui vivait sous le règne de Louis XI, avait coutume de dire, qu'il consentirait volontiers à rester sept ans en enfer pour que cette ville ne fût plus au pouvoir des Anglais.

255. La reine fut vivement frappée à cette nouvelle qui abrégea encore ses jours : elle mourut quelques mois après; et comme sa fin approchait, elle dit à ceux qui l'entouraient que s'ils ouvraient son corps ils trouveraient Calais au fond de son cœur. On doit attribuer ce grand malheur à la négligence, sinon à la persidie de ses conseillers, et à la crainte qu'avait PHI-LIPPE de voir Calais et ses dépendances appartenir au successeur de Marie. Le docteur HAYLIN (rappelons-nous que c'est un protestant) dit que Philippe voyant à quels dangers Calais était exposée en avertit la reine et lui offrit même son assistance pour la défendre, mais que le conseil anglais redoutant Philippe négligea et son avis et son offre. On ne laissa dans la place que cinq cents hommes et l'on peut à peine s'empêcher de croire que cela ne fût pas fait sans intention. Si cependant la reine eût vécu plus long-temps, Calais eût été reprise. La guerre continuait encore. Des négociations furent entamées pour la paix entre le roi de France et Philippe; et l'une des conditions de ce dernier (qui était le plus puissant et avait battu les Français) fut que Calais serait rendue à l'Angleterre; et Philippe aurait tenu certainement à cette condition si Marie ne fût morte pen-

dant les négociations. 256. Ainsi nous devons à la "Réforme", qui avait été, sous le règne de sa dévastation et de poltronnerie d'EDOUARD VI, la cause de la perte de Boulogne, les regrets que nous fait encore éprouver de nos jours la perte de Calais, qui fut enfin perdue irréparablement par la vanité et la perfidie d'ELISABETH. Tandis que tous les historiens s'accordent à dire que la perte de Calais frappa vivement la reine et hâta sa mort; tandis que tous font ce grand honneur à sa mémoire, il n'est aucun d'eux qui ait tenté de dire que la perte de Boulogne eût eu le moindre effet sur son frère " le réformateur!" Il était trop occupé lorsqu'il renversait les autels et confisquait les propriétés des communautés et des confréries pour pouvoir penser même à l'honneur national. Ou peut-être, quoiqu'il se donnât encore le titre de " défenseur de la foi " lorsqu'il détruisait les autels, croyait-il que la gloire et le territoire gagnés par les catholiques ne devaient pas être conservés par des protestans. Quoi qu'il en soit, nous avons vu une

perte bien plus considérable pour l'Angleterre que

celle de Calais : nous avons vu la moitié d'un continent retranchée de la couronne d'Angleterre devenir bientôt une nation rivale très-formidable sur la mer, et nous n'avons jamais entendu dire que cette perte affligeât beaucoup le souverain sous le règne duquel elle arriva.

257. Marie ne pouvant surmonter le chagrin que lui causait la perte de Calais, et craignant avec raison que son successeur ne détruisît tout ce qu'elle avait fait pour la religion, expira le 19 de novembre 1558, âgée de quarante-deux ans, dont elle en avait régné six, et laissant à sa sœur, qui lui succédait, l'exemple de la sidélité, de la sincérité, de la patience, de la résignation, de la générosité, de la reconnaissance et de la pureté dans les pensées, les paroles et les actions : exemple cependant que sa sœur eut soin d'éviter de suivre en tout point. Quant à ces châtimens dont on s'est toujours servi pour flétrir la mémoire de cette reine, que sont-ils autre chose que les punitions de ceux qui offensaient la religion du pays? On crie beaucoup contre les feux de Smithfield, mais pour ne pas parler de ceux qu'allumèrent Edouard VI, ELISABETH, JACQUES Ier, est-il plus agréable de se voir arracher les entrailles du ventre tandis que l'on est encore en vie (ce qui était le supplice favori d'ELISABETH) que de subir le supplice du feu? Les protestans ont été plus loin que les catholiques dans les punitions des offenses

310

de ce genre, quoiqu'ils eussent bien moins de raison de leur côté pour le faire. Les catholiques n'ont qu'une seule croyance, les protestans en ont cinquante; et chaque fois que l'une de ces nombreuses sectes l'emporte sur les autres, elle les punit d'une manière ou de l'autre comme délinquans; et même dans ce moment, d'après un rapport présenté depuis peu à la chambre des communes, il n'y a pas moins de cinquante-sept personnes qui, depuis quelques années, ont été condamnées à l'emprisonnement et à d'autres châtimens pour s'être rendues coupables d'offenses envers la religion. Et quand estce que cela a eu lieu? quand chacun peut nier ouvertement la divinité de J.-C., et lorsque d'autres peuvent prêcher dans leurs synagogues qu'il n'v a jamais eu de Christ. Un homme voit les lois tolérer vingt sortes de chrétiens, (puisqu'ils se donnent tous ce nom) dont chaque secte condamne toutes les autres aux flammes éternelles. Si d'après cela il croit pouvoir exprimer sa croyance et dire que tous ont tort et que ce qui fait le sujet de leurs discussions n'existe pas réellement, il sera peut-être condamné à six ans de prison ou même à passer toute sa vie dans un cachot dégoûtant! N'oublions pas toutes ces choses quand nous parlons de la sanguinaire MARIE. Les châtimens que l'on impose aujourd'hui sont fondés sur la maxime que le christianisme est une partie de la loi du royaume : mais quand

a-t-il commencé, est-ce depuis ou avant la "réforme"? et de laquelle d'entre toutes les sectes qui sont tolérées par la loi apprendrons-nous ce qu'est le christianisme?

258. Quant au nombre de ceux qui furent punis, supposons que les deux cent soixante-dixsept personnes qui furent punies sous le règne de MARIE ne le fussent que pour cause de religion, et non comme Cranmer et Ridley pour leur trahison et leur félonie, aussi-bien que pour leurs offenses envers la religion; eh bien! en faisant cette supposition, trouverons-nous que la masse des punitions imposées pendant le règne de Marie surpasse celle du règne d'EDOUARD VI? et à moins que Smithfield et ses bûchers ne fissent éprouver une agonie particulière pire que la mort, vit-on jamais à Smithfield une aussi grande masse de souffrances qu'à Old-Bailey, pour cause d'offense contre les bank-notes, invention purement protestante. Et peut-être cette invention, qui n'eut d'autre but que d'empêcher le retour du " papisme, " a coûté dix fois pour ne pas dire cent fois plus de sang qu'il n'en fut répandu sous le règne de celle que nous avons encore aujourd'hui l'injustice ou la folie d'appeler la sanguinaire MARIE; cette reine dont nous devons oublier toutes les excellentes qualités, les éclatantes vertus, la piété, la charité, la générosité, l'attachement à sa parole, la reconnaissance et même ces sentimens d'inquiétude pour la grandeur et l'honneur de l'Angleterre qui la précipitèrent dans le tombeau; toutes ces vertus, qui ne trouvèrent point d'égales chez aucun des rois ses prédécesseurs, si ce n'est chez le grand Alfred dont elle voulut rétablir la religion; elles doivent toutes, dis-je, être comptées pour rien, et nous devons l'appeler la sanguinaire Marie, parce que cela entre dans les vues de ceux qui s'engraissent des dépouilles de cette église qui ne souffrit jamais qu'un Anglais pût recevoir le nom odieux et avilissant de pauvre.

259. Nous arrivons au règne de pauvreté et de désordre. C'est le règne de la bonne reine Bess. Nous verrons bientôt comment elle était bonne. L'acte du parlement qui subsiste encore, relatif aux pauvres et à la taxe des pauvres, fut adopté dans la 43e année de son règne; ce ne fut cependant pas le seul acte de cette espèce. Onze autres furent adoptés avant celui-ci pour remédier à la pauvreté et à la misère dans laquelle la réforme avait plongé le peuple. Mais comme c'est dans la dernière lettre de mon ouvrage que je dois donner l'histoire de la naissance et de la marche de la pauvreté en Angleterre, depuis le commencement de la réforme jusqu'à notre époque, je ne dois donc m'occuper à présent que de ce qui regarde les affaires de la religion.

260. ELISABETH fut protestante pendant le règne de son frère, et catholique pendant celui

de Marie. Dans le temps où mourut sa sœur, non-seulement elle allait publiquement à la messe, mais elle avait aussi dans son intérieur une chapelle et un confesseur. Ces apparences n'avaient cependant pas trompé sa sœur qui, jusqu'au dernier moment, douta de sa sincérité. Sur son lit de mort, la bonne et sincère MARIE lui ayant demandé un aveu franc de ses opinions sur la religion, Elisabeth pour réponse pria Dieu que la terre s'ouvrît et l'ensevelit aussitôt si elle n'était pas une vraie catholique romaine. Elle fit la même déclaration au duc de FERIA, député espagnol, qu'elle trompa si complètement qu'il écrivit à Philippe qu'Elisabeth, en montant sur le trône, n'apporterait aucun changement dans les affaires de la religion en Angleterre. Mais, malgré toutes ces promesses, elle ne tarda pas à arracher les entrailles de ses infortunés sujets parce qu'ils étaient catholiques romains.

261. ELISABETH, d'après la loi, était bâtarde. Le mariage de sa mère avait été déclaré nul et invalide depuis le commencement par une loi qui n'avait pas encore été abrogée. Son avénement ayant été signifié aux puissances étrangères d'après la formule ordinaire qui était, « qu'elle » avait succédé à sa sœur par le droit hérédi- » taire et le consentement de la nation », le Pape répondit qu'il ne comprenait pas quel était le droit héréditaire d'une personne qui n'était

pas née d'un mariage légitime, et que dès-lors il ne pouvait reconnaître son droit héréditaire. Cette réponse était déjà elle-même une raison assez forte pour une dame qui avait une conscience aussi facile que l'était la sienne pour la déterminer à se faire " protestante. " Mais il y avait encore un autre motif plus puissant. MARIE, reine d'Ecosse, qui avait épousé le dauphin de France, réclamait la couronne d'Angleterre comme étant le descendant légitime le plus proche de Henri VII. Ainsi Elisabeth était exposée à perdre la couronne si elle ne se faisait pas protestante, et si elle ne forçait pas les peuples à adopter la croyance de CRANMER. Si elle restait catholique, elle devait se soumettre aux décrets de Rome, et le Pape eût pu lui donner beaucoup d'embarras. Enfin elle vit clairement que si son peuple restait catholique, elle ne pourait jamais régner en sûreté. Elle savait qu'elle n'avait pas de droit héréditaire; que la loi attribuait sa naissance à un adultère. Elle ne croyait pas qu'elle pût jamais régner tranquillement sur ce peuple, quand le Chef de l'Église refusait de reconnaître son droit à la couronne; mais, comme elle voulait porter cette couronne, elle prit la résolution, quoiqu'il en pût couter, de forcer son peuple à abandonner cette même religion, sa propre croyance à elle-même, comme elle l'avait déclaré quelques mois avant, en priant Dieu que la terre s'ouvrît et l'ensevelît vivante

si elle n'était pas une vraie catholique romaine. 262. La réponse du Pape était juste, mais impolitique; elle fut surtout bien funeste pour les peuples anglais et irlandais, qui durent alors se préparer à des souffrances qu'ils n'avaient point encore connues. L'état des affaires était extrêmement favorable aux protestans. MARIE, reine d'Ecosse, l'héritière légitime du trône, avait, comme nous l'avons vu, épousé le dauphin de France. D'après cette union l'Angleterre devenait une dépendance de la France si Elisa-BETH était exclue du trône, ou si elle mourait sans enfans avant Marie. Déjà la perte de Calais et de Boulogne avait assez mortifié la nation; mais que l'Angleterre elle-même tombât au pouvoir de la France, c'était une idée qu'aucun Anglais ne pouvait supporter. Ainsi elle fut surtout affermie sur le trône par la crainte qu'avait le peuple de ce qui pouvait arriver si elle en était expulsée. Ce furent les fiançailles de MARIE, reine d'Ecosse, avec le dauphin, qui engagèrent MARIE, reine d'Angleterre, à épouser Philippe, afin d'assurer par ce moyen un allié à l'Angleterre, dans le cas où l'Ecosse viendrait à être réunie à la France. Mais combien le danger était plus pressant alors que la reine d'Ecosse était mariée au dauphin (l'héritier présomptif de la couronne de France), et que l'Augleterre, si elle venait à la posséder et qu'elle eût un fils, devait devenir une province de France!

263. Cet état des affaires était dès-lors trèsfàcheux pour les catholiques : un très-grand nombre d'entre eux ne s'opposèrent que froidement au changement de religion de la nouvelle reine. Car quelque fidèles qu'ils fussent à leur religion, ils n'en étaient pas moins Anglais, et l'idée de se voir soumis aux Français les révoltait. L'apostasie et la tyrannie de la reine pouvaient lui attirer leur haine, mais ils ne pouvaient s'empêcher de désirer que l'Angleterre restât un état indépendant, et pour cela il leur semblait absolument nécessaire de laisser Elisabeth sur le trône. Ceux qui louent HENRI IV, roi de France, de s'être fait catholique afin d'obtenir et de conserver le trône, ne peuvent pas blâmer Eli-SABETH de s'être fait protestante pour la même raison. Je ne veux les justifier ni l'un ni l'autre, mais j'avoue que s'il y avait quelque raison qui pût porter à soutenir Elisabeth, c'est que, d'après les faibles lumières de l'intelligence humaine, on devait la regarder comme un instrument nécessaire pour empêcher que l'Angleterre ne fût soumise à la France. Et l'on doit croire que ce fut cette raison qui engagea dans son parti un si grand nombre d'hommes distingués et puissans de cette époque.

264. Mais si nous admettons qu'elle ait pu être justifiée par la nécessité de se conserver la royauté et de maintenir l'indépendance de la nation aux dépens de la religion; si nous admettons qu'elle

eut le droit de donner la préférence aux protestans et d'employer tous les moyens loyaux de faire changer complètement de religion à son peuple; si nous faisons ces concessions, ce qui est beaucoup plus que la justice ne peut exiger de nous, qui pourra ne pas être frappé d'horreur à la vue des cruautés affreuses qu'elle exerça avec tant de profusion pour arriver au but qu'elle

se proposait?

265. L'intention qu'elle avait de changer la religion du pays devint si manifeste en peu de temps que tous les évêques se refusèrent à la couronner; à la fin elle en trouva un qui voulut bien s'en charger, mais il n'y consentit qu'à la condition qu'elle se conformerait au rit catholique. Bientôt cependant parurent successivement plusieurs actes qui rabaissèrent par degrés le culte catholique et relevèrent les protestans. Elle trouva les pillards et les possesseurs des choses pillées aussi disposés à se conformer à son autorité ecclésiastique qu'ils avaient montré d'ardeur à recevoir l'absolution du cardinal Pole, sous le dernier règne. Le livre de prières de CRANMER, que le parlement avait dit avoir été inspiré par le Saint-Esprit, avait été changé et corrigé dès le règne d'EDOUARD. On le fit alors reparaître, il fut changé et corrigé de nouveau, sans cesser cependant d'être attribué à l'inspiration de l'Esprit-Saint.

266. Si ces actes du parlement n'avaient pas

été plus loin, déjà ils auraient été regardés comme assez mauvais et assez honteux; mais un tel changement ne pouvait se faire sans effusion de sang. La reine avait résolu de régner, elle croyait le sang de son peuple nécessaire à sa propre sûreté; et jamais elle ne craignit de le faire couler. Elle regardait la religion catholique comme son ennemie mortelle, et voulait à tout prix la détruire si elle le pouvait, employant tous les moyens qui lui semblaient les plus favorables à son dessein.

267. Les lois les plus sanguinaires furent donc faites pour cet objet. Chacun fut obligé sous peine de mort, de faire le serment de la suprématie; par le serment de la suprématie l'on reconnaissait la suprématie de la reine en matières spirituelles, on renonçait au Pape et à la religion catholique, ou en d'autres mots on apostasiait. C'est ainsi qu'une grande partie de son peuple fut condamnée à la fois à mort pour son attachement à la religion de ses ancêtres, et bien plus pour son attachement à cette même religion qu'elle avait suivie jusqu'à l'époque où elle monta sur le trône, et à laquelle elle n'avait pas craint de donner ses sermens lors de son couronnement.

268. Ce ne fut pas le seul acte d'une barbarie monstrueuse. On déclara coupable de hautetrahison tout prêtre qui disait la messe, tout prêtre qui venant de l'extérieur entrait dans le royaume; c'était un crime de haute-trahison, que de recueillir ou de soulager un prêtre. Ce fut d'après ce principe et d'autres de la même nature que l'on égorgea un nombre infini de personnes. D'abord on les pendait; plus tard on leur fendait le ventre, on leur arrachait les entrailles et on les coupait par quartiers. Et tous ces supplices, je vous prie de nouveau de le remarquer, justes et sensibles Anglais, parce que ces infortunés étaient trop vertueux et trop sincères pour renoncer à cette foi que la reine elle-même à son couronnement, dans son serment du couronnement, jura solennellement de conserver et de défendre.

269. Après avoir renversé les autels et élevé des tables dans les églises; après avoir chassé les prêtres catholiques et les avoir remplacés par des gens affamés, des mendians, le rebut de toute la terre, avec le livre de prières de CRAN-MER corrigé dans leurs mains; après avoir fait tous ces exploits, elle força ses sujets catholiques à fréquenter les églises, sous peine d'énormes châtimens qui s'élevèrent jusqu'à la peine de mort dans le cas où ils persévéreraient à refuser! C'est ainsi que tout ce qu'il y avait d'hommes bons, sincères, conscientieux dans le royaume, étaient continuellement tourmentés, ruinés par de très-fortes amendes, envoyés à la potence ou forcés de fuir loin de leur pays natal. C'est ainsi que la religion " protestante " fut arrosée des larmes et du sang du peuple anglais. Osez parler de la persécution et des cruautés des catholiques; où trouverez-vous de telles cruautés et une persécution semblable à celle-ci exercées par des princes catholiques? ÉLISABETH mit à mort d'une manière ou de l'autre en une année plus de catholiques, parce qu'ils ne voulaient pas apostasier la religion qu'elle avait juré être la sienne et la seule vraie, que MARIE n'en avait fait mourir pendant tout son règne pour avoir renoncé à sa religion qui avait été celle de leurs pères et qu'elle avait toujours observée. Et cependant c'est la première que l'on nomme ou que l'on a nommée " la bonne reine" Bess, et la dernière a été appelée la " sanguinaire " MARIE. L'horrible massacre de la Saint-Barthélemi lui-même ne fut rien si on le compare aux massacres et aux autres cruautés de cette reine protestante. Oui, il ne fut rien, et cependant elle prit le deuil à l'occasion de cet événement, et elle porta l'hypocrisie jusqu'à feindre d'être remplie d'horreur au récit des cruautés qu'avait commises le roi de France.

270. Ce massacre arriva à Paris en l'an 1572 dans la 14^{me} année du règne d'Élisabeth; mais comme il appartient à l'histoire de l'époque dont nous nous occupons, qu'il fut en partie le fruit des intrigues pernicieuses d'Élisabeth, et que l'on n'a cessé de s'en servir, même jusqu'à ce jour, pour calomnier les catholiques, je crois

devoir en faire un récit exact, et remonter aux guerres civiles qu'elle fit naître en France, auxquelles elle prit tant de part, et qui finirent par faire perdre à l'Angleterre Calais et tout son territoire. La "réforme", que Luther dit avoir apprise du diable, s'était introduite en France dès l'an 1530 ou à peu près. Les réformateurs y reçurent le nom de huguenots. Pendant longtemps ils ne furent d'aucune importance; mais à la fin ils devinrent formidables sous le règne de CHARLES XI, lorsqu'ils eurent à leur tête deux rebelles ambitieux, Condé et Coligni. La faction dont ces deux hommes devinrent les chefs fut sur le point d'obtenir le gouvernement de la France pendant la minorité de CHARLES qui monta sur le trône en 1561 à l'âge de 10 ans. Sa mère, la reine douairière, préféra le duc de Guise et son parti. Il ne fallut pas d'autre motif à Condé et à Coligni, qui venaient d'être trompés dans leur attente, pour devenir des protestans très-zélés, les Guises ayant embrassé avec chaleur le parti des catholiques. Aussitôt de la part des premiers rebellion ouverte fomentée par la reine d'Angleterre qui croyait ne pouvoir être en sûreté tant qu'il existerait sur la terre quelque prince, quelque prêtre ou un peuple catholique, et qui ne recula jamais devant aucun moyen, quand il lui parut propre à aider l'accomplissement de son dessein. Comme elle avait apostasié elle-même, elle voulut faire disparaître la religion qu'elle avait abandonnée, et dans ses efforts pour arriver à ce but elle sit couler sans relâche le sang de ses sujets, et ne se fit jamais aucun scrupule dans aucune occasion de sacrifier l'honneur national.

271. Lorsqu'elle monta sur le trône, elle trouva le royaume en guerre avec la France, et Calais au pouvoir de cette dernière, cette forteresse et son territoire ayant été pris, comme nous l'avons vu (parag. 254), par une armée française que commandait le duc de Guise. Elle fit presque aussitôt la paix avec la France, et même sans exiger la remise de Calais, comme elle aurait pu le faire si elle n'eût préféré son intérêt particulier à l'intérêt et à l'honneur de l'Angleterre. Les négociations pour la paix entre l'Angleterre, l'Espagne et la France furent entamées à Cateau-Cambresis en France. Ce qui regardait la France et l'Espagne fut bientôt décidé; mais PHILIPPE (époux de Marie) fidèle à ses engagemens refusa de signer le traité jusqu'à ce que la nouvelle reine eût été satisfaite pour Calais, et même il s'offrit de continuer la guerre pendant six ans si l'on ne rendait pas Calais, pourvu qu'ÉLISAветн s'engageât à ne point faire de paix séparée pendant ce temps. Elle refusa cette offre généreuse; elle avait commencé à tourmenter ses sujets et elle redoutait la guerre. Elle entra donc secrètement en négociation avec la France et l'on arrêta que cette dernière garderait Calais, pendant huit ans, ou paierait à l'Angleterre 500,000 couronnes! On ne vit jamais d'acte plus vil que ce traité, du côté de l'Angleterre. Mais ce ne fut pas tout : il avait encore été stipulé dans le traité que, si la France commettait quelqu'acte d'agression contre l'Angleterre pendant ces huit ans, ou si l'Angleterre commettait quelqu'acte d'agression contre la France pendant ce temps, le traité serait nul, et que la première perdrait le droit de retenir, et la seconde celui de réclamer cette place importante avec son territoire.

272. Ce traité fut conclu en 1559, et ce fut un traité non-seulement d'amitié mais encore d'alliance entre les deux partis. Mais trois ans ne s'étaient pas encore écoulés sur les huit que la bonne reine Bess en haine et par la crainte des catholiques, par le désir d'affermir son autorité tyrannique, et voulant encore punir librement, emprisonner et égorger ses malheureux sujets, renonça à tous ses droits sur Calais, en manquant au traité par la violation la plus vile et la plus honteuse que l'on eût encore vue.

273. Condé et Coligni, avec leurs huguenots, avaient excité en France une guerre civile formidable. L'ambassadeur de la bonne reine Bess dans ce royaume stimulait et assistait les rebelles de tout son pouvoir. A la fin, Vidame, agent de Condé et de Coligni, vint secrètement en Angleterre pour demander des secours en hommes, en argent et en vaisseaux. Ils réus-

sirent complètement avec la bonne Bess, qui, sans aucun égard pour les traités solennels qu'elle avait conclus avec le roi de France, en fit un avec les rebelles français, dans lequel elle convint de leur envoyer une armée et de l'argent pour les aider à faire la guerre à leur souverain dont elle était l'alliée, et avec lequel elle s'était liée comme telle par un serment solennel juré sur les évangiles. Elle s'engagea donc à leur fournir des troupes, des vaisseaux et de l'argent; et les rebelles, de leur côté, s'engagèrent à lui remettre le Havre-de-Grace, qu'elle retiendrait comme un gage de la remise, nonseulement de l'argent qu'elle devait avancer, mais encore de la ville de Calais elle-même. Cet insâme traité méritait bien les résultats qui le suivirent.

274. L'ambassadeur français à Londres voyant une négociation entre la reine et les agens des rebelles, vint chez Cecil, le secrétaire-d'état, tenant en main le traité de Cateau-Cambresis, et demanda que d'après les clauses du traité on lui remît les rebelles comme étant traîtres envers leur souverain; et il avertit le gouvernement anglais que tout acte d'agression de sa part lui ferait perdre tous ses droits pour la remise de Calais après les huit années convenues. Mais la bonne Bess avait fomenté les guerres civiles en France; elles les avait excitées en secret par des présens et d'autres moyens cachés, et elle

croyait que du succès des rebelles français dépendait sa sûreté sur un trône d'un droit douteux; et comme elle espérait recouvrer Calais par ce moyen perfide, elle ne voyait que du

gain dans sa perfidie.

275. Les rebelles étaient en possession de Rouen, de Dieppe, du Hâvre-de-Grace, et avaient étendu leur pouvoir sur une grande partie de la Normandie. Ils remirent en même temps le Hâvre et Dieppe entre les mains des Anglais. Une manière d'agir aussi infâme et aussi perfide souleva les catholiques de France qui furent honteux alors de leur inactivité pendant laquelle une secte, qui faisait à peine la centième partie de la population, avait vendu leur pays sous le prétexte impie de " l'amour de l'évangile." La bonne Bess, avec son hypocrisie et son effronterie ordinaires, sit répandre en Normandie ses proclamations, dans lesquelles elle déclarait qu'elle n'avait aucune intention hostile contre son bon frère le roi de France, qu'elle voulait simplement protéger ses sujets protestans contre la tyrannie de la maison de Guise, et que son bon frère devait lui être reconnaissant des secours qu'elle lui envoyait. Cette froide et hypocrite insolence ne fit qu'augmenter la fureur des partis. Toute la France se rappelait facilement que c'était l'habile, le vaillant, le patriote duc de Guise qui, cinq années seulement auparavant, avait chassé les Anglais de Calais, leur dernière retraite en France; et on voyait les fils de l'évangile, comme ils avaient l'audace de se nommer eux-mêmes, ramener ces mêmes Anglais sur le sol de la France, et leur remettre à la fois entre les mains deux ports de mer français. Devons-nous nous étonner de la haine implacable du peuple français contre cette secte perfide? Devons-nous être surpris que ce même peuple ait eu le désir de faire disparaître entièrement une race aussi infâme qui avait déjà vendu de la France tout ce qui était en son pouvoir?

276. La noblesse française accourut de toutes les provinces et de toutes les parties de la France au secours de son souverain dont l'armée était commandée par le connétable de Montmorenci, qui avait le duc de Guise sous ses ordres. Condé était à la tête de l'armée ennemie avec Coligni qui semblait partager avec lui le soin des affaires, et il fut joint par les troupes anglaises que commandait le duc de WARWICK, neveu de l'amant de la bonne Bess, et Dudley que le clergé protestant, HEYLIN et WHITAKER nous feront assez connaître. Le premier mouvement que firent les Français contre cette masse qu'avaient réunie l'hypocrisie, l'audace, la perfidie et la trahison fut le siége de Rouen, où sir EDOUARD POININGS, qui avait précédé le duc de WARWICK, avait jeté un renfort d'Anglais pour soutenir les fidèles enfans de l'évangile. Afin d'encourager les Français, la reine-mère

(CATHERINE DE MÉDICIS), son fils, le jeune roi CHARLES (âgé alors de douze ans), et le roi de Navarre étaient présens à ce siége. Le dernier y reçut une blessure mortelle; mais les catholiques finirent par prendre la ville d'assaut et passèrent au fil de l'épée toute la garnison avec les renforts anglais envoyés par la bonne reine Bess.

277. Pendant ce temps, le frère de Coligni avait réuni, avec l'argent de la bonne Bess, un corps d'évangélistes allemands mercenaires, et les avait amenés à Orléans, qui était alors le point d'appui des huguenots; et en même temps la bonne Bess, afin d'agir en tout avec bonne foi, ordonna des prières publiques pendant trois jours, pour implorer la bénédiction de Dieu sur sa cause et sur celle de l'évangile. Ainsi renforcés par un nouveau corps d'étrangers amené dans leur patrie, les infâmes traîtres Condé et Coligni feignirent de se diriger sur Paris; puis se trouvant trop faibles sur ce point, ils passèrent en Normandie où ils espéraient trouver le secours des forces anglaises. Mais les catholiques commandés par Montmorenci et le duc de Guise suivirent les traîtres, les mirent en déroute près de Dreux et firent Condé lui-même prisonnier. Bien que Montmorence fût tombé entre les mains des rebelles, le duc de Guise prit le commandement en chef et chassa devant lui le rebelle Coligni et son armée : et tout cela

malgré les trois jours de prières de la bonne Bess.

278. Coligni tint néanmoins la campagne et pilla cruellement la Normandie. La bonne Bess lui envoya un peu d'argent, et elle offrit de lui en faire remettre davantage s'il pouvait trouver quelques marchands (c'est-à-dire, quelques juifs) qui voulussent lui en prêter. Mais elle ne lui envoya point de troupes, celles du duc de WAR-WICK étant en sûreté dans les forts du Hâvrede-Grâce que la juste et bonne Bess avait bien l'intention de garder pour elle, de quelque manière que se terminassent les affaires. Mais à la fin, cette honnête intention ne put être remplie, comme nous le verrons plus tard. Coli-GNI, avec tous les scélérats qui l'accompagnaient et les évangélistes allemands, pillèrent sans pitié les Normands partout où ils purent porter leurs armes. Les catholiques, sous la conduite du duc de Guise, assiégeaient alors Orléans. Ce fut pendant ce siège qu'un nommé Poltrot, huguenot, à la solde de Coligni, quitta comme déserteur ce chef rebelle et prit du service dans l'armée du duc de Guise. Au bout de peu de temps, il trouva le moyen d'assassiner ce vaillant chevalier, cet excellent patriote, encouragé et réellement employé pour cela par Coligni, mais surtout excité par Beza le fameux prédicateur, car Hume l'appelle ainsi, mais réellement l'un des plus insâmes de tous les prédicateurs de la "réforme, "et qui, sous ce rapport, ne le cédait peut-être qu'à Luther lui-même. Cette action atroce fut bientôt ven-gée par le massacre de la Saint-Barthélemy. Poltrot avait été payé par Coligni, qui, lui-même, avait reçu l'argent de la bonne reine Bess, que nous verrons bientôt accusée par Whitaker (ministre de l'église d'Angleterre) d'avoir tramé l'assassinat de son propre cousin, mais qui ne put pas trouver dans son royaume un homme assez vil pour se charger de ce crime.

279. Cette action atroce semble avoir fait rougir Condé de l'infamie de ses partisans. L'ambition en avait fait un rebelle, mais il lui restait assez d'honneur pour frissonner à l'idée qu'il n'était qu'un chef d'assassins, et il ne pouvait penser sans horreur qu'un homme, comme le duc de Guise, qui avait rendu des services d'un si grand prix à la France, eût été privé de l'existence par un être aussi vil que celui qui avait eté payé pour cela par son collègue Coligni. Si le fils du duc de Guise eût pu détruire Co-LIGNI avec toute sa bande, il n'aurait pu être blâmé pour cette action; et cependant le monde a retenti des cris d'horreur des protestans à la mort de ce même Coligni et d'un petit nombre de ses partisans!

280. Condé chercha alors à se débarrasser de ces horribles compagnons, en proposant dans le mois de février de 1563 une paix générale, et

en offrant de se soumettre à son légitime souverain, à condition qu'il accorderait l'oubli de tout ce qui était arrivé. Coligni fut compris dans l'amnistie. Le roi accorda aux huguenots le droit de pratiquer leur culte dans une ville de chaque bailliage, et c'est ainsi que furent terminés tous les différends qui existaient entre le roi et ses sujets rebelles. Mais ces nouvelles étaient loin de plaire à la bonne reine Bess qui, comme le fait observer WHITAKER, ne trouvait sa sûreté que dans les divisions et la misère des autres. Condé, dans son traité avec elle, était convenu de ne pas conclure de paix sans son consentement; mais avait-elle le droit de se plaindre de cette infraction d'un traité, elle qui avait violé son traité et son serment avec Charles IX et qui en même temps s'était ligué par un traité avec les rebelles armés contre leur roi?

281. Le roi de France désirait lui faire retirer ses troupes du Hâvre-de-Grace sans effusion de sang, et voyant qu'elle voulait retenir cette place comme un gage de la reddition de Calais après les huit années écoulées; il lui offrit de renouveler le traité de Cateau-Cambrésis, d'après lequel Calais devait être rendue à l'Angleterre en 1567; mais elle rejeta bien loin cette proposition avantageuse : elle avait le Hâvre en sa possession, peu importait comment, et elle dit qu'un oiseau dans la main vaut mieux que deux dans le buisson, faisant claquer en

même temps ses doigts, et comme elle avait coutume de le faire dans de semblables occasions, prouvant la fermeté de sa résolution par un serment terrible qui convenait bien à une " reine vierge." Mais lorsqu'elle sut que tous les partis qui divisaient la France se réunissaient pour l'expulsion des Anglais, elle se relâcha malgré elle. Elle autorisa ses ambassadeurs à présenter un nouveau projet de traité. Mais déjà l'armée française, conduite par Montmorenci et Condé, qui était naguère l'ami et l'allié de la bonne Bess, et aujourd'hui se trouvait à la tête de ses ennemis, s'était mise en marche pour reprendre le Hâvre par la force des armes, le roi étant bien convaincu qu'avec la bonne Betsy les traités étaient tout-à-fait inutiles.

282. Ce n'était cependant pas une petite entreprise que de vouloir reprendre le Hâvre sur les Anglais. On leva de grands impôts sur la nation (sans parler des prières) pour défendre cette place. Le duc de Warwick qui, au lieu d'envoyer ses troupes au secours des alliés de Bess, les avait tenues renfermées au Hâvre, à l'aide de six mille soldats et de six cents prisonniers, en avait fait une place imprenable. Il avait chassé de la ville tous les Français, à leur grand détriment, et contre les traités faits avec Condé et Coligni, aussitôt qu'il eut appris les revers des rebelles. Mais tout cela n'empêcha pas que Montmorenci, au bout de très-peu de temps,

eût tellement avancé ses travaux qu'il pouvait facilement se rendre maître de la place. La reinemère et le roi étaient dans les camps, et ils eurent le plaisir indicible de voir le général de la bonne reine Bess proposer humblement de remettre la place à son légitime souverain, sans aucune mention de Calais et de son territoire, et sans autre condition que la liberté de retourner en Angleterre avec les restes misérables de son armée; et l'Angleterre, après tant d'or et tant de sang répandus pour satisfaire la méchanceté de la bonne Bess, et après s'être entendu reprocher tant de fois et avec de justes raisons, la persidie de cette reine, vit arriver ces tristes resles, cette preuve irrécusable d'un malheur plus grand qu'aucun de ceux qu'elle eût éprouvés depuis le jour glorieux où Alfred chassa entièrement les Danois; et cependant c'est cette femme que l'on appelle, ou que l'on a appelée la bonne reine BESS, c'est celle dont le règne, plein de persidies et de massacres, a été appelé " glorieux! "

283. Quelles que fussent les mortifications que venait d'éprouver la bonne Bess, quels que fussent les malheurs qu'avaient attirés sur le royaume son hypocrisie et une mauvaise foi sans exemple jusqu'alors, ils n'étaient cependant pas arrivés encore à leur terme. La "glorieuse" et bonne Bess fut obligée alors de supplier, pour avoir la paix, ce roi dont elle avait si récemment soutenu

les sujets révoltés. Ses ambassadeurs, quoique munis de bons passeports, furent arrêtés et mis en prison. Elle s'emporta, et même d'une manière peu digne d'une reine, mais elle fut obligée de supporter patiemment cet affront, et elle suivit la marche ordinaire pour les faire recevoir à la cour de France, où d'ailleurs on traitait ses pressantes sollicitations avec un dédain offensant, et où on laissa plusieurs mois s'écouler avant qu'on voulût recevoir aucune proposition de paix. L'un de ses envoyés était Smith et l'autre était ce même Throckmorton que déjà elle avait envoyé en ambassade à Paris et qu'elle avait employé pour soutenir le prince de Condé et Coligni dans leur révolte. Le premier fut renfermé à Melun, le second à Saint-Germain. Smith fut renvoyé sur la demande de la reine; on retint THROCKMORTON, et l'on s'en servit pour un objet aussi plaisant qu'il était humiliant pour la bonne BESS. Le traité de Câteau-Cambrésis, d'après lequel les Français devaient rendre Calais au bout de huit ans, ou payer 500,000 couronnes, ordonnait que quatre Français nobles seraient remis à la bonne BESS et serviraient d'ôtages jusqu'à l'entier accomplissement du traité par la France. La bonne Bess qui, en donnant des secours aux rebelles, avait rompu ce traité et avait perdu tout droit de réclamer Calais, aurait dû conséquemment renvoyer les ôtages; mais la bonne Bess qui avait coutume de ne pas faire ce qu'elle

devait faire, qui aurait pu chaque jour de sa vie criminelle répéter, sans crainte de se tromper, ce passage du livre de prières ainsi corrigé " Nous avons fait tout ce que nous devions éviter, et nous avons négligé tout ce que nous devions faire " avait gardé les ôtages, quoiqu'elle n'eût plus aucun droit pour réclamer l'accomplissement du traité d'après lequel ils avaient été remis entre ses mains. Mais les Français avaient aussi alors un oiseau dans la main; ils avaient Throck-MORTON, leur ancien ennemi, le dépositaire des horribles secrets de la bonne Bess. Après de longues discussions, pendant lesquelles Throck-MORTON donna des signes peu douteux de la résolution qu'il avait prise de ne pas terminer ses jours en prison, sans se venger d'une manière quelconque de celle qui l'y maintenait si longtemps et sans pitié, la bonne reine consentit à échanger les quatre nobles français pour lui, et recut 125,000 couronnes pour la cession définitive de Calais à la France.

284. Ce fut donc la bonne reine Bess, cette reine si "illustre et si attachée à sa nouvelle religion", qui arracha ce joyau de la couronne d'Angleterre! mais les suites funestes de la profanation des traités et des intrigues entretenues avec les rebelles ne se bornèrent pas à cette perte: la peste qui avait gagné la garnison du Hâvre et qui l'avait réduite de sept mille hommes à deux mille, avait été transportée par les misé-

rables restes de ces êtres infectés en Angleterre, où, au rapport de Hume lui-même, elle enleva de grandes multitudes, surtout à Londres qui vit périr, en une seule année, vingt mille personnes de cette affreuse maladie! Ainsi la nation était donc en même temps accablée d'impôts, ruinée par la guerre, affaiblie par la peste; ainsi nous voyons un nombre infini d'anglais frappés de la mort, ruinés ou devenus misérables pour satisfaire seulement cette orgueilleuse et méchante femme, qui croyait ne jamais être en sûreté tant qu'elle n'aurait pas entraîné le monde entier dans sa honteuse apostasie. Ainsi la même raison suffit pour faire abandonner Calais pour toujours; Calais, la possession la plus glorieuse qu'eût l'Angleterre; Calais, l'une des deux clefs des mers du nord; Calais conquise deux cents ans auparavant par nos ancêtres catholiques; Calais, qu'ils n'auraient pas plus songé à rendre à la France qu'ils n'auraient consenti à céder Douvres, et dont la bonne, la vertueuse et la patriotique MARIE, si souvent calomniée, sentait tellement l'importance que la seule idée de pouvoir perdre cette place la conduisit au tombeau!

284. On ne peut concevoir quelle bassesse devoile Hume lorsqu'il rapporte cette série importante de transactions; comment il interprète toutes les violations de foi de la part de la bonne reine Bess; comment il passe, sans la censurer, sur l'infame trahison des rebelles, et cherche même à l'excuser; avec quel art il évite de parler de la rare fidélité de Philippe à ses engagemens; combien il loue l'infame Coligni, tandis qu'il blâme presque Condé d'avoir demandé la paix après l'assassinat du duc de Guise; de quelle manière il tait complètement les grandes humiliations qu'eut à supporter l'Angleterre dans l'affaire de Smith et de Trockmorton; comment il fait monter le prix du rachat à 200,000 couronnes au lieu du quart de 500,000 et parle à peine de la perte de Calais pour toujours sous le règne de la bonne Bess, tandis qu'il appuie si fortement sur la perte temporaire de cette même ville sous celui de MARIE; mais surtout avec quel soin il dirige tous ses traits contre l'habile, le brave, le fidèle et le patriotique seigneur, le duc de Guise, tandis qu'il ne cesse de louer Condé tant qu'il fut un rebelle, un traître qui avait vendu sa patrie, et qu'il comble d'éloges le perfide Coligni jusqu'à la dernière heure de sa vie pleine de trahisons.

285. Est-il un seul homme qui ne comprenne de quelle importance est Calais avec son territoire? est-il un seul homme qui ne voie combien il serait à désirer que nous en fussions en possession aujourd'hui? Quel est l'Anglais qui ne regrette pas cette perte, et peut-on se refuser à reconnaître que ce qui nous le fit perdre ce fut la perfidie que commit la bonne Bess lors-

qu'elle se réunit aux rebelles de la France? Si au moment où ces rebelles pouvaient être redoutables pour leur souverain, elle eût pressé ce dernier de lui remettre définitivement Calais, et qu'elle lui eût donné un équivalent pour cette remise anticipée, n'est-il pas évident qu'il y aurait consenti plutôt que de lui déplaire dans un tel moment? Mais de quelle manière Hume excuse-t-il la reine, de s'être réunie aux rebelles? ELISABETH, dit-il, outre l'intérêt général qu'elle portait à la cause des protestans, et la nécessité de s'opposer aux rapides progrès de son ennemi le duc de Guise, (comment était-il devenu son ennemi?) avait encore d'autres motifs pour accepter cette proposition. Lorsqu'elle signa le traité de Cateau-Cambrésis elle devait croire que la France n'exécuterait jamais volontairement l'article qui concernait la restitution de Calais, et ce soupçon fut confirmé par ce qui arriva dans la suite : on dépensa des sommes considérables pour rétablir les fortifications : les terres furent données à de longs baux, et l'on encouragea les habitans à bâtir et à s'établir dans cette ville en leur assurant que l'on ne remettrait jamais Calais aux Anglais. Dèslors la reine en conclut que si elle pouvait s'emparer du Hâvre, place qui commandait l'embouchure de la Seine et était d'une bien plus grande importance que Calais, elle forcerait facilement les Français à exécuter le traité, et

338

aurait la gloire de rendre à la couronne cette ancienne possession à laquelle la nation était si attachée.

286. Ainsi disparaissent donc toutes ces belles protestations de ne vouloir défendre que la cause de l'évangile : elle n'est qu'une hypocrite, et des plus consommées. Elle viole la foi qu'elle avait donnée au roi de France et plus tard celle qu'elle avait donnée aux rebelles; mais si elle a réellement prévu que les Français n'exécuteraient pas volontairement le traité de Cateau-Cambrésis, pourquoi l'a-t-elle conclu lorsque PHILIPPE lui offrait ses secours pour forcer la France à lui rendre Calais? Et quant à ce qui arriva par la suite et qui confirma ses soupcons, pourquoi le gouvernement français n'aurait-il pas réparé les fortifications de Calais, et pourquoi n'aurait-il pas assuré que le territoire ne serait jamais rendu aux Anglais, puisqu'elle avait fait la cession de la possession à perpétuité pour 500,000 couronnes? Les Français avaient sans doute l'intention de payer cette somme au bout des huit années, et ils ne pensèrent jamais à abandonner Calais après qu'elle eut rejeté l'offre de Philippe : tout le monde le savait, et personne mieux que la bonne Bess, elle n'avait reçu des ôtages que pour le paiement de la somme, et elle conserva ces ôtages après que les rebelles lui eurent remis le Hâvre comme une garantie du paiement de la somme! Elle

croyait avoir deux oiseaux dans la main, mais quoiqu'elle ait terminé sagement, les deux oiseaux s'échappèrent; elle se trompa elle-même, et la nation a encore aujourd'hui à regretter les conséquences de son intérêt personnel, de sa mauvaise foi et de son atroce perfidie.

287. Je devrais à présent continuer l'histoire de la bonne Bess et de son digne ami Coligni, jusqu'à l'époque du massacre de la Saint-Barthélemi qui ne fut que l'exécution en gros de ce qu'avait fait la bonne Bess, de son côté en détail; mais cette lettre touche à sa fin, et je vois qu'il me sera impossible de traiter mon sujet comme il le mérite sans étendre mon petit ouvrage au-delà de ce que je m'étais proposé.

No X.

LETTRE X.

Massacre de la Saint-Barthélemi. Ses suites.

Bess fait couper la main a un homme qui
avait traversé ses amours. Ses favoris et
ses ministres. Histoire et meurtre de Marie,
beine d'Écosse.

Mes Amis, Kensington, 31 août 1825.

288. Quoique le massacre de la Saint-Barthélemi ait eu lieu en France, il a fourni une source trop abondante de calomnies contre la religion de nos aïeux, il a trop souvent servi aux historiens protestans pour justifier ou pallier toutes les atrocités commises par leurs différentes sectes, et la reine d'Angleterre, ainsi que les ministres, a trop contribué à le hâter, et ensuite a trop souvent puni les catholiques, sous le prétexte de le venger, pour que je ne me croie point obligé de le faire connaître ici.

289. Nous avons vu dans les paragraphes de 273 à 281 les menées perfides de Coligni; nous l'avons vu dans le paragraphe 278 faisant assassiner lâchement le vaillant et patriotique duc de

Guise; mais en assassinant ce seigneur, le misérable n'enleva pas en même temps toute sa famille. Il restait un fils qui devait venger son père, et le perfide Coligni n'avait point encore éprouvé la vengeance de ce fils. Nous avons vu que la paix s'était rétablie entre le roi de France et ses sujets révoltés; mais Coligniavait toujours laissé entrevoir que ses horribles desseins n'étaient qu'ensevelis. Quatre ans environ après la conclusion de la paix, lorsque le roi faisait un voyage dans son royaume, Coligni et ses partisans formèrent le projet de s'emparer de sa personne, ou de le tuer, et il ne leur échappa qu'en courant pendant quatorze heures sans descendre de cheval, et sans prendre aucune nourriture jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Paris. Aussitôt commença une nouvelle guerre civile qui fut suivie d'une autre paix; mais les cruautés commises de chaque côté étaient telles qu'il ne pouvait y avoir et qu'il n'y avait réellement pas un pardon complet. Les protestans avaient été aussi sanguinaires que les catholiques; et, ce que leurs historiens euxmêmes ont remarqué, leur conduite était souvent, pour ne pas dire toujours, caractérisée par un vagabondage, une hypocrisie et une perfidie inconnus à leurs ennemis.

290. Ce fut pendant cette paix que Coligni, par la plus profonde dissimulation, chercha à se ménager la faveur du jeune roi. A l'occasion d'un mariage entre la sœur du roi et le jeune roi de Navarre (depuis le fameux HENRI IV), Coligniqui, depuis la mort de Condé était devenu le chef de la secte, se rendit à Paris sur l'invitation du roi avec une compagnie de ses partisans pour assister à la cérémonie. Il y avait deux ou trois jours qu'il était arrivé lorsque quelqu'un lui tira dans la rue un coup de mousqueton qui le blessa en deux ou trois endroits, mais non dangereusement. Ses partisans en accusèrent le jeune duc de Guise, mais on n'a jamais donné une preuve qui pût soutenir cette assertion. Ils se rassemblèrent autour de leur chef, et menacèrent de le venger, comme cela était très-naturel. La cour s'appuya sur cette raison pour sa justification, et elle résolut de prévenir le coup. En effet, le dimanche, 24 Août 1572, le jour de la fête de Saint-Barthélemi, ce dessein fut mis à exécution. On eut beaucoup de difficulté à obtenir le consentement du jeune prince, mais à la fin il fut gagné par les représentations et les prières de sa mère, du duc d'Anjou son frère, et du duc de Guise. Les ordres terribles sont envoyés, le signal est donné au moment convenu; le duc de Guise accourt vers la maison de Coli-GNI, suivi d'une troupe des siens; il ensonce les portes et fait jeter par la fenêtre le corps mort de son ennemi dans la rue. Le peuple de Paris qui haïssait à mort les protestans, qui ne pouvait pas avoir oublié que Coligni avait livré Dieppe et le Havre aux Anglais, que, tandis que

ce peuple de tout temps ennemi de la France était ramené par Coligni et ses protestans, ce même traître avait, avec sa secte, assassiné lâchement le feu duc de Guise, ce vaillant seigneur qui avait chassé les Anglais de leurs dernières retraites et qui, au moment où il perdit la vie, pensait à les chasser aussi du Hâvre où ils avaient été introduits par Coligni et les siens; le peuple de Paris, dis-je, ne pouvait s'empêcher de se rappeler toutes ces choses, et de tels souvenirs lui inspiraient une haine implacable contre Coligni et sa secte. D'ailleurs on eût trouvé avec peine un seul habitant de Paris dont les parens n'eussent péri ou n'eussent souffert d'une manière quelconque dans les pillages et dans les massacres de ces infâmes calvinistes dont un de leurs dogmes leur enseignait que les bonnes œuvres étaient inutiles et que leurs mauvaises actions, quelque infâmes et quelque sanglantes qu'elles fussent, ne leur empêcheraient point d'ètre sauvés. Ces protestans, car on les appelait ainsi, ne ressemblaient pas plus aux protestans de nos jours qu'une guêpe ne ressemble à une abeille. Ce nom était alors, et bien justement, synonyme de bandit, c'est-àdire voleur et meurtrier, et ceux qui le portaient étaient pour la France un fléau plus terrible que la guerre avec l'étranger, la peste et la famine réunies; parce qu'ils furent toujours prêts à devenir l'instrument actif du premier rebelle ambitieux.

201. Si nous examinons ces choses avec attention, et si nous nous rappelons que le peuple, toujours disposé à passer dans ses soupçons les bornes de la raison, entendit répéter de tous côtés le cri de trahison, devons-nous être surpris de le voir tomber sur les partisans de Co-LIGNI et n'épargner aucun de ceux de cette secte qui s'offrirent à ses coups. Si nous considérons ce meurtre sous ce rapport, et surtout si nous remarquons que c'est le fils du duc de Guise assassiné par Coligni qui entraîna les autres, n'estce pas mentir à la vérité, et d'une manière monstrueuse, que d'attribuer ce massacre aux principes de la religion catholique? Nous pourrions avec autant de justice attribuer l'acte de Belling-HAM (qui envoya chercher son livre de prières quand il fut arrivé à Newgate) aux principes de l'église d'Angleterre. C'est ce que personne n'a jamais eu la bassesse ni l'impudence de faire; mais pourquoi donc y a-t-il des hommes qui portent la bassesse et l'impudence jusqu'à attribuer ce massacre aux principes de la religion catholique?

292. Le massacre surpassa de beaucoup à Paris les désirs de la cour, et l'on dépêcha aussitôt des ordres dans les grandes villes de province pour prévenir des scènes semblables. Ce massacre cependant fut répété dans plusieurs endroits; mais quoique quelques écrivains protestans aient fait monter le nombre des personnes

tuées dans cette occasion à cent mille, un compte publié en 1582, et établi d'après les comptes recueillis par les ministres dans les différentes villes, ne fait monter ce nombre pour toute la France qu'à sept cent quatre-vingt-six personnes! Le docteur LINGARD (note T. vol. V) dit à ce sujet avec sa sincérité ordinaire : « Si nous » doublons ce nombre, nous ne nous éloigne-» rons pas beaucoup de la vérité. » Les écrivains protestans firent d'abord monter ce nombre à cent mille: plus tard il tomba à soixante-dix mille; ensuite à trente mille; puis à vingt mille, à quinze mille et enfin à dix mille; mais toujours en nombres ronds. L'un d'eux dans un moment d'indiscrétion voulut avoir des ministres eux-mêmes les noms des personnes qui y avaient péri; et ce fut alors que leur nombre ne se trouva pas dépasser sept cent quatre-vingt-six!

293. On ne peut penser à ce nombre sans frémir; et cependant il n'égalait pas même la moitié des Anglais catholiques que la bonne reine Bess avait, à cette époque (la 14e année de son règne), fait éventrer, torturer, jusqu'à ce que les os sortissent de leurs articulations, et fait expédier ou mourir d'une manière quelconque, en prison ou en exil, quoiqu'ils ne fussent coupables ni de révoltes, ni de trahisons, ni de pillages, ni d'assassinats comme Coligni et ses partisans, mais seulement et simplement parce qu'ils étaient attachés à la religion de leurs ancêtres

et des siens, à la religion qu'elle avait pratiquée elle-même publiquement pendant plusieurs années, et à laquelle elle avait juré solennellement être sincèrement attachée! Les annales de l'hypocrisie jointe à l'impudence ne présentent rien qui puisse être comparé à la conduite qu'elle tint à l'occasion de la Saint-Barthélemi. Tous les jours elle faisait torturer, presque jusqu'à la mort, quelques-uns de ses sujets pour en tirer de prétendus secrets; tous les jours elle faisait arracher les entrailles à des femmes aussi-bien qu'à des hommes, parce qu'ils avaient assisté à la messe, quoique les églises de l'Angleterre n'eussent été élevées que pour la célébration de cette cérémonie; tous les jours elle mutilait, torturait et égorgeait ses sujets innocens et religieux, et elle ne craignit pas, lorsque l'ambassadeur français vint lui remettre, de la part du roi de France, l'explication de la cause du massacre, de le recevoir en grand deuil avec toutes les femmes de sa cour, et de lui donner toutes sortes de signes de mécontentement. Mais son hypocrisie la porta un peu trop loin lorsqu'après avoir fait quelques représentations à son bon frère le roi de France, elle ajouta qu'elle attendait de lai quelqu'indulgence pour ses propres sujets protestans, car la reine-mère, dans sa réponse à la bonne Bess, lui fit observer que quant à ce point, son fils ne pourrait suivre un guide plus sûr que sa bonne sœur d'Angleterre; que si, comme elle, il ne voulait forcer la conscience de personne, comme elle aussi il était résolu à ne pas laisser pratiquer d'autre religion que celle qu'il pratiquait. La reinemère était pourtant encore bien loin derrière la bonne Betsy; car non-seulement elle punissait la pratique de toute religion qui n'était pas la sienne, mais elle punissait encore ceux qui ne pratiquaient pas sa propre religion, quoiqu'elle eût apostasié publiquement, et même d'après des motifs évidemment intéressés.

204. Mais il y a un fait qui fait bien connaître la sincérité de la bonne Betsy dans cette occasion mémorable, ainsi que la même qualité qui la porta à professer qu'elle voulait vivre et mourir reine-vierge. Le parlement et ses ministres redoutant celle qui devait lai succéder, et désirant éloigner du trône la branche écossaise de la famille royale, la pressèrent plusieurs fois de se marier. Elle rejeta toujours leurs avis. Son amour pour la virginité lui fit toujours préférer avec les hommes ce genre de commerce que je n'ai pas besoin d'indiquer d'une manière plus spéciale. Ses amours avec Leices-TER, dont nous aurons souvent occasion de parler, furent connus de tout le monde, et même ils ont été rapportés avec beaucoup de détails par plusieurs historiens protestans dont quelquesuns ont appartenu au clergé de l'église d'Angleterre; il est encore bien connu que ses amours furent le sujet d'une pièce que l'on joua sous le règne de CHARLES II. A l'époque de la Saint-Barthélemi, elle était dans sa trente-neuvième année, et depuis long-temps elle entretenait avec LEICESTER le commerce dont je viens de parler. Dix ans plus tard, soit à cause de l'âge avancé du comte de Leicester, soit pour toute autre raison, son amour pour la virginité sembla abandonner tout à coup la bonne Betsy. Elle pencha pour le mariage, et comme elle était alors âgée de quarante-neuf ans, elle n'avait certainement pas de temps à perdre pour avoir un héritier qui lui succédât sur le trône. Dans la treizième année de son règne, elle avait approuvé un acte qui assurait la couronne à ses enfans naturels, d'après lequel tout bâtard qu'elle aurait eu, peu importe de qui, devait hériter du trône; et d'après le même acte, celui qui niait que cette lignée pût en hériter était coupable de hautetrahison. Cet acte, qui existe encore dans le livre des statuts, 13 Eliz. chap. 1, S. 2, est une preuve de la débauche la plus déhontée que l'on ait jamais vue chez une femme, et il est bien étonnant qu'un acte aussi infâme et aussi honteux pour la nation soit resté jusqu'à ce jour écrit au milieu des autres actes. La bonne Bersy se résolut cependant à embrasser le mariage à quarante-neuf ans, et comme son brutal père était toujours occupé à chercher une jeune femme, ainsi la vierge Betsy se mit à chercher un jeune

mari. Et pour convaincre le monde de la sincérité de l'horreur que lui avait fait éprouver le massacre de la Saint-Barthélemi, sur qui devait-elle jeter son choix pour partager ses destinées, si ce n'est sur le duc d'Anjou, frère de CHARLES IX, qui avait participé à ces actes sanglans pour lesquels elle avait pris le deuil avec ses dames de cour, toutes bien dignes d'elle! Le duc n'était pas beau, mais il avait ce que les Français appellent la beauté du Diable : il était jeune, n'avait que vingt-huit ans, et son vieil amoureux Leicester en avait alors cinquante. Betsy, quoique déjà pourvue elle-même d'un bon nombre d'années, avait encore une dent de lait. Ses ministres et la nation, qui virent tous les dangers auxquels cette union exposait l'indépendance de leur pays, s'y opposèrent avec force et finirent par l'en détourner. Mais elle fit poursuivre un écrivain de Lincoln's-inn qui avait publié un pamphlet contre ce mariage. Il eut la main coupée pour avoir voulu, inspiré par le bien public, contribuer à sauver l'Angleterre de la ruine où elle allait être entraînée par les désirs insatiables d'une vieille femme sans mœurs et sans honte dans ses débauches. Ce qu'on avait dit de son monstre de père, qu'il n'épargnait aucun homme dans sa colère ni aucune femme dans sa passion, on eût pu le dire, en ne changeant que quelques expressions, de son infame fille

qui acheva cette "Réforme; " et c'est à peu près ce que l'on pourrait dire de presque tous ceux qui, dans des postes éminens, contribuèrent à hâter pour l'Angleterre cet événement qui l'a appauvrie et dégradée.

295. Nous devons, avant d'arriver aux trois grands actes du long règne de cette méchante femme, savoir, le meurtre de Marie Stuart, reine d'Ecosse, sa guerre contre l'Espagne, et sa punition de l'Irlande, malheureux pays qui conserve encore des marques de ses fureurs, nous devons, dis-je, faire connaissance avec les noms et les caractères de quelques-uns de ses principaux conseillers et coopérateurs: car sans cela, nous ne comprendrions qu'avec peine beaucoup de choses que nous devons cependant concevoir bien clairement.

296. LEICESTER SERVAIT de favori à la reine dans toutes les occasions : le docteur HAYLIN (histoire de la Réforme) le fait connaître en ces mots : Aussitôt qu'Elisabeth fut montée sur le trône elle fit Sir Robert Dudley (second fils du duc de Northumberland, le traître qui avait été exécuté pendant le dernier règne) lord Denbeigh et duc de Leicester, chancelier de l'université d'Oxford et chevalier de la Jarretière, après l'avoir nommé son écuyer; elle lui donna alors le beau manoir de Denbeigh d'où relevaient plus de seigneurs que d'aucun autre en Angleterre qui appartînt à un sujet,

et y ajouta encore le joli château de Kenilworth. Arrivé à ce haut point de faveur, il s'empara de la nomination à toutes les places, soit de la cour, soit de l'état, et de tous les avancemens dans l'église; enfin son implacable méchanceté, ses passions insatiables, ses rapines sacriléges, sa fausseté et sa perfidie furent telles, il disposa avec tant d'injustice de la vie et des propriétés des individus, que son petit doigt pesa plus sur les Anglais que tous les favoris ensemble des deux derniers rois. (Et rappelez-vous que ces deux rois furent HENRI VIII qui savait si bien piller et confisquer, et EDOUARD VI!) Et afin de faire tolérer ces vices monstrueux, ou d'empècher toutes plaintes, il les couvrit d'un zèle apparent pour la vraie religion, et se mit à la tête de la faction des puritains qui ne s'épargnèrent aucune peine pour le combler de louanges; il ne manquait pas lui-même de les flatter de la manière qui paraissait la plus agréable à ces saints hypocrites, n'employant dans ses discours et dans ses lettres que des phrases tirées de l'Écriture, et en cela il était aussi habile que s'il eût été inspiré comme les écrivains sacrés. Nous ne devons point oublier que ce caractère est tracé par un docteur de l'église d'Angleterre (de l'église de Betsy), dans un ouvrage dédié au roi CHARLES II. Elle voulait certainement épouser Leicester, qui, comme tout le monde le croyait, avait fait mourir sa propre

femme asin de faciliter son mariage. Elle en fut empêchée par les rapports que lui firent ses ambassadeurs de ce que l'on disait dans les cours étrangères sur cette affaire odieuse, et par les remontrances de ses autres ministres. HIGGONS, historien d'un grand talent et d'une véracité rare, rapporte expressément que Leicester fit mourir sa première femme asin d'épouser la reine. Il épousa plus tard en secret une seconde femme qu'il empoisonna parce qu'elle refusait de divorcer, lorsqu'il en voulait prendre une troisième : c'est au moins ce que l'on trouve dans un ouvrage appelé Leicester's republic, qui parut en 1568. Malgré tous ces crimes, cet homme, ou plutôt ce monstre, conserva tout son pouvoir, ses richesses, sa faveur auprès de la viergereine jusqu'au dernier jour de sa vie qui finit en 1588, après trente années de pillage et de tyrannie exercés sur le peuple anglais. Il fut un réformateur de religion bien digne d'être enrôlé avec les Henri VIII, Cranmer, Thomas CROMWELL et la bonne reine Bess.

297. Sir William Cecil occupait le premier rang après Leicester. Il était le secrétaire d'état de la reine; mais ensuite elle le fit lord avec le titre de Burleigh, et le fit aussi lord-trésorier. Il avait été protestant sous le règne d'Eduard VI, lorsqu'il était secrétaire d'abord sous le protecteur Sommerset, qu'il abandonna pour s'attacher à Dudley lorsque celui-ci l'emporta

sur Sommerset : ce fut lui qui dressa l'instrument de trahison par lequel EDOUARD, au lit de la mort, deshérita ses sœurs MARIE et ELIsabeth. Marie lui ayant pardonné sa trahison, il devint un catholique très-fervent, et s'engagea comme volontaire avec les autres, pour aller jusqu'à Bruxelles au-devant du cardinal Pole; mais le vent ayant changé, il redevint protestant de nouveau, et secrétaire d'état de la bonne Betsy, qui ne s'inquiétait jamais du caractère ni des principes de ceux qu'elle employait, pourvu qu'ils fussent propres à ce qu'elle se proposait d'eux. Ce Cecil qui avait de grands moyens, et encore plus de prudence et de finesse, fut le principal appui de son trône pendant les quarante-trois ans qu'elle régna. Il mourut en 1598, âgé de soixante-dix-sept ans. Si l'on ne considère que le succès, la facilité à trouver des expédiens; s'il sussit d'arriver à son but sans examiner les moyens, si encore l'on doit fouler aux pieds la sincérité, la vérité, les lois, la justice et la piété; si l'apostasie, le parjure, la fausseté, l'effusion du sang innocent ne méritent pas la moindre attention, ce Cecil fut certainement le plus " grand homme d'état " qui ait jamais vécu. Il eut plus qu'aucun autre la confiance de la reine qui, lorsqu'il devint vieux et que ses membres pouvaient à peine le supporter, avait coutume de le faire asseoir devant elle en lui disant dans le style mâle et emphatique qui lui était ordinaire : Je vous fais venir ici non pour vos faibles jambes , mais pour

votre forte tête.

298. FRANCIS WALSINGHAM devint secrétaire d'état après Cecil; mais la reine l'avait presque toujours employé depuis le commencement de son règne, elle l'avait chargé de plusieurs ambassades auprès de différentes cours; il avait négocié plusieurs traités; il était excessivement prudent et très-rusé, mais ne s'occupait nullement des moyens pourvu qu'il arrivât à son but. On dit de lui qu'il entretenait cinquante-trois agens et dix-huit espions dans les cours étrangères; il persécuta avec acharnement les catholiques. mais avant de mourir, en 1500, il éprouva luimême un peu de cette tyrannie, de cette ingratitude et de cette dureté qu'il avait pendant si long-temps contribué à faire peser sur tant d'innocens.

299. Paulet Saint-Jean, marquis de Winchester. Celui-ci ne fut pas un homme d'état comme beaucoup d'autres, il n'était qu'en seconde ligne, il présida des tribunaux et fut employé à d'autres œuvres semblables. Je ne parle ici de Paulet que pour donner un échantillon des mœurs et de la conduite de ceux qui firent et soutinrent la fameuse "Réforme." Ce Paulet (le premier noble de sa famille) commença par être maître d'hôtel de l'évêque de Winchester, dans le temps de l'évêque Fox, sous le règne

de Henri VII. Le brutal HENRI VIII le fit trésorier de la maison du roi, et comme il entrait avec ardeur dans toutes les vues de ce "défenseur de la foi", il devint lord SAINT-JEAN. Il fut l'un des fameux exécuteurs qui devaient faire accomplir la volonté de Henri VIII, quoique celui-ci eût enjoint à ces hommes de conserver avec soin sa religion à moitié catholique. Paulet devint sous le règne d'Edouard un protestant zélé, et il conserva ses places et ses revenus, outre ce qu'il se procurait de temps en temps sur les dépouilles des églises et des pauvres. Lorsqu'il vit que Dudley était sur le point de supplanter Sommerset, ce qui arriva en effet, Paulet se joignit à Dudley; il présida le jugement et prononça la sentence de mort contre Sommerset, dont le seul nom, deux années plus tôt, dit MILNER, l'aurait fait trembler : Dudley le fit d'abord duc de Wiltschire et ensuite marquis de Winchester, et lui donna le palais de l'évêque de Winchester, comme évêque de Waltham avec d'autres dépouilles de cet évêché. Lorsque MARIE monta sur le trône, il devint encore une fois catholique, et continua de jouir de ses places et de ses revenus. Non-seulement il redevint catholique, mais un catholique furieux, et il fut le plus actif, le plus ardent de tous les persécuteurs de ces mêmes protestans, à la communion desquels il s'était fait une gloire d'appartenir, deux années seulement auparavant. On nous a

souvent entretenus des cruautés du sanguinaire évêque Bonner; mais on ne nous a pas dit que ce marquis de Winchester, comme président du conseil, réprimandait souvent Bonner dans des termes très-durs, parce qu'il ne mettait pas assez de zèle et d'activité à envoyer les protestans à la potence! Fox dit que parmi les membres du conseil le marquis de Winchester sut celui qui mit le plus d'ardeur à ces persécutions. Mais quand MARIE fut morte, ELISABETH ayant résolu d'exterminer les catholiques, PAULET redevint aussitôt protestant et le plus cruel persécuteur de ces derniers; il fut nommé président de plusieurs commissions pour les condamner à mort, et il jouissait d'une telle faveur auprès de la bonne Bess, qu'elle disait que s'il n'était pas aussi vieux elle le préférerait comme mari à tout autre de ses sujets. Il mourut dans la treizième année de son règne, âgé de quatrevingt-dix-sept ans, étant resté en place sous le règne de cinq souverains, et ayant changé quatre fois de religion pour se conformer aux changemens faits par quatre d'entre eux. Un historien français rapporte que quelqu'un ayant demandé à Paulet comment il avait pu en traversant tant de tempêtes, non-seulement ne pas être renversé mais même aller toujours en s'élevant, il répondit : « en étant un saule, et non un chêne. » Notre premier ministre actuel, qui, en 1822, au moment où l'on faisait une collecte pour les

Irlandais qui mouraient de faim, attribua la détresse de ce pays à une surabondance de nourriture, paraît aussi appartenir à cette espèce de saules; car, à quinze mois près, il a toujours été en place depuis qu'il est homme. Il commença d'abord sous PITT; PITT sortit, et il s'attacha à Addington; après Addington, il s'attacha de nouveau à Pitt. Il fut complètement chassé par les Whigs, mais il revint encore avec le duc de PORTLAND, s'attacha à PERCEVAL, et à la fin arriva lui-même au sommet où il se maintiendra le restant de ses jours, à moins que l'orage qui gronde sur le papier monnaie n'arrache même les saules par la racine. Quant à ce qu'eût fait ce saint homme, s'il y avait eu un changement de religion à chaque changement de ministère, je ne prétends pas le dire.

300. Tels étaient les instrumens dont la bonne Bess devait se servir. Nous allons voir à présent comment ils se comportèrent envers Marie Stuart, cette fameuse et infortunée reine d'Ecosse. Il est impossible, si l'on ne remonte pas à son histoire, de faire comprendre clairement comment Betsy put établir la religion protestante en Angleterre malgré le peuple Anglais : car ce fut malgré la masse presqu'entière du peuple de tout rang et de tout ordre. Elle égorgea, c'est-à-dire, elle éventra plusieurs centaines d'entre eux, elle en fit mettre un grand nombre à la torture; elle en fit mourir plusieurs milliers

de différentes manières et elle en réduisit à la mendicité un nombre égal à la population de l'un des petits comtés de l'Angleterre, pour ne rien dire en ce moment de la grande boucherie d'Irlande. Nous ne pouvons comprendre comment elle fut capable de faire tout cela; comment elle vint à bout de faire faire au parlement tant de choses monstrueuses; comment elle put le faire consentir à un acte d'après lequel, si elle avait un bâtard, le trône lui appartiendrait, et qui déclarait coupable de haute-trahison ceux qui niaient qu'un batard pût être le légitime héritier du trône; on ne peut s'expliquer comment elle put rester en Angleterre après cet acte d'une infamie ineffaçable, le meurtre de Marie Stuart; il nous est impossible de comprendre les causes de ces événemens si nous ne connaissons pas l'histoire de Marie, et si nous ne voyons pas ce qui a influencé les Anglais à cette époque intéressante dont les actes ont été si décisifs pour la destinée de la religion catholique en Angleterre.

301. MARIE STUART, née en 1542, (neuf ans après la naissance d'Elisabeth), était fille de Jacques V, roi d'Ecosse, et de Marie de Lorraine, sœur de ce brave et patriotique seigneur le duc de Guise qui, comme nous l'avons vu, avait été si lâchement assassiné par le perfide Coligni. Marie Stuart n'était âgée que de huit jours lorsqu'elle perdit son père, de sorte

qu'elle était encore au berceau lorsqu'elle devint reine d'Ecosse. Son père (Jacques V) était fils de Jacques IV, et de Marguerite, sœur ainée du vieux sauvage Henri VIII. Le "défenseur de la foi " voulait faire épouser Marie Stuart à son fils ÉDOUARD, et réunir par ce moyen l'Écosse à l'Angleterre. La famille des Guise ne pouvait se laisser surprendre par le vieux défenseur. On établit une régence en Écosse, et MARIE STUART fut amenée en France où elle recut son éducation, et où elle parut toujours avoir placé ses affections. Les Français voulant s'assurer l'Écosse comme une alliée fidèle contre les Anglais, fiancèrent Marie Stuart à Francois, dauphin de France, fils et successeur de HENRI II, roi de France. Elle l'épousa en 1558, âgée de dix-sept ans, quoiqu'il eût deux ans de moins qu'elle, l'année même où ÉLISABETH monta sur le trône d'Angleterre.

302. Ce que le vieux Henri avait tant redouté, ce qui avait causé tant d'effroi à ses conseillers et à son peuple venait précisément d'arriver. ÉDOUARD était mort, la reine MARIE était morte, et comme ÉLISABETH était bâtarde de fait et de droit, MARIE STUART était l'héritière du trône d'Angleterre, et elle était actuellement la femme de l'héritier immédiat du roi de France. Rien ne pouvait arriver plus à propos pour ELISABETH. La nation n'avait qu'un choix à faire : il fallait la prendre et la sou-

tenir, ou se déterminer à devenir une grande province de la France. Si Elisabeth était morte à cette époque, ou même avant sa sœur Marie, l'Angleterre aurait été obligée de se voir ainsi abaissée, ou de créer une nouvelle dynastie ou de se former en république. Telle fut la raison pour laquelle tous s'entendirent, catholiques et protestans, pour placer et soutenir Elisabeth sur le trône et pour s'opposer à Marie Stuart, quoi qu'elle fût sans aucun doute la légitime héritière de la couronne d'Angleterre.

303. Et comme pour ajouter un nouveau poids à ce motif qui était déjà assez important par luimême, HENRI II, roi de France, vint à mourir huit mois après qu'ELISABETH fut montée sur le trône, de sorte que MARIE STUART était en 1559 reine épouse de France, reine d'Ecosse et se disait reine d'Angleterre; elle portait ainsi que son mari les armes d'Angleterre avec celles de France et d'Ecosse; et le Pape avait refusé de reconnaître le droit d'ELISABETH au trône. Ainsi, comme l'avait prévu le vieux Henri, lorsque dans son testament il avait laissé de côté la branche écossaise de sa famille, l'Angleterre allait passer au pouvoir de la France si la nation ne s'opposait à la décision du Pape et ne soutenait ELISABETH.

304. Telle fut la vraie cause des succès d'E-LISABETH dans la destruction de la religion ca-

tholique en Angleterre. D'après la décision du Chef de l'Eglise catholique, Elisabeth était une usurpatrice; si elle était une usurpatrice, elle devait se retirer; si elle se retirait, Marie Stuart et le roi de France devenaient reine et roi d'Angleterre; s'ils devenaient reine et roi d'Angleterre, l'Angletrre n'était plus qu'une simple province gouvernée par des Ecossais et des Français : idée qui seule suffisait pour faire faire au peuple anglais les plus grands sacrifices. Tous les hommes dès-lors de quelque rang qu'ils fussent, catholiques ou protestans, s'attachèrent à Elisa-BETH. La conservation de sa vie devint un objet cher à tout son peuple; et quoique ses cruautés dans un ou deux cas aient armé les catholiques contre le roi, ils agirent toujours envers elle aussi loyalement que ses sujets protestans; et même lorsqu'elle enfonçait son instrument meurtrier dans leurs entrailles, ils déclaraient tous, sans exception, qu'elle était leur reine légitime. La décision du Pape, en elle-même très-juste, se trouvait, par une combinaison de malheureuses circonstances, si opposée dans ses conséquences évidentes et inévitables à la grandeur, aux lois, aux libertés, à l'honneur national des Anglais, qu'ils furent réduits à la nécessité absolue de se refuser à cette décision ou de voir rayer leurs noms d'entre celui des nations. Mais observez que cet embarras et tous les dangers et les malheurs qu'il produisit, furent entièrement dus à la "réforme." Si le vieux sauvage Henri eût écouté sir Thomas More et l'évêque Fisher, il n'y aurait eu aucun obstacle au mariage de son fils avec Marie Stuart, et en outre il n'aurait point eu d'enfans dont la légitimité eût pu être contestée, et même, d'après les calculs de la probabilité humaine, peutêtre eût-il eu plusieurs enfans qui auraient été les légitimes héritiers du trône d'Angleterre.

305. C'est ici que nous trouvons la grande et en effet la seule cause des succès qu'eut Eli-SABETH lorsqu'elle voulut renverser la religion catholique. Tout son peuple était catholique, comme il l'avait montré clairement lorsque MARIE était montée sur le trône. ELISABETH ne le céda en tyrannie à aucun autre, elle fut la plus cruelle des femmes; ses dégoûtantes amours étaient publiques, et cependant elle fut le souverain le plus populaire qui eût jamais existé depuis le temps d'Alfred; et nous avons beaucoup de preuves du grand intérêt que prenaient tous ses sujets de quelque rang qu'ils fussent à tout ce qui concernait sa vie ou sa santé. Des effets comme ceux-ci ne tiennent pas à des causes ordinaires. Les cruautés, presque sans exemple, qu'elle exerça envers un grand nombre de ses sujets, ses infames perfidies, sa hauteur, son insolence et sa vie débauchée devaient la faire détester et faire désirer à son peuple tout ce qui pourrait l'en débarrasser. Mais ils ne voyaient

qu'elle entre eux et une domination étrangère, ce qui leur avait toujours inspiré la plus grande horreur. Telle fut aussi la cause pour laquelle le parlement qui n'avait pu obtenir d'elle qu'elle se mariât fit cet acte par lequel ses enfans naturels étaient déclarés héritiers légitimes de sa couronne. WITAKER (ministre de l'Eglise d'Angleterre) appelle cet acte infâme. Considéré en luimême il méritait bien ce nom, mais cette honte dont, au premier abord, il semble couvrir la nation, disparaît lorsqu'on est pénétré de ce que j'ai dit plus haut. Le grand objet de l'inquiétude de la nation anglaise à cette époque était de se soustraire à MARIE STUART et à la domination des Ecossais et des Français. Hume, qui toujours médite quelque hostilité contre la religion catholique, attribue la popularité dont jouit Elisabeth au dégoût qu'avait le peuple pour ce qu'il appelle la superstition romaine. Witaker attribue la destruction de la religion catholique au choix du peuple et non à la reine. Les écrivains catholiques l'attribuent à ses cruautés, et en cela ils ont bien raison; mais ils n'expliquent pas, comme j'ai taché de le faire, comment elle a pu commettre impunément des cruautés si honteuses et si inouies. Enfin pour la nation la question se réduisait à ces deux propositions : la religion Protestante, ELISABETH et l'indépendance; ou la religion catholique, MARIE STUART et l'asservissement aux étrangers. Ils se décidèrent pour la première, et de là toutes les calamités et la fin tragique de la reine d'Ecosse.

306. MARIE STUART était en 1559 (comme nous l'avons vu paragraphe 303) arrivée au plus haut point de gloire dont on puisse jouir sur la terre, elle était en même temps reine-épouse de France, reine régnante d'Ecosse, reine légitime d'Angleterre, et elle était en outre regardée comme l'une des plus belles femmes du monde. Jamais chute ne fut semblable à celle de cette reine. Son mari François II mourut dix-neuf mois après son avénement au trône et eut pour successeur Charles IX, âgé alors seulement de trois ans. La mère de son mari la convainquit bientôt que pour être quelque chose il lui fallait retourner en Ecosse. Elle partit pour l'Ecosse, accablée de tristesse, espérant bien peu de repos dans un pays qui était plongé dans toutes les horreurs de la "Réforme" et plus profondément encore que l'Angleterre elle-même. Pendant sa longue minorité et son absence de ses états, il s'était formé plusieurs factions de nobles qui triomphaient alternativement l'une de l'autre et qui entrenaient dans l'état une guerre civile presque continuelle accompagnée d'actes de perfidie et de férocité, et dont on trouverait difficilement un exemple dans l'histoire ancienne ou moderne; ajoutez-y l'œuvre des nouveaux saints qui avaient porté la "réforme" beaucoup plus loin qu'en Angleterre. Le fameux John Knox, moine apostat, que Johnson appelle le scélérat de la "Réforme," était à la tête des saints hyprocrites de l'Ecosse (c'est ainsi que le docteur Heylin les appelle). Marie qui avait été élevée dans le culte catholique, et qui avait été adorée à la cour de France, pouvait-elle mener une vie heureuse chez un peuple comme celui-ci?

307. Cependant Élisabeth, ses ministres et le peuple Anglais (car nous ne devons rien déguiser) virent ces malheurs avec une grande et peu généreuse satisfaction. Pour le présent au moins ils n'avaient plus à redouter les dangers de l'union de l'Écosse avec la France. Mais MARIE STUART pouvait contracter un nouveau mariage. Elle était toujours unie à la puissante famille des Guise, et elle était encore une personne redoutable, surtout pour ÉLISABETH. Si MARIE eût été un homme, BETSY l'aurait épousée; mais c'était là une difficulté que CECIL luimême ne pouvait surmonter. La reine d'Angleterre commença bientôt à susciter contre sa cousine des factions et des révoltes; par ses intrigues avec les factions religieuses et avec les nobles ambitieux, elle devint en peu de temps, et à l'aide de son argent (moyen qui réussissait infailliblement avec les " réformateurs " écossais) plus puissante en Écosse que la pauvre Marie elle-même. Elle entretint à la cour pendant la plus grande partie de son règne une bande de l'une ou de l'autre de ces factions : son but était

d'empêcher Marie de posséder la moindre autorité et de la faire périr, si cela était possible, d'une manière quelconque, pourvu que le crime restât caché.

308. En 1565, trois ans environ après son retour en Ecosse, Marie épousa Henri Stuart duc de Darnley, son cousin. En cela elle trompa la reine d'Angleterre qui, craignant de voir naître de ce mariage un héritier pour son propre trône (ce qui arriva réellement) prit des mesures désespérées pour l'empêcher; mais ces mesures arrivèrent trop tard. DARNLEY, quoique jeune et beau, se comporta comme un mari indiscret, et devint désagréable. Au fond il était Protestant; MARIE le traita bientôt avec mépris, ne lui laissa aucune autorité réelle, et enfin le bannit de sa cour et le désavoua. Darnley voulut se venger. Il attribua les mauvais traitemens qu'il éprouvait aux avis et à l'influence des favoris catholiques, et surtout à Rizio, étranger, secrétaire privé de Marie. Plusieurs nobles qui avaient lieu d'être mécontens se joignirent à Darnley, et convinrent à l'aider à assassiner Rizio, ayant soin de se faire donner de lui un billet qui devait les garantir contre toutes les conséquences fàcheuses de ce crime. MARIE était à souper avec quelques dames de sa cour, Rizio et d'autres serviteurs attendant qu'on eut besoin d'eux, lorsque les conspirateurs arrivèrent. Darnley se placa derrière la chaise de la reine : Rizio qui avait deviné leur dessein accourt pour se mettre sous la protection de la reine. Elle était alors enceinte de sept mois, et elle chercha à lui sauver la vie par ses prières et par ses cris; mais les assassins le poignardèrent à ses pieds, et l'ayant entraîné ils couvrirent son corps de blessures.

309. Cet acte affreux et sanglant, pour lequel aucun des complices de Darnley ne fut jamais puni, fut sans doute la cause et la principale cause de la mort juste quoiqu'illégale de Darnley lui-même. L'année qui suivit le meurtre de Rizio (1567) MARIE ayant dans l'intervalle mis au monde un fils (qui fut notre Jacques I, à moitié catholique et à moitié puritain), Darnley fut malade à Glasgow. La reine vint le voir, le traita avec beaucoup de bonté, et lorsqu'il fut rétabli, elle le ramena à Édimbourg; pour le faire jouir d'un air plus pur, elle le plaça dans une maison séparée, à quelque distance des autres maisons, et hors de la ville, où elle le visitait tous les jours, et où elle conchait chaque nuit dans une chambre qui était immédiatement au-dessous de la sienne. Mais le 10 février au soir, elle lui dit qu'elle coucherait dans son palais parce qu'elle avait promis d'assister au mariage de deux personnes de la cour. Ce mariage eut lieu en effet et la reine y assista. Ce fut dans cette nuit même que la maison où était le roi sauta par une explosion de poudre; son

corps fut lancé dans un champ voisin : si la poudre avait laissé à cet homme vil et sanguinaire le temps de réfléchir, peut-être eût-il pensé aux coups de poignard dont il avait accablé Rizio, malgré les cris d'une femme enceinte et défaillante.

310. Ce fut alors que commencèrent les grandes et longues calamités de cette infortunée reine. Elle avait été plusieurs fois insultée et même emprisonnée par les différentes factions qui, animées et secourues par la reine d'Angleterre, l'accablaient alternativement elle et son peuple; mais à présent elle doit mener la vie et subir la mort d'un malfaiteur. On a prouvé sans réplique que le duc de Bothwell lié avec d'autres complices par un pacte sanguinaire avait fait périr Darnley. Ceci fut dit publiquement et affiché dans les rues : on dit aussi que MARIE avait participé au complot. On ne put jamais en avancer une preuve bien évidente, mais la conduite que tint ensuite la reine était peu propre à chasser les soupçons. Je ne vais rapporter ici que les faits qui sont admis par tous les écrivains. Bothwell, avant la mort de Darnley, avait joui d'une grande faveur auprès de la reine, et il en avait recu un pouvoir auquel ni ses talens, ni ses mœurs ne lui donnaient le droit de prétendre : après le meurtre, il en fut acquitté par un faux jugement qu'elle aurait pu prévenir. Le 23 avril (environ deux mois après le meurtre), lorsqu'elle

revenait de voir son petit enfant, elle fut enlevée par Bothwell à la tête de trois mille cavaliers, et emmenée dans son château de Dunbar; avant de quitter le château, le 3 de mai, elle consentit à l'épouser. Dans ce moment il avait sa femme, mais il s'en sépara par un divorce protestant et catholique dans l'espace de six jours, et qui fut accordé dans une cour pour cause d'adultère, et dans l'autre pour cause de parenté. Le 12 mai Bothwell conduisit la reine devant un tribunal, et là, en présence des juges, elle lui pardonna la violence qu'il avait commise sur sa personne; le 15 mai elle l'épousa publiquement : l'ambassadeur de France ne voulut point assister à la cérémonie, et dans ce cas Marie refusa d'écouter les avis de la famille des Guises.

311. Un grand nombre de volumes ont été écrits sur ce sujet, les uns pour prouver que Marie avait consenti au meurtre de son mari, les autres pour soutenir la proposition opposée. Ses ennemis citèrent des lettres et des sonnets qu'ils disaient avoir été adressés par Marie à Bothwell avant la mort de son mari. Ses amis nient l'authenticité de ces lettres, et je crois leurs raisons assez fondées. Witaker, Anglais, recteur de l'Église d'Angleterre, qui a beaucoup écrit contre la religion catholique, défend Maire de la charge d'avoir été complice ou d'avoir eu antérieurement connaissance du meurtre de son

mari. Mais personne ne peut nier les faits que je viens de citer; personne ne peut nier qu'elle fut enlevée par Bothwell; qu'après avoir recouvré la liberté, elle lui pardonna, et qu'elle l'épousa aussitôt, quoique cette action remplît d'horreur la famille des Guises qu'elle avait toujours écoutée jusqu'alors avec la docilité d'une fille obéissante.

312. Cette conduite choquante, qui était bien aussi capable que le meurtre d'un coquin tel que Darnley d'exciter contre elle une haine universelle, fut suivie promptement d'une punition effrayante. Une partie de ses sujets s'armèrent contre elle, défirent Bothwell qui fut obligé de quitter le pays, et qui peu d'années après mournt en prison dans le Danemarck. Elle se trouva elle-même prisonnière de ses propres sujets, et elle ne sortit de la prison où ils l'avaient renfermée que pour venir perdre la vie dans celle d'Élisabeth, sa rusée et mortelle ennemie.

313. Les rebelles étaient commandés par le duc de Murray, fils naturel du père de Marie, et qui fut pour elle un frère cruel et dénaturé. Il avait fait emprisonner et déposer la reine, avait fait couronner son fils, âgé de treize mois, et s'était fait nommer lui-même régent du royaume. Murray avait commencé par être non-seulement catholique, mais même ecclésiastique; il était prieur de saint André; mais croyant pouvoir gagner quelque chose par l'apostasie, il

apostasia, comme Knox, et dès-lors viola son serment; Witaker dit de lui "que bien qu'il "se fût rendu coupable des crimes les plus "monstrueux, les réformés de cette époque l'ap-"pelaient encore un bon homme. "Le but de tous ses désirs était de détruire la religion catholique, c'était ce qu'il regardait comme le meilleur moyen de conserver son pouvoir; et comme il était un hardi menteur et qu'il ne reculait devant aucune perfidie, devant aucun parjure, devant aucun acte sanglant quand il le menait à ses fins, c'était un homme selon le cœur de la bonne reine Bess.

314. Elle affecta cependant au commencement de désapprouver sa conduite, elle le menaça de faire marcher contre lui une armée pour le forcer à rétablir la reine, donna à celle-ci des assurances positives de ses secours, et elle l'engageait, en cas de besoin, à prendre abri et à recevoir protection en Angleterre. Dans un moment funeste, Marie se confiant en ses promesses et ces invitations, prit cette fatale résolution, malgré les prières de ses fidèles amis qui la conjurèrent à genoux de ne pas se jeter dans les serres de celle qui depuis si long-temps était altérée de son sang. Au bout de trois jours, elle trouva qu'elle s'était sauvée dans une prison. Sa prison fut, il est vrai, changée deux ou trois fois; mais elle resta prisonnière pendant dix-neuf années entières, et fut à la sin mise à mort de la manière la plus barbare pour un crime qu'on lui reprochait et qu'elle n'avait pas même pu commettre.

315. Pendant ces dix-neuf ans Elisabeth fut toujours occupée à intriguer avec les sujets révoltés de Marie, déchirant sans cesse l'Ecosse au moyen de la corruption qu'elle répandait parmi les différentes bandes de traîtres, et faisant supporter à des gens qui ne l'avaient jamais offensée les maux de toute espèce qu'une nation peut endurer.

316. Si nous voulions compter simplement tous les actes ou la moitié des actes de perfidie, d'hypocrisie, de bassesse et de barbarie que la bonne Bess employa contre cette infortunée reine qui avait à peine vingt-cinq ans lorsqu'elle se jeta entre les griffes de cette harpie, cette lettre tout entière ne serait pas suffisante. Tandis qu'elle affectait de désapprouver MURRAY, elle l'excitait en secret à accuser sa reine et sa sœur. Tandis qu'elle prétendait soutenir l'inviolabilité des souverains, elle chargeait une commission de juger MARIE pour sa conduite en Ecosse. Tandis qu'elle appelait, par ses vœux, la vengeance sur les traitres écossais qui s'étaient révoltés contre sa cousine, elle recevait d'eux, en présent, une grande partie des bijoux que Marie avait reçus de son premier mari, le roi de France; et lorsqu'enfin elle fut forcée de déclarer MARIE innocente du meurtre de son mari, elle refusa non-seulement de la rétablir d'après la promesse solennelle qu'elle lui avait répétée plusieurs fois, mais elle refusa aussi de lui rendre la liberté, et même elle rendit sa prison plus étroite, plus rigoureuse et plus douloureuse que jamais. Murray, son associé en perfidie, fut tué en 1570 par un homme dont il avait confisqué injustement les biens. Mais de nouveaux traitres lui succédèrent qui tous furent soudoyés par Elisabeth; et pendant ce temps, l'Ecosse était abreuvée de sang de tous côtés, parce que la cruelle politique de la reine lui avait appris que c'était nécessaire pour sa propre sûreté. Witaker cite une foule d'autorités pour prouver qu'elle voulait se faire remettre le fils de Marie, et que, n'ayant pu réussir, elle fit tous ses efforts pour le faire empoisonner.

317. Enfin, en 1587, la tigresse amena sur l'échafaud la victime qu'elle avait si long-temps tourmentée. On commençait à employer contre elle ces moyens de désunion et de destruction qu'elle avait employés pendant toute sa vie contre les autres, et elle voyait à chaque instant ses jours en danger. Elle crut, et peut-être avec raison, que ces complots qui se tramaient contre elle venaient du désir qu'avaient les catholiques (et ce désir était naturel) de débarrasser le monde de sa personne et de ses cruautés affreuses, et de faire arriver au trône Marie qui était catholique et sa légitime héritière, et elle crut n'avoir d'autre moyen pour mettre sa vie en sû-

reté que de faire mourir cette reine. Lorsqu'elle y fut résolue, pour faciliter l'exécution de ce projet, elle fit passer au parlement un acte qui punissait de mort toute personne qui étant dans le royaume conspirait avec d'autres pour s'en emparer, ou pour faire mourir la reine. On saisit les papiers de MARIE. Ce que l'on n'y put pas trouver, comme le prouve Witaker, la perfidie sut bien y suppléer : " crime qui, dit-il, nous devons l'avouer avec honte, fut commis par les protestans." Mais de quel droit Bess auraitelle pu se plaindre des intentions hostiles de MARIE? elle était reine aussi-bien qu'elle. Elle avait été tenue de force en prison, non point après avoir été fait prisonnière dans la guerre, mais après avoir été trompée avec persidie et retenue par la force. Elle avait éprouvé tous les mauvais traitemens possibles; il ne restait plus qu'à répandre son sang, et dès-lors n'avait-elle pas évidemment le droit de combattre et de détruire son ennemi implacable par tous les moyens qui étaient en son pouvoir? Et quant au jugement, quelle loi, quel usage autorisait une reine à en inviter une autre à venir dans son royaume, à l'emprisonner et ensuite à la faire juger pour de prétendues offenses contre elle?

318. Lorsqu'on débattit dans le conseil de la bonne Bess la manière dont elle devait se débarrasser de Marie, Leicester opina pour le peison; d'autres voulaient qu'on resserrât son

emprisonnement et qu'on la fit mourir de cette manière; mais WALSINGHAM dit qu'elle devait être condamnée par un tribunal, parce qu'une marche régulière était le seul moyen de faire taire les langues du monde. On nomma donc une commission et MARIE fut jugée et condamnée; elle le fut d'après des papiers dont une partie au moins étaient évidemment supposés, qui tous n'étaient que des copies, et dont on ne put fournir l'original même d'un seul! La sentence de mort fut prononcée en octobre; car, pendant quatre mois, l'implacable bonne reine Bess employa tous les moyens possibles pour faire assassiner sa victime, afin de s'épargner la honte d'avoir été elle-même son meurtrier. Witaker le prouve de manière à ce qu'il n'est pas possible d'élever le moindre doute à ce sujet. Mais quoiqu'elle eût confié la garde de Marie à deux hommes ennemis mortels des catholiques, ceux-ci refusèrent constamment de se prêter à ses vues, quelqu'instance qu'elle employât pour cela. Ayant ordonné à son secrétaire Davison de leur écrire à ce sujet, sir AMIAS-PAULET l'un des gardiens, répondit " qu'il était peiné " de la proposition qu'on lui avait faite; qu'il " mettait à la disposition de Sa Majesté sa vie " et ses biens, mais qu'il refusait absolument " de prendre part à l'assassinat de MARIE." L'autre gardien, sir DRUE-DRURY, fit la même réponse. Lorsqu'elle l'eut lue, elle éclata en

reproches contre eux, se plaignit de la délicatesse de leurs consciences, parla avec mépris de l'exactitude de serviteurs aussi scrupuleux, et jura qu'elle le ferait faire sans leur secours. Au bout de quatre mois cependant d'efforts inutiles pour trouver des hommes assez bas et assez criminels pour commettre ce meurtre, elle eut recours à sa dernière ressource, l'assassinat légal, qui fut commis sur sa malheureuse victime le 8 de février 1587, jour qui tache d'une infamie éternelle la mémoire de la reine d'Angleterre, " rei-" ne, dit Witaker, qui n'avait aucun sentiment " de tendresse ni de générosité; qui ne pensa " pas à la vengeance terrible de l'histoire, et " que ne fit pas trembler la sentence infiniment " plus terrible d'un Dieu juste et vengeur. Je " rougis, comme Anglais, de penser que ces " crimes furent commis par une reine d'Angle-" terre, et dont j'ai appris, dès mes premières " années, à regarder le nom comme l'honneur " de son sexe et la gloire de notre île."

319. Oui! et c'est aussi ce que l'on m'avait appris, c'est ce que l'on nous avait appris à tous. Ah! sans doute, il est bien de notre devoir aujourd'hui d'enseigner à nos enfans à connaître la vérité. Parlez-moi de réponses en effet! Qu'ils nient s'ils le peuvent que celle qui fut le chef de l'église, qui l'établit, fut un meurtrier, et qu'elle désira de sang froid commettre un assassinat.

No XI.

LETTRE XI.

Hypocrisie de Bess a la mort de Marie Stuart. Armée d'Espagne. Lois des pauvres. Traite-MENT BARBARE DE L'IRLANDE. INQUISITION DE BESS. HORRIBLE PERSÉCUTION DES CATHOLIQUES. TOUR-MENS ET TORTURES QU'ELLE EMPLOIE. SA MORT.

Mes Amis, Kensington, le 30 sept. 1825.

320. Quelque basse qu'ait été la conduite de la bonne reine Bess dans le meurtre de son infortunée cousine, l'hypocrisie qu'elle montra ensuite fut encore plus détestable. Elle affecta d'en éprouver le plus profond chagrin, prétendit que tout avait été fait contre sa volonté, et porta l'injustice et l'infamie jusqu'à faire emprisonner son secrétaire Davison, pour avoir expédié l'ordre de l'exécution, quoiqu'elle-même eût signé cet ordre, et qu'elle eût injurié Davison, comme Witaker l'a bien prouvé, pour ne l'avoir pas expédié, après qu'elle eut en vain essayé de tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour le porter à employer des assassins. Elle avait, par une série de cruautés et de perfidies sans ex-

emple, amené sa malheureuse victime à l'échafaud, dans le pays même où elle l'avait invitée à chercher un refuge. Elle avait eu, dans les derniers et terribles momens de cette victime, la barbarie de lui réfuser les consolations d'un prêtre de sa propre communion. Elle l'avait poursuivie avec une haine et une malice que n'avait pu satisfaire la vue de cette infortunée renversée par le bourreau et de son sang ruisselant, aussitôt de toutes parts. La destruction de son corps ne lui suffisait pas; comme Satan, elle voulait perdre son âme pour toujours. Et encore, lorsque le crime fut consommé, elle eut, de plus que Satan, l'hypocrisie de pleurer la mort prématurée de sa chère cousine, et, ce qui était encore plus diabolique, de se servir de son pouvoir despotique pour punir son secrétaire, sous le prétexte qu'il avait été la cause de cette horrible catastrophe! Ici toutes les expressions d'exécration et d'horreur ne suffisent plus pour rendre nos sentimens, et la seule consolation que nous ayons, c'est que nous la verrons redouter dix mille fois plus sa propre fin que ne l'avait fait sa victime.

321. Telles étaient les circonstances particulières de cette époque, que cette femme affreuse échappa, non-seulement alors, mais pendant tout son règne, à la haine générale de ses sujets, et que lui avaient si bien méritée ses mœurs et ses crimes. Malheureusement, aussitôt après ce meurtre horrible, il arriva un événement qui rallia tous ses sujets autour d'elle, et qui fit de sa vie encore plus que jamais l'objet de leurs inquiétudes.

322. PHILIPPE II, roi d'Espagne, qui était aussi souverain des Pays-Bas, s'était déterminé à faire une invasion en Angleterre avec une flotte d'Espagne et une armée de Flandres. Elle avait assez long-temps provoqué ce monarque; elle avait fomenté des révoltes contre lui, comme elle l'avait fait en France contre le roi de cet état. PHILIPPE était le monarque le plus puissant de l'Europe. Ses flottes et ses armées étaient bien supérieures à celles d'Elisabeth. Le danger que courait l'Angleterre était très-grand, et quoiqu'il n'eût été amené que par la méchanceté, la mauvaise foi et la perfidie de la reine, l'Angleterre était toujours l'Angleterre pour ses sujets, et tous se rallièrent unanimement autour d'Elisabeth. Dans cette occasion et dans toutes celles au reste où l'amour de la patrie fut mis à l'épreuve, les catholiques ont prouvé qu'aucun degré d'oppression ne pouvait leur faire oublier leur devoir comme citoyens ou comme sujets. Hume lui-même est obligé de dire que les riches catholiques auxquels les lois " n'accor-" daient aucun crédit, aucune autorité, entrè-" rent comme simples volontaires dans l'armée " ou dans la flotte. Quelques-uns équipèrent des " vaisseaux à leurs frais et en donnèrent le com" mandement à des protestans. D'autres exci" taient avec empressement leurs fermiers, leurs
" vassaux, leurs voisins à voler à la défense de
" leur patrie. Tous les rangs, oubliant pour le
" présent les distinctions de partis, semblèrent
" se préparer avec autant d'ordre que de vi" gueur à s'opposer à cette invasion. " CharLES I, JACQUES II, GEORGES I, GEORGES II,
et même GEORGES III, ont tous vu des époques
où ils pouvaient se plaindre de ne pas rencontrer la même loyauté chez les protestans. Le premier perdit la vie, le second le trône, le troisième et le quatrième se virent prêts d'éprouver
le même sort, le cinquième perdit l'Amérique,
et tous purent s'en prendre aux " protestans."

323. L'invasion projetée ne put avoir lieu. Une tempête épouvantable dispersa et détruisit la moitié de la flotte espagnole que l'on appelait Armada, et il est bien probable que, lors même qu'il n'y aurait pas eu de tempête, l'invasion n'aurait pas réussi. Mais on peut dire que le danger était grand, et personne ne pouvait être certain du résultat. Les catholiques, s'ils eussent écouté leur juste ressentiment, auraient pu ajouter beaucoup au danger, et leur conduite généreuse méritait bien quelqu'allégement au cruel traitement que leur avait fait éprouver jusqu'alors son sceptre de fer. Cependant leur sort n'éprouva aucun adoucissement. Ils furent encore traités avec la plus grande barbarie, sou-

mis à une inquisition infiniment plus sévère que n'a jamais été celle d'Espagne, et au moindre soupçon ils étaient emprisonnés, torturés et souvent mis à mort.

324. Quant à l'Irlande où les propriétés des couvens et celles de l'église avaient été confisquées de la même manière qu'en Angleterre, et où le peuple étant plus éloigné du fover du pouvoir, de l'apostasie et du fanatisme, il avait été plus difficile de le convertir à la pointe de la baïonnette ou avec la corde et la torture, son règne dans cette partie de ses domaines ne fut qu'une suite non interrompue de pillages et de massacres. D'avides et impitoyables favoris furent imposés les uns après les autres à ce malheureux peuple pour l'entraîner à des actes de désespoir; et l'on n'en cachait pas le motif, on voulait avoir des raisons pour faire de nouvelles confiscations. Depuis son origine, la "réforme " portait écrit sur le front : " Pillage; " mais pour l'Irlande le pillage était universel, on n'épargnait aucune partie. Cette horrible femme, plus féroce qu'un tigre, ne pouvait surveiller tous les mouvemens du peuple dans ce pays, comme en Angleterre; ainsi elle ne pouvait les harrasser en détail; elle ne pouvait pas non plus y établir son effrayante police, et dès-lors elle les massacrait en masse. Elle y envoya ces ministres dont les successeurs y sont encore aujourd'hui. Le glaive toujours sanglant leur assure les dimes et les terres de l'église. Mais ce glaive toujours sanglant, lors même qu'il fut entre les mains du féroce Cromwell, ce protestant raffiné, ne put jamais leur donner des congrégations (paroissiens); ce fut elle qui planta, arrosa des fleuves de sang et vit pendant son long règne prendre promptement racine dans cette terre l'arbre dont les infortunés Irlandais recueillent aujourd'hui le fruit amer, et qui, si l'on n'emploie pas des mesures plus sages et plus justes que celles auxquelles on a eu recours jusqu'ici finira par renverser l'Angleterre elle-même.

325. Je vais parler des immoralités affreuses produites en Angleterre par la "Réforme, " de la pauvreté et de la misère qui en fut le résultat, et ensuite je suivrai cet appauvrissement et cette misère (au moyen des actes du parlement) jusqu'à la "Réforme;" j'indiquerai de la manière la plus claire la cause qui a réduit l'Anglais au pain et à l'eau et l'Irlandais aux pommes de terre, et même je montrerai pourquoi la pauvreté et la dégradation se sont appesanties plus spécialement sur le peuple irlandais. Depuis long-temps ce peuple maltraité présente un contraste choquant avec le peuple anglais pour les vêtemens et la nourriture. Le docteur Franklin parlant de l'Irlande, dit que les vieux habits usés des ouvriers de l'Angleterre semblent avoir été envoyés en Irlande pour y étre portés par les ouvriers de ce pays.

326. Pourquoi ce contraste existe-t-il depuis si long-temps? Le terrain et le climat de l'Irlande ne le cèdent point en bonté à l'Angleterre. Ces deux îles ne sont éloignées l'une de l'autre que de quelques milles, la même mer les entoure. Les habitans de la première sont aussi capables et aussi désireux de travailler que ceux de la seconde; et ils en ont donné des preuves dans toutes les parties du monde où ils ont émigré, non pour y porter des ballots trompeurs, afin de soutirer l'argent des ignorans; non pour s'y armer du fouet qui doit faire travailler les autres, mais pour partager eux-mêmes et partager avec gaîté les travaux les plus rudes de ceux parmi lesquels ils ont cherché un abri contre l'oppression sous laquelle ils gémissaient. Pourquoi donc ce contraste si funeste à l'Irlande existet-il depuis si long-temps? Nous trouverons facilement la réponse à cette question si nous examinons les différentes mesures qui ont été prises pour ces deux peuples pendant le long et cruel règne que nous rapportons à présent. Et cette recherche nous fera suivre en même temps toutes les misères de l'Irlande jusqu'à cette " Réforme " dont on fait retentir depuis si long-temps dans nos oreilles les bienfaits avec tant d'hypocrisie et d'obstination.

327. Nous avons vu dans la lettre II de ce petit ouvrage, paragraphes 50, 51 et 52, que l'église catholique n'était pas une affaire de foi purement abstraite; que sa spiritualité ne lui faisait point mépriser les soins que les individus doivent à leurs corps; qu'un de ses points les plus importans était de faire des actes de charité; que cette charité n'était pas d'une nature si spirituelle qu'elle ne fût accessible aux sens extérieurs; qu'elle se montrait dans les bonnes œuvres faites pour l'indigent et le souffrant; que les dîmes, les offrandes et les revenus des propriétés réelles de l'église catholique étaient destinés en grande partie à nourrir celui qui ne pouvait se procurer d'alimens, à vêtir celui qui était nu, à loger et à nourrir l'étranger, à soutenir la veuve et l'orphelin, et à soigner le blessé et le malade; enfin qu'une partie, et l'une des principales parties de l'occupation de cette église était de prendre soin qu'aucun individu, quelque rang qu'il occupat dans la société, ne souffrît faute de fourniture ou de soins; et afin que les prêtres de cette église eussent moins d'intérêts personnels qui pussent leur faire négliger cette partie importante de leur devoir, il leur était défendu de se marier. Aussi, tant que cette église fut l'église nationale en Angleterre, on y trouva l'hospitalité et la charité, et jamais l'horrible mot de pauvre ne s'était aussi souvent présenté à l'idée.

328. Mais lorsque la religion " protestante" eut été établie, et avec elle le mariage des prêtres, les classes les plus pauvres furent privées de ce qui était leur droit de naissance, et obli-

gées de se traîner de tous côtés pour ramasser ce qu'on leur donnait ou ce qu'elles dérobaient. LUTHER et ses sectateurs rejetèrent complètement la doctrine que les bonnes œuvres fussent nécessaires au salut; ils soutinrent que la foi, la foi seule était nécessaire. Ils rejetèrent de leur bible l'épître de saint JACQUES parce qu'elle insiste sur la nécessité des bonnes œuvres. C'est cette épître que Luther appelait épître de paille. Les réformateurs qui, sur tous les autres points, différaient autant entre eux que les couleurs de l'arc-en-ciel, s'accordaient tous sur celui-ci, que les bonnes œuvres étaient inutiles pour le salut, et que les saints (car ils avaient la modestie de se donner eux-mêmes ce nom) ne pouvaient perdre par leurs péchés, quelque nombreux et quelque énormes qu'ils fussent, leurs droits au bonheur éternel. Ces hommes auxquels le pillage, le sacrilége, l'adultère, la polygamie, l'inceste, le parjure et le meurtre étaient aussi habituels que le sommeil et la veille, ces hommes qui enseignaient qu'aucun de ces crimes ou que tous ces crimes réunis ensemble ne pouvaient leur fermer la route de la gloire céleste; ces hommes, dis-je, devaient laisser tout-à-fait de côté la charité, comme une chose indifférente, et qui d'ailleurs n'était, comme on le savait si bien, qu'un avantage catholique.

329. Aussi voyons-nous qu'elle est nécessaire-

ment exclue par sa nature de tous les établissemens protestans, c'est-à-dire en réalité; car quelques-uns de ces établissemens conservent bien le nom de charité, mais la chose n'existe ellemême nulle part. L'esprit de l'Eglise catholique unit la charité constante et réelle à la foi ellemême; il les rend inséparables. Le catéchisme de Douay, dont les ministres protestans abusent tant, dit que le premier fruit de l'Esprit-saint est la charité. Et ensuite il nous dit ce qu'est la charité qui consiste à nourrir celui qui a faim, donner à boire à celui qui a soif, vêtir celui qui est nu, visiter et racheter les captifs, loger celui qui est sans gîte, visiter le malade, ensevelir les morts. Pouvez-vous deviner d'après cela, mes frères, pourquoi ces ministres protestans gros et gras s'élèvent avec tant de force contre le mauvais catéchisme de Douay? Il est dans la nature de l'homme d'aimer tout cela. C'est contre quoi les portes de l'enfer ne prévaudront jamais. C'est ce que nos pères ont cru et ce qu'ils ont observé : et c'est ce qui a produit en eux cette disposition bienveillante qui, Dieu merci, n'a pas encore été extirpée entièrement des cœurs de leurs descendans.

330. Si nous revenons maintenant aux paragraphes 50, 51 et 52 dont nous venons de parler, on y voit que l'Eglise catholique rendait *entiè*rement inutiles toutes les lois municipales sur les pauvres. Lorsque les avides "réformateurs" eu-

rent saccagé les couvens et les églises ; lorsque ces grands biens qui appartenaient de droit aux classes les plus pauvres leur eurent été enlevés, lorsque les presbytères eurent d'abord été bien pillés et qu'ensuite on eut donné le reste de leurs revenus à des hommes maries, alors les pauvres (car il y aura et il doit toujours y avoir des pauvres dans la société) se trouvèrent sans moyens d'existence. Ils furent réduits à vivre de leurs quêtes, de leurs larcins et de leurs vols. Aussi quand la bonne reine Bess eut mis la dernière main au pillage des biens de l'Eglise et des pauvres, l'Angleterre autrefois heureuse, libre et hospitalière devint un repaire de voleurs et d'esclaves affamés. STRYPE, protestant, dont Hume invoque très-souvent l'autorité, nous rapporte une lettre d'un juge de paix du Sommersetshire au chef de la justice, dans laquelle il dit : "Je puis assurer que les hommes qui errent de tous côtés, ne cherchant que le pillage et la confusion sont capables, s'ils étaient soumis à une bonne discipline, de livrer un rude combat au plus grand ennemi de Sa Majesté, tandis qu'aujourd'hui ils ne sont qu'un renfort pour l'ennemi. En outre, la génération qui leur succède chaque jour doit probablement être encore plus méchante. Ils n'épargnent ni riche ni pauvre; tout ce qui leur tombe sous la main est bon à prendre, que le gain soit grand ou petit. Et cependant je le répète, la corde ne perd pas de temps avec eux 25×

388

comme avec les autres. " Le même juge dit : " Faute de justiciers, beaucoup de ces coquins se sauvent; car très-souvent les plus simples paysans et les femmes ne s'occupant que de la perte de leurs propres biens, ne voudraient pas faire mourir un homme pour tous les biens de ce monde. " Et tandis que la bonne Bess se plaint amèrement que les lois ne soient pas exécutées, le même historien protestant nous apprend " qu'elle faisait exécuter plus de cinq cents criminels par an, et qu'elle était si peu satisfaite de ce nombre qu'elle menaça d'envoyer plusieurs personnes voir exécuter ses lois pénales à leurs propres dépens. " Il paraît que cette menace ne fut pas vaine, car on se plaignit peu après dans le parlement de ce que le magistrat mercenaire de cette époque était un être qui, pour une douzaine de poulets, aurait accordé douze condamnations à mort. Elle ne s'en tint cependant pas à cet usage libéral de la potence. Le vagabondage et le brigandage étaient arrivés à un tel point qu'elle fut obligée d'avoir recours à la loi martiale. Ce fait est une preuve si irrécusable des horribles effets de la " réforme " sur l'état moral des peuples, et il caractérise si bien le gouvernement auquel le peuple anglais, avili par la "réforme, "eut la bassesse de se soumettre, que je vais citer ce passage tel qu'on le trouve dans Hume qui rapporte les propres paroles qu'adressa dans cette occasion la bonne

et glorieuse Bess à son meurtrier en chef. "Les rues de Londres étaient remplies de vagabonds sans aveu et de libertins. Le lord-maire avait essayé de réprimer ce désordre : la chambre étoilée avait interposé son autorité et infligé des punitions à ces mutins, mais la reine trouvant ces remèdes inefficaces fit revivre (fit revivre! que veut-il dire par ce mot?) la loi martiale, et nomma sir Thomas Wilson grand prévôt, lui donnant le pouvoir et lui commandant, d'après ce qu'avaient dit les juges de paix de Londres et des contrées voisines de ces malfaiteurs dignes d'être promptement exécutés par la loi martiale, de les prendre, et selon l'usage de la loi martiale, de les pendre à la potence ou à des gibets." Et cependant c'est elle que l'on nous a appris à appeler la bonne reine BESS. C'est elle dont des hommes instruits, mais avilis, osent encore de nos jours vanter le règne glorieux.

331. Telles furent les suites nécessaires de la destruction de l'Eglise catholique et du pillage des biens des pauvres qui accompagna cette destruction et surtout de la réunion des pouvoirs civil et ecclésiastique dans les mêmes mains. Mais quoique ce terrible tyran n'épargnât ni tortures, ni échafauds, quoiqu'elle reprît continuellement les exécuteurs de ses lois sanguinaires pour leur lenteur, tandis qu'ils jonchaient le pays des carcasses de malfaiteurs ou de prétendus malfaiteurs, tout cela ne pouvait

suffire. La faim que ne peuvent arrêter les murailles les plus épaisses défia ses terreurs et ses tourmens; à la fin on vit qu'il était absolument nécessaire d'établir pour les pauvres une ressource générale permanente et solide; et ce fut dans la quarante-troisième année de son règne que passa cet acte qui subsiste encore aujour-d'hui, et qui établit une taxe pour les indigens : taxe qui doit être payée par la terre, recueillie par des inspecteurs, et dont le paiement doit être exigé par les moyens les plus efficaces et les plus prompts. C'est ici que nous avons le résultat le plus affreux de la "réforme", la pauvreté établie par la loi.

332. Et cependant cela était nécessaire : les dévastateurs n'avaient plus à choisir en Angleterre qu'entre la pauvreté légale ou l'extermination. Et ils n'auraient même pas pu obtenir cette dernière; et s'ils l'avaient pu elle ne leur aurait pas convenu. Ils n'avaient pas de forces suffisantes pour obtenir du peuple qu'il se contentât des trois quarts de la nourriture dont il avait. besoin; ils établirent donc dès-lors un secours légal pour les pauvres. Mais ce ne fut qu'après avoir tenté en vain tous les moyens pour trouver quelque chose qui pût remplacer la charité catholique; ils essayèrent d'abord de l'obtenir par des dons volontaires faits dans les églises; mais hélas! tous ceux qui entraient dans ces églises considéraient LUTHER comme le grand prédicateur, et celui-ci regardait l'épître de SAINT JACQUES comme une épître de paille. Aucun des moyens de ce genre n'ayant réussi, comme cela devait nécessairement être, puisque les ministres eux-mêmes, dont le devoir était d'exhorter les autres à la charité, avaient déjà assez à faire pour leurs femmes et leurs enfans; aucun des actes (et on en fit plusieurs) autres qu'une taxe forcée soutenue de la saisie des biens et de l'emprisonnement des personnes n'ayant réussi à la glorieuse Bess et à la "Réforme", le parlement s'en mêla à la fin. C'est cet acte que nous avons encore aujourd'hui, qui remplit le pays de querelles et de procès sans fin, qui élève paroisse contre paroisse, le serviteur contre le maître, le riche contre le pauvre, et qui produit, d'après le désir qu'a le riche de soustraire une partie de ses récoltes, une masse d'hypocrisie, de paresse, de fraude, d'oppression et de cruauté dont le monde n'a jamais offert d'exemple excepté dans les actions des premiers " réformateurs. "

333. Cet acte n'était cependant réellement qu'un acte de justice. On prenait sur la terre pour donner aux pauvres une partie au moins de ce qui leur avait été volé par la "Réforme." On faisait par un moyen dur et odieux une partie de ce qui avait été fait de la manière la plus douce et la plus agréable par l'Église de nos ancètres : c'était, en effet, nourrir les pauvres

comme des chiens au lieu de les nourrir comme des enfans; cependant au moins on les nour-rissait. Mais c'eût été trop faire, selon la bonne Bess et ses horribles favoris, pour le peuple Ir-landais traité avec tant de cruauté, que de lui accorder ce secours: et c'est ici que nous arrivons à la cause réelle de ce contraste dont j'ai parlé dans le paragraphe 325. Ici nous arrivons à ce qui a fait supposer au docteur Franklin, ou dire que l'on pourrait supposer naturellement que les vieux habits des classes ouvrières de l'Angleterre avaient été envoyés aux mêmes classes en Irlande pour y être portés.

334. Nous avons vu comment une nécessité absolue força la bonne Bess et ses pillards à établir un secours légal pour les indigens en Angleterre. Nous avons vu que par cet acte on n'avait fait que leur rendre une partie de ce qui leur avait été volé. Et sur quel principe s'appuyèrent-ils pour ne pas faire la même chose pour le peuple de l'Irlande? ceux-ci avaient été pillés de la même manière que les autres; ils avaient été plongés dans la misère précisément par les mêmes moyens, employés sous les mêmes prétextes hypocrites; pourquoi ne soulageait-on pas leurs misères par le même moyen; pourquoi n'étendit-on pas la loi des pauvres à l'Irlande?

335. Vils et cruels dévastateurs! ils regrettèrent le secours qu'ils accordèrent à l'Angleterre; mais ils n'avaient aucun moyen de le refuser;

et ils virent qu'il était impossible d'obtenir des Anglais qu'ils se forçassent mutuellement à vivre des trois quarts d'une ration. Mais ils pouvaient lever en Angleterre des armées qu'ils enverraient en Irlande pour forcer les habitans de ce pays à vivre dans cet état famélique, surtout quand ces armées anglaises étaient excitées par la promesse du pillage, et étaient stimulées (puisqu'elles étaient toutes composées de protestans) par des motifs aussi puissans ou à peu près que l'amour du pillage lui-même. C'est ainsi que jusqu'à ce jour ils ont été comme des étrangers dans leur propre pays, dépouillés de tous les biens terrestres dont Dieu et la nature les ont comblés, et n'ayant pu obtenir en retour la moindre de choses. Nous parlons des outrages faits en Irlande; nous paraissons choqués des violences qui y sont commises; et ce sage, ce profond, ce naïf et modeste M. Adolphus en plaidant l'autre jour dans un des bureaux de police de Londres (sphère à laquelle ses talens conviennent très-bien), sortit même de son sujet pour trouver l'occasion de remercier Dieu de ce que, de ce côté du canal Saint-Georges nous ne connaissons rien de ces outrages que les Irlandais, lorsqu'on les leur rapporte, attribuent à la confusion des temps. Ce serait peut-être un peu trop exiger que de demander une réponse quelconque à un avocat aussi distingué que ce plaideur d'un bureau de police. Mais je demanderai 394

au premier gentleman ou au premier Anglais de quelque rang qu'il soit, excepté M. Adolphus, ce qui arriverait ici si l'on abolissait demain la loi des pauvres? M. Adolphus peut à peine ignorer que le ministre Malthus et sa secte ont prèché l'abolition de cette loi. Il peut se rappeler aussi (car l'exemple fut épouvantable) que M. Scarlett fut si bien battu pour avoir eu la folie de rédiger cette proposition de Malthus sous forme de bill; mais peut-ètre M. Adolphus ignore-t-il qu'à ce moment on préparait plusieurs pétitions contre le bill, et de la part même de ceux qui paient la taxe des pauvres; parce que, disaientils, si ce bill passe, nos propriétés et nos jours ne seront plus en sureté. Soyons donc au moins un peu justes et surtout n'allons pas, ajoutant le blasphême à l'ignorance, à l'insolence et à une basse et odieuse flatterie, remercier Dieu de l'absence d'outrages parmi nous, comme fait le loup dans la fable, lorsqu'il remercie Dieu de ne pas être féroce.

336. Sans doute il y a eu en Irlande des temps de confusion, et ces temps ont été fréquens, ou il faudrait dire que les propriétaires d'Angleterre ont été très-injustement taxés à ces époques. Mais ils reconnaissent tous, ou au moins presque tous, qu'un secours pour les indigens, certain et légal, venant de la terre, est un droit qu'ont les indigens, pour me servir des expressions de Blackstone, d'après la nature même

de la société civile. Tout homme qui réfléchit doit savoir que les travaux qui sont absolument nécessaires à la société ne peuvent être faits que par des personnes qui travaillent pour gagner leur vie; il doit comprendre qu'un très-grand nombre de ces personnes ne fera d'ouvrages que ce qu'il faut pour subvenir aux premiers besoins, et dès-lors il voit qu'il devra toujours y avoir dans chaque communauté un grand nombre d'individus que la maladie, la vieillesse, la perte de leurs parens, de leurs maris, ou d'autres causes laisseront sans ressource. C'est ce lot qui appartient à la société civile; et il faudra une plus forte tête que celle qui est sur les épaules de M. Scarlett pour prouver que cet état où l'on a besoin de secours, où tous peuvent tomber, n'est pas une partie nécessaire de la société civile. Les États-Unis d'Amérique sont un pays très-heureux; le monde n'a pas vu de peuple plus fortuné; mais quoique les Américains aient cessé d'obéir à notre roi, quoiqu'ils aient aboli la royauté, quoiqu'ils aient rejeté l'aristocratie de l'Angleterre, quoiqu'ils se soient affranchis de l'église d'Angleterre, ils n'ont point rejeté les lois des pauvres de l'Angleterre et cet acte qui fut arraché à l'impétueuse Bess par leurs ancêtres anglais est aussi complètement en force à New-York que dans le vieil York, à New-London que dans le vieux Londres, dans le New-Hampshire que dans le vieux Hampshire et dans

tout ce pays, depuis une extrémité jusqu'à l'autre, que dans la vieille Angleterre elle-même.

337. N'a-ce pas été dès-lors une confusion des temps en Irlande? Ce peuple n'a-t-il pas été traité de la manière la plus barbare par l'Angleterre? L'Irlandais qui mille fois a été sur le point de mourir de faim sur sa terre natale, que l'on a chassé pour avoir dérobé des plantes maritimes afin d'échapper à la mort, va en Amérique; il y éprouve la faim sans avoir aucun moyen de la satisfaire; et là, dans ce pays étranger, il trouve aussitôt, en quelque lieu qu'il soit, un inspecteur des pauvres qui est prêt à le secourir! Et on laisse subsister une injustice aussi monstrueuse, aussi criante. La folie surpasse ici, s'il est possible, l'injustice et la cruauté. Les propriétaires anglais font les lois; nous le savons tous : ils soumettent, et avec raison, leurs propres biens à des taxes pour le soulagement des pauvres de l'Angleterre, et en même temps ils n'assujétissent point les biens des propriétaires irlandais à la même taxe; bien mieux, ils préfèrent se taxer éux-mêmes, nous taxer et taxer en outre les Irlandais afin de payer une armée qui empêche ce peuple affamé d'obtenir du secours par la force! Lord LIVERPOOL, lorsque les lords écossais et d'autres s'adressèrent à lui en 1819 afin d'obtenir un secours extraordinaire pour soulager les ouvriers qui mouraient de faim en Écosse, répondit avec autant de sagesse que de justice :

Non: ayez des lois pour les pauvres comme les nôtres, et vos pauvres ne manqueront pas de secours. Pourquoi ne pas faire la même réponse aux propriétaires irlandais? pourquoi ne pas les forcer à donner au peuple ce qui lui appartient? Pourquoi l'Irlande est-elle le seul pays civilisé sur la terre où il n'existe pas de secours fixe et légal pour les indigens, et où les pasteurs sont tout-à-fait étrangers à leur troupeau, excepté dans la saison de la tonte? Ayons au moins, tant que l'on souffrira cet état de choses, la décence de ne pas crier contre les outrages des Irlandais.

338. Je dois maintenant laisser cette digression dans laquelle m'a entraîné le traitement barbare que la bonne Bess fit éprouver à l'Irlande, pour en revenir à ses projets de réforme. Betsy était un grand docteur en théologie; elle était très-jalouse de ses prérogatives et de ses pouvoirs, mais particulièrement pour tout ce qui concernait son autorité suprême dans l'église. Elle aurait voulu que tous ses sujets eussent été de sa religion, quoiqu'elle eût solennellement juré à son couronnement qu'elle était catholique, et quoiqu'en devenant " protestante " elle eût fait des changemens au livre de prières de CRAN-MER et à ses articles de foi. Voulant forcer la conscience de ses peuples à suivre sa volonté tyrannique, ce qui était très-injuste puisqu'ellemême avait changé de religion et même avait

changé plusieurs articles protestans, elle établit une "inquisition, " la plus horrible dont on eût jamais parlé : elle donna ce qu'elle appelait une commission à certains évêques et à quelques autres personnes : leur autorité s'étendait sur tout le royaume et sur tous les ordres et tous les rangs du peuple. Ils reçurent le droit de contrôler les opinions de tous les hommes et de les punir selon leur volonté, mais non de mort. Ils pouvaient agir selon les voies ordinaires de la justice, s'ils le voulaient, pour prouver les crimes de leurs accusés; mais s'ils l'aimaient mieux, ils pouvaient employer pour cela l'emprisonnement, la torture, les tourmens de toute sorte. Si leurs soupçons se portaient sur quelqu'homme, peu importe à quelle occasion, et qu'ils n'eussent aucune preuve, pas même de ouï-dire à lui opposer, ils lui lançaient un serment appelé ex officio, par lequel il était forcé, si on l'appelait, à révéler ses pensées et à s'accuser lui-même, son ami, son frère ou son père, sous peine de mort. Ces monstres subalternes infligeaient les amendes qu'il leur plaisait; ils tenaient les hommes emprisonnés pendant autant de temps qu'ils le voulaient. Ils faisaient autant de nouveaux articles de foi qu'il leur convenait, et enfin cette commission exercait sous le nom et dans les vues de la bonne reine Bess un contrôle absolu sur les corps et les esprits de ce peuple que les vils " réformateurs. " hypocrites

pillards, prétendaient avoir délivré de l'esclavage du Pape, mais qu'ils avaient bien, sans aucune raison, délivré réellement de la liberté, de la charité et de l'hospitalité.

330. Quand on examine les actes de ce cruel tyran, quand on voit à quel vil esclavage elle avait réduit la nation, et surtout lorsqu'on pense à cette commission, il nous est impossible de ne pas rougir de honte en réfléchissant à ce que nous avons dit pendant si long-temps contre l'inquisition d'Espagne qui ne s'est pas rendue coupable depuis son établissement jusqu'à ce jour d'autant de cruautés que cette reine féroce, protestante et apostat en commit en une seule des quarante-trois années qu'elle resta sur le trône; mais surtout remarquez et n'oubliez pas que les catholiques n'infligèrent de punitions qu'à ceux qui avaient quitté la foi dans laquelle ils avaient été élevés et qu'ils avaient professée, tandis que les châtimens des protestans n'étaient exercés que contre les hommes qui refusaient de renoncer à la foi dans laquelle ils avaient été élevés et qu'ils avaient professée toute leur vie; et quant à ceux qui furent punis par cette cruelle hypocrite, ils le furent de la manière la plus barbare, parce qu'ils restaient fidèles à cette même religion dans laquelle elle avait vécu une grande partie de sa vie et qu'elle avait juré être la sienne à son couronnement.

340. Il serait difficile de vouloir rapporter les

souffrances que les catholiques eurent à endurer pendant ce règne de meurtres. Il n'est pas de langue, il n'est aucune plume qui pût remplir cette tâche. Entendre la messe, donner l'hospitalité à un prêtre, admettre la suprématie du Pape, refuser la suprématie spirituelle à cet horrible virago, et beaucoup d'autres choses qu'un catholique zélé ne pouvait éviter, le conduisaient sur l'échafaud, ou sous le couteau de celui qu'elle avait chargé d'arracher les entrailles. Mais le plus cruel de ses actes, celui qui fut plus cruel même que les boucheries, parce qu'il s'étendit beaucoup plus loin, et qu'en résultat il produisit une bien plus grande masse de souffrances, ce furent ces lois pénales qui établissaient des amendes pour le resus, c'est-à-dire contre ceux qui n'allaient pas à son église " protestante " de nouvelle invention. Les hommes étaient punis, non-seulement lorsqu'ils ne confessaient pas que la nouvelle religion fût la seule vraie, non-seulement lorsqu'ils continuaient à pratiquer la religion dans laquelle eux, leurs pères et leurs enfans étaient nés et avaient été nourris, mais ils l'étaient encore, parce qu'ils n'allaient pas aux nouvelles assemblées pour y faire ce qu'ils devaient croire, s'ils étaient sincères, un acte public d'apostasie et un blasphème! Jamais dans le monde on n'avait encore vu une tyrannie semblable à celle-ci.

341. Les amendes étaient si considérables, el-

les étaient exigées avec tant de rigueur, et les sommes imposées pour l'offense de refus seule étaient si énormes, que tous les catholiques consciencieux étaient menacés d'une ruine complète. Ceux des prêtres qui n'étaient jamais sortis de l'Angleterre, et qui avaient été consacrés avant le règne de cette horrible femme, n'étaient plus, dans la vingtième année de ce règne, qu'en très-petit nombre; car les lois défendaient sous peine de mort d'en faire de nouveaux; et en esset aucun ne pouvait être ordonné par l'autorité ecclésiastique, puisque les évèques catholiques qui vivaient encore en avaient reçu la défense sous peine de mort. Elle harassa donc tellement les vieux prêtres que vers la vingtième année de son règne ils étaient presque tous exterminés; et, comme il y avait peine de mort pour tout prêtre qui venait du dehors, peine de mort pour celui qui lui donnait l'hospitalité, peine de mort lorsqu'il remplissait ses fonctions en Angleterre, peine de mort pour ceux qui se consessaient à lui; il paraissait impossible de l'empêcher de détruire complètement en Angleterre cette religion à l'abri de laquelle la nation anglaise avait joui de tant de bonheur et de tant de gloire pendant un si grand nombre d'âges; cette religion d'hospitalité et de charité, cette religion sous le règne de laquelle on n'avait pas connu le nom de pauvre; cette religion qui avait élevé les églises et les cathédrales; qui avait planté

et fertilisé ces universités dont les professeurs avaient fait la grande charte et rédigé le droit coutumier; cette religion enfin à laquelle avaient appartenu tous ces actes glorieux dans la législation comme dans les armes qui avaient rendu l'Augleterre l'envie des nations voisines et l'admiration du monde; il paraissait impossible surtout si ce tyran virago vivait encore pendant vingt autres années (ce qui arriva) de l'empêcher d'opérer complètement cette destruction. Elle fut cependant arrêtée dans l'exécution de son projet par le zèle et les talens de WILLIAM ALLEN, gentilhomme anglais qui était alors prêtre, et avait auparavant appartenu à l'université d'Oxford. Voulant arrêter le projet de cette reine impie de détruire la religion catholique, il forma à Douay, en Flandres, un séminaire pour l'éducation des prêtres anglais. Il fut aidé par plusieurs autres hommes instruits, et c'est de ce dépôt que les prêtres venaient en Angleterre, quoiqu'en exposant manifestement leurs jours. Ce fut là ce qui mit un frein à la méchanceté de cet apostat inexorable. La mer se trouvait entre elle et Allen; mais s'il pouvait désier en sûreté ses tortures et ses tourmens elle ne pouvait de son côté défier ainsi ses moyens, car il lui était impossible d'élever une muraille autour de l'île pour empêcher aux prêtres d'y pénétrer; et malgré ses cent espions et ses mille poursuivans (c'est ainsi qu'on nommait les mirmidons

qui exécutaient ses ordres sanguinaires), le clergé anglais ne cessa point d'exister et avec lui la religion de ses pères. Brûlant du désir de détruire le séminaire d'Allen, qui fut fait ensuite cardinal, et dont on ne peut prononcer le nom sans éprouver un sentiment d'admiration, elle eut recours à toutes sortes de projets, et elle finit par fermer perfidement ses ports à la flotte des insurgés hollandais et flamands auxquels elle avait promis sa protection pour obtenir du gouverneur espagnol la dissolution du collége d'Allen. Mais il trouva un refuge en France auprès de la maison de Guise, qui, malgré les remontrances les plus vives de la part de la bonne Bess au roi de France, l'établit à Reims avec son séminaire.

342. Ainsi trompée dans tous ses projets pour détruire le tronc qui fournissait les missionnaires, elle tomba avec plus de furie que jamais sur les branches et sur le fruit. Dire la messe ou l'entendre, faire une confession ou l'écouter, enseigner la religion catholique ou l'étudier, ne pas assister aux offices de son église, c'était autant de grands crimes que l'on punissait tous avec plus ou moins de sévérité; de sorte que les potences, les gibets et les tortures n'avaient aucun relâche, et les prisons, ainsi que les donjons, regorgeaient de victimes. La peine de ceux qui ne fréquentaient pas son église était de 20 liv. par mois lunaire,

ce qui, en monnaie d'aujourd'hui, équivaut à 250 liv. Des milliers de catholiques refusèrent successivement d'aller à son église, ce qui fit autant de biens qu'elle put piller à volonté. Car observez qu'ils étaient tenus à payer par an une amende équivalente à 5250 liv. en monnaie actuelle. C'est ici, juste et sensible lecteur, qu'il faut remarquer la barbarie de cette " Réforme " protestante. Voyez un homme bien né, âgé peutêtre de soixante ans ou même plus : il est né et a été élevé dans la religion catholique, et on le force à se faire mendiant avec ses enfans, à devenir mendiant, ou à commettre ce qu'il regarde comme un acte d'apostasie et de blasphème. Figurez-vous, si vous le pouvez, une barbarie égale à celle-là; et encore on ne la voit dans son jour le plus horrible que quand on se rappelle que le tyran qui la commit avait, pendant plusieurs années, professé ouvertement la religion catholique et avait juré à son sacre qu'elle croyait fermement en cette religion.

343. Pour donner plus de force à ces horribles édits, on eut constamment recours à toutes les insultes que des esprits oisifs pouvaient inventer. Celui qui était catholique ou regardé comme tel n'avait pas un moment de sûreté ni de repos. A toutes les heures, mais surtout pendant la nuit les brigands entraient dans sa maison en en brisant les portes; ils s'élançaient, en se séparant par bandes, dans les appartemens.

forçaient les cabinets, les coffres et les tiroirs; ils examinaient les lits et les poches; enfin il n'était pas de lieu où ils ne cherchassent des prêtres, des livres, des ornemens, des croix ou d'autres objets qui appartinssent au culte catholique. On en força plusieurs à vendre leurs propriétés, morceau par morceau, afin de payer les amendes; lorsqu'ils étaient en arrière, le tyran était autorisé par la loi à se saisir de leur personne et à s'emparer des deux tiers de leurs propriétés tous les six mois. Quelquefois on leur permettait, et c'était une grande grâce, de payer tous les ans une somme dont on convenait pour pouvoir s'abstenir de ce qu'ils regardaient comme une apostasie et un blasphème. Mais toutes les fois qu'elle soupçonnait que sa vie était en danger, pour quelque cause que ce fût, et elle avait toujours assez de justes causes, les amendes ou les arrangemens ne lui donnaient aucune considération pour eux. Elle les enfermait, soit dans les prisons, soit dans les maisons des protestans, et les tenait éloignés de chez eux pendant des années. Le catholique ne jouissait d'aucune sécurité, mème dans sa propre maison; il avait à redouter l'indiscrétion des ensans ou des amis, la malice des ennemis, la vengeance des fermiers ou des serviteurs, les conclusions hasardées du faux soupçon, l'infamie de ces hommes qui, pour de l'argent, sont toujours prêts à commettre un parjure, l'avidité et la corruption des constables,

des shériffs, des magistrats, et la prévention virulente du fanatisme. Le catholique anglais consciencieux et riche vivait continuellement exposé à toutes les passions ennemies de la justice, du bonheur et de la paix, à tous les maux contre lesquels les lois, d'après leur objet, doivent protéger l'homme. Et tout cela se passait sur cette terre qui avait acquis dans le monde entier une si grande renommée par les actions de valeur et les lois sages de nos ancêtres catholiques.

344. Quant aux pauvres catholiques qui refusaient, c'est-à-dire qui ne fréquentaient point l'église du tyran, ceux qui n'avaient pas de quoi payer les amendes étaient jetés dans les prisons jusqu'à ce que celles-ci (ce qui arrivait souvent) n'en pussent plus contenir, et jusqu'à ce que les comtés demandassent à être soulagés du soin de les entretenir. Alors on les relâchait, mais après les avoir fouettés publiquement ou leur avoir percé les oreilles avec un fer chaud. Cette mesure même ne suffisant pas, on fit passer un acte qui forçait tous ceux qui refusaient et n'avaient pas un revenu de vingt marcs par an à quitter le pays trois mois après leur jugement, et ordonnait de les punir de mort dans le cas où ils reviendraient. La bonne vieille Bess se trompa elle-même dans cette circonstance, car on vit qu'il était impossible de faire exécuter cette loi, malgré les menaces dont on cherchait à effrayer les juges et les shériffs que l'on ne put porter à imiter sa sévérité; et dès-lors pour punir les pauvres catholiques, ils levèrent sur eux des sommes à leur bon plaisir, comme composition pour le crime qu'ils commettaient en s'abstenant de l'apostasie et de la profanation.

1]-

du

345. Les catholiques eurent pendant quelque temps l'espoir que, par une déclaration de leur loyauté, ils obtiendraient de la reine quelque allégement au moins de leurs peines. Ils rédigèrent donc une pétition très-respectueuse dans laquelle ils exposèrent leurs principes, leurs souffrances et leurs prières. Mais à qui s'adressaientils? A celle à laquelle la vérité, la justice et la pitié avaient toujours été également inconnues. Lorsque la pétition fut rédigée, tous tremblèrent à la pensée du danger de la lui présenter. Enfin RICHARD SCHELLEY de Michaël Grove, comté de Sussex, se chargea de cette commission périlleuse. Elle eut la bassesse incomparable (comme elle l'eût fait pour tout autre qui la lui aurait offerte) de ne lui faire répondre que par les sombres échos d'une prison empestée, où il expira victime de son courage et de la cruauté de cette femme implacable.

346. Venez nous parler des tyrans catholiques! dites que c'est par des actes de force et de cruauté que les catholiques ont propagé leur foi. Je ne conçois pas comment un Anglais qui reçoit son pain de la dépouille des catholiques, peut avoir assez peu de pudeur pour s'exprimer de cette

manière. Nos historiens "protestans" ne craignent pas de nous dire que les vaisseaux de l'armée espagnole étaient chargés de tortures que l'on devait employer contre les Anglais qui n'en furent préservés que par la sagesse et la valeur de la bonne et glorieuse reine Bess. On peut répondre d'abord que ce ne fut pas l'illustre Bess, mais bien la tempête qui empêcha l'invasion de s'effectuer, et ensuite que les Espagnols pouvaient très-bien s'épargner la peine de transporter des tortures, puisque la bonne Betsy en avait toujours un grand nombre qu'elle tenait en bon ordre et dont elle faisait un usage très-fréquent. Je sens que ces recherches doivent faire éprouver aux protestans des sentimens pénibles, mais la justice veut que je décrive ici un ou deux de ces instrumens : nous y verrons quelques-uns des plus puissans de ces moyens dont elle se servit pour établir son "église protestante. " Et ici je remercie le docteur Lin-GARD de m'avoir mis à même, par la note V du 5e volume de son histoire, de donner cette description. " Une espèce de torture que l'on nommait la fille de Scavenger était un large cerceau de fer formé de deux parties réunies par une charnière. Le prisonnier devait se mettre à genoux sur le pavé et se resserrer dans un aussi petit espace que possible; ensuite le bourreau appuyant ses genoux sur les épaules du patient et lui passant le cerceau sous les jam-

bes serrait la victime jusqu'à ce qu'il pût lier les pieds et les mains sur le défaut des côtes. La durée de cette torture était d'une heure et demie, et pendant ce temps le sang ruisselait des narines, souvent même des pieds et des mains. " L'aimable Betsy avait encore d'autres argumens de conversion dont elle se servait pour détruire les erreurs damnables du papisme; mais son argument le plus irrésistible était la torture proprement dite. Cet instrument était une large machine de bois de chène, haute de trois pieds; on étendait au-dessous le prisonnier couché sur le dos. A ses poignets et à ses chevilles on attachait des cordes qui venaient se rouler sur deux axes placés aux extrémités de la machine; ceux-ci étaient mis en mouvement, à l'aide de leviers, dans des directions opposées, jusqu'à ce que le corps se trouvât de niveau avec la machine. C'était alors que l'on adressait des questions au patient, et si les réponses ne satisfaisaient pas, on serrait de plus en plus jusqu'à ce que les os fussent déboîtés.

347. Voyez "protestans" voyez, vous qui cherchez à rabaisser la religion catholique, voyez quelques-uns des moyens que la bonne Bess a mis en usage pour étendre son église "établie par la loi." Comparez, oui, comparez, s'il vous reste encore quelque justice, ces moyens avec les moyens qu'employèrent ceux qui introduisirent et établirent l'église catholique!

348. Les autres événemens du règne de cette femme féroce ne sont plus que d'un faible intérèt, et ils n'appartiennent point à mon sujet; mais puisque le poète pensionné Jammy-Thomson nous a parlé dans cette chétive pièce qu'aucun homme de sens ne peut plus supporter lorsqu'il est arrivé à l'âge de vingt ans, de la " gloire du règne de la vierge, " il ne me sera pas inutile, avant de prendre congé de cette bonne reine, de faire observer que ses hauts faits furent d'avoir violé un grand nombre de traités et de pactes solennels; d'avoir continuellement excité des sujets rebelles contre leur souverain; d'avoir eu une flotte de pirates, une armée de pillards, d'avoir troqué pour une légère somme d'argent la ville importante de Calais, et de n'avoir pas même ajouté une seule feuille de laurier aux nombreux rameaux qui, depuis des siècles, ornaient le front de l'Angleterre. Quant à ses vertus " virginales," WITAKER (n'oublions pas qu'il était ministre protestant) dit que sa vie fut souillée par une licence sans bornes, qu'elle eut plusieurs amans, tandis qu'elle s'appelait la reine VIERGE. Sa vie, comme il le dit, ne fut qu'une suite de méchancetés et de malheurs; et à sa mort (qui arriva l'an 1603 dans sa soixante-dixième année et la quarantecinquième de son règne) elle fit tout le mal qu'il lui sut encore possible de saire, en resusant obstinément de nommer son successeur et

en laissant à un peuple qu'elle avait pillé et tourmenté pendant quarante-cinq ans l'attente d'une guerre civile comme un legs de méchanceté après sa mort. Les historiens ne sont pas d'accord sur celui que l'on doit regarder comme l'homme le plus détestable que l'Angleterre ait produit, de son père ou de Cranmer, mais tout le monde doit s'accorder à dire qu'elle fut la plus épouvantable femme qui ait existé en Angleterre ou dans le monde entier, sans en excepter même Jézabel.

No XII.

LETTRE XII.

Avénement de Jacques I^{et}. Persécution horrible des catholiques. Complot des poudres. Charles I^{et} mis au nombre des martyrs. Seconde réforme, ou réforme vraiment pure. Charles II. Complots et ingratitude qui signalent son règne. Jacques II. Il cherche a introduire une tolérance générale. Aurore de la glorieuse révolution.

Mes Amis, Kensington, le 31 octob. 1825.

349. J'ai prouvé sans réplique, dans les numéros précédens, que ce qu'on appelle la "réforme" fut enfanté par une incontinence brutale, nourri par l'hypocrisie et la perfidie, et cimenté par des torrens de sang anglais et irlandais. On a publié ce qu'on nomme des réponses à mes lettres; mais ces réponses (sur lesquelles je reviendrai avant de teirmner) évitent le sujet principal de la question : elles s'appesantissent sur ce que leurs auteurs disent être des erreurs de la religion catholique et sans chercher même à nous expliquer comment cette religion "protestante"

qui renferme environ quarante sectes différentes, toutes en guerre les unes contre les autres peut être exempte d'erreurs; mais elles ne nient pas que cette nouvelle religion dut son origine à une incontinence brutale et fut le résultat de l'hypocrisie et de la perfidie. Nient-ils qu'elle fut établie par le pillage, la tyrannie, les haches, les potences, les gibets et les tortures? Leurs auteurs répondent-ils d'une manière négative et directe à une seule de ces importantes propositions? Non : les faits sont devant eux, l'histoire est là, et, ce qu'il leur est impossible de nier, les actes du parlement écrits en lettres de sang, dont quelques-uns ont encore force de loi aujourd'hui, tourmentent le peuple et mettent l'état en danger, existent encore pour les confondre. Mais que répondit-on donc? Soutiennent-ils hardiment que l'incontinence brutale, l'hypocrisie, la perfidie, le pillage, les haches, les potences, les gibets et les tortures sont des choses bonnes et des signes extérieurs de la pureté et de la grâce évangélique intérieure? Non : ils se taisent sur ces sujets; mais leurs critiques se portent sur les mœurs particulières des prêtres, des cardinaux et des Papes, sur les rites, les cérémonies, les articles de foi et les règles de discipline : questions dont je ne me suis point occupé et qui sont tout-àfait étrangères à mon sujet, puisque, comme l'indique le titre de mon ouvrage, je ne me suis

proposé que de prouver que la "Réforme" a appauvri et dégradé la masse du peuple d'Angleterre et d'Irlande. J'ai fait voir que ce changement de religion fut amené par quelques-uns des plus insâmes, sinon les plus insâmes des hommes qui aient jamais vécu; j'ai montré que les moyens qui furent mis en usage étaient de ceux qui révoltent la nature humaine. Jusqu'ici je ne puis recevoir aucune réponse de ceux qui ne sont pas décidés à nier l'authenticité des lois. Il me reste encore à prouver, d'après les mêmes sources, que l'appauvrissement et la dégradation furent les suites de ce changement de religion, et cela aussi-bien pour la nation considérée dans son ensemble que pour le peuple en particulier.

350. Quoique nous ayons vu que la religion "protestante" ait été complètement établie par les gibets, les tortures, etc., je dois avant d'en venir à l'appauvrissement et à la dégradation qui en furent les résultats (ce dont je donnerai les preuves les plus incontestables), je dois, dis-je, donner quelques détails sur ce que devinrent les réformateurs après qu'ils eurent établi leur système. Ce numéro va nous montrer la "Réforme" en produisant une seconde; et très-certainement avec de grandes améliorations (car chaque génération est toujours plus sage que celle qui l'a précédée.) La première n'avait été qu'une "pieuse Réforme," mais nous verrons que la seconde

fut beaucoup plus pure. La lettre suivante (ou la treizième) nous conduira à une troisième Réforme, appelée ordinairement Réforme glorieuse ou révolution. La quatorzième nous fera connaître des événemens encore plus grands, les Réformes ou révolutions d'Amérique et de France. Nous suivrons aussi facilement les traces de ces dernières jusqu'à la première "Réforme, " qu'on peut suivre les branches d'un arbre jusqu'à sa racine. Et ensuite dans l'autre ou les autres lettres nous en ferons reconnaître le fruit dans l'immoralité, les crimes, la pauvreté et la dégradation de la masse du peuple. Ce ne sera pas sans intérêt que nous verrons les Réformes ou révolutions d'Amérique et de France reprenant les principes du peuple anglais "réformé; " et, ce qui ne sera pas moins curieux, et beaucoup plus important, forçant le peuple "réformé" à cesser de tourmenter les catholiques qui avaient été harcelés sans pitié depuis plus de deux siècles.

351. La bonne et illustre Betsy, qui parmi ses autres pieuses actions distribua à ses favoris, auxquels elle ne pouvait plus donner d'églises à piller, le monopole de presque toutes les choses de première nécessité, comme le sel qui se vendait ordinairement 2 deniers le boisseau et s'éleva à 15 schellings ou environ sept livres de la monnaie actuelle (175 francs); la vierge Betsy, qui, comme le dit Witaker, avait en expirant gardé un profond silence sur son successeur et

avait laissé la probabilité d'une guerre civile comme un legs de sa méchanceté, fut cependant remplacée par JACQUES I. Cet enfant que la pauvre Marie Stuart portait dans son sein lorsque son mari Henri Stuart, comte de Darnley et ses complices massacrèrent Rizio en sa présence, comme nous l'avons vu dans le paragraphe 308. Arrivé à l'âge viril il se fit presbytérien, fut entretenu par Bess et abandonna sa mère à la fureur de cette femme implacable. Un de ses premiers actes en Angleterre fut d'élever ce Cécil, fils de l'ancien Cécil, qui avait à la vérité hérité des grands talens de son père, mais qui, comme tout le monde le savait, avait été l'ennemi mortel de la mère infortunée du nonveau roi.

352. Jacques, comme tous les Stuarts, à l'exception du dernier, était à la fois prodigue et intéressé, fantasque et crédule, faible et tyrannique; mais le principal trait de son caractère était le manque de bonne foi. Il nous serait inutile de donner des détails sur les actes de ce règne méprisable, dont les prodigalités, les débauches et la sottise préparèrent cette révolution qui arriva ensuite lorsque les réformateurs "épurés" firent ensin un martyr dont le nom put être inscrit sur les pages encore blanches du calendrier "protestant." Je passerais ce règne sous le silence, d'après le but que je me propose, si je n'étais arrêté par le complot des pou-

dres qui seul se rattache au souvenir de ce Stuart et dont je vais m'occuper plus qu'il ne mérite parce qu'il a été et qu'il est encore une source fréquente et générale d'erreurs.

353. Qu'il y ait eu un complot l'an 1605 (la seconde année du règne de Jacques), dont le but était de faire sauter en même temps le roi et les deux chambres du parlement le premier jour de la session; que des catholiques seuls y étaient engagés; que les conspirateurs étaient prêts à le mettre à exécution, et qu'ils l'avouèrent tous à la sin, ce sont autant de faits que personne n'a cherché à nier, pas plus que personne n'a cherché à nier qu'il eût été tramé dans le Cato-Street un complot qui avait pour but de faire trancher la tête à Sidmouth et à CASTLEREAGH; intention qu'avouèrent les complices jusqu'à la fin, d'abord aux officiers qui les prirent, au juge qui les condamna, et enfin au peuple qui vit tomber leurs têtes.

354. Mais de même qu'on a reproché avec autant de bassesse que de fausseté aux réformateurs du parlement d'avoir eux-mêmes préparé ce dernier acte, de même on a faussement et bassement accusé les catholiques en général d'avoir partieipé au complot de 1605. Mais quant aux conspirateurs eux-mêmes, si nous voulons connaître l'étendue de leur crime, devons-nous négliger de prendre en considération la provocation qu'ils avaient reçue? Frapper un homme

c'est l'attaquer; tuer un homme c'est commettre un meurtre : mais attaque-t-on ou commet-on un meurtre toutes les fois que l'on frappe ou que l'on tue? non : car nous pouvons en toute justice frapper et tuer un voleur. Les écrivains protestans ont avancé deux choses également fausses : la première c'est que les catholiques en général encouragèrent ou approuvèrent le complot des poudres, et la seconde c'est que ce complot fournit une preuve des principes sanguinaires de leur religion. Quant à la première, le contraire fut complètement et juridiquement prouvé par le fait; et quant à la seconde, en supposant que les conspirateurs n'ont point été provoqués, ceux de Cato-Street n'étaient certainement pas catholiques, et dira-t-on que ceux-là étaient catholiques qui firent mériter à CHARLES I une place dans le calendrier, et, remarquez-le bien, après qu'il eut reconnu ses erreurs et qu'il les eut réparées autant qu'il fut en lui.

355. Mais ces conspirateurs avaient été provoqués. Le roi, avant de monter sur le trône, avait promis d'adoucir les lois pénales, qui, comme nous l'avons vu, rendaient la vie à charge aux catholiques. Loin de là, au contraire, ces lois devinrent encore plus rigoureuses qu'elles ne l'avaient été sous le règne précédent. Toutes les espèces d'insultes et d'injures que les catholiques avaient été obligés de supporter pendant les persécutions de l'Eglise rétablie étaient en-

core outrées par ce levain de méchanceté et de férocité presbytérienne que l'Angleterre avait importé du nord, et qui avait répandu sur ce pays sacrilié des hordes innombrables des plus grands coquins et des pillards les plus insolens que Dieu eût jamais envoyés sur la terre pour la dévaster et la punir. Nous avons vu dans les paragraphes 340, 341, 342, 343, comment les maisons des catholiques riches, quirestaient fidèles, étaient pillées, nous avons vu la manière dont elles étaient visitées; dans quelle frayeur constante étaient ces hommes infortunés; comment enfin on leur enlevait leurs biens pour les punir du refus et des autres choses que l'on traitait de crimes. Nous avons vu l'ancienne noblesse de l'Angleterre dont les familles habitaient les mêmes demeures depuis des siècles et s'étaient toujours fait aimer et vénérer par leur hospitalité et leur charité, nous l'avons vue, dis-je, réduite graduellement à la mendicité par ces amendes injustes et ces extorsions exorbitantes. Mais quelle était leur position alors! On avait laissé, comme cela s'était déjà fait, accumuler les amendes sans les exiger, afin de mettre ceux qui devaient de si grosses sommes à la disposition de la couronne; et JACQUES, auquel sa prodigalité ne permettait pas de satisfaire sur ses propres finances l'avidité de ses favoris écossais, abandonna la noblesse anglaise catholique à ces favoris rapaces, qui, forts de l'autorité royale,

tombèrent avec toute leur barbarie ordinaire sur ces victimes qu'on leur sacrifiait, comme le milan fond avec rapidité sur la colombe sans défense. Ils entrèrent dans leurs demeures, visitèrent les cabinets, les tiroirs, les lits, s'emparèrent de l'état de leurs revenus, dans beaucoup de cas chassèrent leurs femmes et leurs enfans, et, avec toute l'insolence de gueux devenus riches, se firent une risée de la ruine et de la misère des personnes innocentes qu'ils avaient dépouillées.

356. La nature humaine ne pouvait pas supporter une obéissance passive plus longue; et à la fin un des gentilshommes anglais qui avaient été opprimés et insultés, Robert Catesby du Northamptonshire, résolut d'essayer de se délivrer avec ses frères de ce fléau presqu'infernal. Mais quels moyens pouvait-il employer dans l'état actuel des affaires? Il n'avait aucun secours à espérer du dehors; il ne pouvait également pas compter sur une insurrection dans l'intérieur, tant que l'autorité resterait entre les mains de ceux qui faisaient et exécutaient ces loi barbares. Il en conclut donc que s'il restait quelqu'espoir de délivrance ce ne pouvait être que dans la destruction de tous ces hommes à la fois, et pour exécuter ce projet il ne trouva pas d'autre moyen que de faire sauter le palais du parlement où tous seraient réunis le premier jour de la session. Il trouva bientôt quelques associés, mais leur nombre ne monta pas au-

delà de treize; si l'on en excepte trois ou quatre, ils appartenaient à des rangs peu élevés de la société : c'est parmi ceux-ci qu'était Guy FAWKES du Yorkshire qui avait servi dans les guerres de Flandres avec le grade d'officier. Ce fut lui qui se chargea de mettre le feu à la masse de poudre qui consistait en trente-six barils; ce fut lui qui avait résolu, s'il ne pouvait le faire autrement, de se faire sauter lui-même avec les persécuteurs de ses frères : ce fut lui qui, le 5 novembre 1605, peu d'heures seulement avant que le parlement se rassemblât, fut pris sous la voûte, ayant deux mèches dans sa poche et une lanterne sourde à son côté, prêt à exécuter son projet effroyable. Ce fut lui qui, amené devant le roi et son conseil, répondit avec fierté à toutes leurs questions. Ce fut lui qui répondit à un lord écossais du conseil, qui lui avait demandé pourquoi il avait réuni tant de barils de poudre, " pour vous faire sauter, mendians écossais, au-delà de vos montagnes natales, " et qui, par cette réponse, fit connaître la vraie cause de cette conspiration mémorable. Réponse que l'on devrait écrire devant la bouche des images de cet homme, que d'adroits coquins font brûler tous les ans, le 5 novembre, par d'imbécilles enfans. JACQUES (que ses pensées simples ont élevé au rang d'auteur) lui rendit justice, au moins sous un rapport. Dans ses ouvrages il appelle FAWKES le Scévola anglais. L'histoire nous apprend que ce fameux Romain ayant manqué son coup lorsqu'il voulait tuer le tyran qui avait asservi sa patrie, mit sur un brasier ardent la main qui s'était trompée et l'y laissa brûler tandis que ses regards défiaient le tyran.

357. On poursuivit CATESBY et les autres conspirateurs : le premier mourut avec trois de ses associés, les armes à la main, en combattant contre ceux qui les poursuivaient. Les autres (excepté Tresham qui fut empoisonné en prison) furent exécutés, ainsi que le fameux Jésuite GARNET qui n'avait à se reprocher aucun crime qui eût rapport à la conspiration : il n'en avait eu connaissance que par la confession, et au contraire il avait fait tout ce qu'il avait pu pour l'empêcher d'avoir lieu. Il fut sacrifié à ce fanatisme inflexible qui, encouragé d'abord par ce succès et d'autres semblables, finit, comme nous le verrons bientôt, par faire tomber la tête du fils et du successeur de ce même roi. Le roi et le parlement n'éprouvèrent aucun sentiment d'humanité pour les conspirateurs. Parmi les injustices faites aux catholiques ils n'avaient pas encore été exclus du parlement, et ils ne le furent que sous le règne de CHARLES II; de sorte que si le palais eût sauté, tous les catholiques présens, pairs ou membres, auraient partagé la destinée des protestans. Les conspirateurs ne pouvaient avertir les catholiques sans

exciter quelques soupçons. Ils donnèrent quelques avertissemens lorsqu'ils le purent, et ce fut là ce qui les sit découvrir à temps. Sans cela, tous les membres des deux chambres et le roi auraient été réduits en poudre; car, quoique Cécil connût le complot long-temps avant le temps où il devait être exécuté, quoiqu'il prît soin de l'entretenir jusqu'au moment où il conviendrait de le découvrir, quoiqu'il fût trèsprobablement l'auteur d'une lettre d'avertissement qui, envoyée sous l'anonyme à un noble catholique et communiquée par celui-ci au gouvernement, devint la cause ostensible de cette découverte; malgré ces faits certains, il ne paraît pas qu'il soit lui-même l'auteur de ce complot, ni qu'on puisse l'attribuer à tout autre qu'à CATESBY, dont les hommes jugeront différemment la conduite, d'après leur différence d'opinions sur l'obéissance passive et la non-résistance.

358. Je devrais m'en tenir là sur le fameux complot des poudres, mais puisqu'on l'a attribué à une manie sanguinaire que l'on dit être le fruit naturel de la religion catholique, puisque dans notre livre de prières on nous apprend, en nous adressant à Dieu, à appeler indifféremment tous les catholiques nos cruels et sanguinaires ennemis, voyons un peu ce que les protestans peuvent avoir tenté ou fait dans le même genre. Le roi Jacques, comme il l'assura luimême, fut sur le point d'ètre assassiné par ses

sujets écossais protestans, le comte Gowry et ses complices; et peu de temps après, il ne s'en fallut pas de beaucoup que les bourgeois protestans de Perth, pleins de fureur, le fissent sauter avec toute sa suite (Voy. Collier, Histoire de l'Église, vol. II). Plus tard, les protestans des Pays-Bas firent un complot pour faire sauter leur gouverneur, le prince de Parme, avec toute la noblesse et les magistrats de ces pays rassemblés dans la ville d'Anvers. Mais les protestans ne furent pas toujours malheureux dans leurs complots, et ceux qui s'y engagèrent ne furent pas toujours des individus d'une naissance obscure. Le père du roi JACQUES, roi d'Écosse, ne mourut-il pas de cette manière? Ici l'on ne donna d'avertissement à personne, et tous les serviteurs, toutes les personnes de sa suite, quelle que fût leur religion et leur sexe, furent massacrés sans remords avec leur maître, à l'exception seulement de ceux qui se sauvèrent par hasard. Et qui commit ce crime? les catholiques altérés de sang? non : mais les fils de l'évangile (c'est le nom qu'ils se donnaient) les sectateurs de ce Knox auquel on vient d'élever ou auquel on élève maintenant à Glasgow un monument. Les conspirateurs dans ce cas n'étaient pas treize hommes obscurs, et les provocations qu'ils avaient reçues n'avaient point été capables de troubler leur raison; mais bien un corps de nobles et de gentilshommes qui n'avaient

été nullement provoqués par MARIE STUART, et dont les coups étaient plutôt destinés à cette reine qu'à son mari. C'est dans les propres expressions de WITAKER que nous devons chercher à connaître ces conspirateurs : mais le lecteur ne doit pas oublier que Witaker, qui publia son ouvrage en 1790, était ministre de l'église d'Angleterre, recteur de Ruhan-Lanyhorne, dans le comté de Cornouailles, et qu'il appartenait à cette partie du clergé qui s'opposait avec le plus de force aux coutumes, aux cérémonies et aux dogmes de l'église catholique; c'était un homme vraiment honnête, aimant autant la vérité qu'il détestait l'injustice. Écoutez donc ce savant ministre parler du complot protestant des poudres sur lequel il avait fait les plus vastes recherches et répandu les plus grandes lumières (Voyez apologie de Marie, reine d'Écosse, vol. III). " Il est impossible de ne pas reconnaître le crime de cette méchante femme, ÉLISABETH et celui de cet homme infâme, Cécil : car autant qu'il nous est possible d'en juger, voici quelle était la disposition de ce drame sanglant. Le plan en fut d'abord dressé entre Élisabeth, Cécil, Morton et Murray, et l'on en confia l'exécution à LETHINGTON, à BOTHWELL et à BELFOUR. Ce fut, nous n'en pouvons pas douter, pour défendre les conspirateurs eux-mèmes, Morton et Murray, que Élisabeth fit retomber leur propre meurtre sur l'innocente

MARIE. "L'enfer lui-même, le diable qui, comme le dit LUTHER, fut si long-temps le compagnon et si souvent le camarade de lit de ce premier réformateur, a-t-il jamais rien fait qui fût aussi noir que ce complot protestant? Qu'on ne vienne donc plus nous parler de cette soif de sang de la religion catholique; et si nous devons avoir encore notre 5 novembre, que les sages disciples de Knox, les habitans de la moderne Athènes aient aussi leur 10 février. Qu'ils aient aussi (car ce haut fait appartient aux protestans) leur 30 janvier, l'anniversaire du meurtre du fils de ce même roi JACQUES. Personne ne connaissait mieux que Jacques l'histoire de la fin de son père et de sa mère. Il savait que tous les deux ils avaient été massacrés par les protestans, et surtout avec des circonstances d'atrocité dont les annales de l'infamie humaine ne présentent pas d'exemple. Aussi n'était-il pas disposé de lui-même à employer à l'occasion de ce complot des mesures violentes contre les catholiques; mais il fut bientôt entraîné par l'amour du pillage de ses favoris. C'est alors que commença à briller avec une nouvelle fureur cet esprit de " réforme " protestante qui finit par trancher les jours à son fils et son successeur, comme il avait abrégé ceux de son père et de sa mère.

359. CHARLES I, qui monta sur le trône à la mort de son père en 1625, n'ayant pas plus

de bon sens, mais paraissant plus haut et plus deposte que son père, semblait vouloir retourner en affaire de religion vers le culte et les cérémonies catholiques, tandis que ses parlemens et son peuple devenaient chaque jour de plus en plus puritains. Il s'éleva entre eux plusieurs sujets de querelles; mais le principal était la religion. Les catholiques souffraient pendant tout ce temps, et surtout ceux d'Irlande qui étaient pillés et massacrés par districts entiers, particulièrement sous Wentworth qui commit plus d'injustices qu'il n'en avait jamais été commis jusqu'alors dans cette malheureuse contrée; mais tout cela ne suffisait pas pour satisfaire les puritains, et LAUD, primat de l'église établie, avant beaucoup travaillé à élever cette église en pouvoir et en dignité, les protestans les plus purs demandèrent une autre réforme et ce qu'ils appelèrent une " réforme vraiment pieuse. "

360. Ainsi cette église protestante et ce roi protestant apprenaient donc alors que les réformes, comme les comètes, ont aussi leurs queues. Cette politique de fer de la vieille Bess qui surveillait et écrasait tous les opposans n'existait plus alors. Les puritains réunissaient artificieusement les fautes politiques qui étaient réelles et nombreuses avec les cérémonies et les principes religieux; et comme ils avaient pour eux sur le premier point la masse du peuple, qui du reste était devenu fort indifférent sur le se-

cond, à cause des changemens sans fin de croyance, ils devinrent bientôt, sous le nom de parlement, les seuls maîtres du pays; ils abolirent l'église et la chambre des lords, et enfin mirent en 1649 pendant les progrès de leur réforme vraiment pieuse leur infortuné roi en jugement, et le menèrent de là à l'échafaud!

361. Choses épouvantables, certainement, mais bien naturelles, d'après ce qui avait précédé. S'il fallait, comme le dit Burnet, un homme tel que HENRI VIII pour commencer la réforme, pourquoi n'en fallait-il pas un tel que Cromwell pour y mettre la dernière main? S'il fut nécessaire de faire périr MORE, FISHER et tant de milliers d'autres, sans oublier l'aïeule de CHARLES, accusée de trahison, pourquoi la tête de CHAR-LES eût-elle été si sacrée? Si ce fut d'après la justice que l'on confisqua les biens des monastères et que l'on chassa ou que l'on mit à mort les abbés, les prieurs, les moines et les nonnes, après avoir enlevé à ces dernières jusqu'à leurs boucles d'oreilles et leurs dés à coudre en argent, commit-on donc une si grande injustice en privant simplement de leurs titres ceux qui possédaient la propriété dont ils s'étaient emparés? Et quant à l'" église protestante, " si l'on eut le droit de l'établir sur les ruines de l'ancienne église, à l'aide des baïonnettes allemandes, des amendes, des potences et des tortures, fut-on bien injuste en en rétablissant une nouvelle sur

les ruines de celle-ci par des moyens beaucoup plus doux? Si au temps dont nous parlons, un des ministres de la bonne Bess qui avait chassé un prêtre de la reine MARIE, eût été encore vivant, et eût été obligé d'abandonner son presbytère, non poursuivi par les baïonnettes de BESS, mais en suivant les pas d'un pieux soldat de CROMWELL lisant la bible, ce ministre auraitil pu raisonnablement se plaindre?

362. Ainsi Cromwell (dont nous devons considérer le règne comme ayant duré depuis 1640 jusqu'en 1659) qui bientôt réduisit le parlement à n'être qu'un instrument dans ses mains, qui fut despote et sanguinaire, qui gouverna avec un sceptre de fer, qui fut enfin un vrai tyran, n'était rien autre chose qu'un fils naturel, comme l'aurait appelé la vierge Betsy, du corps de la réforme. Il fut cruel envers les Irlandais; il les fit massacrer sans compassion; mais à l'exception de l'acte par lequel il en vendit vingt mille aux Grandes-Indes comme esclaves, en quoi les traita-t-il plus mal que Charles pour lequel et pour les descendans duquel ils furent toujours des sujets loyaux? Cette vente n'était point aussi atroce que plusieurs des actes commis contre eux pendant les trois derniers règnes protestans; et certainement elle était loin d'être aussi odieuse et aussi horrible que l'ingratitude de l'église établie.

363. Mais la justice nous défend de passer aussi

brièvement sur le règne de CROMWELL; car nous allons voir la seconde réforme que ses auteurs ont appelée " réforme " toute pieuse, soutenir que la première réforme n'était qu'une chose à moitié faite, et que l'église d'Angleterre, telle que l'avait établie la loi, n'était que la fille de la vieille femme impure de Babylone. Cette réforme suivit la même marche que la première. Son objet principal était le pillage. Tout ce qui restait des propriétés de l'église fut alors, autant que le temps et les autres circonstances le permirent, confisqué et partagé entre les réformateurs, qui, s'ils en avaient eu le temps, auraient repris tout ce qui avait été pillé d'abord (comme ils le firent pour une partie) et se le seraient partagé de nouveau! C'était vraiment une chose curieuse de voir ces pieuses personnes chassant des terres des abbayes les descendans de ceux qui s'en étaient emparés dans la première réforme : mais ce qui était surtout curieux c'était d'entendre les évêques et les ministres crier au sacrilége lorsqu'on les chassait de leurs palais et de leurs presbytères, eux dont les prédécesseurs avaient pendant toute leur vie cherché à justifier l'expulsion des évêques et des prêtres catholiques qui avaient sur ces biens le droit de prescription et surtout celui qui leur était assuré par la grande charte.

364. Comme si l'on eut voulu faire la seconde "réforme" en tout semblable à la première,

il y eut alors un changement de religion qui ne fut opéré que par des laïques. Le clergé de l'Eglise rétablie fut calomnié, comme l'avait été celui de l'Eglise catholique; les évêques furent chassés du parlement, comme l'avaient été les abbés et les évêques catholiques. Les cathédrales furent pillées de nouveau; ces tables de CRAN-MER (mises à la place des autels) furent aussi brisées; il se sit une croisade générale contre les croix, les portraits du Christ, les tableaux religieux, les peintures sur les fenêtres des églises, les images placées au dehors des cathédrales, et les tombes qu'elles renfermaient ainsi que les églises. Comme dans la première réforme on avait détruit les livres de messe, on détruisit les livres d'église dans la seconde réforme et l'on ordonna de se servir en place d'un nouveau livre appelé le Directeur, et qui n'était rien autre chose qu'une imitation de l'Homme chrétien de HENRI VIII et du Livre de Prières de CRAN-MER. Et pourquoi ce Directeur ne le remplacerait-il pas? si le livre de messe, après avoir servi pendant neuf cents ans et après avoir été approuvé par tous les peuples a pu être détruit, certainement le livre de prières n'ayant que cent ans d'existence et n'ayant jamais été approuvé par la moitié du peuple, a bien pu l'être également. Si l'on a pu renverser le premier, et même, comme nous l'avons vu paragraphe 212, à l'aide du glaive porté par des soldats allemands, on

doit croire que l'on n'aura pas fait plus de mal en renversant le dernier à l'aide du glaive porté par des soldats anglais, à moins qu'il n'y ait, ce que l'on n'a pas encore dit, un attrait particulier pour les Anglais dans les coups du fer des Allemands.

365. Ces deux "réformes" se ressemblaient autant que peuvent le faire une mère et sa fille. La mère eut un CROMWELL, (voy. paragraphe 157) qui fut l'un des principaux agens de son œuvre, et la fille eut aussi un Cromwell; la seule différence qui existait entre eux était que l'un se nommait Thomas et l'autre Olivier. Le premier CROMWELL fut chargé de faire une pieuse réforme des erreurs, des hérésies et des abus qui existaient dans l'Eglise; et le second fut chargé de faire une réforme vraiment pieuse dans l'Eglise. Le premier CROMWELL confisqua, pilla et saccagea les biens de l'Eglise, et le dernier CROMWELL fit absolument la même chose, avec cette différence cependant que le dernier ne vola pas en même temps le bien des pauvres comme avait fait le premier; et, ce qui paraît une distinction bien juste, le dernier mourut dans son lit, tandis que le premier, lorsque le tyran n'eut plus besoin de ses services, périt sur l'échafaud.

366. Les héros de la seconde "Réforme" étaient de grands lecteurs de la bible, et presque chaque homme devint en même temps un

prédicant. Les soldats avaient rarement ce don; aussi réclamèrent-ils le droit de prêcher comme l'une des conditions auxquelles ils consentaient à porter les armes contre le roi. Chacun interprétait la bible à sa manière; ils rejetaient toutes les bibles avec notes ou commentaires. Roger North (protestant) fait connaître dans son examen les blasphèmes et les horreurs de toutes sortes commises par ces hommes qui avaient empoisonné les esprits de presque toute la multitude. De là mille espèces de crimes monstrueux : à Douvres une femme coupa la tête à son enfant, disant que, comme Abraham, elle en avait reçu un ordre spécial de Dieu. On exécuta à Yorck une femme qui avait crucifié sa mère; elle avait en même temps sacrifié un veau et un coq, et ce n'est qu'un échantillon de cette réforme toute pure. Mais pourquoi ces horreurs n'auraient-elles pas été commises? Nous voyons des meurtres dans la bible; si chaque homme doit être son propre interprête de ce livre, qui pourra dire qu'il n'agit pas d'après son interprétation? Pourquoi toutes ces nouvelles et monstrueuses sectes n'existeraient-elles pas? Si l'on peut faire une seule nouvelle religion, admettre une seule nouvelle croyance, pourquoi pas mille? Quel droit avait LUTHER de faire une nouvelle religion, CALVIN une nouvelle aussi, CRANMER d'en faire une qui différait de celles de ces deux hommes, et ensuite la bonne Bess d'améliorer

celle de CRANMER. Pouvaient-ils tous avoir le droit de faire une nouvelle religion et les soldats éclairés de l'armée de Cromwell être privés de ce droit? Les premiers avançaient tous, comme leur autorité, l'inspiration du St. Esprit. Pourquoi Cromwell et ses soldats devaient-ils être privés de l'avantage de pouvoir alléguer la même raison? Ces pauvres hommes pieux étaientils de tous les peuples de la terre les seuls qui n'eussent pas le droit de choisir une religion pour eux-mêmes et pour ceux qu'ils avaient sous leurs baïonnettes? North rapporte qu'un des pieux soldats de Cromwell vint à Edalton par la Tamise, ayant une lanterne et cinq lumières, et disant à ceux qu'il rencontrait que Dieu l'avait chargé d'un message pour eux, et qu'ils seraient damnés s'ils ne l'écoutaient pas. Il sortit une des lumières, comme le signe de l'abolition du sabbat; une seconde, comme le signe de l'abolition des dimes et des revenus de l'Église; une troisième comme le signe de l'abolition de tous les ministres et de tous les magistrats; et enfin, avec la cinquième, il mit le feu à la bible, déclarant qu'elle était aussi abolie! C'étaient vraiment là de beaux tours à jouer; mais c'était la conséquence naturelle et inévitable de la première "réforme."

367. Sous un rapport cependant ces nouveaux réformateurs différaient des anciens. Ils firent bien une nouvelle religion, commandèrent au

peuple de la suivre, et infligèrent des peines à ceux qui s'y refusèrent. Mais ces peines étaient comme des lits de plume comparés à des planches de chène, par rapport à celles qu'imposaient la bonne Bess et son église. Ils défendirent l'usage du livre de prières dans toutes les églises et dans l'intérieur des familles; ils punirent la désobéissance à cet ordre d'une amende de cinq livres pour la première offense, de dix livres pour la seconde et de trois ans d'emprisonnement pour la troisième; mais ils ne les pendaient pas, ils ne leur arrachaient pas les entrailles comme l'avait fait l'église des souverains d'Angleterre à ceux qui disaient ou entendaient la messe. Quelque méchans que fussent ces fanatiques, quelque mauvaises et injurieuses que fussent leurs actions, ils n'exercèrent jamais et ne tentèrent même jamais d'exercer dans leurs persécutions la centième partie des cruautés qu'avait employées l'église d'Angleterre; et c'est ce qu'elle sit encore aussitôt qu'elle eut recouvré son autorité après le rétablissement de Char-LES II, car elle devint plus cruelle pour les catholiques qu'elle ne l'avait été sous le règne de la bonne Bess, et cela quoique des catholiques de toutes les classes se fussent signalés autant qu'il leur fut possible, en faveur de la cause royale, pendant les guerres civiles.

368. Cela semble d'abord n'être pas naturel; mais si nous considérons que cette église d'An-

436

gleterre savait bien que ses possessions avaient autrefois appartenu aux catholiques; que les cathédrales, les églises et les colléges étaient tous l'œuvre de la piété, du savoir et du désintéressement des catholiques, pouvons-nous être surpris que ces nouveaux possesseurs qui s'en étaient rendus maîtres par des moyens que nous connaissons bien, fissent tout ce qui dépendait d'eux pour empêcher le peuple de voir, d'entendre et de respecter ceux que ces nouveaux possesseurs avaient remplacés? C'est ici la vraie et unique cause : faites disparaître les biens et l'hostilité tombera aussitôt, quoiqu'il y ait, en outre, une grande, et de leur côté, une désavantageuse différence entre un clergé marié et un clergé non marié. Le premier n'occupera jamais sur le peuple l'influence qu'obtiendra le dernier. Il y a aussi la supériorité, trop bien connue, d'instruction du côté du clergé catholique; à quoi il faut encore ajouter (ce qui n'est pas moins notoire) qu'en fait de controverse les catholiques ont toujours eu le dessus; de là l'hostilité profondément enracinée, inflexible, persévérante et implacable de l'église établie contre les catholiques, non comme hommes, mais comme catholiques. N'est-ce pas la cause pour laquelle aujourd'hui même on empèche les catholiques d'avoir des clochers et des cloches pour leurs chapelles, eux dont la religion nous a donné nos clochers et nos chapelles? Quelle pourrait être

l'autre cause pour laquelle les prêtres ne peuvent pas, même de nos jours, se montrer dans les rues ou dans des maisons particulières, avec leurs habits ecclésiastiques, lors même qu'ils doivent remplir leurs fonctions à des funérailles? Pourquoi toutes ces peines pour empêcher la religion catholique de se montrer? Les hommes peuvent prétendre ce qui leur plaît; mais les peines qu'ils se donnent prouvent tout, excepté la conscience de leur droit de la part de ceux qui se donnent ces peines. Pourquoi, lorsque les religieuses anglaises se réfugièrent en Angleterre pendant la révolution française, faire passer un bill au parlement; (comme le fit le clergé anglais) pour les empêcher de recevoir des élèves protestantes, et ne leur délivrer ce bill qu'après leur avoir fait promettre qu'elles n'en prendraient pas? Pourrait-on conclure de là que les ministres de Winchester étaient persuadés de la vérité de la religion de l'évêque de North et de la fausseté de celle de William DE WICKLAM? Les ministres de l'église anglicane sont assez tolérans envers les sectes de toutes les sortes. Ils aiment volontiers le quaker qui rejette le baptême et le sacrement; ils donneut la main à l'unitaire, et lui permettent ouvertement de combattre ce qu'ils nous disent dans le livre de prières, qu'un homme ne peut pas étre sauvé sans la foi; ils leur permettent à tous, et même aux juifs, de présenter aux bénéfices

de l'Église, et ils refusent ce droit aux catholiques, à ceux dont la religion avait fondé tous ces bénéfices.

369. Et qui peut donc douter du motif de cette haine implacable, de cette vigilance perpétuelle, de cette jalousie invétérée qui ne se repose jamais? Lorsque l'ennemi commun eut été renversé par le rétablissement de Charles II, l'église (anglicane) retomba de nouveau sur les catholiques avec plus de fureur que jamais. Ce roi qui revint d'exil pour monter sur le trône en 1660, avec plus de prodigalité encore que son père et son grand-père, eut aussi beaucoup plus de sens que tous les deux à la fois, et malgré ses débauches bien connues, ses manières populaires en firent un favori du peuple. Mais on le soupconnait fortement d'être catholique au fond du cœur, et son frère plus honnète, son héritier présomptif, JACQUES était ouvertement catholique; aussi le règne de Char-LES ne fut qu'une suite de complots réels ou supposés, et présenta une série non interrompue d'injustices, de fraudes et de faux sermens. Tous ces complots sont attribués aux catholiques, tandis que réellement ils étaient dirigés contre eux : on leur attribua même jusqu'à l'incendie de Londres qui arriva pendant ce règne, et l'on en lit encore aujourd'hui l'accusation écrite autour de la base du monument que Pope a indiqué dans ces deux vers :

Where London's column, pointing to the skies Like a tall bully lifts its head and lies.

Voici l'inscription. "Ce monument a été élevé en mémoire de l'incendie de cette ville protestante par la faction papiste, en sept., A. D. 1666, qui voulait détruire la religion protestante, l'antique liberté anglaise, et introduire le papisme et l'esclavage; mais la fureur des

papistes n'est pas encore satisfaite. "

Il est assez singulier que cette inscription ait été faite par ordre de sir PATIENCE WARD qui, comme le prouve Echard, fut plus tard convaincu de parjure. Burnet rapporte que HUBERT, papiste français, avoua qu'il avait commencé le feu; mais Higgons (rappelez-vous qu'il était protestant) prouve que Нивект était protestant, et Rapin est d'accord avec Higgons. Personne ne connaissait mieux que le roi l'horreur de ce mensonge; mais CHARLES II était un fainéant et vivait dans la débauche. Ces hommes ont toujours été insensibles et ingrats; et cet homme qui deux fois avait dû la vie à des prêtres catholiques, qui dans cinquante-deux circonstances avait confié sa vie à la merci des catholiques (dont quelques-uns étaient très-pauvres) lorsqu'il se cachait dans sa fuite, qu'on offrait des récompenses immenses à ceux qui le prendraient, et que l'on menaçait de châtimens affreux ceux qui le cacheraient, ce roi débauché, dont l'ingratitude envers ses fidèles sujets irlandais ne trouve rien de semblable dans les annales de ce vice affreux, eut la bassesse et l'injustice de laisser subsister cette inscription. Elle fut effacée par son frère qui lui succéda; mais on la rétablit après l'arrivée du Hollandais et la glorieuse révolution; et elle existe encore, quoique tout le monde sache bien, à l'exception de la dernière canaille, qu'elle ne renferme

qu'un mensonge affreux.

370. En se conduisant ainsi, en encourageant les desseins pervers de la partie fanatique de ses sujets, CHARLES II prépara de loin ces événemens qui chassèrent pour toujours sa famille du trône. Leur grand objet était de faire rejeter son frère qui était ouvertement catholique. C'était bien un projet monstrueux; mais dans le fait, ce n'était autre chose que préférer l'illégitime ELISABETH à la légitime MARIE STUART. C'était déclarer par un acte que tout ensant naturel du premier hériterait de son trône : de quel droit l'église protestante s'en serait-elle plainte, puisque son grand fondateur, CRANMER, avait travaillé de tout son pouvoir à faire priver de leurs droits les deux filles de HENRI VIII, et à placer sur le trône lady JANE GRAY? enfin lorsqu'il s'agissait d'annuler les droits d'héritage, de s'élever contre la prescription, de mépriser la sûreté des propriétés et des personnes, de violer les lois fondamentales du royaume, il n'était pas d'antécédens que ne pût fournir abondamment l'histoire de la "réforme, " et l'on peut regarder cette entreprise hardie de faire déshériter Jacques à cause de sa religion, comme un principe protestant; ce fut ce principe que quelques années plus tard on sut si bien faire valoir.

371. JACQUES II était sobre, frugal dans ses dépenses, économe dans les affaires publiques, ménageant les bourses de ses sujets, pieux et sincère; mais il était faible, obstiné et catholique, sa piété et sa sincérité ne lui permettaient pas de combattre à armes égales avec ses artificieux ennemis qui étaient en grand nombre et très-intéressés. Si la présence dans le pays de quelques missionnaires, cachés sous l'habit séculier, avait obligé à faire venir quatre mille hommes d'armes asin de protéger l'église protestante, si entendre la messe dans une maison particulière avait été regardé comme incompatible avec la sûreté de cette église, quelle devait être la destinée de cette église si le trône continuait à être occupé par un roi catholique? Il était aisé de voir que le ministère, l'armée, la flotte et toutes les places qui dépendaient du gouvernement ne seraient bientôt occupés que par des catholiques. Il était encore aisé de voir que les catholiques rentreraient peu à peu dans les presbytères et les palais épiscopaux, surtout le roi étant aussi zélé que sincère. La "Réforme" avait donné aux consciences une telle élasticité;

sous elles les hommes avaient vu tant de changemens s'opérer, que ce dernier (le remplacement de prêtres anglicans par les prêtres et les évêques catholiques) n'aurait causé que peu d'alarmes dans le peuple en général, et surtout dans les classes les plus élevées. Mais il n'en était pas de même du clergé; il vit aussitôt son danger, et quoique inactif en apparence, il ne perdit pas de temps pour se préparer à le détourner.

372. Jacques se comporta, autant que la loi le lui permit, et que sa prérogative le mit à même de dépasser la loi, d'après les principes d'une tolérance générale. Par cette conduite il obtint l'appui des sectaires; mais l'Église s'était emparée de ce qu'il y avait de bon, et elle était résolue à le conserver si elle le pouvait. D'ailleurs quoique les terres des abbayes et les autres propriétés foncières de l'église et des pauvres fussent depuis long-temps restées paisiblement entre les mains de ceux qui les possédaient actuellement et de leurs prédécesseurs, cette époque n'était pas encore si éloignée que d'habiles légistes appuyés par une armée bien organisée ne pussent trouver quelque cause de nullité çà et là dans une concession de HENRI VIII, d'E-DOUARD VI et de la vieille BETSY. Qu'ils aient pensé ce qu'ils ont voulu, il est toujours certain que les plus zélés, les plus puissans, les plus remarquables des chefs de la glorieuse révolution qui arriva aussitôt après, et qui chassa

du trône Jacques avec ses héritiers et sa famille, étaient du nombre de ceux dont les ancêtres ne s'étaient pas oubliés à l'époque où se

fit le partage des terres des abbayes.

373. Avec d'aussi puissans motifs contre lui, le roi aurait dû être excessivement prudent et très-sage. Précisément il fut tout le contraire. Il se montra très-sévère contre ceux qui s'opposèrent à ses vues, quelque puissans qu'ils fussent. Il envoya à la tour quelques évèques qui lui présentèrent une pétition insolente, mais artisicieuse; il les sit poursuivre pour un libelle, et eut la mortification de les voir acquitter. Quant à la conduite des catholiques, on ne pouvait en attendre ni prudence ni modération. Rappelezvous les amendes, les fers rougis au feu, les tortures, les gibets et les couteaux à fendre le ventre des derniers règnes, et voyez s'il n'était pas naturel que leur joie et leur allégresse fût sans bornes! Hélas! cette joie ne fut que de courte durée; car on avait fait le plan (nous ne devons pas l'appeler un complot) de forcer le roi à renoncer à ses projets de tolérance, et asin de consolider le royaume, c'est ainsi qu'ils s'exprimaient, les faiseurs de plan, sans aucun acte du parlement, et sans consulter le peuple d'une manière quelconque, invitèrent Guillaume, prince d'Orange, qui était le stadhouder de Hollande à venir avec une armée de Hollandais pour leur aider à consolider le royaume. Lorsque tout fut préparé, les soldats hollandais (que par perfidie on avait laissé venir de Torbay à Londres dans l'armée anglaise) se rendirent au palais du roi et en chassèrent sa garde; mais le roi qui avait vu consolider un souverain sous le règne de son frère, et qui n'était point tenté de se faire consolider de la même manière, s'enfuit de son palais et de son royaume, et se retira en France, au lieu de fuir dans quelque ville anglaise éloignée, et d'y rallier son peuple autour de lui. S'il eût agi ainsi, les affaires (comme le prouve la conduite ultérieure du peuple) auraient eu un autre résultat.

374. Alors arriva la glorieuse révolution ou la troisième "Réforme"; et lorsque nous l'aurons examinée dans sa marche et son accomplissement, nous verrons comment, par ses suites naturelles, elle arracha pour les catholiques si long-temps opprimés ce soulagement qu'ils n'avaient cessé de demander en vain pendant plus de deux cents ans, par des appels à la justice et à l'humanité de leurs persécuteurs.

Nº XIII.

es contraction and a contraction and a

LETTRE XIII.

Glorieuse révolution, ou troisième "réforme."

Le roi hollandais et son armée libératrice.

Crimes de Jacques II, avec des éclaircissemens.

Pureté du parlement. L'évêque protestant Jocelyn. Sydney et autres patriotes protestans.

L'acte habeas corpus. Fondation des colonies d'Amérique.

Mes Amis, Kensington, le 31 octob. 1825.

375. A la fin de la dernière lettre nous avons vu un Hollandais invité à venir avec une armée consolider le royaume. Nous avons vu les gardes hollandaises venir à Londres et chasser les gardes anglaises. Nous avons vu le roi d'Angleterre fuir pour sauver sa vie, et se réfugier en France après avoir été abandonné de sa propre armée que l'on avait séduite. Le champ se trouvant ainsi libre pour ceux qui jouaient un rôle actif dans cette affaire, nous allons voir à présent comment ils commencèrent leurs travaux, et nous trouverons qu'ils le firent aussi promptement et avec aussi peu de cérémonie que le

cœur le plus cordial, quoique protestant, eût pu le désirer.

376. Lorsque le roi fut parti, le lord-maire et les échevins de Londres, avec un petit nombre de conseillers ordinaires, et ceux des lords et des autres membres du dernier parlement du roi CHARLES qui voulurent se joindre à eux, se réunirent en février 1688 sans en avoir reçu l'ordre ni du parlement, ni du roi, ni du peuple, et se constituant en convention, ils donnèrent pour toujours la couronne à Guillaume (Hollandais) et à sa femme (sœur de JACQUES, mais qui avait encore un frère vivant); ils firent ensuite prêter au peuple un nouveau serment de fidélité, donnèrent au roi le droit d'emprisonner ceux qu'il soupçonnerait, bannirent à dix milles de Londres tous les papistes ou ceux qui étaient réputés tels et les désarmèrent par tout le royaume. Ils accordèrent à leurs nouvelles majestés les droits d'assise, les impôts fonciers et la taxe par tête, afin de pouvoir défendre le royaume; ils déclarèrent former les deux chambres du parlement, aussi légalement que s'ils eussent été convoqués selon l'usage ordinaire; c'est ce qu'ils appelèrent une glorieuse " révolution, " nom que nous autres protestans lui donnons encore aujourd'hui. Après la seconde " Réforme ", à l'époque de la réforme de CHARLES, on rendit les palais, les bénéfices et autres biens immeubles volés à ceux auxquels les très pieux

les avaient pris, excepté cependant aux catholiques irlandais qui avaient combattu pour le père du roi, qui avaient cruellement souffert pour ce roi lui-même, et qu'on laissa encore piller par les très-purs : ingratitude dont l'histoire du monde n'avait pas encore fourni d'exemple. Quoi qu'il en soit, après la restauration, on prétendit que les palais épiscopaux et les autres propriétés confisquées à leur profit pour les vraiment purs devaient rester entre leurs mains: on alléguait pour raison que si l'on révoquait ces donations on devait revoquer aussi celles de Henri VIII. Cela paraît fort juste; et voici un raisonnement que l'on put faire au clergé anglican et aux possesseurs des abbayes. Si neuf cents ans d'une possession paisible, appuyée sur la grande charte, a pu être, annulée afin de faire une "Réforme" pure, pourquoi n'aurait-on pas annulé de même une possession de cent ans et non paisible pour se procurer une "Réforme" toute pure? Comment le clergé anglican répondit-il à cet argument? Pourquoi le docteur HEYLIN qui fut recteur d'Abresford dans le Hamsphire et ensuite doyen de Westminster, qui était un grand ennemi des tout purs, quoiqu'il ne le fût pas moins des catholiques, y répond-il de cette manière dans l'épître dédicatoire qui est en tête de l'histoire de la première "réforme" où il est dit " qu'il doit y avoir une grande différence entre les acquisitions qui furent fondées sur des actes du parlement revêtus légament de l'autorité du roi, et avec le consentement et approbation des trois états, et celles au contraire qui n'ont été faites que d'après un simple vote et les ordres des deux chambres seulement." En raisonnant de cette manière on pouvait prétendre aussi que les deux chambres seules avaient le droit de déposer un roi.

377. Ce docteur mourut un peu trop tôt, car plus tard il aurait vu, non les deux chambres du parlement, mais un lord-maire de Londres, un petit nombre des conseillers ordinaires, et telles autres personnes qui voulurent bien se joindre à eux, déposséder un roi et en mettre un autre sur le trône, et cela sans avoir recu aucune autorité ni du roi, ni du parlement, ni du peuple; il aurait entendu qualifier cet acte de chose glorieuse; et, s'il eût vécu jusqu'à nos jours, il aurait vu d'autres choses également glorieuses en être le résultat direct; et quoique BLACKSTONE eût dit aux Américains qu'une glorieuse révolution ne peut pas se faire deux fois, le docteur Heylin leur aurait entendu répéter, presque mot pour mot, en les appliquant à GEOR-GES III, tous les reproches que le glorieux peuple avait faits à JACQUES II, quoique ces méchans Yankees sussent bien que depuis la glorieuse révolution le roi d'Angleterre (étant protestant) ne peut pas se tromper. L'ouvrage du docteur, écrit pour justifier la " Réforme",

convertit, comme Pierre Orléans nous le dit, JACQUES II et sa femme à la religion catholique: mais sa préface, dont nous venons de parler, ne réussit pas aussi-bien avec les protestans.

378. Nous verrons, quand il en sera temps, ce que coûta au peuple cette glorieuse révolution; mais puisque cette révolution et les actes d'exclusion qui la suivirent ne furent fondés que sur ce que la religion catholique était incompatible avec la liberté publique et la justice, passons d'abord en revue les actes de ce roi catholique, et voyons jusqu'à quel point ces actes furent pires que ceux qui ont été faits sous les rois Protestans. Puisque Guillaume et son armées hollandaise ont reçu le nom de libérateurs, voyons aussitôt ce dont, après tout, ils délivrèrent le peuple. Et ici, heureusement, nous devons consulter le livres des Actes où se trouve encore la liste des charges intentées contre ce roi catholique. Mais avant d'examiner ces charges, la justice nous oblige à noter certaines choses que JACQUES ne fit pas. Il ne fit pas venir (comme l'avait fait le protestant EDOUARD VI) des troupes allemandes dans le pays pour forcer son peuple à changer de religion; on ne le vit point, comme ce jeune saint, marquer avec un fer rouge ses sujets affamés, sur le front ou sur la poitrine, leur faire porter des chaînes comme à des esclaves, pour les punir d'avoir voulu soulager leur faim en mendiant. Il ne fit pas usage (comme

la protestante Betsy) de fouets, de perforateurs de fer, de tortures, de gibets et de couteaux à fendre le ventre, pour convertir le peuple à sa croyance; il n'imposa même pas d'amendes dans ce but : mais au contraire il fit cesser, autant qu'il fut en lui, toutes les persécutions pour cause de religion. Ah! mais je m'oublie : car nous verrons que c'est là un des crimes catholiques qu'on lui reprocha : oui, c'est une des preuves qu'il fut un tyran papiste, déterminé et intolérant! Il ne distribua pas (comme l'avait fait la protestante Bersy) différens monopoles à ses favoris, de manière à faire monter le sel, qui, de son temps valait à peu près quatre pences (8 sous) le boisseau à quatorze livres (350 fr.) le boisseau, et ainsi de suite, au point que le parlement craignit, ce qui arriva cependant sous la bonne Bess, qu'on n'établit aussi un monopole du pain. Ce sont là de ces choses que JAC-QUES, sans doute par une "bigoterie vraiment catholique", ne voulut pas faire, parcequ'elles étaient d'origine tout-à-fait protestante. Mais maintenant arrivons aux choses qu'il fit réellement, ou au moins qu'on l'accusa d'avoir faites.

379. Il n'est pas commun de voir le jugement et l'exécution précéder l'accusation; mais, soit pour une cause, soit pour l'autre, on remit à l'année suivante l'accusation de Jacques, et en attendant on donna la couronne au Hollandais et à sa femme. Peu importe: à la fin ces charges

furent connues: elles sont au nombre de douze et on les trouve dans l'acte de la deuxième session de Guillaume et de Marie, chap. 2. Nous allons les examiner les unes après les autres, ayant bien soin de ne pas oublier qu'elles renfermèrent tout ce que l'on pouvait dire contre

ce roi papiste.

1re Charge. "Il prit et exerça sans le consentement du parlement le pouvoir de dispenser de l'observation des lois, de suspendre les lois ellesmêmes et leur exécution sans le consentement du parlement." C'est-à-dire qu'il ne contraignit pas ses sujets à l'observation de ces lois cruelles qui avaient été faites contre les catholiques consciencieux pendant les règnes précédens; mais Betsy et son successeur JACQUES I ne dispensèrentils pas de l'observation des lois, lorsqu'ils admirent une composition pour les refusans? Et nous-mêmes n'aurions-nous encore vu la suspension ou la dispense d'aucune loi sans le consentement du parlement? n'y a-t-il pas eu et n'y a-t-il pas encore d'exception à la loi sur l'admission d'officiers étrangers dans l'armée Anglaise, et la concession de pensions aux étrangers par la couronne? ne suspendit-on pas de loi, lorsque la banque cessa ses paiemens en 1797? le parlement consentit-il à l'acte qui les fit cesser? et a-t-il jamais donné son consentement à ce qu'on mît des étrangers dans des places importantes ou dans le civil ou dans le militaire, ou à ce qu'on leur accordât des pensions de la couronne? Jacques suspendit-il jamais l'acte de l'habeas corpus? ses secrétaires d'état pouvaient-ils mettre en prison qui il leur plaisait, dans le cachot ou dans le donjon qu'ils choisissaient, et faisaient-ils sortir les captifs lors-qu'ils le voulaient? mais, dira-t-on, tous les actes de cette sorte qu'il fit lui-même ou par ses ministres (s'ils en firent jamais aucun) furent faits sans le consentement du parlement; et qui est assez dépourvu de sens pour ne pas voir la différence immense qui existe entre un donjon avec le consentement du parlement, et un donjon sans son consentement?

2me CHARGE. "Il renvoya et fit poursuivre plusieurs dignes prélats pour avoir demandé humblement à être excusés de ne pas concourir à ses pouvoirs usurpés. " Il les poursuivit comme des libellistes et ils furent acquittés, mais il les renvoya devant un tribunal; et pourquoi? parce qu'ils refusèrent de donner caution, et ils prétendirent que c'était une tyrannie de sa part d'exiger une telle caution! O ciel! combien d'individus ont été emprisonnés pendant les huit dernières années pour le même refus, ou pour n'avoir pu donner caution pour un libelle! Ces jours derniers encore M. Clément n'aurait-il pas été mis en prison s'il eût refusé de fournir caution, et pour un libelle écrit non contre un roi sur son trône, mais contre un professeur d'humanités protestant! et n'y a-t-il pas six actes,

adoptés par un parlement, d'où les catholiques sont exclus avec tant de soin, qui nous déclarent à nous protestans libres que telle a toujours été la loi! Et est-ce là tout? Oh non: car on peut nous bannir à perpétuité, non-seulement pour un libelle écrit contre le roi régnant, mais encore pour le moindre mot qui aurait tendance à déverser du mépris sur l'une ou sur l'autre chambre du parlement.

3e CHARGE. "Il nomma une commission chargée d'ériger une cour, appelée la cour des commissaires pour les affaires ecclésiastiques." Mais quoi! était-ce pire que l'inquisition réelle de la bonne Betsy établie sous le même nom? et, grand Dieu! n'avons-nous pas une cour semblable encore aujourd'hui? Sarrah Wallis (femme d'un laboureur de Hargrave, comté de Norfolk) ne fut-elle pas condamnée (il n'y a que neuf mois) par cette cour à payer 24. l. o s. 5 d. (600 l. 50 c.) pour s'être querellée dans un cimetière; et ne l'envoya-t-on pas en prison parce qu'elle ne payait pas; et n'y aurait-elle pas fini ses jours, puisqu'elle ne possédait pas un liard au monde, si des personnes humaines ne s'étaient mises en avant pour la faire sortir par l'insolvent acte? et cette cour ne pourrait-elle pas, d'après les actes de SAINT EDOUARD, ce jeune protestant, sur lesquels fut fondée la sentence dont nous venons de parler, condamner celui qui engage un combat dans un cimetière

à avoir une oreille coupée, et si le coupable n'a pas d'oreilles (ce qui nous en dit plus que bien des volumes sur l'état du peuple sous le protestant ÉDOUARD), à être bruilé à la joue avec un fer rouge, et en outre à être excommunié. Et n'est-ce pas pour notre avantage que les protestans de la révolution, qui dressèrent ces charges contre JACQUES, ont laissé cette loi en pleine force?

4e Charge. " Il leva des impôts pour l'usage de la couronne, sous prétexte de prérogative, à des époques et par des voies différentes de celles qu'avait fixées le parlement. " On ne prétend pas qu'il leva plus d'argent qu'on ne lui en avait accordé; mais qu'il ne fut pas exact pour le temps et la manière de le lever. Le parlement avait-il donné à Betsy le droit de lever de l'argent par la vente des monopoles, par des compositions avec les coupables et par divers autres moyens? Mais depuis quelque temps n'a-t-on pas changé d'année en année la taxe du droit du houblon? Certainement, et avec sagesse; mais je doute fort que Jacques se soit jamais écarté beaucoup de ce que prescrivait la loi, puisque tout son revenu n'excédait pas (en tenant compte de la différence de la valeur de la monnaie) au-delà de seize fois le montant du droit d'une bonne année de houblon.

5° CHARGE. " Il tint en temps de paix une armée sur pied sans le consentement du parle-

ment. " Ah! sans le consentement du parlement? bien sûr? c'était fort mal. Il n'y avait que sept ou huit mille hommes, et on n'avait jamais entendu parler auparavant d'une barraque. Mais sans le consentement du parlement! pensez à la vaste distance qu'il y a entre une baïonnette qui vient avec le consentement du parlement et celle qui vient sans ce consentement. Rappelez-vous cependant que le père de ce roi avait été détrôné et avait eu la tête tranchée par une armée entretenue avec le consentement du parlement. L'histoire ne nous dit pas si du temps de Jacques il y eut quelqu'affaire semblable à celle qui arriva à Manchester le 16 août 1819. Elle ne nous dit pas si quelqu'un des prêtres de JACQUES touchait la demisolde militaire. Elle ne nous dit pas s'il accordait la demi-paie ou la retenait à son bon plaisir et sans le consentement du parlement; de sorte que sur ce point nous n'avons aucun moyen d'établir une comparaison. Nous sommes dans le même cas pour ce qui regarde les armées étrangères, car nous ne voyons reprocher nulle part à Jacques d'en avoir amené en Angleterre, ni surtout d'avoir donné à des généraux étrangers le commandement des troupes anglaises et de la milice dans des districts entiers de l'Angleterre.

6° CHARGE. " Il fit désarmer plusieurs bons sujets protestans en même temps que des papistes étaient armés et employés contre les lois."

Six actes désarmèrent assez des sujets du roi; mais alors ceux-là n'étaient pas des bons. Ils avaient besoin d'une réforme de la chambre des communes. Et s'il est des gens qui ne comprennent pas quelle différence immense il y a entre être désarmé par la loi et désarmé par une proclamation, il est bien inutile de se fatiguer

pour eux.

7º CHARGE. " Il viola la liberté des élections des membres du parlement. " O monstruosité! quoi! aussi évidente que le soleil en plein midi. Levez-vous, ombres sacrées de Perceval et de CASTLEREAGH; venez, électeurs de Larum et de Galton; assemblez-vous tous, chastes enfans de la pureté des élections, morts ou vivans, et venez condamner ce méchant roi pour avoir violé la liberté des élections. Mais venez, car nous ne devons pas laisser passer ceci impunément. Protestans qui me lisez, croyez-vous que cette violation de la liberté des élections pour se procurer des membres qui le servissent fût un crime pour le roi JACQUES? On ne l'accuse pas d'avoir fait tout cela lui-même, par ses discours, ses propres écrits; mais de l'avoir fait avec le secours de plusieurs méchans ministres et conseillers. Bien: mais croyez-vous, mes lecteurs protestans, que cette violation de la liberté des élections fût une mauvaise chose et une preuve des méchans principes du papisme? Si vous le croyez, écoutez les faits que je vais vous rap-

porter, ils doivent trouver leur place dans un ouvrage comme celui-ci; la vérité, l'honneur et la justice veulent que je les cite ici et je le ferai aussi brièvement que possible. Sachez donc et retenez-le pour toujours, que les catholiques sont exclus du trône depuis plus de cent ans; qu'ils ont été chassés du parlement anglais depuis le règne de CHARLES II, et du parlement irlandais depuis la vingt-deuxième année du règne de Georges III; que dès-lors le parlement n'était rempli que de protestans en 1809; que, en 1779, long-temps après que les catholiques eurent été chassés du parlement anglais, la maison des communes prononça que tout ministre ou ministres ou autres personnes attachées à la couronne dans la Grande-Bretagne, qui se sert directement ou indirectement du pouvoir de sa charge pour influencer l'élection des membres du parlement se rend très-criminel, et que chercher à exercer cette influence c'est attaquer la dignité, l'honneur et l'indépendance du parlement, c'est enfreindre les droits et les libertés du peuple, c'est saper la base de notre libre et heureuse constitution. Que, en 1809, lord CASTLEREAGH, ministre et conseiller privé, ayant été accusé devant la chambre d'avoir voulu acheter un siége dans la chambre, celle-ci décida le 25 avril de cette année que bien que la chambre fût obligée à veiller en tout temps avec le plus grand soin sur tout ce qui peut compro-

mettre sa pureté, et à ne rien laisser passer qui pût être contraire à ses priviléges, dans ce cas, la tentative (celle de lord CASTLEREAGH et de M. REDING) n'ayant pas réussi, la chambre ne croyait pas qu'il fût nécessaire de prendre aucun moyen rigoureux. Que le 11 mai 1800 (seize jours seulement après cette dernière résolution), Guillaume MADOCKS, député de Borton, prononça ce qui suit : " J'affirme que M. DICK a acheté un siége dans la chambre des communes, pour le bourg de Cashel, par le moven de l'honorable HENRI WELLESLEY, qui agissait pour le trésor; que, dans une question récente et de la plus haute importance, M. Dick ayant résolu de voter selon sa conscience, le noble lord Castlereagh intima à ce gentleman la nécessité ou de voter pour le gouvernement, ou de céder son siége dans la chambre; que M. Dick plutôt que de voter contre sa conscience préféra prendre le dernier parti, et conséquemment laissa sa place vacante. J'accuse l'honorable gentleman M. Perceval, comme étant complice, et ayant participé à cette transaction. C'est ce que je m'engage à prouver par des témoins amenés devant votre barre, si la chambre daigne me permettre de les faire venir; " rappelez-vous que, après cette accusation, M. Madocks fit une motion pour que l'on sit des recherches sur cette assaire; que, après des débats, la question fut mise aux voix; qu'il y avait dans la chambre trois cent quatre-

vingt-quinze membres, tous protestans (venez tous et écoutez, vous qui accusez Jacques et la religion catholique); qu'il y eût quatre-vingthuit voix pour les recherches, et trois cent dix contre; que ce même parlement protestant, d'après la motion de ce même lord Castlereagh, fit une loi par laquelle chacun de nous peut être banni à perpétuité s'il publie quelque chose qui ait tendance à attirer du mépris sur cette même chambre; que ce lord Castlereagh était secrétaire d'état pour les affaires étrangères; qu'il continua d'être le premier ministre dans la chambre des communes (entièrement protestante) jusqu'à la fin de la session de 1822, qui arriva le 6 août de la même année; que le 12 du même mois il se coupa la gorge et se tua à Nort-Cray dans le Kent; qu'un jury nommé par la couronne déclara qu'il avait été fou; qu'il était évident qu'il avait été aliéné depuis plusieurs semaines, quoiqu'il eût dirigé la chambre jusqu'au 6 août, et quoiqu'il fût, au moment où il se tua, secrétaire d'état pour les affaires étrangères et aussi secrétaire temporaire du département de l'intérieur et de celui des colonies; que son corps fut enseveli dans l'abbaye de Westminster, que ses collègues le pleurèrent, et qu'au moment où on le descendait de la voiture, une grande masse de peuple qui était réunie poussa de grands cris de joie qui furent long-temps continués.

8e Charge. " Il fit poursuivre devant la cour

du banc du roi des causes qui n'étaient du ressort que du parlement, et il fit plusieurs autres actes arbitraires et illégaux. "C'est-à-dire, qu'il appela devant un jury, des causes que le parlement voulait garder pour lui-même! ô roi méchant et arbitraire, appeler devant un jury les hommes du parlement, au lieu de les laisser les juger eux-mêmes! Quant aux différentes autres choses arbitraires, comme elles ne sont pas spécifiées, je ne puis dire ce que c'était.

Qe CHARGE. "Il fit composer les jurys d'hommes partiaux, corrompus, qui n'avaient pas le droit d'en faire partie, et qui n'étaient pas propriétaires. " C'est très mal si c'est vrai, mais on ne cherche à en donner aucune preuve, ni aucun exemple. Au moins il n'y avait pas de jurys spéciaux, car ces derniers ne furent établis qu'après l'expulsion des rois catholiques. Sans parler de cette protestante Betsy, qui se dispensait de toute espèce de jury quand elle le voulait, qui faisait juger et punir même les vagabonds et les mutins par la loi martiale, ne voyonsnous pas à une époque aussi éclairée et aussi libérale que la nôtre, transporter beaucoup d'hommes pour sept ans sans l'intervention d'aucun jury? et même dans un très-grand nombre de cas; ainsi pour être restés plus de quinze minutes de suite hors de leurs maisons (que la loi appelle leurs châteaux), entre le coucher du soleil et son lever; eh! mais c'est avec le

consentement du parlement! oh! je l'avais oublié, c'est une réponse.

10° CHARGE. "Il a été exigé des cautions excessives (c'est donc par les juges) de personnes impliquées dans des affaires criminelles, afin d'éluder le bienfait des lois établies pour la liberté des sujets."

11e Charge. "Il a été imposé des amendes considérables, et l'on a infligé des châtimens

illégaux et cruels.

12° CHARGE. "Il promit et accorda des amendes avant la conviction et le jugement de la partie."

380. Je réunis ces trois charges. Quant aux amendes et aux cautions, il sussit de se rapporter aux règnes de la protestante Betsy et du protestant Jacques Ier. Mais si nous en venons à notre propre époque, moi-même, pour avoir exprimé l'indignation que je ressentais en voyant fouetter des milices anglaises dans le centre de l'Angleterre, sous la garde des troupes allemandes, je sus rensermé pendant deux ans dans une prison destinée aux criminels, et à l'expiration de la peine j'eus à payer une amende de mille livres (25,000 francs), et deux sûretés de deux mille livres chacune (50,000). La convention qui nous a donné le libérateur protestant ne

cite aucun cas, mais nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître la douceur de la législation des cautions dans l'affaire du révérend père en Dieu, Percy Jocelyn, évêque protestant de Clogher, frère du seu et oncle du présent duc de Roben, auquel on ne demanda que 500 livres de caution. Cet évêque protestant était accusé (conjointement avec John Movelly, soldat dans la garde à pied de Londres), sur les sermens de sept témoins, d'un crime contre nature, et se déroba au jugement en prenant la fuite. Quoique notre législation protestante des amendes paraisse si douce et si aimable dans ce cas, puisqu'elle n'exigea qu'une caution de 500 livres avec deux sûretés de chacune 200 livres, d'un évêque protestant, (accusé, sur les sermens de sept témoins, d'un crime aussi épouvantable), dont le revenu avait été depuis bien des années de 12 ou 15 mille livres par an (3 ou 400,000 fr.); quoique, disons-nous, notre législation protestante des amendes ait paru si aimable et si douce envers cet évèque et envers le soldat (complice de l'évêque), dont on n'exigea que 200 livres, avec deux sûretés de chacune 100 livres. Ce soldat ayant été aussitôt relâché n'attendit point le jugement, et comme l'évêque, il prit la fuite, bien qu'il fût porté sur les contrôles de l'armée, et que son régiment fût à Londres. Enfin, quoique nous ne puissions nous empêcher d'avouer que notre législation protestante des amendes ait montré une grande douceur dans ces cas mémorables, rappelons-nous cependant qu'elle ne fut pas toujours aussi bonne et aussi

compatissante; qu'en 1811 Jacques Byrne catholique, qui avait été cocher dans la famille Jocelyn, ayant assuré que ce même évêque protestant avait voulu commettre sur lui un crime contre nature, ce Jacques Byrne fut aussitôt emprisonné avant l'accusation, et fut mené de sa prison au tribunal comme un criminel; que, devant le tribunal cet évêque protestant déclara avec serment que Byrne l'avait accusé faussement; que Byrne fut condamné sur les sermens de cet évêque protestant, à être renfermé dans une prison criminelle pendant deux ans, à être fouctté trois fois en public et à donner une caution pour la vie de 500 l. avec deux sûretés de 200 l. chacune; que Jacques Byrne fut mené en prison après avoir été fouetté presque jusqu'à mort; que au bout des deux ans Byrne resta encore plusieurs mois en prison parce qu'il ne pouvait trouver de caution; que cet évêque protestant était alors évêque de Ferne, et qu'il fut ensuite promu à l'évêché de Clogher et nommé membre du conseil d'éducation. Ainsi nous voyons que notre législation protestante n'a pas toujours été aussi douce. Et même si nous voulions en ce moment porter nos regards dans nos prisons, nous y verrons un homme qui ne possède pas la valeur d'un liard au monde, et qui a une caution de 500 l. à payer avec deux sûretés pour la vie, et qui, je ne dirai pas peut-être, mais probablement doit terminer sa vie dans cette

prison par l'impossibilité où il est de payer son amende et de trouver les sûretés qu'on lui demande. Nous devons donc jusqu'à ce que quelqu'admirateur de la glorieuse révolution veuille bien nous fournir des renseignemens positifs sur les amendes et les cautions du règne de JAC-QUES, nous devons, dis-je, nous abstenir, par prudence, même de citer cette charge contre l'infortuné monarque, car si on les censurait avec trop de liberté, on serait peut-être interprété d'une manière qui ne serait rien moins que charitable. Mais, nous dit-on, sous son règne on infligea des punitions cruelles et contraires aux lois. Quelles punitions? vit-on des bûchers, vit-on des tortures, comme on en avait tant vu sous les règnes protestans de Betsy et de Jac-QUES I? Pourquoi sir John Cox Hippesley soutint-il dans une pétition adressée au parlement, il y a un ou deux ans, que la marche du moulin est un châtiment cruel et contraire à la loi, et cependant on l'ordonne pour les fautes les plus légères. Sir John peut s'être trompé; mais ceci nous prouve qu'il pourrait y avoir aussi deux opinions sur les châtimens du temps de JAC-QUES. Nous regrettons cependant que ceux qui ont amené le libérateur ne se soient pas donné la peine de spécifier quelques-uns de ces cas qui nous auraient mis à même d'établir, sur ce point une comparaison entre un roi catholique et un roi protestant. - Mais il accordait les amendes avant la condamnation de la partie. Réellement? mais quoi! à notre époque fortunée, sous un roi protestant, n'accorda-t-on pas d'avance les amendes aux délateurs de toute sorte? Ah! mais c'est avec le consentement du parlement! Je l'avais encore oublié. Je suis réduit au silence.

381. Telles furent les fautes du roi JACQUES; telles furent les raisons rapportées dans le livre des statuts de la glorieuse révolution pour lesquelles selon l'expression du même acte, on délivra ce royaume du papisme et du pouvoir arbitraire, et l'on empêcha la religion protestante d'être entièrement renversée. Et puisqu'elle fut aussitôt suivie de l'exclusion perpétuelle du trône pour les catholiques et ceux qui épouseraient des catholiques, il est évident que cette révolution fut complètement protestante, et que cet événement fut un résultat direct de la "Réforme." Puisqu'il en est ainsi, je devrais actuellement examiner quelles furent les conséquences de ce grand changement qui fut la troisième réforme, et surtout de ce qu'il nous coûta. Mais il est encore quelques points que de faux rapports et des préjugés vulgaires reprochent à ce malheureux roi catholique qu'il me faut examiner. On dit que ce fut lui qui conseilla à son frère tous les actes de son règne qui ont été regardés comme mauvais, et surtout la mort de lord Russel et de ALYERNON SIDNEY pour cause de haute trabison.

382. Comment avons-nous pu être trompés sur ce point? Pendant long-temps je regardai ces deux hommes comme deux victimes innocentes. Mais la recherche de la vérité et l'abandon de tout ce qui sent le roman m'a bien appris le contraire. Les protestans sous le règne de CHARLES II ne cessèrent de tramer des complots papistes et de faire arriver à l'échafaud et au gibet d'innocens catholiques par les machinations les plus diaboliques; ayant toujours soin de refuser au roi la prérogative de pardonner à leurs victimes ou d'adoucir leur châtiment. Mais à la fin le roi acquit les preuves irrécusables d'un complot protestant. Pendant qu'il était malade, un complot avait été fait pour déposer son frère par la force des armes si le roi venait à mourir. Le roi recouvra la santé; mais les conspirateurs ne s'en tinrent pas là. Ils firent le projet de se soulever contre le gouvernement, de faire venir une armée de protestans écossais, et ensin d'effectuer alors cette troisième " Réforme" qui n'arriva, comme nous l'avons vu, que quelques années plus tard. Russel et Sidney étaient deux des principaux chefs de ce complot protestant. Russel ne voulut pas nier qu'il eut pris part à la conspiration; le seul objet de sa plainte fut que la condamnation n'était pas conforme à la loi; mais on lui dit, ce qui était vrai, qu'elle était parfaitement d'accord avec de nombreux antécédens pris des jugemens des

conspirateurs papistes! Arrivé au lieu de l'exécution, Russel ne nia point sa faute, mais il ne l'avoua pas explicitement. La partie de son jugement qui ordonnait qu'on lui arracherait les entrailles tandis qu'il serait encore vivant, et qu'il serait écartelé, fut remise à l'intercession de sa famille par le roi, qui, en consentant à leurs prières, dit finement " milord Russel verra que j'ai la prérogative qu'il jugeait à propos de me refuser pour lord Strafford."

383. Quant à Sidney, il avait été l'un des plus influens dans l'œuvre de la purification sous le dernier règne, et il avait fait partie de la commission qui jugea CHARLES Ier et le conduisit à l'échafaud, quoique au rapport de ses amis, il n'eût pas pris part à ce jugement. Lors de la restauration de CHARLES II, il s'était retiré à l'étranger; mais comme il confessa les erreurs de ses premières années, et qu'il promit d'être loyal à l'avenir, ce roi entraîné par un frère papiste lui pardonna, quelque grandes que fussent ses fautes, et cependant il conspira de nouveau contre le gouvernement de ce roi, ou tout au moins, pour priver du trône ce même frère, et cela par la force des armes, par une révolte contre le roi qui lui avait pardonné, et sans craindre de plonger de nouveau dans toutes les horreurs d'une guerre civile ce même pays qu'auparavant il avait contribué à ravager. Si jamais mortignominieuse sut méritée, ce sut certainement

celle de Sidney. Il ne nia pas et il ne pouvait pas nier que la conspiration eût existé, et qu'il en fût un des principaux chefs. Il ne se plaignit que d'une chose, de l'évidence employée contre lui. Il n'y avait dans ses actes qu'un seul témoignage verbal, et la loi de l'Angleterre en veut deux dans le cas de haute trahison. Mais c'est ici qu'un reste de pudeur (si cela est possible) devrait rougir le front de ceux qui injurient les papistes : car cette même loi, cette loi qui a sauvé la vie à tant d'innocens, cette loi qui mérite de la part de chaque Anglais la plus vive reconnaissance pour son auteur, cette loi était due à la reine MARIE, cette papiste que d'adroits fripons ont habitué des générations à appeler la sanguinaire et qui fut l'épouse de ce Philippe II que nos fourbes ont voulu aussi nous faire regarder comme un papiste sanguinaire.

384. Comme Sidney avait tant d'attachement pour cette loi papiste, et qu'il n'y avait réellement qu'un seul témoignage contre lui; comme il ne pouvait pas supporter l'idée de mourir sans avoir deux témoignages contre lui, les avocats du roi (qui étaient protestans, faites-y attention, et qui avaient tous abjuré les détestables erreurs du papisme) imaginèrent de lui en procurer une couple, en cherchant dans son secrétaire, et en trouvant un second témoignage contre lui dans ses propres papiers! ce fut en vain que dans son procès il s'arrêta toujours sur

ce défaut. Personne n'ignorait que des centaines de catholiques avaient souffert la mort avec bien moins de raison que l'on n'en avait contre lui. Ce misérable subterfuge ne pouvait être approuvé de personne; et l'opinion générale de tous les hommes de sens et de justice fut qu'il avait reçu ce qui lui était dû, mais rien de plus.

385. Nous nous sommes occupés de la bonne vieille cause pour laquelle Hampden mourut sur le champ de bataille et Sidney sur l'échafaud. Combien avons-nous été crédules, et surtout combien l'ai-je été moi-même! mais, dira-t-on, ces protestans n'avaient en vue que l'insurrection et l'introduction des armées étrangères. Et quel autre crime reprocha-t-on à O'Quigly il y a environ vingt-sept ans? Quels autres reproches fit-on à Shearses et à lord Edward Fitzgerald et à Watt, et à Downic, et à Despard et à tant d'autres? Que reprocha-t-on de plus à Thistliwood, à Ings, à Brunt et à Tidd? rien de plus, et même beaucoup moins. Et s'ils furent condamnés, ce ne fut pas pour avoir attenté à la vie du roi, mais à celles de ses ministres : crime qui n'est devenu de haute trahison que depuis le règne du protestantisme et sous un parlement d'où les despotiques papistes ont été complètement exclus. Il y eut un nommé Keyling, qui, de conspirateur protestant se fit dénonciateur, et qui, afin de donner plus de force à son témoignage, fit entrer son propre beau-frère

parmi les conspirateurs pour les trahir et les dénoncer à la justice. Bon: mais n'avons-nous pas eu aussi nos Castlese, nos Olivier et nos Edouard, et M. Brougham n'a-t-il pas dit dans la chambre des communes que tant qu'il y aura dans le monde des hommes tels que Ings, on y trouvera des Edouard? Il n'est cependant aucun historien, quelque protestant, quelque ennemi qu'il soit de la mémoire de Charles et de Jacques, qui ait jamais eu l'impudence de les accuser l'un ou l'autre d'avoir employé et récompensé des gens qui en excitassent d'autres à commettre des crimes de haute trahison, et les amenassent à l'échafaud.

386. On a dit, et je crois avec vérité, que CHARLES II avait, à une époque, fait un traité pécuniaire avec le roi de France pour rétablir l'église catholique en Angleterre. Mais n'avait-il pas autant le droit d'en agir ainsi, qu'EDOUARD VI de faire venir des troupes allemandes pour détruire l'ancienne Église qui avait duré pendant 900 ans, et qui était consacrée par la grande charte? Et si CHARLES a eu l'intention d'obtenir ce changement à l'aide de troupes françaises, quel droit ont de s'en plaindre ceux qui trouvent bon que l'on ait fait venir des troupes hollandaises pour consolider le royaume? Mais après tout, si c'était un si grand crime de la part d'un roi papiste d'Angleterre de faire un traité pécuniaire avec le roi de France, traité sur lequel le roi ni les catholiques ne se sont jamais appuyés, quel nom donnerons-nous donc au protestant et anti-catholique Sidney, à Hampden le jeune, à Armstrong et à plusieurs autres qui étaient vraiment pensionnaires de bonne foi et payés de ce même roi de France? fait qui est devenu irrécusable d'après les mémoires de Dalrymple, page 315 de l'appendice.

387. Mais si l'on fait retomber sur JACQUES tout ce que l'on appelle les méchans actes du règne de son frère, nous ne pouvons, en toute justice, lui réfuser le mérite des bonnes actions de ce même règne. C'est de ce règne que nous tenons l'acte de l'habeas corpus que Blackstone appelle la seconde grande charte de la liberté anglaise. Ce règne nous offre encore beaucoup d'actes qui tendent à assurer les libertés et tous les droits du peuple; et quand cet acte eût été le seul, n'eût-il pas suffi pour prouver que le peuple n'avait rien à craindre d'un roi incliné vers le papisme. Ainsi ces tyrans papistes Charles et JACQUES ont cédé d'un seul trait de plume, par une seule signature de Charles, toutes les prérogatives qui leur donnaient le droit qu'avaient eu leurs prédécesseurs, de faire mettre leurs sujets en prison et de les y faire rester par un ordre seulement du ministre. Était-ce donc là une preuve de cette disposition à l'arbitraire dont nous les entendons accuser tous les jours? Nous nous vantons sans cesse de ce fameux acte de

l'habeas corpus; mais avons-nous jamais été assez reconnaissans pour observer qu'il nous vient de ceux contre lesquels Russel et Sidney conspirèrent, et dont le dernier fut enfin chassé de son palais par les gardes hollandaises en 1688?

388. Cet acte fut-il jamais suspendu pendant les règnes de ces rois papistes? jamais; pas même un seul jour : mais aussitôt que la glorieuse révolution ou troisème " réforme " arriva, le libérateur hollandais fut autorisé par la convention protestante, qui ne travaillait qu'à renverser ce pouvoir arbitraire, à mettre et à tenir en prison tout anglais que lui ou ses ministres pourraient soupçonner. Mais pourquoi chercher des exemples si loin? N'avons-nous pas vu nousmêmes la seconde grande charte de la liberté anglaise suspendue pendant sept ans de suite; et en outre n'avons-nous pas vu le roi et ses ministres autorisés à emprisonner qui il leur plairait, dans le cachot ou dans le donjon qu'ils désigneraient, à priver les prisonniers de toute communication avec leurs amis, leurs femmes, leurs maris, leurs pères, leurs mères et leurs enfans; à leur refuser l'usage des plumes, de l'encre, du papier et des livres, à leur refuser le droit d'être confrontés avec leurs accusateurs, la spécification de leurs crimes et le nom de leurs accusateurs; à les faire sortir de prison lorsqu'ils voudraient sans aucun jugement, et enfin à exiger d'eux une caution pour leur

bonne conduite, et tout cela, remarquez-le bien, sans leur donner le nom des témoins qui déposaient contre eux, ni sans leur faire connaître la nature de leurs fautes? C'est là ce que nous avons vu dans nos temps chéris du protestantisme, tandis que les tribunes de nos chambres et les chaires de nos églises retentissent des louanges de la glorieuse révolution qui nous a délivrés du papisme et de l'esclavage.

389. Un des mémorables événemens des règnes de ces rois papistes, ce fut l'établissement des provinces (aujourd'hui états) de l'Amérique. Sous le règne de la bonne Bess sir Walter Raleigh, ce favori si dissolu, qui sous le règne suivant perdit sur l'échafaud une vie qu'il aurait dû y perdre trente ans plus tôt, avait tenté de faire un établissement en Virginie; mais il avait complètement échoué. Ces établissemens ne sirent que peu et même très-peu de progrès : ce ne fut que sous celui de CHARLES II que l'on accorda des chartes et des lettres-patentes, que la propriété devint réelle, et que la population et la prospérité augmentèrent. Ce fut un grand événement, grand en lui-même, mais plus grand encore par ses conséquences dont plusieurs se sont déjà fait sentir, dont nous en éprouvons quelques autres en ce moment, et dont il en reste pour l'avenir d'une bien plus grande importance.

300. Toutes ces belles colonies furent fondées

par ce roi incliné vers le papisme et par son frère vrai papiste. Deux d'entre elles, les Carolines, ont reçu leur nom du roi lui-même; une autre, et c'est aujourd'hui la plus considérable de toutes, New-York, fut ainsi appelée du nom du frère du roi, qui était duc de la ville qui porte ce nom dans la vieille Angleterre. Tels furent les hommes qui fondèrent ces colonies, les plus belles et les plus heureuses que le soleil ait jamais éclairées et échauffées sur la terre. Elles furent fondées par les papistes, qui donnèrent d'eux-mêmes, de leur propre mouvement, selon l'expression de la loi, ces chartes et ces lettres-patentes, sans lesquelles ces contrées ne seraient peut-être encore aujourd'hui que de vastes déserts. C'est donc de ces rois papistes que nous tenions nos colonies; mais qui nous les a fait perdre? on ne dira pas au moins que ce furent ces rois papistes tant de fois injuriés et calomniés. Nos ancêtres catholiques avaient à différentes époques conquis à l'Angleterre plusieurs parties de la France. Le protestant EDOUARD VI perdit Boulogne et la protestante Betsy troqua Calais et le comté d'Oye pour 100,000 couronnes, et ainsi mit son sceau protestant à l'expulsion définitive de l'Angleterre hors du continent européen. Après un autre règne protestant, le plus honteux que l'on puisse citer, vinrent ces deux rois papistes auxquels nous devons les colonies qui étaient plus que la

compensation des pertes faites en Europe. Alors arriva cette glorieuse révolution qui fournit tous les principes à l'aide desquels au bout de soixante-dix ans cette compensation nous fut arrachée, et, bien plus, devint un état, un puissant état maritime, dont le nom seul fait pâlir aujour-d'hui ces mêmes Anglais (qu'ils en disent ce qu'ils voudront) autrefois si fiers et si audacieux.

391. Dans la prochaine lettre, après avoir jeté nos regards sur les tourmens infligés aux catholiques (irlandais et anglais) sous les règnes de GUILLAUME, d'ANNE et des GEORGES, nous suivrons les traces de cette troisième réforme jusqu'à la quatrième; nous montrerons que malgré les beaux raisonnemens de Blackstone, les actes de la réforme pouvaient très-bien être imités; nous verrons que la liste des charges contre JACQUES, dressée par le lord-maire de Londres, les échevins, les conseillers et d'autres. pouvait aussi bien servir en 1776 qu'en 1688. Nous verrons cette troisième réforme produisant dans sa marche ce monstre en législation, cette nouvelle espèce de tyrannie inconnue jusqu'alors appelée les bils des châtimens et des amendes qui sont d'origine purement protestante; et nous verrons ensin que cette fameuse et glorieuse révolution, toute protestante qu'elle était, amena, quoiqu'elle eût traversé l'Atlantique pour l'aller chercher, cette aurore de la liberté que les catholiques commencèrent à apercevoir à la

fin d'une longue nuit du plus cruel esclavage qui avait duré plus de deux cents ans. Mais, de peur de l'oublier plus tard, je dois faire remarquer ici, et prier le lecteur de remarquer avec soin que, de ces colonies, les seules qui s'abstinrent complètement de toutes persécutions religieuses, les seules qui, dès le moment de leur établissement, proclamèrent la liberté religieuse, furent celles qui avaient été accordées par des lettres-patentes du duc d'Yorck (depuis le catholique JACQUES II), à lord Baltimore, seigneur catholique, et à Guillaume Penn qui souffrit un long emprisonnement pour son attachement à ce roi papiste. Nous verrons encore toutes les colonies déclarer unanimement qu'elles trouvaient dans la conduite d'un roi protestant tous les actes qui peuvent appartenir à un tyran. Mais nous devons surtout retenir que les colonies fondées par les catholiques et par Penn, partisan de Jacques, furent les seules qui, depuis le commencement jusqu'à la fin, proclamèrent et maintinrent strictement la liberté complète en fait de religion; et quand? lorsque les protestans de la mèrepatrie persécutaient cruellement et sans relâche les catholiques depuis plus de cent ans.

No. XIV.

LETTRE XIV.

TRIOMPHE DE GUILLAUME SUR JACQUES ET LES CA-THOLIQUES. BESOIN D'ARGENT POUR FAIRE UNE GUERRE CONTRE LE PAPISME. PROJET D'EMPRUNT DE FONDS PUBLICS DE BURNET. ORIGINE DES BAN-QUES ET DES BANK-NOTES. ÉNORMES IMPÔTS, DROIT D'EXCISE, BILL SEPTENNAL. ON VEUT TAXER LES Américains. Ils se révoltent malgré la doc-TRINE DE BLACKSTONE. REPROCHES OU'ILS FONT A GEORGES III.

Kensington, le 28 déc. 1825. Mes Amis,

392. Nous avons vu dans la lettre précédente que la troisième " Réforme " appelée ordinairement glorieuse révolution vint directement de la seconde "Réforme"; actuellement nous allons voir que la quatrième " Réforme " appelée révolution d'Amérique fut produite directement par la troisième "Réforme." Dans cette lettre nous nous attacherons à montrer combien le peuple anglais a déjà été châtié; combien plus sévèrement encore il doit l'être par la suite : résultat funeste de ces différentes réformes qui ont toutes été produites par la première réforme aussi naturellement que la tige et les branches de l'arbre sont produites par les racines.

393. Rappelons-nous que le roi Jacques et ses descendans furent privés du trône parce qu'ils étaient catholiques, et n'oublions pas en même temps qu'Alfred-le-Grand était catholique; que ces rois d'Angleterre qui firent la conquête de la France et gagnèrent le titre de roi de France que Georges III a abandonné, étaient aussi catholiques. Mais ce qui doit surtout ici fixer notre attention, c'est que JACQUES, Anglais, fut mis de côté, qu'on éleva sur le trône à sa place Guillaume, Hollandais, et que les héritiers de JACQUES furent aussi privés de leur droit au trône, parce qu'ils étaient catholiques aussi bien que lui. Ayant toujours ces faits présens à l'esprit, nous verrons ce qui arriva ensuite; la marche que suivit la "réforme" protestante jusqu'à l'époque où elle produisit la dette, les banques, les acheteurs de rentes et la révolutien d'Amérique.

394. Jacques trouva des partisans fidèles dans ses sujets irlandais qui combattirent pour sa cause avec cette bravoure et ce mépris de la vie dont tant d'irlandais ont donné des preuves. Mais avec le secours des armées hollandaises et allemandes, le libérateur finit par triompher de Jacques et des Irlandais, et tout le royaume se soumit à

son gouvernement. Il n'est pas nécessaire de dire ici que dès ce moment les catholiques furent condamnés à souffrir des châtimens jusqu'alors inconnus, et que si leur croyance n'a pas cessé d'exister dans le royaume, on ne peut s'empêcher de l'attribuer à un soin particulier de la Providence. L'oppression sous laquelle ils avaient gémi pendant les règnes précédens avait cependant déjà été assez terrible : mais alors commenca contre eux une série d'actes tels que le monde n'avait encore rien vu de semblable. Plus tard je donnerai un léger aperçu de ces actes que nous verrons aller toujours en augmentant pour le nombre comme pour la sévérité, et nous présenter à la fin une telle masse de châtimens que l'idée seule en fait frémir, quand tout à coup, dans la 18º année du règne de Georges III, arriva la révolution américaine, fille de la révolution anglaise, et qui (voyez la justice de Dieu) fut le premier relache de cette législation sanguinaire.

395. Mais comment la révolution américaine a-t-elle été amenée par la révolution glorieuse du libérateur hollandais? Question très à propos et de la plus grande importance, mes amis, à laquelle mon devoir m'oblige de répondre de la manière la plus complète et la plus satisfaisante; car elle appartient entièrement à mon sujet. Nous verrons la révolution d'Amérique avoir les résultats les plus étonnans; nous de-

vons donc rechercher avec le plus grand soin sa véritable origine; ce qui est d'autant plus important que d'après le calcul des probabilités humaines, l'Angleterre doit encore recevoir de ces pays des coups bien plus terribles qu'aucun de

ceux qu'elle a déjà eu à supporter.

396. Le libérateur protestant avait amené avec lui une armée hollandaise pour soutenir la nation anglaise : ensuite il fallut supporter les dépenses et massacres d'une guerre civile pour être délivrés du papisme; mais tous les maux qui en résultèrent ne furent rien si on les compare à ce qui arriva ensuite : tels étaient les châtimens qui avaient été destinés à la nation pour bien des âges, dont plusieurs sont encore à venir, et doivent avoir des effets que l'esprit humain ne peut calculer de sang froid.

307. Le roi JACQUES avait été reçu en France, comme nous l'avons vu. Louis XIV le traitait comme roi d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. Guillaume en avait conçu une violente haine contre Louis, et c'était l'Angleterre qui devait payer cette haine. Tous ceux qui avaient contribué d'une manière remarquable à amener le libérateur se trouvaient alors exposés aux mêmes chances que lui. Ils étaient forcés de se conformer à ses désirs et de lui céder en tout. Ils n'avaient voulu, disent les historiens, donner la couronne qu'à sa femme, parce que, comme elle était fille de JACQUES, ce changement ressemblait moins à une révolution qu'en donnant la couronne à un homme tout-à-fait étranger : mais Guillaume leur dit en propres termes qu'il ne voulait pas tenir son pouvoir par les cordons d'un tablier. Lorsque ce débat eut duré pendant quelque temps, il trancha court avec eux en leur déclarant que s'ils ne lui donnaient pas la couronne, il s'en retournerait en Hollande et les laisserait à leur ancien souverain. Il n'en fallait pas davantage; ils lui accordèrent la couronne sans hésiter, et trouvèrent bientôt qu'ils s'étaient donnés, non-seulement un libérateur, mais aussi un maître.

308. Les mêmes raisons qui les avaient forcés à se soumettre ainsi au libérateur les engagèrent encore avec lui dans sa guerre contre la France. JACQUES était en France, une grande partie de son peuple était encore pour lui; si la France restait en paix avec l'Angleterre, on ne pouvait empêcher les communications. Dès-lors la guerre avec la France était donc absolument nécessaire pour que Guillaume conservât le trône; et si ce trône lui était arraché, que deviendraient ceux qui avaient obtenu de lui, pour prix de leurs services, des concessions immenses de terres de la couronne et différens autres émolumens énormes dont ils ne pouvaient pas espérer de garder la moindre des choses si JACQUES était rétabli? Et même, dans ce cas, leurs propres biens et leur vie couraient un grand danger

et un très-grand danger, car ce que l'on avait appelé une glorieuse révolution aurait reçu un nom bien différent; et ce nom n'eût pas été un simple nom : il est à croire qu'il aurait servi à appuyer la conduite qu'on aurait tenue, et probablement il n'y aurait eu qu'un très-petit nombre des principaux acteurs qui seraient venus à bout de se sauver. Il ne faut pas oublier non plus les possesseurs des immenses propriétés de l'Église fondée et dotée par nos pères. La confiscation de ces biens ne remontait pas à une époque si éloignée qu'elle eût été complètement oubliée. Les traditions se conservent long-temps, personne n'ignorait ce qui s'était passé : tous avaient entendu dire à leurs aïeux que l'Église catholique entretenait tous les pauvres, que le peuple s'en trouvait mieux; et tous sentaient aussi que l'Angleterre avait perdu au change. Dès-lors si Jacques était rétabli, les possesseurs de biens d'églises, clercs ou laïques, pouvaient avoir des craintes assez fondées.

399. Ainsi toutes ces personnes si fort intéressées au maintien d'un tel état de choses, et qui étaient aussi les plus puissantes dans le royaume, penchèrent pour la guerre avec la France qu'elles regardèrent avec raison comme absolument nécessaire pour que Guillaume conservât le trône et qu'elles pussent jouir tranquillement de leurs grandes propriétés, sans qu'elles eussent rien à craindre pour leurs pro-

pres vies. Dès-lors cette guerre aurait dû être appelée guerre entreprise pour conserver les propriétés de l'Église, les biens de la couronne et d'autres grands gains à leurs possesseurs actuels. Mais ceux qui font les guerres, comme ceux qui confisquent les propriétés de l'Église et des pauvres, savent ordinairement trouver un beau nom : aussi ils ne manquèrent pas de dire et de proclamer que cette guerre n'avait pour but que de conserver la religion protestante, et d'empêcher le retour du papisme et de l'esclavage. C'était vraiment une guerre contre le papisme, et quoiqu'elle ait été suivie de résultats terribles pour la nation, elle eut tous les effets qu'en attendaient ceux qui l'avaient excitée. L'histoire de cette guerre sous le rapport militaire est de peu d'importance pour nous. Elle fut en effet sous ce rapport assez honteuse, mais elle remplissait le grand objet que s'étaient proposé ses auteurs : elle ne fit aucun tort à la France, elle ne débarrassa pas Guillaume de Jacques et de son fils, mais elle identifia dans l'esprit du peuple anglais leur ancien roi et son fils avec les ennemis extérieurs de l'Angleterre; c'était ce que voulaient les fauteurs de cette guerre, ce fut ce qu'ils obtinrent complètement. En vain le roi Jacques protesta qu'il ne voulait aucun mal à l'Angleterre; en vain il voulut rappeler au peuple qu'il avait été forcé de se retirer en France; en vain il déclara que les Français n'avaient d'autre but que de le rétablir dans ses droits. Ils le virent en France; ils virent les Français combattre pour lui et contre l'Angleterre; c'en fut assez : les hommes ne raisonnent pas dans une telle position, et c'est ce que savaient très-bien les auteurs de la guerre.

400. Mais quoique la passion aveugle facilement les hommes, quoique même un honnête sentiment puisse faire taire la raison, il est rare que l'on vienne à bout de réduire ainsi la bourse au silence : et cette guerre entreprise pour défendre la religion protestante et empêcher la rentrée du papisme et de l'esclavage commença bientôt à faire sentir ses funestes effets sur des objets qui sont devenus pour ainsi dire une partie essentielle de l'organisation humaine. Les dépenses de cette fameuse guerre, point de papisme.... Grand Dieu! quels maux ce cri plein d'horreur et d'hypocrisie n'a-t-il pas causés à notre patrie!... les dépenses de cette fameuse guerre, point de papisme, furent énormes. Les impôts durent donc être en rapport avec ces dépenses : le peuple qui déjà payait quatre fois plus d'impôts que sous le gouvernement de Jacques commença non-seulement à murmurer, mais même à donner des preuves non douteuses du regret qu'il avait d'avoir été délivré. La France était puissante, le roi de France était généreux et zélé, et l'état des affaires n'était rien moins que rassurant. On usa d'abord assez amplement de la force autant que la loi et la suspension de la loi put le permettre. A la fin on trouva un moyen de se procurer de l'argent, et qui avait l'avantage de paraître ne pas prendre de force, cet

objet si précieux, la bourse.

401. Le parlement fit en 1694, la cinquième année du règne de Guillaume et de Marie, un acte (chap. 20) dont le titre est conçu dans les mots suivans; mots que tout homme devrait graver dans sa mémoire, mots qui furent funestes à la paix et au bonheur de l'Angleterre; mots qui annonçaient le plus grand fléau dont aucune partie de la création de Dieu eût jamais été affligée. " Cet acte a pour but d'accorder à Leurs Majestés plusieurs taxes et droits sur le tonnage des vaisseaux et des navires, sur la bière, l'aile et les autres liqueurs, et d'assurer des récompenses et des avantages spécifiés dans ledit acte, à ceux qui avanceront volontairement la somme de quinze cent mille livres destinée aux frais de la guerre contre les Français; " cet acte désigne ensuite certains droits qui seront consacrés au paiement de l'intérêt de cette somme de quinze cent mille livres; il indique la manière dont on doit souscrire, le mode que l'on suivra pour le paiement des intérêts et des annuités, et ensin il promet que si toute la somme est souscrite avant le temps, on donnera aux souscripteurs une charte sous le titre de gouverneur et compagnie de la banque d'Angleterre.

402. C'est de là que vinrent les emprunts, les fonds, les banques, les banquiers, les bank-notes et la dette nationale, toutes choses inconnues à l'Angleterre avant cette guerre faite pour défendre la religion protestante établie par la loi; sous lesquelles elle avait parcouru avec gloire un grand nombre de siècles, et avait été le pays le plus célèbre et le plus heureux du monde; chose dont elle n'aurait même jamais pu entendre parler sans ce que l'on nomma audacieusement la "réforme: " puisque de tous temps, prêter de l'argent à intérêt, c'est-à-dire pour en retirer du profit, ce qui veut dire recevoir de l'argent pour l'usage de l'argent, avait été et est encore une action contraire aux principes de l'église catholique; et jamais, parmi les chrétiens, on n'entendit parler d'une semblable spéculation avant ce que l'on nomme impudemment la " réforme. M. O' Callaghan a montré dans son excellent petit ouvrage que j'ai eu l'honneur de republier l'hiver dernier, et qui devrait être entre les mains de tous les hommes et surtout des jeunes gens, que les anciens philosophes, les pères de l'église, les deux testamens, les canons de l'église, les décisions du Pape et des conciles, sont tous d'accord sur ce point et déclarent que c'est pécher que de prendre de l'argent pour l'usage de l'argent : en effet on ne songea point à ce genre de commerce avant que le brutal

Henri VIII, eût rejeté la suprématie du Pape; les juifs le faisaient, mais alors les juifs n'avaient aucun droit civil; on ne les laissait exister que par une simple tolérance; ils pouvaient être renfermés ou bannis, ou même vendus au bon plaisir du roi; on les regardait comme une espèce de monstres qui se vantaient de descendre en droite ligne et de conserver les opinions de ceux qui avaient mis à mort le fils de Dieu et le Sauveur des hommes; on ne leur permettait pas de pratiquer ouvertement leurs blasphêmes; s'ils avaient des synagogues elles étaient inconnues au peuple, et ces êtres horribles étaient obligés de se cacher eux-mêmes les dimanches et les jours de fète. On ne leur permettait pas de souiller par leur présence les rues ou les routes, les jours consacrés à la dévotion publique. Chez des hommes aussi dégradés on tolérait l'usure, qui consiste à recevoir de l'argent pour l'usage de l'argent, précisément comme on tolère pour la même cause l'inceste entre les chiens.

403. Je ne sais pas jusqu'à quel point l'esprit de l'usure a pu se répandre parmi les catholiques eux-mêmes, et ce fait n'est d'aucune importance pour ce qui m'occupe dans ce moment. Il est certain qu'avant la "réforme" on ne savait pas ce que c'était parmi les chrétiens que de recevoir de l'argent, ou un gain quelconque, simplement pour l'usage de l'argent. Il serait

facile de montrer que cette méthode entraîne nécessairement de très-grands malheurs, mais nous verrons assez de ces malheurs à la fin; qu'il nous suffise dans ce moment de remarquer que cette usure nationale, qui fut inventée alors pour la première fois, est venue de la "réforme."

404. Non-seulement cette horrible invention, l'usure, ou système d'emprunt public, fut une invention protestante; non-seulement elle vint de la "réforme, " non-seulement elle fut établie dans le but spécial de fournir aux dépenses d'une guerre entreprise pour la conservation de cette église anglicane contre les efforts du papisme, mais son inventeur Burnet fut l'avocat le plus insatigable qu'ait jamais eu la " réforme. " Ainsi non-seulement ce projet fut une invention des protestans pour nuire aux catholiques, que Dieu adopta dans sa sagesse comme un fléau, et qui devait être le plus terrible des fléaux pour les protestans eux-mêmes; non-seulement il devait à la fin inspirer à l'église " établie par la loi " des craintes très-vives, mais ce qu'il y a de plus remarquable c'est que, pour remplir ces différens buts, c'était l'instrument le plus propre que l'on pût trouver au monde.

405. Burnet, dont le premier nom était Gilbert, fut d'abord ministre politique. Il devint bientôt historien, mais des plus infidèles; il se fit Écossais et reçut à la fin les remercîmens du parlement pour son histoire de la "réforme,"

c'est-à-dire pour la masse la plus honteuse de mensonges et d'absurdités dont on ait jamais souillé le papier; en sorte que l'instrument était le plus propre que l'on eût jamais pu trouver sur la terre à l'avènement de Jacques II. Cet homme se retira en Hollande où il devint secrétaire de Guillaume (plus tard libérateur) et où il se lia de correspondance et de projets avec les glorieux révolutionnaires de l'Angleterre. En 1689, l'année qui suivit la délivrance, le libérateur le fit évêque de Salisbury pour le récompenser de ses services dans la glorieuse révolution.

406. C'était l'homme du monde le plus propre à inventer ce qui pouvait être un fléau pour l'Angleterre. Quoiqu'il fût devenu évêque il n'en était que plus ardent à la politique; et lorsque, au moment de commencer la guerre point de papisme, on fut arrèté par le besoin d'argent, et que les craintes, que j'ai exposées dans le paragraphe 400, devinrent très-sérieuses, ce fut cet évêque de l'église " établie par la loi " qui inventa, qui conseilla et qui, poussé par le libérateur, fit adopter le projet d'emprunter, d'hypothéquer les taxes, et d'engager la propriété et le travail des générations futures. Belle délivrance! Mais ce projet, outre les grands avantages de ménager la bourse du peuple et d'apaiser son mécontentement pour l'énormité des impôts, avait encore un autre but et bien plus important, car il forçait tous ceux qui avait de l'argent à prêter, à désirer de voir se maintenir le nouveau roi, la nouvelle dynastie, et toutes les concessions et les gains de la glorieuse révolution. Tel fut le but permanent de ce projet,

point de papisme.

407. Voilà précisément ce qu'il faut bien comprendre, car c'est là la vraie cause de nos craintes actuelles, de nos dangers et de nos misères. JACQUES II et son fils avaient été écartés du trône parce qu'ils étaient catholiques : une glorieuse révolution avait été opérée; et les principaux auteurs de cette révolution avaient des possessions immenses qui avaient appartenu au public ou à l'Église. Si JACQUES remontait sur le trône; tous ces biens leur seraient indubitablement enlevés avec tous leurs titres de noblesse, tous leurs évêchés, et enfin tout ce que le libérateur leur avait accordé; et comme le libérateur pouvait venir à mourir, il fallait que ces grands possesseurs, ces fauteurs glorieux prissent soin, si c'était possible, que JACQUES ou son fils ne pussent pas être les successeurs de GUILLAUME. Le parlement fit plusieurs actes pour remédier à ce danger; mais l'expérience avait montré que, dans quelques cas, les actes du parlement n'étaient que d'un faible secours, lorsque la masse du peuple leur était opposée; dès-lors il fallait quelque chose qui liát la multitude à la nouvelle dynastie : le cri, point de papisme, avait bien quelque force, mais il n'en avait point assez pour contrebalancer ce que, dans des temps plus modernes, Castelereagh eut l'insolence d'appeler l'ignorante impatience des impôts : impatience par laquelle les Anglais de toutes les époques se sont toujours fait remarquer.

408. Le libérateur, tous ceux qui avaient contribué à le faire venir, et tous ceux qu'il avait engraissés ou élevés, étaient, comme je l'ai déjà dit, embarqués sur le même navire; mais la masse du peuple n'était pas encore ainsi embarquée, et en effet il n'y en avait encore qu'une petite partie. Mais si tous ceux, ou une grande partie de ceux qui avaient de l'argent à prêter pouvaient, par l'espoir d'un grand gain, être amenés à prêter leur argent à intérêt au gouvernement, il était facile de voir que si on pouvait les amener là, toutes ces personnes seraient aussi embarquées sur le même navire; et que toutes appartenant nécessairement à une classe qui jouissait d'une grande influence dans la communauté, elles seraient les partisans les plus zélés du libérateur, et deviendraient les soutiens, les complices de la révolution qui venait d'avoir lieu.

409. Ce fut dans cette vue que l'on inventa le système d'emprunt public : il présentait deux avantages : il fournissait de l'argent pour la guerre, point de papisme, et il attachait au gouvernement, point de papisme, toutes ces personnes qui désiraient placer leur argent à un

taux très-élevé; et comme cela est ordinairement, ces personnes appartenaient à la classe du peuple qui est la plus avide, la plus intéressée, la plus vile et la moins patriotique. Le projet, qui du reste était bien digne de l'esprit de l'évêque protestant Burnet, réussit complètement: il mit le libérateur à même de faire la guerre, point de papisme ; il attacha au parti du libérateur et de ceux qui l'avaient amené ces hommes intéressés et insensibles qui avaient de l'argent. Le projet accomplit bien ce qu'on s'était proposé : mais grand Dieu! quel fléau ne prépara-t-il pas aux générations futures! que de troubles, que de commotions, que de souffrances il préparait à un peuple dont les chefs, dans un moment d'embarras, eurent recours à de tels moyens pour faire fouler aux pieds ceux qui n'avaient pas commis d'autre crime que de rester fermement attachés à la foi de leurs pères!

410. La somme que l'on emprunta d'abord n'était qu'une bagatelle. Elle trompait par son apparente modicité: mais il s'en fallait de beaucoup qu'ils voulussent s'arrêter à cette niaiserie. Les inventeurs savaient bien où ils en voulaient venir; leur désir était d'hypothéquer graduellement l'Angleterre tout entière, toutes les terres, toutes les maisons, enfin toutes les autres propriétés et même tous les genres d'industrie, à ceux qui prêteraient de l'argent à l'état: bientôt la somme se trouva considérablement augmen-

tée; et avant la fin de la glorieuse guerre, point de papisme, l'intérêt seul de la dette, l'intérét annuel montait à 1,300,000 l. par an ; ce qui déjà était une somme beaucoup plus considérable que les impôts que l'on payait sous le règne du catholique JACQUES II! Ainsi on venait d'établir pour toujours un nouvel impôt; ainsi seulement pour cette glorieuse révolution que l'on n'avait faite que pour se débarrasser d'un roi catholique, on établit, et pour toujours, de nouveaux impôts qui seuls étaient plus considérables que tous ceux levés par ce roi catholique! telle est la justice de Dieu! Le traitement qu'éprouvaient les catholiques à cette époque était horrible : la masse du peuple anglais ou l'approuvait, ou n'y faisait aucune attention. Quoique ce projet financier n'eût été inventé par un évêque protestant que pour chasser entièrement du royaume la religion catholique, cette religion y subsiste cependant encore : bien plus, les catholiques y sont plus nombreux que les sectateurs d'aucune autre religion. Et cependant ce projet si plein de ruse, si profond, a dès son origine fait paraître des essaims de juifs, de quakers, d'usuriers de toute sorte, et les a engraissés des richesses de l'Angleterre, jusqu'à ce qu'enfin il ait produit, ce que le monde n'avait pas encore vu, la famine au milieu de l'abondance! Oui, certainement c'est là le tableau que nous présentons au monde! Les ministres de l'Église " établie " font à Dieu, dans tous les temples, des remercimens pour l'abondance des récoltes, tandis que le peuple à qui nous les devons est plus mal nourri et plus mal habillé que ne le sont les criminels dans les prisons!

411. Mais n'anticipons pas sur l'avenir : nous verrons plus tard les derniers effets probables de cet affreux projet. Actuellement il nous reste à voir comment ce projet, avec la glorieuse révolution dont il était le fruit, a amené la révolution d'Amérique, ou la quatrième reforme qui a eu deux grands résultats. Le premier fut la séparation d'une vaste et importante partie des possessions de l'Angleterre; le second, la création d'une nouvelle puissance maritime et marchande, capable de lui disputer cet empire de la mer, qui depuis tant d'années lui a procuré une si grande gloire, et sans lequel elle doit devenir en Europe une puissance du second ordre. Tels furent les résultats de la révolution d'Amérique. Voyons donc à présent ce qui a produit cette révolution, ou plutôt voyons comment elle est venue directement de la glorieuse révolution, des ses guerres et de son emprunt, point de papisme.

412. L'invention de Burnet réussit très-bien dans le premier moment : elle empêcha la nation d'écouter les avertissemens de ceux qui annonçaient les malheurs qu'il devait entraîner ; tous ceux qui étaient intéressés dans les fonds

devinrent les défenseurs des impôts; le riche se trouvait vivre aux dépens du pauvre sans éprouver aucun sentiment d'humanité pour ceux qui supportaient tout le poids des taxes. Enfin la nation se trouva divisée en deux classes, ceux qui payaient les taxes et ceux qui les mangeaient; mais ces derniers étaient soutenus par le gouvernement. Un des droits les plus précieux du peuple anglais avait toujours été qu'on ne pourrait lui imposer aucune taxe sans son propre consentement. Tel fut toujours, dans les temps catholiques, le grand principe du gouvernement anglais; on le trouve expressément et très-explicitement exprimé dans la grande charte que l'on devait surtout aux soins d'un archevêque catholique de Cantorbéry; mais comment pouvait-on espérer que ce grand principe serait observé, lorsqu'une grande partie des riches vivaient eux-mêmes sur les taxes; quand les uns recevaient ce que donnaient les autres; quand ensin la communauté était complètement divisée en deux parties dont l'une avait un puissant in térêt à garder ce qui était ruineux pour l'autre?

413. Les impôts furent donc toujours en augmentant, et la dette suivit la même marche. L'intérêt du protestantisme demandait d'autres guerres, et produisit d'autres guerres civiles. Les impôts augmentaient rapidement, et c'est ce que le peuple ne pouvait aimer. A l'époque de la glorieuse révolution on avait décidé que

l'on convoquerait le parlement une fois au moins tous les trois ans, et l'on avait regardé cette concession comme l'une des grandes conquêtes de la glorieuse révolution. Une autre grande conquête était qu'aucun pensionnaire de l'état, du gouvernement, ne pourrait siéger dans la chambre des communes. Ces deux points furent arrêtés et mis au nombre des lois; on les présenta au peuple comme de grandes conquêtes faites par la révolution glorieuse. Mais le dernier de ces actes fut bientôt révoqué, et depuis, les pensionnaires et les fonctionnaires n'ont cessé de siéger dans la chambre des communes. Quant à l'autre acte, celui qui assurait au peuple un nouveau choix tous les trois ans au moins, c'était une loi de la plus grande importance. Dans le nouvel état de choses, au milieu des impôts et des dettes, dans une position où chaque année l'on avait besoin de nouveaux impôts, il fallait absolument de nouveaux parlemens, de nouveaux choix à de courts intervalles pour donner au peuple une chance d'éviter les impôts accablans, et en effet toutes sortes d'oppressions; ensin ce sut le seul moyen de désense que conserva le peuple.

414. Mais pour soutenir ce nouveau système, il fallait encore abattre jusqu'à cette barrière de la liberté et de la propriété; et ce fut la première année du règne de Georges, en 1715, que cette loi, cette loi de vie, ce pacte solen-

nel entre la dynastie protestante et le peuple fut annulé et aboli pour toujours. Les trois ans furent changés en sept, et cela par les hommes mêmes que le peuple avait choisis pour ne siéger que trois ans! Ainsi des hommes nommés par le peuple pour siéger pendant trois ans décidèrent qu'ils siégeraient pendant sept; qu'euxmêmes resteraient sept années, et que ceux qui les avaient nommés ne pourraient plus choisir que ceux qui d'après le bon plaisir du roi siégeraient pendant sept ans!

415. Nous ne devons pas ici donner un libre cours à notre indignation et à notre juste colère, cela nous serait inutile : nous devons conserver notre calme. Mais rappelons-nous bien que ce n'est pas des catholiques que nous tenons cet acte qui nous a châtié d'une manière si terrible ; ils n'y contribuèrent en aucune manière ; et outre qu'il passa sous la nouvelle dynastie protestante, cet acte, dont on ne trouve rien de semblable dans l'histoire du monde, il fut encore dirigé spécialement contre la religion de nos pères! Grand Dieu! que n'a pas souffert la nation! que n'a-t-elle pas encore à souffrir de cette hostilité! A peine trouverait-on une seule grande calamité parmi celles qui ont accablé le peuple anglais pendant les trois derniers siècles dont on ne pût facilement trouver la cause dans cette source fatale.

416. Mais cette loi de la septennalité, cette

mesure qui est sans analogue, et qui a produit des effets si désastreux, nous devons en connaître l'original même, n'en pas perdre un seul mot; car ici nous trouvons vraiment une loi antipapiste, et aujourd'hui même nous en ressentons les funestes effets, et probablement les ressentirons-nous encore pendant long-temps. Voici les propres expressions de cet acte mémorable.

417. "Vu que dans et par un acte du parlement passé dans la sixième année du règne de leurs feues majestés le roi Guillaume, et la reine MARIE (d'heureuse mémoire) et qui est intitulé, Acte pour la réunion fréquente et la convocation du parlement, il fut décidé, entre autres choses, que pour l'avenir tout parlement qui aurait été convoqué, assemblé ou tenu, ne pourrait exister pendant plus de trois ans au plus, et que l'on compterait du jour pour lequel le parlement serait convoqué; vu que l'expérience a prouvé que cette clause avait paru très-nuisible et très-gênante en occasionnant de beaucoup plus grandes et plus fréquentes dépenses pour l'élection des membres du parlement, et des animosités plus longues, plus violentes que tout ce qui était arrivé avant cet acte, vu que si les choses restaient en cet état, surtout lorsqu'une faction inquiète et papiste ne cherche que les moyens d'exciter la révolte au dedans, et d'attirer une invasion du dehors, la paix et la sécurité du gouvernement seraient gravement

compromises; le roi par et avec l'avis et le consentement des lords laïques et ecclésiastiques, et des communes rassemblées dans le parlement, a résolu que ce présent parlement et que tous les parlemens qui par la suite seront convoqués, assemblés ou tenus, siégeront pendant sept années, mais non plus long-temps, et à dater du jour où ce présent parlement ou tout autre parlement sera convoqué par les voies ordinaires, à moins que Sa Majesté, ses héritiers ou ses successeurs ne jugent à propos de dissoudre ce présent parlement ou tout autre parlement à venir. "

418. Nous la retrouvons donc encore ici cette turbulente faction papiste; ainsi c'est à cause des desseins et des projets d'une faction papiste que l'on enlève au peuple tout entier ses droits les plus précieux! Quel désordre pouvait causer une simple faction dans une élection? fausses imputations! mensonges! Le peuple, la masse du peuple, gémissant sous le poids énorme des impôts, avait perdu toute affection pour le nouvel ordre de choses. Ils étaient fortement disposés à retourner à leur ancien état; on soupconnait, et en effet on savait bien qu'à la première élection ils auraient choisi de tous côtés des membres dont les sentimens fussent en rapport avec les leurs; on se résolut donc à ne pas leur en laisser le pouvoir. On vint à bout d'exécuter le projet que l'on avait conçu, projet dont nous

avons ressenti les effets jusqu'à nos jours; mais rappelons-nous surtout que nous devons cet acte destructeur de la liberté anglaise à la haine contre la religion de nos pères : cette religion pendant le règne de laquelle le parlement ne fut jamais rassemble sans qu'il y eût une nouvelle chambre des communes ; cette religion à laquelle se rattachaient tous les droits civils et politiques du peuple, cette religion sous laquelle, tant qu'elle fut dominante, ceux qui la pratiquaient n'entendirent jamais parler de parlement pour sept ans, pour trois ans ou même pour un an; mais virent, toutes les fois que le parlement était convoqué, élire une nouvelle chambre des communes pour cette session, mais non plus long-temps.

419. Après l'adoption de l'acte de la septennalité le peuple perdit presque tous les droits qu'il avait eus sur la levée des impôts et sur l'emploi des deniers publics; aussi les taxes augmentèrent-elles prodigieusement, l'excise qui avait commencé à se montrer sous les derniers règnes protestans et dont on ignorait jusqu'au nom dans les temps catholiques, prit alors la forme sous laquelle nous la voyons; alors les châteaux des Anglais furent soumis à la visite des employés de l'excise. Les choses suivirent cette marche jusqu'au règne de Georges III, époque à laquelle, au moyen des guerres, point de papisme, et d'autres mesures pour conser-

ver la religion protestante "établie par la loi," la dette s'était élevée de 1,500,000 livres à 145,682,844 livres; l'intérêt annuel qui montait à 4,840,821 livres équivalait à peu près à quatre fois le montant annuel des impôts sous le règne du papiste Jacques II. En même temps la somme des taxes annuelles s'était élevée à 8,744,682 livres, c'est-à-dire à environ huit fois ce que Jacques levait chaque année sur

ce même peuple!

420. Aujourd'hui quoique beaucoup d'Anglais montrent assez d'ardeur dans leurs discours contre le papisme, ou contre beaucoup d'autres sujets, ils montrent cependant bien moins de zèle et d'activité quand on s'adresse à leur bourse. La nation sentit vivement le poids de ces fardeaux; mais elle ne recut aucun soulagement, parce qu'elle avait bien mérité d'être ainsi traitée. Le peuple porta avec amertume ses regards vers les heureux temps qui n'étaient plus; la noblesse s'aperçut bientôt, non sans honte et sans crainte, que ses biens commençaient à passer tranquillement (comme Swift le leur avait prédit), dans les mains des juifs, des quakers et autres changeurs d'argent créés par la guerre, point de papisme, et par le projet de l'Écossais Burnet; mais il était trop tard pour regarder en arrière; et d'ailleurs n'était-il pas affreux surtout pour des hommes d'anciennes familles et qui ne manquaient pas d'orgueil de prévoir cette ruine certaine et non éloignée? Ils auraient alors consenti volontiers à prendre des mesures pour réparer les maux causés par les projets de Burnet, mais ces désirs furent toujours contrebalancés avec efficacité par le même motif qui avait fait créer la dette, la nécessité d'embarquer et de tenir embarqués de grandes masses de capitalistes dans le même navire que le gouvernement.

421. Dans cet embarras, d'une part le danger de diminuer l'intérêt de la dette, et de l'autre le danger de continuer de payer cet intérêt, on eut recours à un nouveau projet que l'on espéra devoir obvier en même temps à ces deux dangers : c'était d'établir de nouveaux impôts sur les colonies américaines, et de leur faire supporter une partie et peut-être à la fin la somme entière de la dette, point de papisme. Alors arriva la quatrième " réforme " qui fut la suite des mesures qu'avait nécessitées l'accomplissement de la glorieuse révolution, dont elle suivit les principes et la conduite avec exactitude: commençant par une convention assemblée sans l'autorité du roi, du parlement ou du peuple, élevant des chess d'accusation contre le roi, déclarant coupables de haute-trahison ceux qui lui restaient attachés, et finissant par rejeter son autorité; annulant même pour toujours ses droits et ceux de sa famille, et, ce qui est le plus remarquable, faisant paraître la première aurore de soulagement aux yeux des catholiques d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, qui avaient souffert si long-temps. Je laisse à exposer plus tard ce que ces hommes, nos compatriotes, eurent à éprouver pour le crime d'être restés fidèles à la religion de leurs aïeux et des nôtres; maintenant je vais donner le commencement et les suites de cette quatrième "Réforme."

422. Les gentlemen septennaux n'avancèrent d'abord que lentement dans le projet qu'ils avaient formé de faire passer la dette de dessus leurs épaules sur celles des Américains. Ils imposèrent une taxe sur le thé et un droit de marque sur plusieurs choses qui étaient en usage aux colonies; mais ils avaient affaire à un peuple adroit et clairvoyant et qui n'avait pas moins de sang froid que de bravoure et de résolution. Les Américains avaient vu les dettes, les fonds, les impôts et une soumission abjecte envahir par degrés le peuple anglais, et ils résolurent de s'opposer en même temps à tous ces désastres. Les capitalistes n'y étaient pas comme en Angleterre des possesseurs d'actions et de rentes sur l'état. Ils n'étaient pas, comme les capitalistes d'Angleterre, embarqués sur le même navire que le gouvernement. S'ils l'avaient été, il y aurait eu plus d'hésitation de leur part au moment de la résistance. S'ils s'étaient laissés surprendre dans les filets trompeurs de Burnet, les Américains aujourd'hui seraient à peine connus dans le monde; ils ne seraient que des bandes de pauvres diables condamnés au travail par des maîtres fiers et insolens. Heureusement pour eux, ils n'avaient point été entraînés dans les piéges funestes de l'évêque écossais, et dès-lors ils prirent la résolution définitive de ne plus se soumettre aux ordres du parlement septennal.

423. Il est assez curieux qu'ils se soient donné aussi-bien que le glorieux peuple le nom de whigs; mais les partisans de la septennalité étaient aussi des whigs; en sorte qu'à cette époque on vit des whigs opposés à des whigs. En Angleterre on entend par whig celui qui approuve l'expulsion de JACQUES et de ses héritiers. En Amérique un whig est celui qui est opposé à Georges et à ses héritiers. Les whigs anglais se formèrent une convention; ceux d'Amérique firent de même. Les whigs d'Angleterre publièrent une déclaration qui contenait, comme nous l'avons vu, paragraphe 379, les chefs d'accusation reprochés à JACQUES. Ceux d'Amérique en firent autant contre Georges. Ces chefs d'accusation étaient au nombre de douze : ce nombre est, à ce qu'il paraît, agréable aux whigs, car les whigs d'Amérique eurent aussi douze chefs d'accusation contre Georges. Nous avons vu dans le paragraphe 379 ce que les protestans reprochaient à un roi papiste; il ne sera pas moins beau pour nous de voir ce que les protestans et les catholiques reprochaient à un

roi protestant. BLACKSTONE en justifiant la glorieuse révolution eut bien soin de dire que la même chose ne pourrait plus jamais arriver; et les septennaux déclarèrent, et même je crois par un acte, que le roi, pour l'avenir (étant dès-lors protestant) ne pourrait pas faillir. Alors les Américains trouvèrent fort dur qu'on les empèchât de faire ce qui avait été si glorieux pour les Anglais. BLACKSTONE leur avait dit que pour justifier une autre révolution, il fallait absolument que toutes les mêmes circonstances s'y rencontrassent, non une partie seulement, mais toutes. Il faut non-seulement que le roi désire renverser les lois, non-seulement qu'il commette des actes de tyrannie, mais il doit être catholique, il doit avoir le dessein de renverser la religion protestante, et enfin avoir abdiqué son autorité en se retirant hors du royaume; en sorte que, d'après ce légiste, il était impossible qu'il y eût jamais une nouvelle révolution glorieuse, puisque deux de ces circonstances devaient nécessairement ne plus se trouver à l'avenir : car il ne pouvait plus y avoir de roi catholique, et d'ailleurs le roi ne pouvait plus faillir.

424. Malheureusement hélas! ces whigs protestans n'écoutaient pas Blackstone quoiqu'il eût parlé avec tant de pitié des écoles où régnaient "l'ignorance et la superstition des moines." Ils pensèrent, et bien plus, ils dirent qu'un roi

protestant pouvait faillir et même avait failli. Ils pensèrent, ou au moins ils dirent qu'un roi n'abdique pas seulement son autorité lorsqu'il sort de son royaume, mais aussi lorsqu'il n'y est jamais allé; enfin ils dressèrent à la glorieuse leurs chefs d'accusation contre leur roi protestant, le feu roi Georges III; et comme les chefs d'accusation contre Jacques II étaient consignés dans un acte du parlement, ceux contre le roi Georges III le furent aussi dans un acte du congrès qui passa le jour mémorable du 4 juil-let 1776. Voici ces différentes charges:

425. "L'histoire du roi actuel de la Grande-Bretagne n'est qu'un tissu d'injustices et d'usur-pations répétées qui ont toutes pour objet direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces états. Pour le prouver il nous suffira d'exposer

les faits à un monde impartial.

1º "Il a refusé des lois nécessaires pour l'organisation de vastes districts, à moins que les habitans de ces districts ne consentissent à abandonner le droit de représentation dans la législature, droit inestimable pour eux, et qui n'est formidable qu'aux tyrans.

2º "Il a convoqué les assemblées législatives dans des lieux inusités, incommodes et éloignés de ceux où sont déposés leurs actes dans le but seul de forcer les membres par la fatigue à ac-

céder à ses mesures.

3º " Il a dissous plusieurs fois les chambres

représentatives pour s'être opposées avec fermeté à ses empiétemens sur les droits du peuple.

4° "Il a entravé l'administration de la justice en refusant son assentiment à des lois qui établissaient des pouvoirs judiciaires.

50 " Il a fait dépendre les juges de sa propre volonté pour les titres de leurs places, le

montant et le paiement de leur salaire.

6° "Il a créé une multitude de nouvelles places, et envoyé des essaims d'officiers pour harasser notre peuple et dévorer sa substance.

7º "Il a maintenu parmi nous, en temps de paix, des armées sur pied, sans le consen-

tement de nos représentans.

8° "Il a affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant, et même de le mettre au-

dessus du pouvoir civil.

9° "Il s'est entendu avec d'autres pour nous soumettre à une juridiction étrangère à notre constitution, et non reconnue par nos lois, donnant son assentiment à leurs prétendus actes de législation.

10° "Il nous a imposé des taxes sans notre

consentement.

de l'avantage d'être jugés par un jury, et il a abdiqué son autorité sur ces états en nous déclarant privés de protection et en nous faisant la guerre. A chaque nouvelle oppression nous avons demandé par des pétitions et dans les

termes les plus humbles le rétablissement de nos droits: mais on ne répondait à nos fréquentes pétitions que par des injustices plus fréquentes encore. Le prince dont le caractère ne se fait connaître que par tous les actes qui appartiennent à un tyran, ne peut être le chef d'un

peuple libre. "

426. Maintenant la justice due à la mémoire du feu roi veut que nous affirmions qu'ici il y a plusieurs exagérations monstrueuses et surtout à la fin : mais la même justice ne veut-elle pas aussi que nous examinions avec soin les reproches faits à Jacques II? Cependant notre but dans ce moment est de rechercher non si les principes de l'une de ces révolutions étaient mieux fondés que ceux de l'autre, mais si la dernière révolution vint directement de la première; et je crois qu'après la lecture de cette lettre il n'est personne qui pût balancer un instant à se prononcer pour l'affirmative.

427. Je devrais à présent montrer que la révolution française, ou la cinquième " réforme " fut le résultat immédiat de la révolution américaine, et ensuite j'aurais à récapituler les conséquences de ces diverses réformes; mais je me trouve arrivé à la fin de cette lettre.

Nº XV.

LETTRE XV

LA RÉVOLUTION D'AMÉRIQUE PROCURE DU SOULAGE-MENT AUX CATHOLIQUES. PERSÉCUTION JUSQU'AU RÈGNE DE JACQUES II. L'ÉGLISE ANGLICANE S'OP-POSE A LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE. CODE PÉNAL HORRIBLE, QUE LA CRAINTE FORCE ENFIN A ADOU-CIR. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE FAIT MODIFIER LE CODE DE NOUVEAU. CODE PÉNAL TEL QU'IL EXISTE MAINTENANT. RÉSULTAT DE LA RÉFORME POUR CE QUI REGARDE LA RELIGION.

Mes Amis, Kensington, le 31 janv. 1826.

428. Nous avons passé en revue les actes de la " réforme " depuis son origine sous le règne de Henri VIII jusqu'à la révolution d'Amérique. Il ne nous reste plus qu'à la suivre jusqu'à nos jours, époque qui renferme la révolution française. C'est ce que je me propose de faire dans cette lettre; et dans la suivante je prouverai la proposition que j'ai avancée, savoir qu'avant ce qu'on a appelé " la réforme, " l'Angleterre était plus puissante et plus riche, et que le peuple était plus libre, mieux nourri et mieux habillé et avait plus de mœurs qu'à aucune époque depuis cet événement. Je terminerai cette lettre par une liste de toutes les abbayes, des prieurés et des autres propriétés qui, d'après la grande charte, appartenaient à l'Église et aux pauvres, et furent prises par les réformateurs. Je les diviserai par comtés et donnerai les noms de ceux auxquels on les accorda.

429. La révolution d'Amérique qui, comme nous l'avons vu, fut la suite directe des mesures que l'on avait adoptées en Angleterre afin d'écraser les catholiques et de faire disparaître pour toujours leur religion, finit, en dernier résultat, par faire du bien aux catholiques, en déterminant le peuple anglais à adoucir, pour sa propre sûreté, ce code pénal qui pendant si long-temps les avait châtiés; mais avant de parler de la cause immédiate, des moyens et du degré de cet allégement, jetons d'abord un coup d'œil sur cet horrible code : ce monstre en législation, qui surpassa par la manière dont il viola les préceptes de l'humanité et de la justice tout ce qui a pu dans le monde recevoir le nom de loi.

430. Nous savons avec quelle cruauté les catholiques furent traités sous les règnes de la bonne reine Bess et de Jacques I. Nous connaissons les amendes, les pillages, les voleries et les punitions corporelles auxquels ils étaient exposés;

mais quoique dès cette époque le code pénal rédigé contre eux fût capable de faire frissonner l'homme le plus intrépide, nous sommes cependant obligés de le regarder comme une douceur quand nous voyons la férocité qu'il développa plus tard. Nous avons vu que les catholiques furent mis à l'amende, tourmentés, chassés, volés, pillés sous le règne de la bonne Bess. Nous avons vu les mêmes horreurs se continuer sous son successeur immédiat, avec cette différence toutefois qu'on donna alors les Anglais à piller aux Écossais. Nous avons vu que Charles I, pour lequel ils combattirent vaillamment contre CROM-WELL, les traita aussi cruellement que les deux premiers. Nous avons vu que Charles II les abandonna avec l'ingratitude la plus noire aux persécutions de l'église " établie par la loi. " Nous avons vu que les protestans eurent la bassesse et le roi l'indignité de souffrir que l'on placât une inscription mensongère sur le monument de Fisch-Street-Hill, dans la ville de Londres, quoique lord CLARENDON (dont l'église anglicane tient le nom en si grand honneur) dise expressément dans l'ouvrage que l'université d'Oxford publie à l'imprimerie de Clarendon (pag. 348, continuation), "qu'un comité de la cham-" bre des communes qui désirait vivement en " reconnaître la preuve ne put jamais rien trou-" ver qui appuyât ce soupçon, et que cet in-" cendie déplorable n'eut pas d'autre cause que " la colère du Tout-Puissant." Quelle infamie donc de l'attribuer aux catholiques! quelle infamie de tracer l'inscription mensongère sur la colonne! Quel acte de justice dès-lors quand Jacques II la fit effacer! Quelle honte pour Guillaume de l'avoir laissé rétablir, et combien ne sommes-nous pas coupables nous qui la laissons ainsi sans demander par pétition qu'elle

soit effacée!

431. Mais ce fut après l'expulsion de JAC-QUES II que le code pénal devint réellement horrible; et ici il est de la plus haute importance pour la cause de la liberté que nous remontions jusqu'aux vrais auteurs de ce code pénal, je veux dire jusqu'au clergé de l'église établie. C'est ce qui est assez évident par l'histoire tout entière de cette église. Jusqu'au règne de JAC-QUES II, il est vrai, le souverain était de la religion établie, en sorte que les persécutions paraissaient venir de lui ou d'elle; mais quand le roi ne chercha qu'à adoucir le code penal, quand le roi fut pour la tolérance, alors le monde vit clairement quels étaient les véritables persécuteurs; et c'est là un sujet qui mérite toute notre attention avant que nous en venions à un examen plus détaillé du code et aux causes qui en amenèrent à la fin l'abolition presque complète.

432. JA CQUES II voulut abolir le code pénal : il désirait établir une tolérance générale. Il fit une

proclamation par laquelle il suspendait toutes les lois pénales qui avaient rapport à la religion et accordait une liberté générale de conscience à tous ses sujets; ce fut là son crime. Ce fut pour cela qu'il fut privé pour toujours de ses droits au trône avec ses héritiers! C'est ce qu'aucun homme ne peut nier. Le clergé anglican s'éleva contre lui; six évêgues lui présentèrent une pétition insolente contre l'exercice de la prérogative dont avaient joui et usé tous ses prédécesseurs. Ils amenèrent cet opposition qui fit la glorieuse révolution, et ils furent les plus actifs comme les plus acharnés des ennemis de cet infortuné roi, dont le crime fut d'avoir voulu accorder la liberté de conscience à tous ses sujets, et dont les dépouilles mortelles, qui avaient été déplacées par les révolutionnaires français, furent traitées avec respect par notre roi actuel qui par là se fit le plus grand honneur.

433. Nous allons voir maintenant un aperçu de ce terrible code; mais ce ne doit être qu'un aperçu : car deux cents lettres comme celles-ci ne suffiraient pas pour le rapporter en entier. Il fut toujours en augmentant en cruauté comme en volume, depuis le couronnement d'Elisabeth jusqu'à environ vingt ans après celui de Georges III, époque où des événemens, comme nous le verrons, le firent abandonner. Enfin il comprenait plus de cent actes du parlement qui avaient tous pour objet spécial de punir ceux

seulement qui restaient sidèlement attachés à la religion dans laquelle leurs pères aussi-bien que les nôtres avaient vécu et étaient morts pendant une période de neuf cents ans! Le code différait en quelques points dans son application par

rapport à l'Angleterre et à l'Irlande.

434. En Angleterre ce code 1º privait les pairs de siéger au parlement; 2º il privait les gentlemens du droit d'être choisis membres de la chambre des communes; 3º il enlevait à tous le droit de voter aux élections; quoique la grande charte dise qu'aucun homme ne sera taxé sans son consentement, il doublait les impositions de tous ceux qui refusèrent d'abjurer leur religion et de devenir apostats; 4º il leur refusait l'accès de toutes les places, même les plus insignifiantes; 5° il les déclarait inhabiles à présenter aux bénéfices de l'église, quoiqu'on eût accordé ce droit aux quakers et aux juiss; 6º il les condamnait à une amende de 20 liv. par mois, s'ils n'entraient pas dans les églises, ce qu'ils regardaient comme une apostasie; 7º il leur défendait d'avoir des armes dans leurs maisons pour leur défense, de plaider des causes en justice, d'être tuteurs ou exécuteurs, d'ètre médecins ou avocats, de s'éloigner de plus de cinq milles de leurs maisons; et toutes ces défenses, sous peine de graves châtimens dans le cas de désobéissance; 80 si une femme mariée n'allait pas à l'église, elle perdait les deux

tiers de sa dot; elle n'était plus apte à être exécutrice testamentaire de son mari et pouvait. pendant la vie de ce dernier, être emprisonnée, à moins qu'il ne payât 10 liv. par mois pour elle; 0º il donnait le droit à quatre juges de paix, dans le cas où un homme serait convaincu de ne pas fréquenter l'église, de le faire venir devant eux, de le forcer à abjurer sa religion, ou, s'il s'y refusait, à le condamner au bannissement perpétuel (sans juges ni jurés), et s'il revenait, il devait être puni de mort; 100 il donnait le droit à deux juges de paix d'appeler devant eux, sans aucune information, tout homme quelconque, pourvu qu'il fût âgé de plus de seize ans, et si cet homme refusait d'abjurer la religion catholique et continuait dans son refus pendant six mois, il devenait incapable de posséder des terres, et toutes les terres qui pouvaient lui appartenir revenaient à son plus proche héritier protestant qui ne devait ensuite aucun compte de leur revenu; 11º il rendait cet homme inhabile à acheter des terres; et tout acte ou tout contrat qui était fait par lui ou pour lui était nul; 12º il imposait une amende de 10 liv. par meis à ceux qui employaient dans leur famille un précepteur catholique, et de 2 liv. par jour au précepteur lui-même; 13° il punissait d'une amende de 100 liv. ceux qui envoyaient un enfant dans une école catholique étrangère, et l'enfant devenait inhabile à hériter, acheter ou posséder des terres, des revenus, des biens, des dettes, des legs ou des sommes d'argent; 14° il punissait d'une amende de 120 liv. celui qui disait la messe, et d'une de 60 liv. celui qui l'entendait; tout prêtre catholique qui revenait d'au-delà des mers et qui n'abjurait pas sa religion dans les trois premiers jours, ou toute personne qui revenait à la foi catholique ou en faisait revenir une autre était condamnée par ce code sanguinaire à être pendue, éventrée et écartelée.

435. En Irlande, le code était encore plus féroce, plus hideux et plus sanguinaire; car toutes les cruautés que contenait le code Anglais avaient été réunies, comme l'ouvrage de quelques heures seulement, dans un seul acte et infligées à ce malheureux pays. Mais en outre, le code Irlandais contenait, parmi beaucoup d'autres infractions à toutes les lois de la justice et de l'humanité, les vingt châtimens affreux qui suivent : 1º Tout précepteur catholique, public ou particulier, celui même qui n'était que sous-maître d'un protestant était puni de prison, de bannissement, et enfin comme un félon. 2º Les membres du clergé catholique ne pouvaient rester dans le pays sans se faire enregistrer; on les gardait comme des prisonniers, et on donnait (du revenu levé sur les catholiques) des récompenses à ceux qui les découvraient : 50 liv. pour un archevêque ou pour un évêque,

20 liv. pour un prêtre et 10 liv. pour un maître d'école ou un sous-maître. 3º Deux juges de paix pouvaient mander devant eux tout catholique, lui ordonnér de déclarer avec serment où et quand il avait entendu la messe, qui y était présent, le nom et la résidence des prêtres ou des maîtres d'école qu'il pouvait connaître, et s'il refusait d'obéir à cet ordre inhumain, ils avaient le pouvoir de le condamner (sans juges ni jurés) à une année d'emprisonnement dans une prison d'état ou à une amende de 20 liv. 4º Aucun catholique ne pouvait acheter de fief ni même passer de bail pour plus de trente-un ans. 5º Tout protestant qui en soupçonnait un autre de tenir en fidéi-commis une propriété pour un catholique, ou d'être engagé dans quelque marché, bail ou autre contrat pour un catholique, pouvait dresser un bill contre le dépositaire, et lui enlever le bien ou la propriété. 6º Tout protestant qui voyait un catholique tenir une ferme dont le produit excédait de plus d'un tiers le montant de la rente qu'il avait à payer, pouvait en déposséder le catholique et prendre le bail à sa place. 7º Tout protestant qui voyait entre les mains d'un catholique un cheval de plus de cinq livres, pouvait s'emparer de ce cheval en lui comptant les cinq livres. 8º Afin de n'avoir pas à craindre que la justice pût être rendue dans ces cas et d'autres semblables, on n'admettait au jugement

pour jurés que des protestans connus. 9º On pouvait prendre les chevaux des catholiques pour le service de la milice, et en outre les catholiques payaient double taxe pour la milice. 10°. Les marchands dont les vaisseaux et les biens pouvaient être pris par des armateurs pendant une guerre avec un prince catholique devaient être compensés de leurs pertes par un impôt levé sur les biens et les terres des catholiques seulement, quoique ces mêmes catholiques, remarquez-le bien, fussent aussi forcés à servir l'état en même temps et à verser leur sang dans la guerre contre ce même prince catholique. 11º La succession d'un protestant dont les héritiers, selon la loi, étaient catholiques, devait passer à son plus proche parent protestant, comme si les héritiers catholiques étaient morts, quoique les propriétés leur eussent été peut-être léguées. 120 S'il n'y avait pas d'héritier protestant, alors pour séparer toutes les familles catholiques, on ne faisait aucun droit à la substitution ni à la succession, et l'on divisait la propriété en autant de parts qu'il y avait d'héritiers catholiques. 13° Le protestant qui avait une propriété en Irlande ne pouvait épouser une catholique, ni en Irlande, ni hors de ce royaume. 14º Tout mariage entre protestans et catholiques était annulé, quoiqu'il en fût né souvent plusieurs enfans. 150 Tout prêtre qui célébrait un mariage entre un catholique et un protestant ou entre deux protestans, était con-

damné à être pendu. 160 Un père catholique ne pouvait garder lui-même son fils si l'enfant, quelque jeune qu'il fût, prétendait être protestant; mais on enlevait l'enfant d'auprès de son père, et on le mettait sous la garde d'un parent protestant. 17º Si l'enfant d'un catholique se faisait protestant, on devait aussitôt faire comparaître le père, et on lui faisait déclarer sur serment, la valeur de tout ce qu'il possédait, et alors la chancellerie distribuait cette propriété comme elle le jugeait à propos. 180 Femmes obéissez à vos maris, dit le grand Apôtre; femmes, désobéissez, leur dit cet horrible code: car si la femme d'un catholique voulait se faire protestante, il la rendait indépendante de la volonté de son mari, et la faisait participer à tous ses biens malgré lui, quelqu'immorale et mauvaise femme ou quelque mauvaise mère qu'elle eût été. 19º Honore ton père et la mère afin que tu jouisses d'une longue vie dans la terre que le Seigneur ton Dieu t'a donnée; déshonore-le, dit ce code affreux, car si quelqu'un des fils d'un père catholique venait à se faire protestant, ce fils devait posséder tout ce qu'avait le père, qui ne pouvait ni vendre ni engager, ni léguer une partie quelconque de ses biens, à quelque titre qu'il les possédât, lors même qu'ils étaient le fruit de son travail. 20° Enfin "l'église établie par la loi" voulait bien dans sa grande indulgence, non-seulement ouvrir ses portes, mais encore assurer (sur les taxes) une pension de trente livres pour la vie à tout prêtre catholique qui abjurerait sa religion et déclarerait adopter les dogmes de l'église anglicane.

436. Anglais, y a-t-il un seul homme dont la langue ne se glace à ce récit? Y en a-t-il un seul qui, en se rappelant que ces barbaries ne furent exercées que contre ceux qui restaient fidèlement attachés à la foi de leurs pères et des nôtres, à la foi d'ALFRED, le fondateur de notre nation, à la foi des auteurs de la grande charte, et de toutes ces vénérables institutions dont nous nous glorifions avec tant de raison; qui étant, comme moi, protestant de l'église d'Angleterre, et pensant que toutes ces cruautés ne furent exercées que pour donner et conserver la prédominance à cette église, n'éprouve non-seulement avec moi un profond chagrin et une grande honte pour le passé, mais aussi le désir de voir rendre à l'avenir justice à ceux qui ont tant souffert.

437. Pour ce qui est de l'injustice, de la barbarie, de l'immoralité épouvantable de ce code, elles n'ont pas besoin de commentaires, elles sont assez condamnées par la voix de la nature elle-même. Mais au milieu de ce choquant assemblage il y a deux choses qui me portent à demander si l'amour de la vérité ou le désir de déraciner une erreur religieuse ont pu entrer

pour une part, quelque petite qu'on le suppose, dans les motifs de ces barbares? Ces deux choses sont : la recompense offerte aux prêtres catholiques pour les porter à embrasser notre croyance et les terribles moyens pour empêcher le mariage entre catholiques et protestans. Ces mesures se seraient-elles jamais présentées d'ellesmêmes à l'esprit d'hommes sincèrement persuadés que la foi de l'église était soutenue par des preuves plus irrésistibles que celles sur lesquelles reposait la religion catholique? L'église anglicane avait pour elle tout le pouvoir, tous les honneurs, tous les émolumens, ensin tous les agrémens qui peuvent plaire dans ce monde : elle les distribuait continuellement à ceux qui entraient dans l'ordre ecclésiastique, et si, outre tous ces avantages, elle s'était cru aussi-bien soutenue par le raisonnement, aurait-elle cru nécessaire d'offrir directement et avec bassesse une somme d'argent déterminée à celui qui se joindrait à elle, et lorsqu'elle savait bien que le converti payé ne pouvait toucher son argent que quand il aurait violé son vœu solennel? Quant aux mariages, pourquoi ne pas les permettre, pourquoi les punir si sévèrement, pourquoi les annuler si l'Église était persuadée de la force et de l'évidence de ses preuves? Qui a plus de pouvoir sur l'esprit de la femme que son mari? sur celui du mari que la femme? est-ce que l'un des deux entraînerait l'autre à changer de religion? très-probablement : l'un des deux convertirait l'autre dans dix-neuf cas sur vingt; la passion qui a subjugué les préjugés religieux aurait dans presque tous les cas amené les deux partis à la même religion. Mais que pouvait objecter à ceci l'église anglicane si elle était sûre d'avoir de son côté la vraie foi, si elle était sûre que ses preuves étaient plus claires que celles de la religion opposée; si elle était sûre qu'une personne qui en aimait réellement une autre, qui en était également aimée, et qui appartenait à sa communion persuaderait facilement à l'autre d'embrasser cette communion? Qu'avait-elle ensin à craindre de ces mariages si elle était assurée de tous ces points? et si elle n'en était pas assurée, je vous le demande, justes et sensibles Anglais, que peut-elle apporter pour justifier son inhumain code pénal?

438. Parlez des feux de Smithfield! feux qui en effet ne purent être justifiés, et que tous les catholiques condamnent sévèrement. Mais quoi! grand Dieu! peut-on opposer la mort d'environ deux cent soixante-dix-sept personnes, quelque cruelle et quelqu'injuste qu'elle ait été, aux tourmens dont nous venons de parler, qui furent exercés pendant plus de deux cents ans sur tant de millions d'individus; sans tenir compte des milliers de cath liques qui, pendant ce long espace de temps, perirent au milieu des tortures, dans les prisons et qui furent pendus, éven-

trés et écartelés! Mais en outre n'oublions pas que les châtimens de Smithfield avaient pour but de tirer vengeance et de faire des exemples d'un petit nombre d'individus qui prétendaient renverser la religion de leurs pères et celle dans laquelle ils avaient eux-memos été élevés. Et si ces châtimens furent cruels et injustes, comme tous conviennent qu'ils le furent, quels termes emploierons-nous pour exprimer l'horreur de ce code pénal qui était destiné à châtier non un petit nombre mais des millions d'individus, ou pour punir non ceux qui avaient apostasié et renoncé à la religion de leurs pères, mais ceux qui, au détriment de tous leurs biens de ce monde, restaient sidèles à cette religion? Si nous ne trouvons rien qui puisse justifier les châtimens du règne de MARIE infligés, comme tout le monde le sait, à un très-petit nombre d'individus qui avaient non-seulement apostasié et renoncé à la foi de leurs pères, mais qui, pour la plupart étaient connus comme traîtres ou comme criminels, ou qui au moins avaient conspiré contre l'autorité de la reine et sa personne, et l'avaient injuriée avec audace; si nous convenons que l'on ne peut rien trouver, et qu'en effet il n'y a rien qui puisse justifier ces punitions infligées, comme tont le monde le sait, pendant quelques mois seulement d'un zèle furieux et irréfléchi, aussitot après la répression d'une rébellion dangereuse qui avait prouvé très-

clairement qu'apostat et conspirateur étaient synonymes, et avaient fait conclure précipitamment qu'il fallait extirper l'apostasie pour l'empêcher de renverser le trône; si même au milieu de telles circonstances nous ne trouvons rien qui puisse justifier ces châtimens, où devons-nous porter nos regards pour trouver, je ne dis pas une justification, mais le moyen d'exprimer l'horreur que nous inspirent les cruautés de ce code barbare, exercées pendant plus de deux cents ans sur tant de millions d'individus. Cruantés préméditées dans l'absence de toute provocation, discutées et adoptées dans tout le calme d'une délibération législative, exécutées de sang froid et pendant deux siècles, malgré les remords de la conscience; cruautés infligées non à des apostats, mais à ceux qui refusaient d'apostasier; non à des félons, à des conspirateurs, à des rebelles, mais à des innocens; à ceux qui, dans toutes les circonstances, lors même qu'ils étaient sous le fouet cruel de la persécution, restèrent toujours aussi fidèles à leur roi qu'à leur Dieu; et, comme si ces atrocités n'étaient pas déjà suffisantes, tout cela, au moins pour ce qui regarde l'Irlande contre la foi d'un traité solennel fait avec le roi d'Angleterre.

439. Est-ce là cette église " établie par la loi," si tolérante, si douce, si bonne? Avons-nous ici une preuve de la foi des protestans et de leurs bonnes œuvres? Est-ce ainsi que saint

Augustin et saint Patrick introduisirent et que saint Swithin, Alfred et William de WICKHAM inculquèrent la religion du Christ? Est-ce à ces institutions que nous devons nos cathédrales, nos palais et nos universités, nos lois et nos tribunaux? Quoi! punir des hommes de ce qu'ils restent fidèles à la foi de leurs pères; les accabler de toutes sortes d'insultes et de cruautés parce qu'ils ne se sont pas faits apostats: les priver, parce qu'ils étaient catholiques, de la protection de toutes les lois que nos ancêtres catholiques et les leurs avaient faites pour la sécurité de leurs enfans; appeler leur religion idolátre et damnable, les traiter comme des idolâtres obstinés tandis que tous les Saints du calendrier de votre église appartiennent à cette même religion; vous glorifier de vos vénérables institutions, toutes d'origine catholique, tandis que vous insultez, que vous pillez, que vous châtiez, que vous chassez de la face de la terre ceux qui sont seuls restés attachés à la foi des auteurs de ces institutions! Mais les persécuteurs semblent me répondre, oui nous les chasserons. Pourquoi donc, si la religion est votre motif, si votre barbarie vient du désir d'arracher les hommes de l'erreur, pourquoi être si doux envers les quakers et les juifs? Pourquoi nonseulement ne pas les punir, mais leur permettre de présenter des ministres pour vos églises? Ah! sans doute, mes amis, l'église anglicane n'avait enlevé ni dîmes, ni terres, et les autres n'avaient pris ni abbayes, ni autres biens aux quakers et aux juiss. C'est là la vraie cause de toute cette haine insatiable qui dura depuis 1558 jusqu'en 1778, accumulant sur des millions d'innocens les tourmens les plus affreux, et qui, à la fin de cette période, semblait ne pouvoir se satisfaire qu'au prix de l'extermination complète de toutes ses victimes.

440. Mais en 1778 la face des affaires commença tout d'un coup à changer : on crut aussitôt que l'église " établie par la loi " pouvait exister en sûreté quoiqu'on diminuât de beaucoup les rigueurs du code pénal; et les catholiques, qui ne le demandaient même pas, virent le code pénal adouci subitement par divers actes du parlement, dans les deux royaumes et surtout en Irlande. Cette humanité et cette générosité aura de quoi nous surprendre; nous ne saurons à quoi l'attribuer, nous serons disposés à croire qu'il a fallu une espèce de miracle pour adoucir ces ames jusqu'alors si cruelles, tant que nous ne nous reporterons pas aux paragraphes 424 et 425: c'est là que nous trouvons la vraie cause de cette humanité et de cette générosité surprenantes; c'est là que nous voyons les Américains déployer l'étendart de l'indépendance, et soutenus par la France, sortir libres de la lutte, donnant ainsi un grand exemple à tous les peuples opprimés, malheureux, foulés aux pieds, dans quel-

que partie du monde qu'ils soient sans en excepter même l'Irlande! Avant la fin de la guerre on avait aussi à redouter une invasion de la part de la France, à laquelle s'étaient ralliées l'Espagne et la Hollande; de sorte qu'avant la fin des débats les catholiques avaient obtenu le droit de respirer en sûreté l'air de leur pays natal, et quoique comme Anglais, je regrette beaucoup les sacrifices que cette catastrophe a imposés à l'Angleterre, je me réjouis cependant sincèrement en voyant déjà cet heureux résultat. Ainsi la crainte fit accorder en un moment, à la première demande, ce que depuis deux siècles on refusait à la voix de la justice et de l'humanité. Ainsi ce fut la révolution d'Amérique qui, comme nous l'avons vu, était le résultat direct de la glorieuse révolution d'Angleterre, laquelle, comme nous n'en pouvons plus douter, n'avait eu d'autre but que l'extinction complète de la religion catholique en Angleterre; ce fut, dis-je, cet événement qui commença à faire cesser les horribles persécutions que l'on faisait souffrir à ceux qui étaient restés attachés à cette religion avec une fidélité sans égale.

441. Ce grand événement sut bientôt suivi d'un autre encore plus grand, je veux dire la révolution française ou la cinquième résorme. Il est dissicile de concevoir une humiliation plus grande que celle qu'eut à supporter le gouvernement anglais dans l'événement dont nous ve-

nons de parler; mais la révolution française a appris au monde ce que les "réformes" peuvent faire lorsqu'elles sont abandonnées à toute leur fouge naturelle. En Angleterre la "réforme" s'était contentée d'enlever aux couvens et aux pauvres tous leurs biens, et au clergé séculier une partie des siens, mais en France ils prirent tout. Nous ne devons cependant pas oublier cette différence: c'est qu'en France on consacra tous ces biens à l'utilité publique: peut-être en fit-on un mauvais usage, mais ils consacrèrent tout le produit du pillage à l'utilité publique, tandis qu'en Angleterre il fut partagé entre les individus.

. 442. Mais au moins ce fut là un grand triomphe pour le clergé de l'église établie par la loi? Ils doivent avoir salué avec plus de plaisir que personne les actes de la réforme francaise? Non, au contraire ils furent des plus ardens à demander la guerre contre cette réforme. Quoi! ne pas aimer cette réforme! et pourquoi? on avait renversé les couvens, dispersé les moines et les nonnes, confisqué les abbayes, aboli la religion catholique, chassé et mis à mort presque avec autant de cruauté qu'en Angleterre les prêtres catholiques; on aurait dit qu'ils avaient copié de notre code les lois contre ceux qui disaient ou qui entendaient la messe, contre les prêtres qui rentraient dans le royaume. On avait complètement détruit (autant au moins que cela se pouvait faire par les lois) ce que nos ministres qualifiaient d'idolátre et de damnable; il y avait aussi une nouvelle religion établie par la loi, et pour que la ressemblance fût complète, une glorieuse révolution avait déclaré par une loi une famille royale déchue pour toujours de ses droits, et enfin on aurait vu un roi abdiquer, si, par un simple accident, il ne se fût arrêté dans sa fuite, n'eût été ramené et mis à mort, dernier trait enfin que nous retrouvons également dans les œuvres de nos "réformateurs protestans purifiés."

443. Quoi! est-il vrai que notre clergé n'a pas aimé la révolution française, et qu'ils excitèrent à prendre les armes ceux qui s'étaient élevés contre le roi JACQUES, parcequ'il voulait accorder aux catholiques la liberté de conscience? Peut-il être vrai que ce même clergé qui fit exécuter l'horrible code pénal, afin de détruire la religion catholique en Angleterre et en Irlande, demandait la guerre pour renverser ceux qui avaient aussi détruit cette même religion en France? Oh! mais ces hommes avaient aussi aboli toutes les dimes, tous les évêchés, les dovennés, les canonicats, et si on leur permettait de le faire impunément, d'autres ne pourraient-ils pas tenter de le faire de même ailleurs! soit, mais dites-nous, gentlemen de l'église " établie par la loi, " quoiqu'ils eussent grand tort d'en venir jusque là, cependant ne

valait-il pas mieux souffrir cet excès que de rester dans cet état, que vous nous avez toujours dit être idolâtre et damnable; il est vrai que ces hommes établirent par la loi l'athéisme, et non le christianisme de l'église d'Angleterre. Ils avaient vu d'abord quarante espèces de religions protestantes, ils savaient que trente-neuf d'entre elles devaient être fausses, ils avaient vu nos réformateurs faire par la loi l'église qui leur convenaient; ils les avaient vus ensuite la changer par la loi, et s'il n'y avait pas de règle de foi, d'autorité généralement reconnue, si les légistes anglais pouvaient changer leur religion à volonté, pourquoi donc les légistes français n'auraient-ils pas pu faire de même? si les légistes anglais pouvaient enlever au Pape sa suprématie spirituelle et la donner à HENRI (le tueur de femmes), pourquoi les Français n'auraient-ils pas pu l'accorder à LEPEAU? en outre, quant au choix de la religion, quoique l'athéisme soit fort mauvais par lui-même, peutil être pire que ce que vous nous avez dit être idolátre et damnable? Il peut faire damner, mais que pourrait-il faire de plus? il ne vous reste donc d'objection sérieuse à la cinquième réforme que l'abolition des dîmes et des hautes dignités du clergé; je prie ici la nation de se rappeler que la guerre que nous avons faite contre cette réforme nous a laissé à payer pour toujours l'intérêt d'une dette de sept cent millions

de livres sterling, guerre que nous n'aurions jamais vue si nous n'avions pas eu ce que l'on a

appelé la "réforme"

614. La révolution française quoique souillée par un grand nombre de crimes horribles, a procuré dans son cours et dans sa fin un grand triomphe aux catholiques; elle a mis à l'épreuve la fidélité des prêtres catholiques et des ministres protestans; et tandis qu'on n'a pas vu un seul des premiers abandonner la foi pour se sauver la vie, il n'est aucun des derniers qui ait hésité à le faire; elle a fourni à la fin l'exemple d'un grand peuple revenant de lui-même au culte catholique; tandis qu'ils avaient pu et peuvent encore se faire protestans sans rien perdre de leurs droits, de leurs immunités, de leurs avantages civils ou militaires. Mais le plus grand bien qu'elle produisit fut pour cette pauvre Irlande si maltraitée. Les révolutionnaires français étaient puissans, ils ne manquaient pas de hardiesse, et en 1793 ils portèrent leurs regards vers l'Irlande : alors pour la seconde fois, le code pénal fut encore adouci; on fit des changemens qu'aucun homme n'eût pu espérer de voir! Ceux que l'on avait abaissés au-dessous de la condition des chiens, furent alors déclarés habiles à devenir magistrats; alors, parmi beaucoup d'autres actes de générosité, nous vîmes établir aux dépens du public un collége destine exclusivement à l'éducation des catholiques; 34*

on établit aussi par la loi ce que les légistes avaient auparavant déclaré être un crime de haute-trahison, mais les Français étaient là avec une armée de quatre cent mille hommes, ainsi que les Irlandais qui auraient été quelque chose de plus ou de moins que des hommes, si leur cœur n'avait pas été dévoré par le ressentiment. Hélas! pourquoi faut-il dire de l'Angleterre que jamais les Irlandais ne se sont adressés avec succès qu'à ses craintes?

445. Et en dira-t-on toujours autant? Faudra-t-il le répéter encore? Ne nous réconcilierons-nous donc pas avec nos frères si long-temps maltraités et avec nos propres consciences, en effaçant pour toujours jusqu'au dernier vestige de cet horrible code? Le code est encore un code pénal : il renferme encore de justes sujets de plaintes, il contient encore des incapacités qui sont vraiment injurieuses, et des distinctions qui sont odieuses et insultantes.

1° Il refuse encore aux pairs catholiques l'accès des siéges dans la chambre des lords, qui sont leur droit héréditaire, et aux gentlemen catholiques l'entrée de la chambre des communes.

2º Comme si le caprice ne devait céder en rien à l'injustice, ce code qui permet aux propriétaires catholiques en Irlande de voter aux élections des membres du parlement du royaume-uni, refuse ce même droit aux catholiques d'Angleterre!

3º Il exclut les catholiques de toutes les communautés.

4° Il les exclut de toutes les places du gouvernement en Angleterre, il ne les admet que dans les places inférieures en Irlande.

5° Il les prive du droit de présenter à un bénéfice ecclésiastique, quoique les quakers et les

juifs possèdent ce droit!

6° Il leur défend de fonder des écoles ou colléges pour l'éducation des enfans dans la religion catholique, quoiqu'il existe maintenant un collége pour cet objet spécial, établi par la loi, et soutenu aux frais de l'état! quelle liaison! quelle sincérité! quoi! maintenir aux frais de l'état un collége pour enseigner exclusivement cette religion que vous appelez idolâtre et damnable!

7° Ce code défend encore aux prêtres catholiques de se montrer avec leurs habits ecclésiastiques ailleurs que dans leurs chapelles et les maisons particulières, et il défend d'exercer le culte catholique dans un bâtiment qui a un clocher ou une cloche! quoi! défendre l'usage des clochers et des cloches à cette religion à laquelle nous devons tous nos clochers et toutes nos cloches; qui a bâti et fondé toutes les églises, toutes nos magnifiques cathédrales et nos deux universités! Pourquoi cette défense injurieuse et incommode? Pourquoi cacher avec tant de soin aux yeux du peuple les symboles de ce culte?

Pourquoi, belle église " établie par la loi," si vos traits sont aussi aimables que vous le dites, et si ceux de votre rivale ne présentent, comme vous le dites encore, qu'une masse d'une difformité dégoûtante, pourquoi, si vraiment vous êtes la plus jolie, la plus aimable et la plus belle église que la loi ait jamais établie, pourquoi, vous dis-je, prenez-vous donc tant de soin pour empêcher votre rivale d'être vue, et bien plus même, d'être entendue! Quoi! belle, entraînante, seule véritable église établie par la loi, vous dont les ministres et les évêques sont de si habiles prédicateurs, et par-dessus tout, presque tous mariés, qu'avez-vous donc à regretter des cloches et des clochers qu'employaient les catholiques? On croirait que plus il y aurait de témoins de ces productions idolátres, plus vous devriez être satisfaite; mais belle et aimable église, il y a aujourd'hui en Angleterre peu d'hommes assez ignorans pour ne pas voir les motifs réels de cette défense.

8° Il défend à un prêtre catholique en Irlande d'être le tuteur d'un enfant.

9° Il défend à tout laïque catholique en Irlande d'être tuteur des enfans ou de l'enfant d'un protestant.

10° Il défend à tout catholique en Irlande d'avoir des armes dans sa maison, à moins qu'il n'ait un fief de 10 l. par an, ou une propriété personnelle de 300 l. dans les sacristies sur les questions qui ont rapport aux réparations de l'église, quoiqu'ils doi-

vent paver pour ces réparations.

12º En Irlande ce code punit encore de mort, ou, au moins, d'une amende de 500 l. le prêtre catholique qui célèbre un mariage entre deux protesians, ou entre un protestant et un catholique. Quelques juges se sont prononcés pour la mort, d'autres pour l'amende. Que ce soit la mort ou l'amende, les journaux nous ont appris dernièrement qu'un tel mariage venait d'être célébré publiquement à Dublin entre le lord lieutenant d'Irlande actuel (qui doit être protestant) et une lady catholique des états d'Amérique révoltés; de sorte qu'en somme, Dublin présente en ce moment un spectacle assez curieux : un collége établi par la loi pour l'enseignement de cette religion que notre église regarde comme idolatre et damnable, et que l'on ne pouvait enseigner il n'y a que quelques années sans se rendre coupable de haute trahison. Un lord lieutenant d'Irlande qui doit appartenir à notre église, et avoir protesté par serment contre la suprématie de l'Église catholique, épousant une femme catholique, qui doit admettre cette suprématie! vient ensuite un prêtre catholique qui marie ce pair en face de deux lois non abrogées, dont l'une le condamne à mort pour cet acte, et l'autre à payer une amende de 500

livres! et enfin arrive, comme le rapporte l'écrivain public, une lettre de félicitation à l'occasion de ce mariage, de la part et de l'écriture même du roi!

446. Bon, mais ce code, ou quelque fragment de ce code restera-t-il plus long-temps en vigueur? Doit-il être conservé plus long-temps, aujourd'hui que toute idée de conversion au protestantisme est décidément abandonnée, et qu'il est notoire que la religion catholique a, malgré les deux siècles de persécution, fait plus que de conserver son terrain. Privera-t-on plus long-temps les pairs de leurs droits et de leurs honneurs héréditaires? Refusera-t-on toujours aux gentlemen le droit de siéger dans la chambre des communes? Les avocats seront-ils encore arrêtés dans leur carrière? Les possesseurs de fiefs, les hommes libres seront-ils privés de leurs franchises? Conserveront-ils tous une marque d'infamie, qui ne pourrait manquer de leur inspirer du ressentiment? et toujours parce qu'ils restent attachés à la religion de leurs pères et des nôtres. Religion qui aujourd'hui doit être enseignée exclusivement dans un collége entretenu pour cet objet spécial aux frais du gouvernement. Cette grande masse d'hommes qui forme un tiers de la population de ce royaume, qui renferme des hommes de tout rang, depuis le pair jusqu'au laboureur, doit-elle continuer ainsi à être insultée, injuriée, constamment irritée, toujours forcée à désirer le malheur, le danger, la défaite, la disgrâce de son pays natal, comme le seul moyen d'obtenir justice? Et devons-nous simplement pour faire plaisir à l'église "établie par la loi" en soutenant sa suprématie, entretenir pendant la paix une grande et dispendieuse armée? Devons-nous encore être exposés pendant la guerre au danger de voir une concession arriver trop tard, et à toutes ces conséquences dont la nature et l'étendue suffisent pour glacer d'effroi celui qui y réfléchit.

447. Nous sommes donc arrivés à la fin des trois siècles qui se sont écoulés depuis le jour où HENRI VIII commenca l'œuvre de la réforme. Voici donc où nous en sommes après avoir traversé des scènes de pillage et de sang inconnues jusqu'ici au monde. Nous voici donc encore avec ces grandes questions à résoudre; et nous voici également avec quarante espèces de religions protestantes au lieu d'une seule dans laquelle nos ancêtres vivaient depuis plus de neuf cents ans. Nous voici divisés et séparés par sectes, chacun de nous condamnant tous les autres aux flammes éternelles; nous voici, troupeau bizarre d'anglicans, de méthodistes, de calvinistes, de quakers et de juis, changeant à tout vent, tandis que la foi de saint Augustin et de saint Patrice est encore aujourd'hui celle qui inspira le cœur et sanctifia le trône d'Alfred.

448. Tels ont été les effets, pour ce qui con-

cerne la religion, de ce que l'on a appelé la "réforme." Nous verrons dans la prochaine lettre comment cette réforme a affaibli et appauvri la nation; comment elle a corrompu et avili le peuple, et comment elle nous a amené les barraques, les maisons des pauvres, les maisons des fous et les prisons pour remplacer les couvens, les hôpitaux et les maisons de charité; et alors nous connaîtrons tous les malheurs qui ont été la suite de ce grand, de ce mémorable et de ce fatal événement.

No XVI.

LETTRE XVI.

Ancienne population de l'Angleterre et de l'Irlande; ancienne richesse; ancienne puissance; ancienne liberté; ancienne abondance et ancienne félicité.

Mes Amis, Kensington, le 30 avril 1825.

449. Je vais dans cette lettre terminer la tâche que je m'étais imposée, et qui consistait à prouver cette assertion, que l'événement, appelé la réforme, avait appauvri et dégradé la masse du peuple d'Angleterre et d'Irlande. Dans le paragraphe 4e je vous ai dit qu'un examen franc et sincère nous prouverait que dans ce cas le mot " réforme " a été mal appliqué; qu'il y a eu un changement, mais un changement en pis ; que " ce que l'on appelait la " réforme " " avait été enfanté par une incontinence bru-" tale, amené par l'hypocrisie et la perfidie, " consolidé et nourri par le pillage, par la dé-" vastation et par des torrens de sang anglais et " irlandais; et quant aux suites plus éloignées, " nous en voyons une partie aujourd'hui dans cette " misère, cette mendicité, ce dénûment, cette

" famine, ces querelles et cette haine éternelle

" qui maintenant frappent nos yeux et assour-" dissent nos oreilles à chaque pas, et que la

" réforme nous a donnés au lieu de l'abondance,

" du bonheur, de l'harmonie et de la charité

" chrétienne dont jouirent si pleinement et pen-

" dant tant de siècles nos pères catholiques."

450. Tout ceci a été suffisamment prouvé dans les quinze lettres précédentes : il me reste encore à donner des détails sur la manière dont vivaient nos ancêtres catholiques, sur l'espèce et la quantité de nourriture et de vétement qu'ils avaient, comparées avec ce que nous avons aujourd'hui : c'est ce que je vais faire. Je crois m'être assez étendu sur l'incontinence brutale, l'hypocrisie, la perfidie, le pillage, la dévastation et l'effusion du sang; il me reste à exposer de même la misère, la mendicité, le démûment et la faim qui en ont été la suite.

451. Mais comme je veux fournir plus que je n'avais promis d'abord, quoique je ne me fusse pas engagé à parler de la population, de la richesse, de la force et de la liberté de la nation, je prouverai néanmoins que non-seulement le peuple était mieux nourri et habillé avant la "réforme" qu'il ne l'a jamais été depuis, mais que la nation était plus nombreuse, plus riche, plus puissante et plus libre avant qu'elle ne l'ait été depuis cet événement. Lisez les romanciers modernes, qu'on appelle des historiens,

dont chacun a écrit pour une place ou pour une pension; lisez ce qu'ils disent de la supériorité du temps présent sur les temps anciens, sur l'augmentation prodigieuse de notre population, de notre richesse, de notre puissance, et surtout de notre liberté supérieure; lisez les mensonges monstrueux de Hume qui (vol. V, pag. 502) assure sans rougir qu'un bon comté d'Angleterre " est " capable d'en faire plus aujourd'hui que le royau-" me tout entier sous le règne de HENRIV, époque " à laquelle l'entretien de la garnison de la petite " ville de Calais exigeait plus d'un tiers de re-" venus ordinaires " c'est ainsi que raisonnent les Écossais : ils jugent toujours de la richesse d'une nation d'après les impôts que le gouvernement en retire; ils oublient que sous un gouvernement pauvre le peuple est riche. D'après cet argument de Hume, l'Amérique devrait être aujourd'hui un gouvernement horriblement pauvre. Le même Henri V put conquérir réellement la France, et cela sans ruiner l'Angleterre en prenant à sa solde un million de Prussiens, d'Autrichiens, de Cosaques et autres sortes de mercenaires; mais les écrivains sont depuis si long-temps sous la dépendance du gouvernement et de l'aristocratie, et le peuple a lu et cru avec tant de bonne foi tout ce qu'ils ont écrit, surtout en faveur de la réforme et de ses effets, qu'on ne doit pas être étonné qu'ils aient cru que, dans les temps catholiques, l'Angleterre n'était qu'un pauvre

et misérable pays, ne renfermant qu'un petit nombre d'habitans, et que la réforme, la maison de Brunswick et les whigs nous ont donné tout ce que nous possédons de richesses, de puissance, de liberté et nous ont presque créés, ou au moins, s'ils ne nous ont pas engendrés réellement, sont cause que les neuf dixièmes de nous sont nés. Ce sont là autant de mensonges monstrueux qui cependant ont été admis pendant des siècles. Peu d'hommes osaient tenter de les résuter, et si quelqu'un le tentait, il ne trouvait qu'un petit nombre d'auditeurs; et la ruine, sous une forme ou sous l'autre, devait être la seule récompense de ses vertueux efforts. Mais aujourd'hui que nous avons de grandes calamités à supporter, que chacun dit que jamais les affaires ne furent dans un si mauvais état, aujourd'hui les hommes sont disposés à entendre la vérité; je vais donc la leur exposer.

452. La grande population est une chose qu'il n'est pas facile de prouver par des faits positifs, vu qu'il ne nous reste aucun acte sur le nombre des habitans dans les anciens temps, et que ceux mêmes que nous avons de nos jours sur ce sujet sont évidemment faux; car s'ils ne le sont pas, la population de la nation anglaise a été augmentée d'un tiers depuis vingt ans; enfin j'ai prouvé plusieurs fois, surtout dans mon register, numéro 2, vol. 46, que les dénom-

bremens de nos temps modernes sont faux. Nous sommes obligés de croire que l'Angleterre était plus peuplée à l'époque où elle était catholique qu'elle ne l'est actuellement, puisque nous savons que sous les trois premiers règnes protestans on renversa des milliers d'églises paroissiales; puisque l'on réunit plusieurs paroisses entre elles dans plus de deux mille cas, et puisque les états qui sont aujourd'hui devant le parlement nous apprennent que sur 11,761 paroisses en Angleterre et dans le pays de Galles, il y en a mille qui ne contiennent pas chacune cent personnes, en y comprenant hommes, femmes et enfans. La grandeur des églises nous fournit une autre preuve. On voit évidemment qu'en général elles furent construites pour contenir trois, quatre, cinq ou dix fois le nombre des paroissiens actuels, en y comprenant ceux de toutes les sectes. Pourquoi donc les hommes auraient-ils construit des églises aussi vastes? on nous parle de leur piété et de leur zèle; c'est bien, mais faut-il au moins des hommes pour élever des bâtimens : le Seigneur pouvait favoriser l'ouvrage, mais toujours fallait-il des mains aussi bien que des prières. Quel motif eût pu les porter à réunir d'aussi grandes masses de pierres et de mortier, et à élever des murailles de quatre pieds d'épaisseur, des tours et des clochers, s'il n'y avait pas assez de peuple pour remplir ces bâtimens? Et comment aurait-on fait

ces travaux? il a bien fallu des hommes pour les exécuter; et qui pourrait croire que l'on aurait exécuté ce travail sans aucune nécessité? Nous voyons aujourd'hui de vastes et dispendieuses églises qui appartiennent aux temps anciens et ne sont entourées que de quelques huttes de terre qu'habitent une trentaine ou une centaine de paroissiens. Nos ancêtres bâtissaient pour toujours, ne pensant pas à la dévastation que nous devions voir! Viennent ensuite les terres qu'ils cultivaient, que nous avons abandonnées et qui montent à des millions d'acres. C'est ce que chacun peut vérisier en parcourant le Sussex, le Hampshire, le Dorsetshire, le Devonshire et le pays de Cornouailles. Ils récoltaient du blé sur des coteaux que nous n'essayons plus de remuer; ils donnaient à la montagne la forme d'un escalier, afin de pouvoir labourer et ensemencer les parties plates. Ces espèces de gradins subsistent encore et sont encore cultivés dans quelques endroits; mais le plus souvent ils ne le sont pas. Pourquoi auraient-ils fait ces travaux prodigieux s'il n'y avait pas eu une population capable de consommer leurs produits? Comment seraientils venus à bout de les exécuter sans des masses d'ouvriers? On voit encore dans les montagnes du Hampshire et du Dorsetshire des espaces de mille acres qui portent la trace ineffaçable du passage de la charrue, et qui aujourd'hui sont toutà-fait incultes. Les ouvrages que l'on a écrits sur

l'ancienne population ne sont que des romans; les auteurs de presque tous n'avaient d'autre but que de faire la cour au gouvernement du jour. Georges Chalmer, qui a une place, une pension et qui est Écossais, est un de ceux qui s'est le plus fait remarquer dans cette espèce de déception. Il avance, dans ce qu'il appelle une estimation, que la population de l'Angleterre et du pays de Galles en 1377 n'était que 2,092,978. Mais examinons cette assertion : il en faut ôler la moitié pour les femmes; il reste donc 1,046,486 hommes. Il faut bien encore en ôter la moitié pour les enfans, les vieillards, les insirmes, les malades; de sorte qu'il n'y avait dans tout le royaume que 523,343 hommes! Mais les églises et les maisons religieuses étaient à cette époque au nombre de 16,000; il y avait un prêtre dans chaque église, et ces prêtres réunis aux moines et aux religieux devaient former au moins 40,000 hommes, ce qui ne nous laisse plus que 484,243 hommes en état de porter les armes. Ainsi, comme il v avait plus de 14,000 paroisses, il n'y avait pas douze hommes par chaque paroisse! Hume rapporte, vol. III, pag. o, que WAT-TYLER avait en 1381 (quatre ans après l'époque dont parle Chalmer) rassemblé cent mille hommes à Blackeath; de sorte que, sans parler des corps nombreux de révoltés qui étaient rassemblés en même temps dans les comtés de Hertford, Essex, Suffolk, Norfolk et Lincoln; sans parler de l'armée du

roi qui était de 40,000 hommes (Hume, vol. III, pag. 8), et sans parler de la haute noblesse, de la petite noblesse et des gens riches, Wat-Tyler avait rassemblé à Blackeath plus d'un cinquième de tous les hommes de l'Angleterre et du pays de Galles capables de porter les armes, et il les avait réunis dans l'espace d'environ six jours! Avons-nous besoin d'une autre réponse pour réfuter ces écrivains? Remarquons encore qu'à cette époque il y avait, comme Hume le rapporte souvent ainsi que ses autorités, 100,000 pélerins réunis à la fois à Cantorbéry pour faire pénitence ou faire leurs offrandes à la châsse de THOMAS BECKET. Il devait donc y avoir 50,000 hommes; de sorte que, si nous en croyons cet Écossais salarié, on voyait fréquemment se réunir dans une ville, située à une des extrémités de l'île, le dixième de tous les hommes de l'Argleterre et du pays de Galles pour s'humilier devant la tombe d'un seul Saint. Mensonge monstrueux! qui a cependant été adopté par les protestans éclairés avec autant d'avidité que si c'était une partie de l'Évangile. Mais si Cantorbéry pouvait recevoir à la fois 100,000 étrangers, que devait donc être cette ville elle-même? Elle était alors une grande, noble et célèbre cité, vénérée et même visitée par presque tous les rois, princes et nobles de l'Europe, et aujourd'hui elle est une chétive et obscure ville, renfermant environ 12,000 habitans, parmi lesquels il y a (disent

les rapports publiés) 3,000 pauvres. Une partie de l'emplacement qu'occupaient autrefois les anciennes et splendides églises, les couvens et les rues, est couverte aujourd'hui de mauvaises maisons : et il ne reste que la cathédrale qui semble destinée à rappeler sans cesse aux habitans la hauteur d'où ils sont déchus. Mais c'est le nombre et la grandeur des églises ainsi que des maisons religieuses qui nous fournit la meilleure preuve de cette grande population. Dans tout le royaume on comptait une église paroissiale par chaque quatre milles carrés, et une maison religieuse (d'une espèce quelconque) par chaque trente milles carrés, c'est-à-dire que chaque étendue de terre de deux milles dans les deux sens possédait une église paroissiale, et qu'il y avait une maison religieuse dans chaque terrain de cinq milles de longueur et six milles de largeur. Ce sont là des faits que personne ne peut nier : la géographie nous fait connaître le nombre de milles carrés que contient le royaume, et le nombre des paroisses et des maisons religieuses est trop bien connu pour qu'on puisse faire aucune réclamation, puisque ce nombre se trouve dans tous les ouvrages. Ainsi le père du mensonge viendrait lui-même pour nous persuader que l'Angleterre n'était pas plus peuplée avant la réforme qu'elle ne l'est aujourd'hui, qu'il ne pourrait plus être cru que de ceux qui sont absolument privés de raison. On

peut en dire autant de l'Irlande, où il y avait selon Archdall, sept cent quarante-deux maisons religieuses sous le règne de HENRI VIII, et dès-lors, une pour chaque étendue de terrain de six milles dans chaque sens et où il y avait une église paroissiale par chaque étendue de terrain d'un peu plus de deux milles et demi dans chaque sens? Pourquoi donc toutes ces constructions? par qui avaient-elles été élevées? comment se soutenaient donc toutes ces maisons religieuses? Hélas! l'Irlande, à cette époque, était un pays riche et peuplé! ses habitans n'étaient pas nus et mourant de faim comme aujourd'hui. On n'avait pas besoin de faire des projets pour secourir les Irlandais en leur envoyant des secours du dehors.

453. Ancienne richesse. C'est là une question qui sera facilement décidée. Sous le règne de Henri VIII, immédiatement avant la "réforme," toutes les terres de l'Angleterre et du pays de Galles avaient été estimées, selon Hume, et on avait trouvé que le revenu annuel était de 3 millions: Hume cite sur ce point des autorités que l'on ne peut contester. Pour connaître quelle serait la valeur actuelle de ces trois millions, il nous faut lire un acte du parlement de la 24e année du règne d'Henri VIII qui dit: "Personne ne payera le mouton ou le porc plus d'un demi penny (un sol) et le mouton ou le veau plus de 3 farthings (trois liards) la

livre, et moins dans les endroits où ces objets se vendent aujourd'hui moins cher. " Mais, faitesy attention, ceci est pour le détail, c'est le prix de la viande prise dans l'étal du boucher : de sorte que pour le comparer au montant actuel du revenu du royaume, nous devons voir d'abord quel est à présent le revenu annuel de l'Angleterre et du pays de Galles, et ensuite quel est aujourd'hui le prix de la viande : je ne veux citer ici que les renseignemens qui seront appuyés sur une autorité incontestable, et c'est ce que je n'ai pas pour le montant du revenu en ce moment; mais je suis sûr de ce qu'était le revenu en 1804. On trouve dans un rapport imprimé par l'ordre de la chambre des communes, et daté du 10 juillet 1804 que "d'après les rapports du bureau des taxes (impôts fonciers) le revenu de l'Angleterre se trouvait être de trente-huit millions par an." Nous sommes donc bien certains d'avoir ici le montant exact du revenu : car qu'est-ce qui pouvait échapper à l'œil perçant de Pitt et de ses agens? L'inexpérience du vieil HENRI comparée à l'habileté de Pitt pour découvrir tout ce que pouvaient produire les terres a dû nuire encore au relevé de son époque. Le rapport de Pitt renfermait le revenu des mines, des canaux et de toute espèce de propriété foncière; et le revenu tout entier moutait à trente-huit millions. Remarquez que ceci était à l'époque de la modifi550

cation de la banque, à une époque où tous les prix étaient très-hauts, où les rentes surtout étaient très-élevées et où la viande était trèschère. Dans la même année je payais vingt livres de porc gras 18 schellings, mais en y comprenant la tête, les pieds et tous les débris; et pendant plusieurs années avant et après 1804, le porc, le bœuf, le mouton et le veau se vendaient plus de dix pences en détail. Or, comme l'acte du vieil HENRI défend de payer la viande dans quelques endroits moins d'un demi-penny et trois farthings, nous pouvons, je crois, présumer que le prix général était d'un demi-penny. Ainsi un demi-penny, valeur de l'époque du vieil Henri, équivalait à dix pences, valeur de l'époque de Pitt, et dès lors les trois millions de revenu du temps de Henri devaient représenter soixante millions en 1804. Et cependant ce revenu ne s'éleva qu'à trente-huit millions. En 1822 M. Curwen dit que le revenu était tombé à vingt millions; mais alors le prix de la viande avait aussi baissé. Il vaut mieux prendre 1804, puisque nous pouvons nous appuyer sur une autorité incontestable : cette preuve est de nature à désier toute chicane, personne ne peut disputer les faits, et cependant ils conduisent nécessairement à cette conséquence, que la nation était plus riche avant la "réforme" qu'elle ne l'est aujourd'hui. Je vais encore citer deux actes du parlement qui prouvent d'une manière frappante

la supériorité de l'opulence générale des temps catholiques. Le premier acte qui est de la 18c année de Henri VI, ch. XI, après avoir exposé les causes qui nécessitent cette loi, dit qu'aucun homme ne pourra, sans encourir une grande peine, être recu juge de paix, s'il ne possède en propriétés un revenu clair de vingt livres. Cet acte est de 1439, environ cent ans avant celui du vieil Henri VIII sur le prix de la viande. L'argent était d'une valeur encore plus élevée sous le règne de Henri VI, mais en le prenant au même prix que cent ans plus tard, et en le ramenant à sa valeur actuelle en la multipliant par vingt) un juge de paix devait avoir quatre cents livres de notre monnaie de revenu, et nous savons tous que nous avons des juges de paix qui n'en ont que cent. Cet acte de Ilenri VI nous montre que le pays était rempli de riches propriétaires. Et en esset l'acte lui-même dit que le peuple n'aimait pas voir élever au-dessus de lui des hommes d'un rang peu distingué. Un millier de ces individus qui se donnent le titre d'historiens ne pourrait pas détruire cette preuve de la supériorité, de l'opulence générale et du bonheur du royaume. Le second de ces deux actes dont j'ai parlé est de la première année de Ri-CHARD III (chap. IV): il fixe à vingt schellings le revenu que doit posséder un juré; mais ce revenu doit être libre de toute charge, c'est-àdire qu'à cette époque il fallait avoir un revenu

en propriétés foncières d'au moins vingt livres, valeur actuelle, pour être juré; et cependant les historiens écossais voudraient nous faire croire que nos ancêtres n'étaient que de pauvres mendians! tous ces faits ne nous prouvent-ils pas au contraire que l'Angleterre, dans les siècles catholiques, était un pays réellement riche; que la richesse était généralement répandue; que chaque partie du pays offrait un grand nombre de riches propriétaires, et que dès-lors on avait toujours de grandes ressources toutes prêtes quand on en avait besoin? Si nous nous avisions de nous lasser d'être conduits par des hommes d'une faible capacité; s'il nous prenait l'envie de demander qu'on ne pût être juge de paix à moins d'avoir quatre cents livres, et juré, vingt livres de revenu; si nous disions, comme du temps du bon HENRI, que nous ne voulons pas être gouvernés par des hommes d'une faible capacité, nous ne tarderions pas à voir Botany Bay. Quand le cardinal Pole débarqua à Douvres, sous le règne de la bonne MARIE, il fut accompagné et escorté sur sa route par deux mille gentlemen de la province tous à cheval. Quoi! deux mille gentlemen dans un pays que Chalmer représente comme si pauvre! Mais bien plus, ils appartenaient tous aux comtés de Kent et de Surrey. Pourrions-nous aujourd'hui trouver un pareil nombre de gentlemen dans ce pays? Enfin tout nous démontre qu'à cette époque l'Angleterre possédait un grand nombre d'hommes riches en propriétés, et si nous en cherchons la cause, nous la trouverons dans la faiblesse des revenus du roi. C'est cependant ce que Hume et les autres historiens écossais citent comme une preuve de la pauvreté de la nation! ils croient qu'un peuple ne vaut que ce qu'on arrache de lui, et rien de plus; et c'est sur cette doctrine que l'on s'est toujours fondé depuis la "réforme, " ce qui à la fin nous a amené au triste état où nous en sommes.

454. Ancienne puissance. Pour comparer exactement ce que nous sommes avec ce que nous avons été sous ce rapport, ne suffit-il pas de ce fait, que, pendant plusieurs siècles avant la réforme, l'Angleterre posséda une partie considérable de la France; que la "réforme" lui enleva les deux villes de Calais et de Boulogne, en ne lui laissant que les deux ilots de Gersey et Guernsey, que faut-il de plus? Jamais, jusqu'à la réforme, la France ne se crut en état de faire tête à l'Angleterre; depuis la réforme, non-seulement elle a cru pouvoir le faire, mais elle a montré au monde entier que ses prétentions étaient bien fondées. N'est-elle pas dans ce moment et malgré nous maîtresse de l'Espagne, tandis que la "réforme" nous a enlevé par ses conséquences une grande partie de nos possessions, et en a fait un état plus formidable qu'aucun de ceux que nous avons encore vus? Nous avons

554

il est vrai, de grandes armées sur pied, des arsenaux et des casernes qui étaient inconnus à nos pères; et cependant ils étaient toujours prêts à faire la guerre; ils avaient des ressources pour l'instant du besoin ; ils avaient des armes et des hommes, et ces hommes savaient, avant de prendre les armes, pourquoi ils auraient à combattre. Il est impossible de nous reporter aux temps passés, de voir la puissance dont jouit l'Angleterre pendant tant de siècles, et la déférence avec laquelle elle était traitée par toutes les autres nations, sans rougir de notre état actuel. Les plus grands potentats étaient les seuls qui pensassent à contracter des mariages avec l'Angleterre; les rois et les reines ne comptaient que des rois et des princes dans leurs familles. Il n'y eut jamais rien de petit qui songeât à s'en approcher. Elle était si honorée, son pouvoir était si universellement reconnu, qu'elle eut rarement l'occasion de le soutenir par la guerre. Et qu'at-elle été depuis cent cinquante ans? plus de la moitié du temps en guerre, et avec une dette, fruit de cette guerre, qu'elle ne pourra jamais payer, il ne lui reste plus d'autre espoir de salut que de persuader à ses ennemis bien connus qu'il n'est pas de leur intérét de l'attaquer. Ses exploits militaires ont été l'effet, non de ses ressources, mais de l'anticipation sur ces mêmes ressources. Elle a engagé, elle a dépensé d'avance les ressources dont elle aura besoin à l'avenir pour sa défense. Aujourd'hui elle est exposée par sa faiblesse bien connue à être insultée et injuriée, et dans le cas où elle serait attaquée, elle n'a plus à choisir qu'entre succomber sous les coups de ses ennemis ou être déchirée par les convulsions internes. La puissance n'est que relative : vous pouvez avoir plus de force que vous n'en aviez; mais si la force de vos voisins s'est augmentée dans une plus grande proportion, n'êtes-vous pas réellement plus faible que vous ne l'étiez? Pouvons-nous jeter les yeux sur la France et l'Amérique, pouvons-nous contempler les conséquences inévitables de la guerre sans voir où nous marchons et sans reconnaître que bientôt nous ne serons plus qu'une petite et faible nation? Pouvons-nous au contraire nous reporter vers les jours de nos ancêtres catholiques, et penser à leur haute puissance et à la soumission qu'obtenaient aussitôt leurs menaces, sans dire en gémissant : " Ces jours ne reviendront plus!"

455. Ancienne liberté. Pourrait-on me citer un seul avantage que nous ait procuré la "réforme," autre que la liberté d'avoir quarante croyances religieuses au lieu d'une? La liberté n'est pas un vain nom, ce n'est pas une idée abstraite, ce n'est pas une chose que personne ne puisse sentir. Elle signifie et ne signifie rien de plus que la jouissance entière et tranquille de votre propre propriété. Si vous ne possédez

556

pas cette dernière, si elle ne vous est pas bien assurée, vous pourrez vous donner le nom qui vous fera plaisir, mais vous n'êtes qu'un esclave. Or c'était sur ce point important que se tournait toute l'attention de nos pères catholiques : ils ne permettaient ni aux rois, ni aux parlemens de toucher à leurs propriétés, s'ils ne leur en avaient montré clairement la nécessité. Ils ne lisaient pas de journaux, ils ne parlaient pas de débats, ils n'avaient aucun goût pour les jouissances intellectuelles; mais ils regardaient la faim et la soif comme de grands maux, et ils ne souffraient pas que personne les réduisît à ne vivre que de pommes de terre et d'eau. Selon eux la maigreur et les haillons étaient des signes indubitables de l'esclavage, et ils ne manquaient jamais de résister à ceux qui voulaient les réduire à cet état. Vous pouvez répéter le mot liberté autant de fois qu'il vous plaira, mais s'il ne finit pas par vous procurer la jouissance tranquille de votre propriété, il ne sert à rien. Pourquoi les hommes ont-ils besoin de ce que l'on a appelé des droits politiques et des priviléges? Pourquoi ont-ils besoin par exemple de voter aux élections des membres du parlement? Sans doute parce qu'ils espèrent avoir de l'influence sur la conduite de ses membres. Et quel usage en feront-ils? - Ils empêcheront les membres de faire du mal. - Quel mal? - Mais imposer des taxes que l'on ne devrait pas payer.

C'est là l'usage et le seul usage des droits que les hommes en général puissent avoir. Or où en sommes-nous aujourd'hui si nous nous comparons sous ce rapport à nos ancêtres catholiques? - Peut-être ne votaient-ils pas tous aux élections? - Mais v votons-nous tous? Y a-t-il même un cinquième d'entre nous qui v votent? La grande masse du peuple de nos jours a-t-elle même la plus petite influence sur l'adoption des lois et sur l'imposition des taxes? Dans les siècles catholiques il avait l'église qui le protégeait : l'église était naturellement la protectrice du bas peuple; il n'y avait ni rois ni parlemens qui pussent défier sa puissance. Toute notre histoire nous prouve que l'église fut toujours pour le peuple, et que tous ces triomphes si vantés et avec tant de raison que nos pères obtingent sur leurs rois et les nobles furent dus à l'église. Elle le fit parce qu'elle ne dépendait ni des rois ni des grands; parce que, et c'est la seule cause, elle reconnaissait un autre pouvoir ; mais nous avons perdu la protection de l'église sans avoir rien qui en puisse tenir la place. Ce qu'elle a conservé de son pouvoir s'est joint aux autres ou plutôt a été accaparé par les autres pouvoirs de l'état, et a laissé la masse du peuple à la merci de ces autres pouvoirs. Les libertés de l'Angleterre : c'est là une phrase que tout le monde répète; mais que sont ces libertés? Les lois qui assurent les titres et la possession de la propriété, qui défendent toute arrestation, si ce n'est d'après le mode prescrit, et toute punition qui n'est pas précédée d'un jugement devant des juges et des magistrats bien connus et délégués par la loi. Elles nous assurent le jugement par jury, les précautions prises pour les ordres et les assignations, la publicité des jugemens, l'impartialité dans les procédures : telles sont les libertés de l'Angleterre. Nos ancêtres catholiques en possédaient-ils donc moins que nous? N'est-ce pas à eux que nous les devons toutes? avons-nous une seule loi qui assure la propriété ou la vie des individus et que nous n'ayons pas reçue d'eux? La marche du moulin, la loi qui défend aux hommes de sortir de chez eux entre le coucher du soleil et son lever; la loi qui bannit à perpétuité celui qui prononcerait le moindre mot ayant tendance à déverser du mépris sur nos représentans, ces lois ne nous viennent pas d'eux; nous pouvons nous en vanter comme de notre propre ouvrage, ainsi que de beaucoup d'autres qui portent à peu près le même caractère et qui sont indubitablement d'origine purement " protestante. "

456. Ancienne pauvreté. La pauvreté est après tout le vrai signe, le signe incontestable de l'esclavage. Les figures décharnées et les haillons sont la marque de l'esclavage. Quel est l'objet d'un gouvernement? de faire vivre les hommes heureux; mais peuvent-ils être heureux s'ils ne

sont ni assez nourris ni assez vêtus? Un bon gouvernement cherche un état de choses dans lequel la masse du peuple soit bien nourrie et bien vêtue. Le principal objet d'un gouvernement est d'avoir soin qu'une partie du peuple ne force pas l'autre à mener une vie misérable. On ne peut espérer de trouver ni moralité, ni vertus, ni sincérité, ni honnêteté chez un peuple qui est toujours tourmenté par de cruels besoins; et il est de la dernière barbarie de punir les hommes pour presque tous les crimes, qui après tout ne partent pas de leur cœur et qu'ils n'ont commis qu'entraînés par des besoins toutpuissans.

457. Nous ne savons que trop combien la masse du peuple est aujourd'hui pauvre et misérable; combien les hommes de cette classe sont avilis. Voyons donc ce qu'ils étaient avant cette " réforme" si vantée. Je vais citer ici mes autorités avec le plus grand sein. Je ne donnerai ni conséquences, ni approximations; mais je citerai des autorités que personne ne pourra récuser, des autorités que l'on sera obligé de regarder comme des preuves plus certaines que si elles étaient fondées sur les sermens de témoins dignes de foi reçus devant un tribunal. Je vais rapporter d'abord ce que dit Fortescue de l'état et de la manière de vivre des Anglais sous le règne de HENRI VI, c'est-à-dire dans le 15e siècle, lorsque l'Eglise catholique était dans toute

sa gloire. Fortescue fut lord-chef d'Angleterre pendant environ vingt ans; Henri VI le fit lordgrand-chancelier. Ayant été exilé en France à cause des guerres qui existaient entre les maisons d'York et de Lancastre, et le fils du roi, le prince Edouard, étant en exil avec lui, il écrivit une suite de lettres adressées à ce prince, dans lesquelles il cherchait à lui expliquer la nature et les effets des lois d'Angleterre, et l'engageait à les étudier et à les maintenir. Cet ouvrage qui a été écrit en latin, a pour titre : De laudibus legum Anglice, ou Eloge des lois d'Angleterre. Cet ouvrage fut traduit il y a bien long-temps en anglais, il jouit d'une grande autorité, et on le cite souvent dans nos cours. Personne ne peut douter de la véracité des faits rapportés dans un tel ouvrage : il fut écrit par un législateur célèbre et destiné à un prince; l'auteur savait qu'il serait lu par les autres légistes ses contemporains et par tous les légistes futurs. Le passage que je vais citer et qui a rapport à l'état des Anglais ne s'y trouve qu'accidentellement : il n'avait aucun but spécial et doit dès-lors être vrai.

458. Le chancelier, après avoir parlé d'une manière générale de la nature des lois de l'Angleterre et de la différence qui existe entre ces lois et celles de la France, prouve cette différence par leurs résultats et décrit dès-lors l'état du peuple français et l'état du peuple anglais. Voici ses expressions que je ne puis trans-

crire sans éprouver le plus vif sentiment de honte. " Les habitans de la France donnent chaque année à leur roi la quatrième partie de tous leurs vins: chaque vigneron donne le quart du prix qu'il retire de son vin. Les villes et les bourgs paient au roi tous les ans de grandes sommes d'argent que l'on lève pour les dépenses de ses hommes d'armes, de sorte que les troupes du roi qui sont toujours très-nombreuses, sont entretenues et payées annuellement par la classe movenne qui habite les villages, les bourgs et les villes. Une autre charge, c'est que chaque village est obligé de fournir et d'entretenir deux arbalètriers au moins, quelques-uns même plus, équipés de toutes pièces, pour servir le roi dans ses guerres aussi souvent qu'il lui plaît de les appeler, ce qui lui arrive souvent; mais en outre chaque village a encore de très-gros impôts à payer tous les ans pour le service du roi, et jamais les impôts n'y éprouvent la moindre diminution: aussi le paysan, exposé à ces calamités et à beaucoup d'autres encore, y vit dans la misère. Sa boisson constante est l'eau, sans qu'il boive jamais aucune autre liqueur pendant toute l'année, excepté dans quelques occasions extraordinaires et les jours de fête. L'habillement de ces hommes est un froc fait de canevas, et qui ressemble beaucoup à un sac; s'ils portent de la laine ce n'est que de la plus grossière, et encore sous leur froc. Leurs culottes

ne leur descendent que jusqu'aux genoux, le reste de leur jambe restant à découvert. Les femmes marchent pieds nus, excepté le dimanche. Ils ne mangent pas d'autre viande que le lard, et encore ils n'en emploient qu'une trèspetite quantité avec laquelle ils font la soupe. Quant aux autres espèces de viandes, soit rôties, soit bouillies, ils ne les goûtent jamais, à moins que ce ne soit la cure des moutons, des veaux et autres animaux que l'on tue pour les gens d'une condition plus relevée, et pour les marchands, auxquels ils sont obligés de conserver les cailles, les perdrix et les lièvres, sous peine d'être envoyés aux galères. Quant à la volaille, les soldats s'en emparent, et à peine leur laisse-t-on les œuss comme une espèce de friandise. Si on voit un homme réussir dans ses travaux et s'enrichir, il est aussitôt soumis à la taxe du roi qui est d'autant plus forte que ses voisins sont plus pauvres, et qui le réduit bientôt au même état que les autres. " Il donne ensuite l'état des Anglais à cette époque, ces Anglais bigots que CHALMER, HUME et les autres historiens de la même secte voudraient nous représenter comme une bande de misérables mendians. " Le roi d'Angleterre ne peut changer les lois ni en faire de nouvelles sans le consentement exprès de tout le royaume représenté par le parlement. Chaque habitant a la liberté de se servir et de jouir du produit de ses biens, des

fruits de la terre, de l'accroissement de son troupeau et de tout ce qu'il possède; toutes les améliorations qu'il peut faire, soit par sa propre industrie, soit par celle des gens qu'il tient à son service, lui appartiennent; il en jouit sans aucun obstacle, empêchement ou refus de personne; s'il est injurié ou opprimé d'une manière quelconque, il pourra toujours obtenir satisfaction de celui qui l'aura offensé. Aussi les habitans de l'Angleterre sont-ils riches en or et en argent et ils possèdent toutes les nécessités et tous les agrémens de la vie. Ils ne boivent point d'eau, excepté à de certaines époques, pour un motif religieux et par esprit de pénitence. Ils se nourrissent abondamment de toutes sortes de viandes et de poissons, dont ils trouvent une grande quantité partout; ils sont vêtus de bons habits de laine. Leurs lits, leurs couvertures et autres objets sont en laine et ils en sont bien fournis. Ils possèdent aussi tout ce qui est nécessaire dans un ménage; chacun a, selon son rang, tout ce qui peut rendre la vie heureuse et agréable. "

459. Allez maintenant lire ceci à ces pauvres diables qui dans ce moment ne se nourrissent que de plantes marines en Irlande, qui dans l'Yorkshire disputent aux pourceaux la nourriture dégoûtante que contiennent leurs auges, qui dévorent dans le Lancashire et le Cheshire la chair des chevaux morts, qu'on voit dans le

Hampshire et le Sussex attelés comme des chevaux et traînant du gravier, auxquels les magistrats allouent 3 den. par jour dans le Norfolk, qui enfin par toute l'Angleterre sont plus mal nourris que les criminels dans les prisons. Allez, et dites-leur, au moment où ils retirent leurs mains de l'auge des pourceaux, la langue encore salie des immondices qui leur servent de nourriture, dites-leur de crier: Point de papisme; allez lire aux misérables que vous avez trompés et avilis ce récit de l'état de leurs ancêtres catholiques qui vivaient sous ce que l'on a appelé impudemment la "superstition et la tyrannie du Pape," et dans ces temps que nous avons l'audace d'appeler "des siècles d'ignorance."

460. Regardez ensuite la peinture de la misère des Français, et vous, protestans anglais, si vous êtes encore capables de rougir, rougissez en pensant combien cette peinture convient aux Anglais de nos jours. Considérez-en bien toutes les parties, la nourriture, l'habillement et le gibier! Grand Dieu! si quelqu'un eut dit au vieux chancelier qu'un jour viendrait où cette peinture et même un état encore plus avilissant pour la nature humaine serait le partage de ce pays dont il se vantait tant, quel sentiment aurait-il éprouvé? Qu'eût-il répondu si on lui avait dit qu'il viendrait une époque où le soldat en Angleterre recevrait deux fois et même trois fois plus que le journalier; que les pommes

de terre seraient la seule nourriture du laboureur : que l'on ferait des distributions de soupe pour nourrir les Anglais; que des juges, assis sur le banc, qu'il avait occupé lui-même pendant vingt ans, déclareraient (comme on l'a fait l'année dernière dans la plainte contre les magistrats de Norhthellerton) que le pain et l'eau sont généralement la nourriture des ouvriers anglais? Qu'aurait-il répondu si on lui avait dit qu'il devait y avoir une " réforme " suivie de la dévastation complète des biens de l'église et des pauvres, soutenue par des guerres, créant une dette immense et des taxes énormes, et nécessitant l'entretien constant d'une nombreuse armée. Si on lui eût annoncé tout cela, à la vue des maux que nous éprouvons aujourd'hui il aurait pleuré sur sa malheureuse patrie. Mais si on lui avait ajouté qu'au milieu même de toutes ces souffrances nous aurions encore l'ingratitude et la bassesse de crier, " Point de papisme, "l'injustice et la cruauté de persécuter ceux des Anglais et des Irlandais qui resteraient fidèles à la foi de leurs pieux, de leurs braves et de leurs libres ancêtres, alors il aurait dit : Que la volonté de Dieu soit faite; qu'ils souffrent

461. Peut-être dira-t-on qu'alors le bonheur de l'Angleterre ne dépendait pas de l'église catholique, mais des lois, car les Français avaient cette église aussi-bien que les Anglais. Oui, sans doute; mais en Angleterre l'église était la vraie base des lois. La première clause de la grande charte établissait la stabilité de sa propriété et de ses droits. Les lois qui concernaient l'église et ses propriétés avaient fait une réserve pour l'indigent, mais une réserve efficace : il n'en était pas de même en France, et au reste cela n'existait nulle part ailleurs; en sorte que le peuple anglais a beaucoup plus perdu par la "réforme" que ne pourrait avoir fait tout autre

peuple.

462. L'autorité de Fortescue serait suffisante d'elle-même, mais je ne veux pas m'en tenir là. White, recteur de Selbourne dans le Hampshire, rapporte dans son histoire de ce village, autrefois fameux, un extrait d'un registre dans lequel il est dit qu'on punissait les hommes dont la conduite était répréhensible en les forçant à passer quinze jours au pain et à la bière! Cela se passait vers l'an 1380, sous le règne de RICHARD II. Misérables temps! siècle d'obscurité! Ce fait doit être vrai, White n'avait aucune raison particulière pour l'inventer : ce n'est que par hasard qu'il a cité ce fait, ou plutôt qu'il l'a transcrit de dessus le registre; et quelque peu important que soit le fait en lui-même, il nous fait au moins connaître la manière dont on vivait généralement dans ces temps heureux. Allez vers ces hommes que l'avarice a attelés dans le Hampshire pour leur faire tirer du gravier; dites-leur

qu'ils ne manquent pas de crier : A bas le papisme, car si le l'ape n'est pas renversé, il pourra un jour les forcer à jeuner au pain et à la bière, au lieu de souffrir qu'ils continuent à se régaler de bonnes pommes de terre et d'eau pure.

463. Mais venons-en aux actes du parlement. et d'abord à l'acte indiqué ci-dessus, paragraphe 453, qui fixe le prix de la viande. Après avoir nommé quatre espèces de viandes, le bœuf, le porc, le mouton et le veau, le préambule ajoute ces mots : ces viandes étant la nourriture des classes les plus pauvres. Ceci est concluant : c'est une mention accidentelle d'un fait, c'est un acte du parlement, il doit être vrai; et il est un autre fait dont nous ne sommes pas moins certains, c'est que les juges ont prononcé qu'aujourd'hui le pain est la nourriture des classes les plus pauvres. Qu'avons-nous besoin d'autres preuves pour être convaincus que la "réforme" a appauvri la masse du peuple?

464. Je veux cependant prouver par d'autres actes du parlement que le fait attesté dans cet acte est vrai. Les actes dont je parle fixent les gages que l'on doit donner aux ouvriers; il existe plusieurs de ces actes, mais un ou deux suffiront : l'un, de la vingt-troisième année du règne d'EDOUARD III, détermine les prix suivans sans la nourriture; on y trouve de bien plus grands détails, mais ce qui suit suffit pour l'objet que

nous nous proposons.

	S.	d.
Une femme, pour faner, ou sarcler		
le blé, par jour.	0	I
Un homme conduisant un tombereau	0	31/2
Un moissonneur.	0	4
Pour faucher un acre de pré.	0	6
Pour battre un quartier de froment.	0	4

Voici le prix des souliers, des habits et des provisions pendant tout le temps que cette loi resta en vigueur;

1/2

Ces derniers prix sont tirés du pretiosum de l'évêque Fleetwood qui les a trouvés dans des registres tenus par des économes de couvens. Tout le monde sait que l'ouvrage de Fleetwood est d'une autorité incontestable.

465. Nous comprenons facilement que le bœuf,

le porc, le mouton et le veau étaient la nourriture des classes les plus pauvres : lorsqu'un conducteur de tombereau gagnait plus que le prix d'une oie et demie dans sa journée, et lorsqu'une femme recevait pour une journée de sarclage le prix d'un quarter de vin rouge! Il fallait pour faire un habit de berger deux verges de drap, et comme il coûtait 2 s. 2 d., le moissonneur pouvait en gagner un en six jours, et le conducteur de tombereau pouvait gagner presque une paire de souliers chaque jour ; ce dernier ouvrier pouvait gagner un mouton gras tondu en quatre jours; il pouvait gagner un cochon gras de deux ans en douze jours; un bœuf engraissé à l'étable en vingt jours; de manière que nous concevons facilement comment le bœuf, le mouton, le porc, étaient la nourriture des plus pauvres gens: mais rappelons-nous que c'était un peuple bigot, enseveli dans "les superstitions du papisme.» Dans nos jours de lumière protestante et de jouissance intellectuelle, les magistrats de Norfolk ont décidé que les plus pauvres devaient recevoir 3 d. par jour, pour chaque homme capable de travailler; c'est-à-dire un demi penny de moins que le conducteur de tombereau. Avec ces 3 d. les gentlemen point de papisme, auront à peine six onces de vieille brebis, tandis que le journalier papiste gagnait par jour plus du quart d'un mouton gras.

466. Mais les papistes pouvaient travailler da-

vantage que les protestans éclairés, ils pouvaient faire plus d'ouvrage en un jour. Ceci est contraire à toutes les assertions des filosofes, car ils soutiennent que la religion catholique rendait les hommes paresseux; mais pour terminer cette question, examinons le prix du travail, ce que l'on donnait pour faucher un acre de pré et pour battre un quarter de blé; et voyons quels sont aujourd'hui les prix des gages comparés aux prix de la nourriture. Je puis citer l'autorité du parlement depuis 1821, époque à laquelle on imprima par l'ordre de la chambre des communes un rapport qui contenait la déposition de M. Ellman de Sussex sur les gages, et celle de M. George de Norfolk sur le prix du froment. Le rapport est daté du 18 juin 1821; le calcul est basé sur vingt années dont on a pris le terme moyen, depuis 1808 inclusivement. Nous allous voir à présent comment l'Anglais dévot soutient la comparaison avec l'Anglais point de papisme.

Le catholique pour faucher un acre de pré.

Our battre un quarter de blé.

Our battre un quarter de blé.

Le protestant pour faucher un acre de pré.

3 7³/₄

— Pour battre un quarter de blé. 4 o Voici certes une bien grande amélioration; mais examinons maintenant le prix relatif du froment que l'ouvrier a dû acheter avec ses gages. Nous avons vu que le superstitieux papiste payait son boisseau de blé cinq pences, et le rapport de M. George nous apprend que le protestant éclairé devait le payer 10 shellings, c'est-àdire 24 fois autant que le sot papiste qui se laissait tromper par des prêtres. De sorte que l'homme éclairé, pour se trouver aussi bien traité que celui des siècles d'ignorance, aurait dû recevoir 12 shellings au lieu de 3 s. 7 3/4 d. pour faucher un acre de pré; et de même il aurait dû recevoir pour battre un quarter de blé, 8 shellings au lieu de 4 qu'il reçoit. Si nous avions les pièces nécessaires, nous trouverions sans doute que l'Irlande était dans le même état.

467. Voilà, je crois, qui est prouvé : et si la société biblique, si celles dites d'éducation et de la connaissance du christianisme voulaient, comme elles le pourraient, mettre ce petit livre dans les mains de leurs millions d'élèves, la question de la religion serait décidée pour jamais, au moins quant à ce qui regarde ce royaume. J'ai prouvé maintenant que la description que nous fait Fortescue de la vie heureuse de nos ancêtres catholiques était exacte. Les preuves étaient inutiles, mais j'ai voulu les donner: je pourrais rapporter plusieurs autres actes du parlement appartenant à des siècles différens, et qui confirment tous la vérité du récit de Fortescue. On trouve beaucoup de preuves dans l'ouvrage de l'évêque Fleetwood que les ouvriers

étaient traités avec beaucoup de bonté par leurs supérieurs et surtout par le clergé. Par exemple, on trouve dans une fourniture de couvent cet article: 30 paires de gants d'automne pour les domestiques. C'était là une cruelle superstition. Dans notre siècle éclairé, parmi nos lecteurs de bible, qui pense à donner des gants aux ouvriers? Nous avons des prêtres comme les hommes des siècles d'ignorance en avaient; les nôtres se tiennent aussi bien à cheval que les leurs, mais ces derniers se servaient plus souvent des rênes et employaient moins l'éperon. Il est intéressant d'observer que le salaire des personnes qui occupaient de grandes places était, par rapport à ce qu'il est aujourd'hui, bien faible si on le compare avec le salaire des classes ouvrières. Si vous calculez le revenu annuel du conducteur de tombereau, vous trouverez en le multipliant par vingt pour l'élever à la valeur actuelle, qu'il ne monte qu'à 91 l. par an, tandis que les émolumens des juges ne passaient pas 60 l. par an (valeur de ce temps), et dès-lors n'excédaient pas 1,200 l. de notre monnaie. Ainsi un juge n'avait pas les émolumens de quatorze terrassiers. Nous devons croire que les juges dans ces siècles d'ignorance où vivaient et écrivaient Littleton et Fortescue, avaient de quoi vivre honorablement : car Fortescue dit qu'ils menaient une vie de repos et de contemplation, qu'ils ne restaient jamais plus de trois

heures au tribunal, depuis huit jusqu'à onze! s'ils avaient vécu dans ce siècle éclairé, il leur serait resté peu de temps pour leur contemplation! ils n'auraient pas manqué d'ouvrage, ils auraient trouvé que leur charge n'était pas une sinécure et que dix revenus comme le leur n'eussent pas suffi pour compenser leur énorme travail. Ceci nous fournit en outre une autre preuve indubitable de la félicité générale, de l'honnêteté et de l'innocence qui régnaient à cette époque. Les juges menaient une vie de loisir; ce fait cité accidentellement par un homme qui avait été pendant vingt ans lord-chef de la justice nous fournit un vrai caractère de la religion de nos pères si long-temps calomniée.

468. Quant à ce fait important, que la masse du peuple a été avilie et appauvrie depuis l'époque de la " réforme; " quant à ce fait important, dis-je, il ne peut plus rester aucun doute dans l'esprit de quiconque a lu jusqu'ici ce petit ouvrage; et je crois que de même personne ne peut plus douter que cet appauvrissement et cet avilissement ne soient dus à l'événement que l'on a appelé la " réforme," puisque dans les lettres précédentes, et surtout dans la 15e j'ai fait voir dans cet événement l'origine de nos dettes et de nos énormes impôts. Mais je ne puis terminer avant d'avoir tracé les progrès horribles de cet appauvrissement. Le fait bien connu que dans les temps catholiques on

n'entendait parler ni de collectes forcées pour les pauvres, ni même du nom avilissant de pauvre, et que ces nouveautés furent dues à la "réforme," ce simple fait pourrait suffire et suffit bien en effet; mais voyons les progrès de cet appauvrissement protestant.

469. On trouve le commencement des lois des pauvres dans un acte de la 27e année du règne de HENRI VIII (chap. 25). Les monastères ne furent détruits que l'année suivante; mais déjà l'action de l'Église catholique était arrêtée de fait, et aussitôt on vit de tous côtés des indigens et des mendians, que le gouvernement avait toujours eu en grande horreur et qui commencèrent à déshonorer ce pays naguère encore si heureux. Pour y mettre un frein, cet acte autorisait les schériffs, les magistrats et les marguilliers, à faire lever des aumônes volontaires, et en même temps il punissait les mendians qui persévéraient dans leur état en leur faisant couper une partie de l'oreille, et en les mettant à mort comme des criminels, s'ils y retombaient de nouveau! telle était l'aurore de cette "réforme" qu'on veut nous forcer à louer et à admirer!

470. Le jeune saint EDOUARD, comme Fox l'appelle avec impiété, le martyr commença son règne protestant par un acte (1re année d'Edouard, chap. 3) qui pour punir les mendians les faisait marquer avec un fer rouge et les

faisait réduire à l'esclavage pendant deux ans. donnant à leurs maîtres le droit de leur faire porter un collier de fer, de les nourrir au pain et à l'eau et de les priver de viande : car à cette époque il v avait encore de la viande pour ceux qui travaillaient; les jours des pommes de terre et du pain et de l'eau n'étaient pas encore arrivés : ils étaient réservés pour nos jours de lumières, nos jours de jouissances intellectuelles; nos jours où l'on lit tant la bible, dans ces temps heureux l'on ne paraît même pas avoir pensé à la chair de cheval; si l'esclave cherchait à se sauver ou désobéissait, cet acte le condamnait à l'esclavage pour la vie. Au reste cet acte n'était que le précurseur de ceux qui devaient établir l'église d'Angleterre! horrible tyrannie! on avait enlevé au peuple une ressource que la grande charte, la justice, la raison, la loi naturelle lui avaient donnée; on ne la remplacait d'aucune manière, et on voulait les réduire à l'esclavage, les marquer d'un fer rouge, les enchaîner parce qu'ils cherchaient à soulager par leurs prières les tourmens de la faim.

471. Vint ensuite la bonne reine Bess qui après avoir tenté en vain huit fois de faire sou-lager les pauvres par des aumônes, fit l'acte obligatoire qui est encore en vigueur aujourd'hui. On avait eu recours à toutes sortes de moyens asin d'éviter d'en venir à cet acte. Pendant ce règne et les deux précédens, on avait accordé

des licences pour mendier; mais à la fin l'acte obligatoire arriva, cette marque indélébile de l'église protestante " établie par la loi. " On remit aussi long-temps qu'on le put cette cotisation, et même elle ne fut jamais goûtée de ceux qui avaient entre les mains les dépouilles de l'église et des pauvres, mais c'était une mesure d'une nécessité absolue. Toutes les tortures. toutes les lois martiales de ce règne cruel n'auraient pu maintenir le peuple sans cet acte, dont les auteurs semblent avoir eu honte de donner les raisons, car il n'a pas de préambule. Le peuple, si heureux dans les anciens temps, ce peuple que Fortescue nous a fait connaître, était devenu une nation de misérables. Defoe, dans l'un de ses traités dit que la bonne Bess traversant son royaume, et voyant l'aspect misérable des bandes qui accouraient pour la voir, s'écriait souvent : pauper ubique jacet, c'est-à-dire la terre est couverte de mendians. Cette contrée était celle dans laquelle Fortescue avait laissé un peuple jouissant de tout ce qui peut rendre la vie heureuse et agréable!

472. Les choses ne prirent pas un meilleur aspect sous les règnes des Stuarts, si on en excepte cependant ce qui était l'effet des lois des pauvres. Ainsi les cruautés que l'on avait exercées jusqu'alors étaient devenues inutiles depuis cet acte, et tant que les impôts furent légers, on ne vit réellement qu'un petit nombre de pau-

vres; mais aussitôt que les taxes commencèrent à s'élever, les faiseurs de projets se mirent à chercher les movens de détruire la pauvreté. Parmi eux fut un certain CHILD, marchand et banquier, et qui avait aussi été chevalier ou baronet, car on l'appelait sir Josiah. Son projet, qui était bien digne de lui, supposait une commission d'hommes désignés exprès et qui porteraient le nom de pères des pauvres. Un autre article de ce projet portait que ces pères auraient le droit d'envoyer autant de pauvres qu'ils le jugeraient à propos dans quelqu'une des plantations de sa majeste (c'est-à-dire de les déporter et de les faire esclaves). Eh! grand Dieu! c'est là le pays que nous a dépeint Fortescue! c'est là ce pays de la grande charte! et ce monstre a osé publier son projet! et nous n'apprenons pas que personne ait eu l'humanité de condamner la conduite d'un misérable aussi barbare!

473. Quand le libérateur fut venu, quand la révolution glorieuse fut consommée, quand on eut fait une guerre, créé une dette et une banque, et tout cela pour renverser pour toujours le papisme, le nombre des pauvres augmenta dans une telle proportion que le parlement renvoya devant le bureau du commerce pour chercher et indiquer un remède. Locke était un des membres de la commission, et voici un passage du rapport du bureau qui est vraiment

curieux : " La multiplicité des pauvres et la nécessité de l'augmentation de la taxe pour leur soutien est tellement avouée de tout le monde qu'il ne peut plus y avoir aucun doute à ce sujet; et ce n'est que depuis la dernière guerre que ce mal nous entoure de tous côtés; il est devenu un fardeau très-lourd depuis bien des années, et déjà sous les deux règnes précédens, il allait en croissant comme il le fait aujourd'hui. Si l'on veut en chercher les causes, nous croyons qu'on trouvera qu'il vient, non de la rareté des vivres ni du défaut de travaux pour les pauvres, puisque la bonté de Dieu n'a pas accordé une moindre abondance à nos temps qu'aux temps anciens, et qu'une longue paix durant trois règnes a fait fleurir notre commerce autant que jamais. L'augmentation du nombre des pauvres doit dès-lors avoir une autre cause, et on ne peut l'attribuer qu'au relâchement de la discipline et à la corruption, la vertu et l'industrie étant aussi nécessairement les compagnes de la première, que le vice et la paresse le sont de la dernière "

474. Ainsi la faute était du côté des pauvres eux-mêmes, et M. Locke ne paraît pas avoir pensé qu'il fallait une cause pour cette cause elle-même. Il savait bien qu'à une certaine époque il n'y avait pas du tout de pauvres en Angleterre; mais jouissant d'une bonne place sous le libérateur, il ne pouvait même penser à faire

allusion à ce fait important, relâchement de la discipline, quelle discipline! Qu'entendait-il par discipline? La spoliation des biens de l'église et des pauvres, l'augmentation des impôts, la faiblesse des gages comparés aux prix de la nourriture et de l'habillement; le vol des gains du pauvre pour les donner aux marchands de rentes et autres mangeurs d'impôts. C'étaient là les causes de ce mal honteux; il le savait trèsbien, et dès-lors il n'est pas étonnant que son

rapport n'ait présenté aucun remède.

475. Après Locke vint, sous le règne de la reine Anne, Defoé qui semble avoir été le père des faiseurs de projets de nos jours; car Malthus et l'avocat Scarlett n'ont fait que suivre ses traces. Il voulait que l'on n'accordat aucun secours aux pauvres : il attribuait leur pauvreté à leurs crimes et non leurs crimes à leur pauvreté, et il attribuait leurs crimes à leurs excès, à leur orgueil et à leur paresse. Il dit que les ouvriers anglais mangent et boivent trois fois autant que ceux des autres nations! Combien étaient différentes les notions de cet insolent protestant français de celles du chancelier Fortescue, qui regardait la bonne nourriture du peuple comme la meilleure preuve possible de la bonté des lois, et semblait prendre plaisir à dire que les Anglais étaient nourris abondamment de toute espèce de viande et de poisson.

476. Si Defoé avait vécu dans notre siècle de

lumières, il n'aurait au moins vu aucun excès parmi les pauvres, à moins qu'il n'eût regretté même la chair de cheval, les plantes marines, les immondices contenues dans l'auge des pourceaux. Depuis lui, on a bien présenté cent projets, et fait plus de cinquante lois pour régler les affaires des pauvres; mais la pauvreté est encore là pour compléter le parallèle entre l'église catholique et l'église anglicane. " Voilà, pour-" rait dire la première à la dernière, voilà le " résultat de vos efforts pour me détruire. S'il " m'était permis de désirer une vengeance, je " vous dirais : Je suis plus que vengée par ce " seul mal, ce mal honteux et qui ne cesse ja-" mais. Forcez ces malheureux que vous tron-" pez et que vous bourrez de pommes de terre; " forcez-les encore de crier : Point de papisme, " et lorsqu'ils se retirent sous leur chaumière, " évitez surtout de leur rappeler la cause de " leur pauvreté et de leur avilissement."

477. Hume, en parlant des souffrances du peuple, dit qu'à la fin ces souffrances eurent un bon effet puisqu'elles amenèrent notre état présent. Croyait-il donc cet état présent préférable à celui du temps de Fortescue? Hume écrivait il y a cinquante ans, mais il écrivait long-temps après Child, Locke et Defoé. Il n'est que trop vrai que c'est la "réforme" qui nous a amenés à notre état présent; c'est elle qui a produit ce fruit amer que nous goûtons

aujourd'hui. Dans un rapport d'un prêtre anglican, publié par la chambre des communes en 1824, on voit que les ouvriers du Suffolk sont tous des voleurs, trop profondément corrompus même pour être mis à la raison. Dans un autre rapport d'un shériss de Wiltshire (en 1821). on voit que la nourriture habituelle des laboureurs dans la campagne est la pomme de terre. Les juges de la cour du banc du roi (1825) ont déclaré que la nourriture générale des ouvriers était le pain et l'eau; un rapport des comités du nord (1825) publié sur les lieux, dit qu'un grand nombre d'individus meurent presque de faim, que quelques-uns mangent de la chair de cheval et de mauvais grains, tandis qu'on sait bien que le pays fournit abondamment des vivres, et tandis que le clergé a récemment prononcé du haut de la chaire les remercîmens d'usage pour les temps d'abondance. Une loi passée depuis peu qui déclare félon celui qui cueille une pomme d'un arbre, apprend au monde entier quel peu de cas on fait de nos mœurs et de nos jours; et que la nation, autrefois la plus grande et la plus morale du monde, est aujourd'hui une nation de voleurs incorrigibles, et trèscertainement la plus appauvrie, la plus déchue, la plus dégradée qui ait jamais existé.

478. J'ai maintenant rempli ma tâche, j'ai prouvé ce que je m'étais proposé : né et élevé

dans le sein de l'Église anglicane, ayant une épouse et une nombreuse famille qui professent la même foi, ayant dans un cimetière protestant les dépouilles mortelles des plus chéris des parens, auprès desquels j'espère qu'un jour la piété conjugale ou filiale me mettra reposer, je n'ai pu avoir dans cette entreprise d'autre motif qu'un amour sincère et désintéressé de la vérité et de la justice. Ce n'est pas pour les riches et les puissans d'entre mes compatriotes que j'ai écrit, mais pour les pauvres, pour ceux qui sont persécutés, qui sont proscrits. Je n'avais point oublié que cette entreprise ne pouvait jouir d'une grande popularité; mais lorsque je vis le long triomphe de la calomnie sur la religion de ceux auxquels nous devons tout ce que nous avons de grand et de renommé, quand je fus convaincu que je pouvais faire beaucoup pour contrebalancer cette calomnie, quand un droit si sacré m'ordonnait de parler, c'eût été une bassesse de ma part si j'avais gardé le silence, et cette bassesse eût encore été plus affreuse, lorsque j'avais la volonté aussi-bien que le pouvoir de le faire, si j'avais été retenu par la crainte des traits du mensonge et de la folie. Une des plus grandes consolations sur la terre c'est de n'avoir aucun reproche à se faire; et maintenant, au milieu des dangers affreux que l'événement dont je me suis occupé a accumulés autour de

ma patrie, je puis, en priant Dieu de lui épargner une nouvelle ruine et de plus grands malheurs, je puis dire en toute sûreté que je ne suis coupable ni tacitement ni expressément d'aucune des causes de sa ruine.

FIN DE LA 16º ET DERNIÈRE LETTRE.

TABLE

DES MATIÈRES DES QUATRE SÉRIES.

•	
	Pag.
Lettre I. Introduction.	1
Lettre II. Origine de l'Eglise Catholique.	
Histoire de l'Eglise en Angleterre,	
jusqu'à l'époque de la "Réforme."	
Commencement de la "Réforme" par	
Henri VIII.	34
Lettre III. Résistance aux mesures du roi.	
Effets de l'abolition de la suprématie	
du Pape. Mort de Sir Thomas More	
et de l'Evêque Fisher. Massacres hor-	
ribles des Catholiques. Luther et la	
nouvelle Religion. Catholiques et Pro-	
testans brûlés dans le même bucher.	
Conduite exécrable de Cranmer. Titre	
de Défenseur de la foi.	70
Lettre IV. Tyrannie horrible. Massacre	
de la Comtesse de Salisbury. Célibat	
du Clergé. Evêque de Winchester. Ac-	
cusations de Hume, et réponse de l'E-	
véque Tanner.	107

Lettre V. Autorités relatives aux Effets des Institutions Monastiques. Leur grande Utilité. Sagesse politique qui présida à leur fondation. Nomination du scélérat Thomas Cromwell. Ses OEuvres de Pillage et de Dévastation. Premier Acte du Parlement qui autorisa le Pillage.

145

Lettre VI. Confiscation des monastères.

Moyens bas et cruels employés pour
parvenir à ce résultat. Dévastation et
bouleversement du pays. Violation du
tombeau d'Alfred. Le roi divorce de
nouveau et fait encore périr sa femme.
Mort du scélérat Cromwell. Mort du
tyran lui-même.

176

Lettre VII. Commencement d'Edouard VI.

Parjure des exécuteurs testamentaires
de Henri VIII. Nouvelle église établie par la loi. Spoliation des églises.
Insurrection du peuple. Trahison de
Cranmer et de ses complices. Mort du
Roi.

216

Lettre VIII. Marie monte sur le trône.
Lois douces et bienfaisantes qu'elle établit. Réconciliation de la nation avec l'Église. Grande piété de la reine; générosité dont elle fait preuve. Elle épouse Philippe. Martyrologe de Fox.

260

Lettre IX. Guerre de Marie avec la France. Prise de Calais par les Français. Mort de la reine Marie. Élisabeth monte sur le trône. Elle fait des lois cruelles et sanguinaires sur la religion. Sa perfidie envers la France. Honte qu'elle attire, par cette perfidie, sur son gouvernement et sur l'Angleterre. Elle abandonne láchement, et pour toujours, Calais à la France.

305

Lettre X. Massacre de la Saint-Barthélemi. Ses suites. Bess fait couper la main à un homme qui avait traversé ses amours. Ses favoris et ses ministres. Histoire et meurtre de Marie, reine d'Ecosse.

340

Lettre XI. Hypocrisie de Bess à la Mort de Marie Stuart. Armée d'Espagne. Lois des pauvres. Traitement barbare de l'Irlande. Inquisition de Bess. Horrible persécution des catholiques. Tourmens et tortures qu'elle emploie. Sa mort. 377

Lettre XII. Avénement de Jacques Ier Persécution horrible des catholiques. Complot des poudres. Charles Ier mis au nombre des martyrs.. Seconde réforme, ou réforme vraiment pure. Charles II. Complots et ingratitude qui signalent son règne. Jacques II. Il cherche à introduire une tolérance générale. Aurore de la glorieuse révolution.

412

LETTRE XIII. Glorieuse révolution, ou troisième " réforme." Le roi hollandais et son armée libératrice. Crimes de Jacques II, avec des éclaircissemens. Pureté du parlement. L'évêque protestant Jocelyn. Sydney et autres patriotes protestans. L'acte habeas corpus. Fondation des colonies d'Amérique.

445

Lettre XIV. Triomphe de Guillaume sur Jacques et les catholiques. Besoin d'argent pour faire une guerre contre le papisme. Projet d'emprunt de fonds publics de Burnet. Origine des banques et des bank-notes. Énormes impôts. droit d'excise, bill septennal. On veut taxer les Américains. Ils se révoltent malgré la doctrine de Blackstone. Reproches qu'ils font à Georges III.

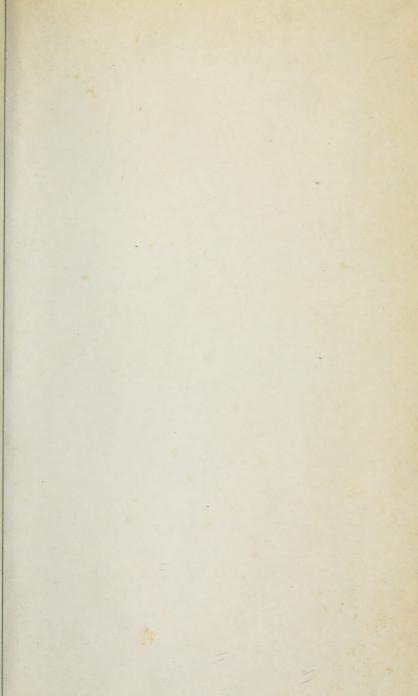
LETTRE XV. La révolution d'Amérique procure du soulagement aux catholiques. Persécution jusqu'au règne de Jacques II. L'église anglicane s'oppose à la liberté de conscience. Code pénal horrible, que la crainte force enfin à adoucir. La révolution française fait modifier le code de nouveau. Code pénal tel qu'il existe maintenant. Résultat de la réforme pour ce qui regarde la religion. 500

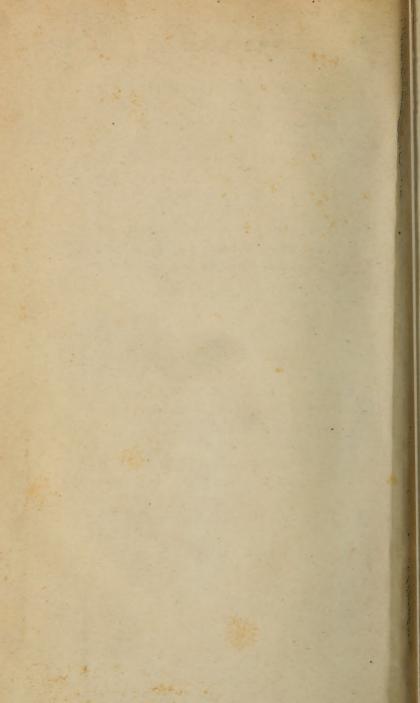
Pag.

Lettre XVI. Ancienne population de l'Angleterre et de l'Irlande; ancienne richesse; ancienne puissance; ancienne liberté; ancienne abondance et ancienne félicité.

539

UIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.





BR 375 .C614 1826 SMC

Cobbett, William, 1763-1835. Histoire de la reforme protestante en AWP-1950 (mcsk)

